

**STATISTIQUES ETABLIES
SUR BASE DES COMPTES ANNUELS
PRESENTES CONFORMEMENT AU SCHEMA
PREVU PAR L'ARRETE ROYAL DU 8 OCTOBRE 1976**

La loi du 24 mars 1978 relative à la publicité des actes et comptes annuels des sociétés commerciales ou à forme commerciale, habilite la Banque Nationale de Belgique à publier des statistiques globales et anonymes relatives à tout ou partie des éléments contenus dans ces comptes.

Ces statistiques sont à présent disponibles pour l'année 1983.

Etablies au départ des comptes de 17.378 entreprises, elles distinguent 101 niveaux de regroupement sectoriel et se composent, à chacun de ces niveaux, de globalisations de rubriques comptables de même libellé et de distributions de ratios de rentabilité, de liquidité et de solvabilité. Une notice situant ces niveaux et décrivant le contenu de ces statistiques peut être obtenue gratuitement auprès des sièges de la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province.

Chacun de ces sièges délivre aussi sur demande, même formulée par correspondance :

- une brochure présentant ces globalisations et ratios à 36 niveaux distincts de regroupement sectoriel ;
- les mêmes informations sur pages volantes, pour chacun de ces niveaux et de 65 autres correspondant à des regroupements moins larges d'activités économiques.

T.V.A. incluse, mais hors frais de port, le prix de la vente de la brochure est de 530 F ; celui d'une page, de 12 F.



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LX^e Année

Tome I N^o 5 - Mai 1985

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Mesure de politique monétaire. Communiqué du 8 mai 1985.
- 5 L'aide aux secteurs nationaux.
- 31 Changements apportés au tableau XIII-5b de la partie « Statistiques » du Bulletin de la Banque.
- 35 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois d'avril 1985.
- 1 Statistiques.
- 169 Législation économique.
- 183 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

Communiqué du 8 mai 1985

Depuis que se sont résorbées les tensions survenues au cours du premier trimestre de 1984, dans les marchés des changes des pays membres du Système Monétaire Européen, la Banque a progressivement organisé le repli des taux du marché monétaire intérieur. C'est ainsi que le taux des certificats de trésorerie à trois mois, instrument important dudit marché, qui avait été porté à 12,25 p.c. en février 1984, a été abaissé progressivement à 9,50 p.c. Ce recul a entraîné celui d'autres taux à court terme et notamment ceux des crédits bancaires qui ont été réduits de 1,50 à 1,75 p.c. suivant les types de crédits. D'ailleurs, la rémunération des gros dépôts en francs belges dans les banques a diminué d'environ 3 p.c. dans la même période.

L'action de la Banque, poursuivie dans un climat de détente, a eu pour effet d'abaisser effectivement le coût du crédit et les charges financières du Trésor, d'autant plus que cette action a facilité un mouvement de recul des taux à long terme.

Cette évolution s'est produite sans que la Banque ait aligné ses propres taux sur ceux du marché. La réticence de la Banque à abaisser les taux officiels s'explique par les considérations suivantes. La tradition s'est créée d'accorder aux modifications des taux de la Banque une portée qui dépasse exagérément leur signification technique. Devenu symbole, le taux de l'escompte officiel est aujourd'hui un instrument lourd à manier, alors que depuis une décennie, la politique monétaire devait affronter des changements, beaucoup plus rapides et plus intenses qu'auparavant, des dispositions des marchés intérieurs de fonds et du marché des changes.

Lorsque l'aisance du marché monétaire met celui-ci « hors Banque » il n'y a aucun inconvénient d'ordre financier à cette inertie des taux de la Banque dont la politique s'exerce effectivement au travers des taux du marché dont elle peut encourager le repli. Mais il n'en est pas de même lorsque l'abondance des fonds sur le marché monétaire vient à disparaître, notamment dans les périodes de tensions sur le marché des changes : dans ce cas, la Banque doit pouvoir ajuster rapidement ses propres taux aux hausses qui se produisent sur les divers compartiments du marché de fonds à court terme. Si cette manœuvre, d'ordre technique, est gênée ou retardée par la signification excessive qui lui est attribuée, la Banque est amenée à reconstituer trop longtemps, à un prix trop bas, les ressources du marché des fonds à court terme et d'entretenir ainsi, le plus souvent, la diminution de ses réserves de changes.

En vue de parer à ces inconvénients et de rendre plus de souplesse au maniement de ses taux, la Banque a décidé de modifier les modalités selon lesquelles ceux-ci seront fixés.

Dorénavant, le taux d'escompte de la Banque sera fixé chaque mercredi par le Conseil de régence, sur la base du taux du certificat de trésorerie à trois mois en vigueur la veille. Le Conseil fixera en même temps, sur la même base, les limites inférieure et supérieure entre lesquelles le Comité de direction pourra faire varier le taux d'escompte si l'évolution des marchés nécessite une adaptation de celui-ci avant la réunion suivante du Conseil. Le taux des avances sur nantissement sera fixé de manière à le rendre très proche du coût effectif du réescompte.

Comme par le passé, le marché sera immédiatement informé de toute modification du taux d'escompte et le nouveau taux sera d'application le lendemain de cette communication.

Le 8 mai 1985, le taux d'escompte a été fixé à 9,75 p.c. et le taux des avances à 10,25 p.c.

✱

Note au lecteur

Un article consacré aux nouvelles modalités de fixation des taux de la Banque sera publié dans un prochain numéro du Bulletin. On rappellera qu'un tableau donnant un aperçu rétrospectif de ces taux figure dans la partie « Statistiques » sous le n° XIX-1 ; tout abonné au Bulletin peut demander qu'une version dûment mise à jour de ce tableau lui soit adressée immédiatement après chaque modification de taux.

L'AIDE AUX SECTEURS NATIONAUX

Introduction

La Loi du 8 août 1980 de réforme institutionnelle de l'Etat, qui a attribué aux régions certaines compétences en matière de politique économique et, en particulier, d'aides aux entreprises, a explicitement prévu que cinq secteurs industriels continueraient de relever exclusivement de la politique nationale, à savoir la sidérurgie, y compris les transports de minerais et de coke, les charbonnages, l'industrie textile, la construction et réparation navales ainsi que l'industrie du verre creux d'emballage. Les pouvoirs publics ont, à l'époque, estimé que pour apporter une solution aux difficultés auxquelles ces cinq secteurs se trouvaient confrontés, il importait de faire jouer la solidarité nationale.

Au cours de ces dernières années, les aides accordées aux secteurs dits « nationaux » ont été, pour l'essentiel, débudgétisées. Le présent article, qui se propose de faire l'inventaire de ces aides, s'inscrit donc dans le prolongement de l'article consacré à la dette débudgétisée publié dans le *Bulletin* de mars 1985 ⁽¹⁾.

L'aide aux secteurs nationaux constitue, à plus d'un titre, une matière particulièrement complexe. Les interventions des pouvoirs publics en faveur de ces secteurs se sont généralement effectuées dans le cadre de plans de restructuration sectoriels qui comprenaient diverses dispositions, non seulement financières, mais également industrielles, sociales, juridiques ou régionales. Les aides publiques n'ont pas seulement pris la forme de préfinancements par des intermédiaires financiers ou des sociétés spécialisées, mais également d'octrois de garanties, d'incitants fiscaux ou de transferts directement à charge du budget. Enfin, les pouvoirs publics ne sont pas uniquement intervenus pour financer des projets de restructuration sectoriels, mais ont également fait bénéficier les secteurs nationaux de l'ensemble des mesures, destinées aux entreprises en général, prises pour encourager les investissements, favoriser les exportations ou encore maintenir l'emploi.

La diversité des formes d'interventions des pouvoirs publics commande de ne pas réduire l'analyse de l'aide aux secteurs nationaux au seul problème de la débudgétisation. Cependant, de par leur variété même, ces aides se prêtent difficilement à un recensement exhaustif. Cette étude a donc dû trouver un compromis entre la nécessité de présenter une vue d'ensemble de l'aide aux secteurs nationaux et le souci de préserver une certaine clarté et précision.

C'est ainsi que l'analyse sera centrée sur les aspects financiers des interventions des pouvoirs publics; les autres aspects, en particulier juridiques ou régionaux, ne seront évoqués que dans la mesure où ils interfèrent directement avec les dispositions financières des plans de restructuration sectoriels. Ne seront, par

⁽¹⁾ « La dette débudgétisée », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXe année, Tome I, n° 3, mars 1985.

ailleurs, recensées que les aides directes aux secteurs nationaux résultant de préfinancements par des intermédiaires financiers ou des sociétés spécialisées, ou de dotations budgétaires : faute d'informations suffisantes, les aides indirectes sous forme d'exonérations d'impôts ou d'abattements fiscaux dont auraient pu bénéficier certains secteurs nationaux ne seront pas prises en considération, tandis que les simples octrois de garanties ne seront signalés que lorsqu'il s'avérera nécessaire d'opérer une distinction entre des engagements débudgétisés et des engagements simplement garantis par l'Etat. Enfin, cet inventaire ne prendra en compte que les aides aux secteurs nationaux qui peuvent être clairement individualisées, c'est-à-dire essentiellement les interventions destinées à financer les projets de restructuration sectoriels, les couvertures de pertes d'exploitation ou les aides à l'investissement octroyées dans le cadre des lois d'expansion économique ; les autres types d'interventions de moindre importance, telles les aides à l'exportation ou à la recherche, ne se prêtent pas à une analyse systématique car il n'est généralement pas possible d'isoler la partie de ces aides qui a bénéficié aux seuls secteurs nationaux.

Les informations statistiques nécessaires pour procéder à cet inventaire, même limité, de l'aide aux secteurs nationaux sont fragmentaires et incomplètes. La Banque s'est efforcée de confronter les renseignements en provenance de sources budgétaires avec les données qui lui ont été communiquées par les intermédiaires financiers ou les divers organismes spécialisés dans le préfinancement des secteurs nationaux. Ces rapprochements n'ont cependant pas permis d'éliminer toutes les incertitudes. De toute évidence, l'inventaire de l'aide aux secteurs nationaux présenté ci-après n'est pas seulement partiel ; il reste également provisoire.

Cet article comprendra trois parties. La première partie présentera un aperçu historique retraçant l'évolution du contexte dans lequel se sont effectuées les interventions en faveur des secteurs nationaux. La deuxième partie recensera successivement les montants des aides octroyées à chacun des cinq secteurs nationaux, en distinguant clairement les engagements pris par les pouvoirs publics dans le cadre des divers plans de restructuration et les aides effectivement accordées entre 1973 et 1984. La dernière partie présentera, sous forme de synthèse, une vue d'ensemble de l'aide aux secteurs nationaux et dégagera des conclusions.

1. Aperçu historique

Si le concept de « secteurs nationaux » est relativement récent puisqu'il date de la réforme institutionnelle de l'Etat, il y a, en revanche, de nombreuses années que ces secteurs bénéficient d'aides spécifiques des pouvoirs publics.

Dès 1948, le secteur de la construction et réparation navales a pu profiter d'aides des pouvoirs publics octroyées par le biais du « Fonds destiné à assurer le maintien et le développement de la marine marchande et de la pêche maritime » constitué en vertu de la Loi du 23 août 1948 ⁽¹⁾. Les difficultés rencontrées,

⁽¹⁾ Les modalités de fonctionnement de ce Fonds seront analysées en détail dans la deuxième partie.

à la fin des années cinquante, par le secteur des charbonnages ont progressivement amené les pouvoirs publics à subventionner ce secteur et, en particulier, à couvrir intégralement les pertes d'exploitation à partir de 1966. C'est en 1959 qu'ont été votées les premières lois d'expansion économique qui prévoyaient, entre autres, une intervention des pouvoirs publics dans le financement des investissements des divers secteurs industriels; quoique ces lois n'aient pas été réservées aux seuls secteurs nationaux, ces derniers n'en ont pas moins largement bénéficié.

La fin des années septante a marqué une étape importante dans l'évolution de l'aide aux secteurs nationaux. C'est à cette époque qu'ont été mis sur pied les premiers plans de restructuration des secteurs de la sidérurgie, du textile, de la construction et réparation navales et du verre creux d'emballage; c'est au cours de ces mêmes années que les pouvoirs publics ont commencé à recourir à la débudgétisation pour financer l'aide aux secteurs nationaux.

Jusqu'en 1981, les aides débudgétisées octroyées par l'Etat aux secteurs nationaux ont été préfinancées directement par des intermédiaires financiers, principalement la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. A partir de 1981, cependant, l'ampleur des besoins financiers des secteurs nationaux a conduit l'Etat à créer diverses sociétés spécialisées ayant pour mission de récolter des fonds auprès des intermédiaires financiers et de les répartir entre les diverses entreprises appartenant aux secteurs nationaux. Cette nouvelle modalité d'intervention, tout en maintenant le principe de la débudgétisation des aides aux secteurs nationaux, a introduit une série d'intermédiaires entre l'Etat et les organismes financiers chargés du préfinancement de ces secteurs.

L'Etat a ainsi constitué trois sociétés de financement sectorielles sous forme de filiales spécialisées de la Société Nationale d'Investissement, à savoir :

- la Société Nationale pour la Restructuration de l'Industrie de la Confection et du Textile, constituée en février 1981;
- la Société Nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie, constituée en juillet 1981;
- la Société Nationale pour le Financement des Charbonnages, également constituée en juillet 1981.

Ces trois sociétés ont reçu pour mission de financer le fonctionnement et les investissements des entreprises de leur secteur dans le cadre des plans de restructuration mis en place par l'Etat.

Parallèlement, l'Etat a voulu, plus spécifiquement, associer le secteur privé au plan de restructuration de la sidérurgie en créant, en juin 1981, une quatrième société, la Compagnie Belge pour le Financement de l'Industrie, en abrégé « Belfin ». Cette société mixte, dont le capital est réparti de manière égale entre le secteur public et le secteur privé, a une mission similaire à celle des trois sociétés citées ci-avant; cette mission consiste à contracter des emprunts sur le marché des capitaux pour mettre les fonds ainsi récoltés à la disposition, non seulement d'entreprises sidérurgiques, mais également de certaines entreprises d'autres secteurs et, en particulier, du secteur de l'énergie. Belfin a été, par

ailleurs, spécifiquement constituée en vue de diminuer le coût, pour l'Etat, du financement du plan de restructuration de la sidérurgie. A cet effet, un mécanisme particulier a été mis au point :

- les emprunts de Belfin sont garantis par l'Etat pour un maximum de 30 milliards dont 20 milliards pour le seul secteur sidérurgique ;
- à concurrence de 10 milliards, des emprunts de sociétés privées n'appartenant pas au secteur sidérurgique peuvent donc bénéficier de la garantie de l'Etat et des conditions préférentielles qui normalement sont attachées à une telle garantie ;
- en contrepartie de cet avantage, ces sociétés privées doivent verser à un fonds de garantie une commission annuelle égale à 1 p.c. des montants, mis à leur disposition par Belfin ;
- au cas où l'Etat devrait exécuter sa garantie pour des montants prêtés à la sidérurgie, son recours contre Belfin de ce chef ne s'exercerait qu'à concurrence des montants formant le fonds de garantie précité.

L'existence de plusieurs sociétés distinctes chargées du financement des secteurs nationaux a inévitablement conduit à une certaine dispersion des efforts de restructuration. Dans l'intention d'améliorer l'efficacité et la transparence de ses interventions, l'Etat a fait dissoudre, à la fin septembre 1982, trois des quatre sociétés existantes, à savoir la Société Nationale pour la Restructuration de l'Industrie de la Confection et du Textile, la Société Nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie et la Société Nationale pour le Financement des Charbonnages. Une nouvelle filiale spécialisée de la Société Nationale d'Investissement, la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux a repris les actifs et passifs des trois sociétés dissoutes et a reçu une mission assez large en matière de financement, de gestion, de contrôle et de comptabilisation des aides accordées par l'Etat dans le cadre des plans de restructuration des secteurs nationaux. La nouvelle société a été dotée d'un capital d'un milliard de francs et a reçu l'autorisation d'émettre des emprunts avec garantie de l'Etat pour un montant maximum de 70 milliards, montant qui a été ensuite porté, en 1983, à 165 milliards.

Cet effort pour une plus grande centralisation de l'aide aux secteurs nationaux s'est cependant heurté à une double évolution.

La première s'est fait jour dans le secteur sidérurgique. Si les interventions dans ce secteur ont surtout bénéficié à une entreprise, à savoir Cockerill-Sambre, les pouvoirs publics ont néanmoins voulu accorder aux autres entreprises du secteur des « avantages équivalents ». Dans ce but ont été progressivement créées, depuis 1982, sept filiales spécialisées de la Société Nationale d'Investissement dotées chacune d'un capital de 20 millions souscrit de manière égale par la Société Nationale d'Investissement et la ou les sociétés sidérurgiques directement intéressées et disposant, pour financer leurs projets dans le cadre des plans de restructuration sectoriels, d'une capacité limitée de « droits de tirage » auprès de la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux.

<i>Filiales</i>	<i>Droits de tirage</i>
Sidinvest	8,3 milliards
Alinvest	1,0 milliard
Alinvest 2	0,7 milliard
Boëlinvest	7,0 milliards
Invest-Sud	1,7 milliard
Meusinvest	1,0 milliard
Sambrinvest	1,0 milliard
	<hr/>
	20,7 milliards

Il convient encore d'ajouter à cette liste Shipinvest, filiale spécialisée dans le financement du secteur de la construction et réparation navales, et qui bénéficie de droits de tirage d'un montant de 1,5 milliard.

La seconde évolution a découlé de l'épuisement progressif des enveloppes fixées par l'Etat pour l'aide aux secteurs nationaux. L'accord politique du 26 juillet 1983 et la Loi du 5 mars 1984 ont prévu la mise en place d'un nouveau mécanisme de financement de ces secteurs. Ce mécanisme prévoit que les charges et engagements du passé continueront à être assumés par le budget national, mais que les besoins financiers nouveaux des secteurs nationaux seront dorénavant couverts par des moyens imputables régionalement. A cette fin, des dotations financières supplémentaires ont été accordées aux régions et celles-ci se sont vu ristourner une partie des droits de succession. La Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux a également créé deux filiales régionales, le Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne et le Fonds voor Herstructurering van de Nationale Sectoren in het Vlaamse Gewest qui seront dorénavant, chacun pour leur région, responsables du financement des entreprises des secteurs nationaux, dans la mesure où leurs besoins financiers dépassent les enveloppes qui ont été fixées par décision du Conseil des Ministres ou du Comité Ministériel de Coordination Economique et Sociale avant le 1er août 1983.

Si la débudgétisation de la majeure partie des interventions en faveur des secteurs nationaux a permis de reporter certaines charges budgétaires, elle n'a cependant pas supprimé ces charges. C'est ainsi que, depuis 1981, les paiements d'intérêts sur cette dette débudgétisée sont progressivement venus alourdir le besoin net de financement du Trésor. Pour essayer d'alléger cette contrainte, qui va encore s'aggraver au cours des prochaines années, lors du remboursement de cette dette, l'Etat a eu recours à deux procédures.

La première consiste à débudgétiser une partie des charges résultant de la dette débudgétisée. En principe, le service financier des engagements contractés pour financer l'aide aux secteurs nationaux est budgétairement centralisé au Fonds de Solidarité Nationale. Certains paiements d'intérêts n'ont cependant pas été couverts par ce fonds budgétaire, mais ont été, à nouveau, préfinancés.

La seconde procédure est celle des reprises de dettes. En janvier 1985, certaines dettes débudgétisées résultant de l'aide aux secteurs nationaux — d'un

montant total de 97,2 milliards — ont été officiellement reprises par l'Etat et incorporées dans la dette publique du Trésor. Cette reprise ne représente qu'un simple reclassement statistique d'une partie de la dette débudgétisée dans la dette du Trésor. Il s'agit donc d'une opération sans mouvement de fonds, similaire à celle qui a été effectuée en 1982 et en 1983 lors de la reprise, par le Fonds des Routes, de la dette des Intercommunales d'autoroutes. Ce transfert a cependant une conséquence budgétaire. Tant que ces dettes étaient débudgétisées, leur remboursement venait directement à charge du Fonds de Solidarité Nationale et contribuait donc à alourdir le besoin net de financement du Trésor ; depuis que ces dettes sont reprises dans la dette publique, l'amortissement n'est compris que dans le besoin brut de financement du Trésor.

L'incorporation dans la dette publique de dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat ne constitue, comme on le verra ci-après, que l'aboutissement d'un ensemble de décisions prises au cours des années antérieures et qui ont conduit graduellement l'Etat à s'impliquer davantage dans la restructuration de ces secteurs. Si ces dettes ont été, à l'origine, contractées directement par les entreprises concernées, l'Etat est cependant progressivement intervenu en octroyant sa garantie, en négociant le report des échéances de remboursement, en prenant successivement en charge les paiements d'intérêts puis l'entièreté du service financier de ces dettes moratorisées et, finalement, en incorporant directement ces dettes dans la dette publique. Vu le caractère progressif des interventions de l'Etat, la Banque a pris comme époque où enregistrer une dette dans sa statistique de la dette débudgétisée non pas l'année au cours de laquelle cette dette a été formellement prise en charge par les pouvoirs publics, mais celle pendant laquelle elle avait été contractée, à l'origine, par les entreprises concernées.

2. Interventions des pouvoirs publics en faveur des cinq secteurs nationaux

2.1 Le secteur de la sidérurgie

Les modalités d'intervention des pouvoirs publics dans le secteur de la sidérurgie sont particulièrement complexes. Ces modalités ont été plusieurs fois revues et modifiées au cours de ces dernières années et ont fait l'objet de trois grands plans de restructuration.

Les principaux engagements financiers successivement pris par l'Etat dans le cadre de ces trois plans sont recensés au tableau 1.

Le premier plan Claes, approuvé le 23 novembre 1978, avait pour but d'assainir la structure financière des entreprises sidérurgiques ainsi que d'assurer le financement des investissements futurs. Ce plan prévoyait :

- des prises de participation de l'Etat, à concurrence de 11,5 milliards, dans les diverses entreprises du secteur (ligne 1.1). Cette intervention devait être préfinancée par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et effectuée par conversion de dettes à long terme, par augmentation de capital ou par achat d'actions ;

Tableau 1

PRINCIPAUX ENGAGEMENTS FINANCIERS PRIS PAR LES POUVOIRS PUBLICS LORS DES TROIS PLANS DE RESTRUCTURATION DE LA SIDERURGIE

(en milliards de francs)

	Accords du 23-11-78 1 ^{er} plan Claes	Accords du 15-5-81 2 ^e plan Claes	Accords du 26-7-83 Plan Gandois
1. Engagements débudgétisés contractés par l'Etat et les régions :			
1.1 Prises de participation de l'Etat dans les entreprises sidérurgiques	+ 11,5		
1.2 Prise en charge des intérêts des dettes moratorières jusqu'en 1983	+ 32,5 ¹		
1.3 Reprise des dettes contractées par Cockerill-Sambre pour financer ses pertes d'exploitation de 1977 à 1980		+ 25 ²	
1.4 Couverture des pertes futures de Cockerill-Sambre		+ 22	
1.5 Financement d'une partie des investissements par Belfin ...		+ 12	+ 8
1.6 Financement d'une partie des investissements par la Société Nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie ³		+ 9	+ 2,5
1.7 Octroi d'« avantages équivalents » aux autres entreprises sidérurgiques		+ 30 ^e	
1.8 Reprise des charges du passé de Cockerill-Sambre			+ 51 ²
1.9 Reprise des charges du passé des autres entreprises sidérurgiques			+ 20 ²
1.10 Financement de Cockerill-Sambre à charge de la région wallonne			+ 27
1.11 Total par plan de restructuration	+ 44	+ 98	+ 108,5
1.12 Total cumulé	+ 44	+ 142	+ 250,5
2. Engagements garantis par l'Etat :			
2.1 Garantie de l'Etat pour les dettes moratorières	+ 31		- 31
2.2 Financement avec garantie de l'Etat des pertes d'exploitation de 1977 à 1980	+ 28	- 25	- 3
2.3 Financement avec garantie de l'Etat de la moitié des investissements futurs	+ 13,5	- 9	
2.4 Avances sans intérêts avec garantie de l'Etat pour le financement des prépensions	n	+ 15	{ - 3 - 12
2.5 Financement avec garantie de l'Etat du fonds de roulement de Cockerill-Sambre		+ 7 ⁴	
2.6 Crédits aux entreprises sidérurgiques garantis par l'Etat dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 50		+ 22	- 22
2.7 Total par plan de restructuration	+ 72,5	+ 10	- 71
2.8 Total cumulé	+ 72,5	+ 82,5	+ 11,5
3. Financement des prépensions directement à charge du budget de l'Etat ...			
			+ 12
4. Total général :			
4.1 Total général par plan de restructuration (1.11 + 2.7 + 3)	+ 116,5	+ 108	+ 49,5
4.2 Total général cumulé (1.12 + 2.8 + 3)	+ 116,5	+ 224,5	+ 274

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Belfin.

^e estimation.

n non précisé.

¹ Ce montant a été repris, en janvier 1985, dans la statistique de la dette débudgétisée du Ministère des Finances.

² Ces montants ont été repris, en janvier 1985, dans la dette publique du Trésor.

³ A partir de la fin septembre 1982, ce financement a été effectué par la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux.

⁴ Cette intervention est financée par la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux; il n'est, en pratique, pas possible d'isoler ce crédit, simplement garanti par l'Etat, des autres crédits, débudgétisés, octroyés par cet organisme.

- un report de 5 ans des échéances des dettes à long et moyen terme. L'encours de ces dettes moratoriées, garanties par l'Etat, atteignait 31 milliards (ligne 2.1);
- une prise en charge, par l'Etat, jusqu'à fin 1983, des intérêts sur ces dettes moratoriées. Ces intérêts devaient être capitalisés et préfinancés par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Les intérêts capitalisés, estimés initialement à 27,5 milliards, ont finalement représenté 32,5 milliards, montant qui a été inclus, en janvier 1985, dans la statistique de la dette débudgétisée du Ministère des Finances (ligne 1.2);
- l'octroi de la garantie de l'Etat pour le financement, par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, des pertes d'exploitation de 1979 et 1980. Celles-ci ont représenté quelque 10 milliards, auxquels il convient d'ajouter le montant des pertes de 1977 et 1978 (soit environ 18 milliards), pour le financement desquelles l'Etat avait déjà accordé sa garantie antérieurement au premier plan Claes (ligne 2.2);
- l'octroi de la garantie de l'Etat pour le financement, par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, de la moitié des investissements futurs estimés à 27 milliards, l'autre moitié devant être financée par le secteur privé (ligne 2.3);
- le financement des prépensions par des avances sans intérêts, ces derniers devant être pris en charge par le Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale. Aucun montant précis n'a cependant été fixé, à l'époque, pour ce type d'intervention (ligne 2.4).

A l'issue du premier plan Claes, les engagements débudgétisés pris par les pouvoirs publics représentaient 44 milliards (ligne 1.12). L'Etat acceptait, au surplus, d'accorder sa garantie pour un montant de 72,5 milliards, compte non tenu d'éventuels engagements supplémentaires liés au financement des prépensions (ligne 2.8).

Le deuxième plan Claes, mis sur pied lors de la fusion de Cockerill et Hainaut-Sambre, impliquait un sensible accroissement de l'intervention des pouvoirs publics dans le secteur de la sidérurgie :

- les pertes d'exploitation encourues par Cockerill et Hainaut-Sambre au cours de la période de 1977 à 1980, soit 25 milliards sur un total de 28 milliards pour l'ensemble du secteur, étaient prises directement en charge par l'Etat. A due concurrence, cette reprise avait pour conséquence une augmentation de la dette débudgétisée et une diminution de la dette simplement garantie (lignes 1.3 et 2.2). Cette dette a été reprise, en janvier 1985, dans la dette publique du Trésor;
- les pertes d'exploitation futures de Cockerill-Sambre devaient être préfinancées jusqu'à concurrence de 22 milliards par la nouvelle filiale spécialisée de la Société Nationale d'Investissement, la Société Nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie (ligne 1.4);
- les modalités de financement des 27 milliards d'investissements prévus par le premier plan Claes étaient reprécisées. Une nouvelle société, Belfin, recevait

pour mission de financer la partie des investissements à charge du secteur privé ; le plafond initial des interventions de Belfin en faveur de la sidérurgie était fixé à 12 milliards (ligne 1.5). A concurrence de 9 milliards, la Société Nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie devait également financer une partie des investissements du secteur, ce qui permettait ainsi de réduire l'intervention de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie prévue lors du premier plan Claes (lignes 1.6 et 2.3) ;

- des « avantages équivalents » devaient être octroyés aux entreprises sidérurgiques autres que Cockerill-Sambre, soit par des interventions directes, soit par l'intermédiaire de nouvelles filiales spécialisées de la Société Nationale d'Investissement (telles Sidinvest, Alinvest ou Boëlinvest). Les formes d'interventions des pouvoirs publics ayant été très diverses et les engagements de l'Etat ayant été modifiés à plusieurs reprises, il est particulièrement difficile de chiffrer avec précision le montant de ces « avantages équivalents » qui ont été entièrement débudgétisés. Les engagements à ce titre devraient représenter, à l'heure actuelle, environ 30 milliards (ligne 1.7) ;
- le montant maximum des avances octroyées sans intérêts et avec garantie de l'Etat pour le financement des prépensions était fixé à 15 milliards, dont 12 milliards pour Cockerill-Sambre (ligne 2.4) ;
- l'Etat octroyait sa garantie pour un crédit de 7 milliards destiné à financer le fonds de roulement de Cockerill-Sambre (ligne 2.5) ;
- enfin, dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 50, l'Etat donnait également sa garantie pour des crédits d'un montant total de 22 milliards accordés à certaines entreprises sidérurgiques (ligne 2.6).

Les engagements totaux pris par les pouvoirs publics suite aux deux plans Claes devaient donc entraîner une augmentation totale de 142 milliards de la dette débudgétisée et de 82,5 milliards de la dette garantie non transformée en dette débudgétisée (lignes 1.12 et 2.8).

L'accord conclu le 26 juillet 1983 dans le cadre du plan Gandois a introduit de nouvelles modifications dans les modalités financières de la restructuration du secteur de la sidérurgie :

- les montants prévus pour le financement des investissements ont été actualisés. Le plafond de financement de la sidérurgie par Belfin a été augmenté de 8 milliards et ainsi porté à 20 milliards (ligne 1.5). L'intervention maximum de la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux — qui a repris, à la fin septembre 1982, les activités de la Société Nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie — a été majorée de 2,5 milliards et fixée à 11,5 milliards (ligne 1.6) ; le solde encore disponible sur cette dernière enveloppe au 26 juillet 1983, soit 6 milliards, est destiné à financer une sidérurgie à froid à Liège ;
- les charges et engagements du passé contractés pour financer les interventions en faveur de la sidérurgie sont pris en charge directement par l'Etat. Ces charges sont fixées à 51 milliards pour Cockerill-Sambre et environ 20 milliards pour les autres entreprises du secteur (lignes 1.8 et 1.9). Ces 71 milliards de charges du passé représentent la somme de 31 milliards de dettes

moratoriées du premier plan Claes (ligne 2.1), de 3 milliards de dettes garanties contractées pour financer les pertes d'exploitation de 1977 à 1980 des entreprises autres que Cockerill-Sambre (ligne 2.2), de 3 milliards d'avances sans intérêts déjà consenties à Cockerill-Sambre pour financer les prépensions (ligne 2.4), de 22 milliards de dettes garanties par l'Etat suite à l'Arrêté Royal n° 50 (ligne 2.6) majorés d'environ 12 milliards de dettes garanties par l'Etat en dehors des deux plans Claes et contractées pour moitié auprès de filiales belges de banques étrangères et pour moitié auprès d'intermédiaires financiers du secteur public, en particulier la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Les dettes de 71 milliards correspondant à ces charges du passé (lignes 1.8 et 1.9), ont été reprises, en janvier 1985, dans la dette publique du Trésor ;

- les besoins financiers nouveaux de la sidérurgie doivent être assurés par des moyens imputables régionalement qui sont accordés par deux nouvelles filiales régionales de la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux, le Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne et le Fonds voor Herstructurering van de Nationale Sectoren in het Vlaamse Gewest. Le montant prévu par le plan Gandois pour le financement régional de Cockerill-Sambre est de 27 milliards (ligne 1.10) ;
- le système de financement des prépensions est modifié. Au lieu de garantir des avances sans intérêts à concurrence du montant restant disponible sur l'enveloppe prévue à cet effet, soit 12 milliards (ligne 2.4), l'Etat s'engage, pour un montant identique mais indexable, à financer directement les prépensions par le Fonds de Solidarité Nationale (ligne 3). Ces dépenses viendront donc directement à charge du budget.

Au total donc, les engagements pris lors des trois plans de restructuration de la sidérurgie impliquent des préfinancements à concurrence de 250,5 milliards, des octrois de garantie (non transformés en débudgétisation) pour 11,5 milliards et des dépenses directement à charge du budget de 12 milliards, soit un total de 274 milliards (lignes 1.12, 2.8, 3 et 4.2).

Du fait de l'extrême complexité de l'aide publique au secteur de la sidérurgie, ce montant ne peut être considéré que comme une approximation. Il ne comprend par ailleurs que les engagements contractés suite aux trois plans de restructuration et ne tient donc pas compte des autres interventions effectuées, notamment, dans le cadre des lois d'expansion économique. Si on prend en considération ces dernières interventions, qui consistent surtout en octrois de garanties et de subsides en intérêts pour des crédits d'investissements, les engagements totaux des pouvoirs publics envers la sidérurgie devraient approcher les 300 milliards.

Le tableau 2 recense, non plus les engagements contractés par l'Etat, mais les aides effectivement octroyées qui se répartissent en deux rubriques : l'aide directement à charge du budget et l'aide débudgétisée. Pour une bonne compréhension du schéma de présentation de ce tableau — schéma qui sera adopté également pour les autres secteurs nationaux — il importe de préciser que les deux rubriques ont été calculées de manière différente.

AIDE PUBLIQUE OCTROYEE AU SECTEUR DE LA SIDERURGIE

Tableau 2

(en milliards de francs)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	Total de la période 1973 à 1984
1. Aide à charge du budget :													
1.1 Remboursement par le Fonds de Solidarité Nationale des interventions débudgétisées .....	...	...	...	...	...	...	...	...	3,1	0,4	1,7	3,8	9,0
1.2 Subsides du Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale à charge du budget des Affaires économiques	0,8	0,6	0,5	1,3	1,2	1,6	0,8	0,3	0,3	0,6	1,1	1,9	11,0
1.3 Total	0,8	0,6	0,5	1,3	1,2	1,6	0,8	0,3	3,4	1,0	2,8	5,7	20,0
2. Aide débudgétisée :													
2.1 Belfin .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,9	2,7	4,0	3,7	12,3
2.2 Société Nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie .....	...	...	...	...	...	...	...	...	12,9	15,0	...	...	27,9
2.3 Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,0	9,4	8,7	27,1
2.4 Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,1	5,2	11,3
2.5 Intermédiaires financiers	1,8	4,4	5,5	9,5	5,5	9,1	11,5	18,6	22,9	12,7	6,7	2,2	110,4
2.6 Total	1,8	4,4	5,5	9,5	5,5	9,1	11,5	18,6	37,7	39,4	26,2	19,8	189,0
3. Total général (= 1.3 + 2.6)	2,6	5,0	6,0	10,8	6,7	10,7	12,3	18,9	41,1	40,4	29,0	25,5	209,0

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Affaires économiques, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Belfin.
 ... zéro ou quantité négligeable.

Les données relatives à l'aide à charge du budget sont reprises directement des budgets et comptes de divers départements ministériels ; il s'agit donc de dépenses ordonnancées au cours de l'année. Les montants concernant l'aide débudgétisée sont obtenus sur base de la variation de l'encours de la dette débudgétisée et concernent ainsi les paiements effectués au cours de l'année.

Si l'encours de la dette débudgétisée augmente à chaque nouvelle intervention des pouvoirs publics préfinancée par des intermédiaires financiers, cet encours diminue lors du remboursement, par le Fonds de Solidarité Nationale, d'une partie des crédits de préfinancement. Ces réductions de l'encours de la dette débudgétisée ne correspondent cependant à aucune variation de l'aide effectivement octroyée par les pouvoirs publics aux secteurs nationaux, mais ne représentent en quelque sorte qu'un simple transfert de la rubrique « Aide débudgétisée » à la rubrique « Aide à charge du budget ».

Les informations concernant les opérations effectuées par le Fonds de Solidarité Nationale sont malheureusement fort incomplètes. Il semblerait cependant que les seuls remboursements de quelque importance effectués par le Fonds à la fin de 1984 aient concerné les conventions passées par l'Etat avec la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite pour le financement de la sidérurgie. Ces remboursements, repris à la ligne 1.1 du tableau 2, auraient représenté environ 9 milliards entre 1981 et 1984.

Pour obtenir l'ensemble de l'aide à charge du budget octroyée au secteur de la sidérurgie, il est également nécessaire de tenir compte des interventions du Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale. Créé en 1967, ce Fonds a pour mission essentielle l'application des lois d'expansion économique. Les opérations du Fonds sont particulièrement complexes puisqu'elles figurent au budget de nombreux départements ministériels, en particulier des Affaires économiques, des Finances, des Communications, des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce extérieur, ainsi qu'au budget des régions. Les données reprises au tableau 2 ne concernent cependant que les interventions à charge du budget des Affaires économiques. Les interventions à charge des autres budgets sont beaucoup moins importantes et ne peuvent, au surplus, généralement pas être ventilées entre secteurs ; les régions sont, quant à elles, chargées des interventions en faveur des secteurs autres que les secteurs nationaux.

Au cours de la période de 1973 à 1984, les subsides du Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale à charge du budget des Affaires économiques ont représenté 11 milliards (ligne 1.2).

Comparée à l'aide à charge du budget, l'aide débudgétisée octroyée au secteur de la sidérurgie a atteint des montants particulièrement importants et s'est élevée, entre 1973 et 1984, à 189 milliards, dont 110,4 milliards accordés directement par des intermédiaires financiers, principalement la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (ligne 2.6). L'aide totale des pouvoirs publics s'est ainsi montée, au cours de cette période, à 209 milliards (ligne 3).

2.2 *Le secteur des charbonnages*

Les problèmes structurels auxquels le secteur des charbonnages s'est trouvé confronté vers la fin des années cinquante ont conduit les pouvoirs publics à mettre en place un programme de fermetures successives de la plupart des sièges de production. C'est ainsi qu'à la fin de 1984, toutes les mines des bassins du sud du pays étaient fermées, tandis que l'ensemble des sièges encore en exploitation dans le bassin campinois était regroupé au sein d'une seule société, la Kempense Steenkolenmijnen.

Parallèlement, les pouvoirs publics ont été progressivement amenés à intervenir financièrement en faveur du secteur des charbonnages et, en particulier, à couvrir intégralement les pertes d'exploitation à partir du second semestre de 1966. Ce financement est venu, jusqu'en juin 1981, directement à charge du budget des Affaires économiques. Les pouvoirs publics ont ensuite décidé de débudgétiser l'aide aux charbonnages en la faisant préfinancer par une société spécialement constituée à cet effet, la Société Nationale pour le Financement des Charbonnages, puis, après la dissolution de cette société en septembre 1982, par la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux.

Dans le cadre de la débudgétisation de l'aide aux charbonnages, les pouvoirs publics ont fixé des montants maxima pour les préfinancements pouvant être effectués au cours d'une période déterminée. Ces plafonds ont successivement été arrêtés à 6,5 milliards pour le second semestre de 1981, 9,4 milliards pour l'année 1982 et 35,6 milliards pour la période 1983 à 1987.

Les aides effectivement accordées au secteur des charbonnages et recensées au tableau 3 ont représenté, entre 1973 et 1984, 103 milliards. Le financement direct des déficits d'exploitation par le budget des Affaires économiques s'est élevé à 68,8 milliards, au cours de la période allant de 1973 à 1981 (rubrique 1). L'encours de la dette débudgétisée contractée pour préfinancer les interventions en faveur des charbonnages atteignait 34,2 milliards à la fin de 1984 (rubrique 2). Ce dernier montant tient non seulement compte des préfinancements effectués par la Société Nationale pour le Financement des Charbonnages, puis, à partir du quatrième trimestre de 1982, par la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux, mais comprend également l'encours des crédits — d'un montant global relativement réduit — octroyés par divers intermédiaires financiers à la Kempense Steenkolenmijnen; l'Etat garantissant les dettes de cette entreprise et prenant intégralement à sa charge ses pertes d'exploitation, la Banque a estimé devoir inclure ces crédits dans la dette débudgétisée.

2.3 *Le secteur de la construction et réparation navales*

Le secteur de la construction et réparation navales a bénéficié, dès 1948, d'une aide indirecte octroyée par le « Fonds destiné à assurer le maintien et le développement de la marine marchande et de la pêche maritime » constitué en vertu de la Loi du 23 août 1948.

La mission de ce Fonds est d'accorder, avec garantie de l'Etat, des crédits à taux d'intérêt réduits, non pas aux chantiers navals, mais directement aux

AIDE PUBLIQUE OCTROYEE AU SECTEUR DES CHARBONNAGES

Tableau 3

(en milliards de francs)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	Total de la période 1973 à 1984
1. Aide à charge du budget :													
1.1 Financement des pertes d'exploitation des charbonnages à charge du budget des Affaires économiques	7,0	5,6	5,2	6,8	8,7	9,5	9,7	11,2	5,1	...	...	...	68,8
2. Aide débudgétisée :													
2.1 Société Nationale pour le Financement des Charbonnages .....	...	...	...	...	...	...	...	...	5,5	5,7	...	...	11,2
2.2 Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,0	8,9	9,7	20,6
2.3 Intermédiaires financiers .....	...	...	...	...	...	...	1,0	1,1	- 1,0	1,0	0,3	...	2,4
2.4 Total .....	...	...	...	...	...	...	1,0	1,1	4,5	8,7	9,2	9,7	34,2
3. Total général (= 1 + 2.4)	7,0	5,6	5,2	6,8	8,7	9,5	10,7	12,3	9,6	8,7	9,2	9,7	103,0

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Affaires économiques, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux.
 ... zéro ou quantité négligeable.

entreprises belges d'armement pour la construction de navires qui seront mis à flot sous pavillon belge ⁽¹⁾. Les financements sont effectués, soit directement par le Fonds, soit par l'entremise de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie avec subsides en intérêt, soit sur base mixte.

Pour les crédits qu'il octroie directement, le Fonds dispose de dotations à charge du budget des Communications, dont le plafond est actuellement fixé à 50 milliards, de ses ressources propres résultant du service financier des prêts accordés antérieurement, ainsi que du solde reporté de l'année antérieure. Les crédits accordés par le Fonds ont une durée moyenne d'environ 15 ans. Ils sont, en principe, remboursables par les bénéficiaires et ne constituent donc qu'une dette garantie. En pratique, cependant, on remarque que sur les 58,3 milliards de crédits octroyés par le Fonds au cours de la période 1973 à 1984, seuls 17,4 milliards ont été financés par les ressources propres du Fonds, tandis que le solde, soit 40,9 milliards, a été couvert par dotations budgétaires (rubrique 1.1 du tableau 4). Seul ce dernier montant a été pris en considération par la Banque pour le calcul de l'aide publique accordée au secteur de la construction et réparation navales.

Les subsides en intérêts versés par le Fonds pour les crédits qui ne sont pas directement accordés par lui mais qui sont octroyés par l'entremise de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie sont couverts par des subventions du Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale à charge du budget des Communications. Ces subventions, qui ont représenté 3,8 milliards entre 1973 et 1984, sont distinctes des interventions du Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale à charge du budget des Affaires économiques, dont le secteur de la construction et réparation navales a également bénéficié comme les autres secteurs nationaux ; ces dernières ont représenté 1,2 milliard au cours de la même période (rubrique 1.2).

A l'ensemble de l'aide directement à charge du budget, qui a ainsi représenté 45,9 milliards entre 1973 et 1984 (rubrique 1.3), il convient d'ajouter l'aide débudgétisée. Celle-ci a été nettement moins importante, puisque l'encours de la dette résultant du préfinancement du secteur de la construction et réparation navales ne s'élevait qu'à 3,3 milliards à la fin de 1984 (rubrique 2).

Ces débudgétisations ont été effectuées dans le cadre du plan de restructuration sectoriel mis sur pied en 1982 lors de la faillite de Cockerill-Yards. Ce plan a prévu, pour le préfinancement, par la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux, du secteur de la construction et réparation navales, une enveloppe financière de 2,5 milliards se répartissant comme suit :

- 0,5 milliard destiné à financer une prise de participation des pouvoirs publics dans le capital de Boelwerf, cette dernière société ayant été chargée d'achever la construction des navires en chantier à Cockerill-Yards ;
- 1,5 milliard représentant les droits de tirage accordés à Shipinvest, filiale spécialisée de la Société Nationale d'Investissement, qui a pour mission de développer la construction navale de grande taille ;

⁽¹⁾ Ceci n'implique pas nécessairement que les navires doivent être construits en Belgique. Un certain pourcentage des bâtiments financés par le Fonds est d'ailleurs fabriqué à l'étranger.

AIDE PUBLIQUE OCTROYEE AU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION ET REPARATION NAVALES

Tableau 4

(en milliards de francs)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	Total de la période 1973 à 1984
1. Aide à charge du budget :													
1.1 Crédits du Fonds destinés à assurer le maintien et le développement de la marine marchande et de la pêche maritime :													
1.1.1 financés par dotations budgétaires	0,6	1,0	2,3	2,6	1,7	4,7	3,3	8,4	4,2	3,5	3,2	5,4	40,9
<i>p.m.</i> 1.1.2 financés par ressources propres	(0,7)	(0,8)	(0,6)	(0,5)	(1,4)	(0,9)	(1,2)	(2,3)	(1,7)	(2,0)	(2,8)	(2,5)	(17,4)
<i>p.m.</i> 1.1.3 Total (= 1.1.1 + 1.1.2)	(1,3)	(1,8)	(2,9)	(3,1)	(3,1)	(5,6)	(4,5)	(10,7)	(5,9)	(5,5)	(6,0)	(7,9)	(58,3)
1.2 Subsidés du Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale :													
1.2.1 à charge du budget des Communications	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	3,8
1.2.2 à charge du budget des Affaires économiques ..	...	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	...	...	0,1	...	...	...	1,2
1.2.3 Total (1.2.1 + 1.2.2)	0,1	0,5	0,5	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	5,0
1.3 Total (1.1.1 + 1.2.3)	0,7	1,5	2,8	3,2	2,1	5,1	3,7	8,8	4,7	3,9	3,6	5,8	45,9
2. Aide débudgétisée :													
2.1 Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,2	0,2	1,9
2.2 Intermédiaires financiers .....	...	...	...	...	...	...	0,7	...	0,5	0,2	...	...	1,4 ¹
2.3 Total (= 2.1 + 2.2) .....	...	...	...	...	...	...	0,7	...	0,5	0,7	1,2	0,2	3,3
3. Total général (= 1.3 + 2.3)	0,7	1,5	2,8	3,2	2,1	5,1	4,4	8,8	5,2	4,6	4,8	6,0	49,2

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Affaires économiques, Ministère des Communications, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux.

... zéro ou quantité négligeable.

¹ Ce montant a été repris, en janvier 1985, dans la dette publique du Trésor.

- le solde, soit 0,5 milliard, devant être affecté à la souscription d'augmentations de capital dans des chantiers navals de taille moyenne.

Les aides effectivement accordées à fin 1984, sur l'enveloppe totale de 2,5 milliards, s'élevaient à 1,9 milliard (rubrique 2.1). A ce dernier montant, il convient encore d'ajouter des dettes — d'un montant total de 1,4 milliard — qui avaient été contractées par des chantiers navals auprès de certains intermédiaires financiers et qui ont été reprises par les pouvoirs publics et incluses dans la dette du Trésor en janvier 1985 (rubrique 2.2). Comme pour les dettes reprises d'entreprises sidérurgiques, la Banque a imputé ces dettes aux années pendant lesquelles elles ont été contractées, à l'origine, par ces chantiers navals.

Au total, l'ensemble des aides publiques accordées au secteur de la construction et réparation navales et reprises au tableau 4 a atteint 49,2 milliards au cours de la période 1973 à 1984.

2.4 *Le secteur textile*

Contrairement aux autres secteurs nationaux qui se caractérisent par leur concentration, le secteur textile est fragmenté en une multitude de petites et moyennes entreprises qui ont souvent un caractère familial. Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont entrepris, non de soutenir quelques grandes sociétés en difficulté, mais de renforcer l'ensemble du secteur en assurant sa restructuration financière, en encourageant les investissements et en réorientant l'activité vers de nouveaux groupes de produits et segments de marchés.

La mise en oeuvre du plan textile est supervisée par les organismes suivants :

- l'Institut du Textile et de la Confection de Belgique. Cette association sans but lucratif, composée de représentants des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, est essentiellement responsable de la réception, de l'analyse et de la sélection des demandes d'intervention ;
- la Société Nationale pour la Restructuration de l'Industrie de la Confection et du Textile dont la mission a été reprise, après la dissolution de cette société à la fin septembre 1982, par la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux. Ces deux sociétés ont successivement été chargées du financement, de l'exécution et du contrôle ultérieur des interventions.

Le plan de restructuration du secteur textile, approuvé initialement en 1980, a mis plusieurs mois avant d'entrer en application, et n'a réellement fonctionné qu'à partir de 1982. Ces retards s'expliquent à la fois par les difficultés rencontrées pour obtenir l'approbation de la Communauté Economique Européenne et par la diversité des objectifs poursuivis par les pouvoirs publics. Ces objectifs sont au nombre de trois.

Les interventions technico-commerciales, communément appelées le « volet services » recouvrent les actions de promotion, de recherche et de développement. Les mesures d'accompagnement social, ou encore le « volet social », servent à couvrir les indemnités et les prépensions octroyées pour atténuer les effets des mesures de restructuration du secteur. Enfin, le « volet financier » doit contribuer à améliorer la structure des entreprises en leur permettant de reconstituer leurs

fonds de roulement et de financer les investissements nécessaires pour rationaliser leur activité et renouveler leur gamme de produits.

Ce dernier volet constitue la partie la plus complexe du plan, les interventions financières effectuées en faveur des entreprises textiles ayant en fait connu deux régimes d'application différents.

Le premier régime qui a été en vigueur pour tous les dossiers introduits avant la fin de 1982, résultait de l'accord conclu, en novembre 1981, entre le Gouvernement belge et la Communauté Economique Européenne. Il prévoyait que les interventions financières des pouvoirs publics ne pouvaient excéder 70 p.c. du programme d'investissement approuvé. Ce pourcentage devait être couvert à la fois par une participation en capital jusqu'à un plafond de 45 p.c. du projet et un octroi de crédit avec bonification d'intérêt de 7 p.c. pendant 5 ans jusqu'à un plafond de 30 p.c. du projet. En outre, les interventions des pouvoirs publics devaient être notifiées à la Communauté Economique Européenne et le secteur textile ne pouvait plus bénéficier des lois d'expansion économique.

Ce premier régime impliquait donc que les pouvoirs publics prennent une participation dans le capital de nombreuses entreprises textiles, que celles-ci aient la forme de sociétés anonymes, de sociétés de personnes à responsabilité limitée ou encore d'entreprises individuelles. Pour rendre ces participations possibles, tout en évitant une intervention directe des pouvoirs publics dans la gestion des entreprises du secteur, il a été nécessaire de prendre certaines dispositions juridiques. Les souscriptions de capital dans les sociétés anonymes sont régies par l'Arrêté Royal n° 20 du 23 mars 1982, qui permet aux entreprises textiles d'émettre des actions privilégiées sans droit de vote; une des particularités de ces actions est qu'elles ne donnent pas le droit de participer à la gestion et que, compte tenu d'un rachat à leur valeur nominale, elles ne donnent pas non plus le droit de bénéficier des plus-values de la société. Les interventions en faveur des sociétés de personnes à responsabilité limitée ou des entreprises individuelles ont été effectuées, quant à elles, selon une formule d'« association en participation ».

Outre les nombreuses difficultés pratiques liées à la prise de participation des pouvoirs publics dans le capital de diverses entreprises textiles, ce régime présentait l'inconvénient d'exclure l'ensemble du secteur du bénéfice des lois d'expansion économique, y compris donc les entreprises qui ne profitaient pas directement du plan textile.

En accord avec la Communauté Economique Européenne, les pouvoirs publics ont donc instauré, à partir de 1983, un nouveau régime plus classique d'intervention financière. Ce régime prévoit, pour le financement des investissements et du fonds de roulement des entreprises textiles, l'octroi de subsides en intérêt. Ce mécanisme s'apparente donc à celui qui est appliqué dans le cadre des lois d'expansion économique, mais est néanmoins plus large puisqu'il n'est pas limité aux seuls investissements.

AIDE PUBLIQUE OCTROYEE AU SECTEUR DU TEXTILE

Tableau 5

(en milliards de francs)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	Total de la période 1973 à 1984
1. Aide à charge du budget :													
1.1 Subsidés du Fonds d'Expansion Economique et de Re-conversion Régionale à charge du budget des Affaires économiques	0,2	0,2	0,3	0,4	0,2	...	0,2	0,2	0,2	0,4	0,2	0,7	3,2
2. Aide débudgétisée :													
2.1 Société Nationale pour la Restructuration de l'Industrie de la Confection et du Textile .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	1,3	...	...	2,4
2.2 Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,9	5,7	3,5	11,1
2.3 Total .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	3,2	5,7	3,5	13,5
3. Total général (= 1 + 2.3)	0,2	0,2	0,3	0,4	0,2	...	0,2	0,2	1,3	3,6	5,9	4,2	16,7

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances, Ministère des Affaires économiques, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux.

... zéro ou quantité négligeable.

Le plafond des engagements à prendre par l'Etat dans le cadre du plan textile a été fixé à 27,7 milliards, dont 20 milliards pour le volet financier, 5,7 milliards pour le volet services et 2 milliards pour le volet social.

L'encours de l'aide débudgétisée effectivement accordée s'élevait, à la fin de 1984, à 13,5 milliards (rubrique 2.3 du tableau 5). Le préfinancement du volet financier et du volet social (soit quelque 12,5 milliards à la fin de 1984) a été couvert exclusivement par des crédits obtenus par la Société Nationale pour la Restructuration de l'Industrie de la Confection et du Textile, puis, à partir du quatrième trimestre de 1982, par la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux auprès de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Pour le financement du volet services (environ 1 milliard à la fin de 1984), la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux a eu recours à d'autres intermédiaires financiers.

Si les interventions en matière sociale et de services peuvent être considérées comme des subsides et constituent, sans conteste, une dette débudgétisée, ceci n'est pas entièrement le cas pour les interventions liées au volet financier. Celui-ci recouvre non seulement des subsides en intérêts mais également des octrois de crédits et prises de participations qui doivent normalement être remboursés ou rachetés par les entreprises. En pratique, il s'avère impossible de distinguer avec précision les interventions financières à charge de l'Etat de celles qui sont théoriquement remboursables. Comme, par ailleurs, il est possible qu'une partie des engagements contractés par les entreprises textiles ne soit pas respectée, l'ensemble des interventions du volet financier a été inclus dans l'aide débudgétisée au secteur textile.

Outre l'aide débudgétisée accordée dans le contexte du plan textile, le secteur a également bénéficié des subsides, à charge du budget, versés par le Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale. Ces subsides ont représenté 3,2 milliards entre 1973 et 1984, ce qui porte à 16,7 milliards le total de l'aide attribuée au secteur textile au cours de cette période.

2.5 Le secteur du verre creux d'emballage

Le plan de restructuration du secteur du verre creux d'emballage ne concerne qu'une seule entreprise, à savoir Verlipack.

Les pertes importantes subies par cette entreprise ont, à deux reprises, conduit l'Etat à prendre une participation dans le capital :

- en 1980, des créances à concurrence de 1,3 milliard constituées antérieurement sur Verlipack par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, ont été converties en capital pour compte de l'Etat (rubrique 2.2 du tableau 6);
- en 1983, la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux a préfinancé une nouvelle augmentation du capital de Verlipack, à concurrence de 0,4 milliard (rubrique 2.1).

Si l'on tient compte des subsides en intérêts à charge du budget, octroyés à Verlipack depuis 1982 dans le cadre des lois d'expansion économique, l'aide totale au secteur du verre creux d'emballage s'est élevée à 2 milliards entre 1980 et 1984.

AIDE PUBLIQUE OCTROYEE AU SECTEUR DU VERRE CREUX D'EMBALLAGE

Tableau 6

(en milliards de francs)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	Total de la période 1973 à 1984
1. Aide à charge du budget :													
1.1 Subsidés du Fonds d'Expansion Economique et de Re-conversion Régionale à charge du budget des Affaires économiques	0,1	0,1	0,1	0,3
2. Aide débudgétisée :													
2.1 Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux	0,4	...	0,4
2.2 Intermédiaires financiers	1,3	...	...	...	...	1,3
2.3 Total	1,3	...	...	0,4	...	1,7
3. Total général (= 1 + 2.3)	1,3	...	0,1	0,5	0,1	2,0

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances, Ministère des Affaires économiques, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux.
 ... zéro ou quantité négligeable.

3. Synthèse

Au cours de la période 1973 à 1984, les interventions des pouvoirs publics en faveur des cinq secteurs nationaux ont totalisé 379,9 milliards dont 138,2 milliards directement à charge du budget et 241,7 milliards préfinancés par des intermédiaires financiers (tableau 7). L'aide à charge du budget a surtout bénéficié aux secteurs des charbonnages et de la construction et réparation navales, tandis que l'aide débudgétisée a été particulièrement importante dans le cas du secteur de la sidérurgie.

Il convient de garder à l'esprit que les données des rubriques 1 et 2 du tableau 7 ne sont pas entièrement comparables entre elles, l'aide à charge du budget représentant des montants ordonnancés et l'aide débudgétisée correspondant à des montants décaissés. A l'intérieur d'une même rubrique, l'ordre de grandeur des données peut également être influencé par les modalités d'intervention des pouvoirs publics dans chacun des cinq secteurs nationaux. Ainsi, lorsque l'Etat fait directement préfinancer un subside octroyé à un secteur, la rubrique 2 du tableau 7 ne mentionne que le montant de ce subside et ne tient évidemment pas compte des charges d'intérêts ultérieures résultant du service financier de ce préfinancement ; en revanche, le recours par les pouvoirs publics à un mécanisme consistant, dans un premier temps, à reporter des échéances de dettes avec prises en charge des intérêts et, dans un deuxième temps, à prendre entièrement en charge ces dettes antérieurement moratoriées a pour effet de faire apparaître à la rubrique 2 du tableau 7 à la fois le coût de l'intervention des pouvoirs publics et le coût du financement de cette intervention.

Pour donner une idée de l'ampleur des charges financières liées au préfinancement de l'aide aux secteurs nationaux, le tableau 7 mentionne également, pour mémoire, les paiements d'intérêts effectués sur cette dette débudgétisée. Ces paiements ont régulièrement augmenté au cours des dernières années. Ils auraient représenté, entre 1981 et 1984, plus de 44 milliards, dont 5 milliards ont été à nouveau débudgétés.

Les montants annuels de l'aide débudgétisée tels qu'ils apparaissent à la ligne 2.6 du tableau 7, correspondent exactement aux variations annuelles de l'encours de la dette débudgétisée résultant de l'aide aux secteurs nationaux, telle qu'elle est reprise à la ligne 6 du tableau 8. Ainsi, par exemple, cet encours est passé de 232,1 milliards à la fin de 1983 à 265,3 milliards à la fin de 1984, ce qui représente l'octroi, au cours de l'année 1984, d'une aide débudgétisée de 33,2 milliards.

Les montants de la ligne 6 du tableau 8 ne correspondent cependant pas à la totalité de l'encours de la dette débudgétisée résultant du préfinancement des secteurs nationaux. Il convient également de tenir compte des paiements d'intérêts débudgétés qui ne représentent pas une aide directe aux secteurs nationaux, mais découlent uniquement des modalités de financement adoptées par les pouvoirs publics, ainsi que des différences de change sur la dette en devises contractée pour préfinancer les secteurs nationaux, c'est-à-dire des variations purement comptables de cette dette qui sont dues à l'écart entre, d'une part, le cours de change à la fin de l'année considérée et, d'autre part, le cours à la naissance de la dette auquel celle-ci est recensée aux lignes 1 à 6.

AIDE PUBLIQUE OCTROYEE AUX CINQ SECTEURS NATIONAUX

Tableau 7

(en milliards de francs)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	Total de la période 1973 à 1984
1. Aide à charge du budget :													
1.1 Sidérurgie	0,8	0,6	0,5	1,3	1,2	1,6	0,8	0,3	3,4	1,0	2,8	5,7	20,0
1.2 Charbonnages	7,0	5,6	5,2	6,8	8,7	9,5	9,7	11,2	5,1	...	...	...	68,8
1.3 Construction et réparation navales	0,7	1,5	2,8	3,2	2,1	5,1	3,7	8,8	4,7	3,9	3,6	5,8	45,9
1.4 Textile	0,2	0,2	0,3	0,4	0,2	...	0,2	0,2	0,2	0,4	0,2	0,7	3,2
1.5 Verre creux d'emballage .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,3
1.6 Total	8,7	7,9	8,8	11,7	12,2	16,2	14,4	20,5	13,4	5,4	6,7	12,3	138,2
2. Aide débudgétisée :													
2.1 Sidérurgie ¹	1,8	4,4	5,5	9,5	5,5	9,1	11,5	18,6	37,7	39,4	26,2	19,8	189,0
2.2 Charbonnages .....	...	...	...	...	...	...	1,0	1,1	4,5	8,7	9,2	9,7	34,2
2.3 Construction et réparation navales ¹ .....	...	...	...	...	...	...	0,7	...	0,5	0,7	1,2	0,2	3,3
2.4 Textile .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	3,2	5,7	3,5	13,5
2.5 Verre creux d'emballage .....	...	...	...	...	...	...	...	1,3	...	...	0,4	...	1,7
2.6 Total	1,8	4,4	5,5	9,5	5,5	9,1	13,2	21,0	43,8	52,0	42,7	33,2	241,7
3. Total général (= 1.6 + 2.6)	10,5	12,3	14,3	21,2	17,7	25,3	27,6	41,5	57,2	57,4	49,4	45,5	379,9
<i>p.m.</i> Paiements d'intérêts sur les dettes résultant de l'aide débudgétisée aux secteurs nationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	5,1	9,5	12,9	16,8	44,3
dont : — paiements à charge du budget .....	...	...	...	...	...	...	...	...	5,1	9,5	9,2	15,5	39,3
— paiements débudgétisés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	1,3	5,0

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances, Ministère des Affaires économiques, Ministère des Communications, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Belfin.

... zéro ou quantité négligeable.

¹ Les dettes de ces secteurs reprises par les pouvoirs publics n'ont pas été enregistrées les années au cours desquelles les pouvoirs publics ont formellement repris ces dettes, mais ont été imputées aux années pendant lesquelles celles-ci ont été contractées, à l'origine, par les entreprises concernées.

ENCOURS DE LA DETTE DEBUDGETISEE RESULTANT DE L'AIDE AUX SECTEURS NATIONAUX

Tableau 8

(encours à fin d'année en milliards de francs)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Sidérurgie	23,6	25,4	29,8	35,3	44,8	50,3	59,4	70,9	89,5	127,2	166,6	192,8	212,6
2. Charbonnages .....	...	...	...	...	...	...	...	1,0	2,1	6,6	15,3	24,5	34,2
3. Construction et réparation navales .....	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,7	1,2	1,9	3,1	3,3
4. Textile .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	4,3	10,0	13,5
5. Verre creux d'emballage .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,3	1,3	1,3	1,7	1,7
6. Sous-total (= 1 à 5)	23,6	25,4	29,8	35,3	44,8	50,3	59,4	72,6	93,6	137,4	189,4	232,1	265,3
7. Total cumulé des paiements d'intérêts débudgétisés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	5,0
8. Total cumulé des différences de change sur la dette en devises contractée pour préfinancer l'aide aux secteurs nationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,2	5,2	6,0
9. Total (= 6 + 7 + 8) ¹	23,6	25,4	29,8	35,3	44,8	50,3	59,4	72,6	93,6	137,4	191,6	241,0	276,3

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Belfin.

¹ Ces montants sont repris à la ligne 2.1 du tableau 5 de l'article « La dette débudgétisée » publié en mars 1985 dans le *Bulletin* de la Banque.

Compte tenu du montant cumulé des paiements d'intérêts débudgétisés et des différences de change, l'encours total de la dette débudgétisée résultant de l'aide aux secteurs nationaux a atteint 276,3 milliards à la fin de 1984 (ligne 9). Ce montant constitue la composante principale de la dette débudgétisée telle qu'elle a été définie dans l'article publié dans le *Bulletin* de la Banque de mars 1985.

Le présent article s'est limité à recenser l'aide octroyée aux secteurs nationaux; l'étude approfondie de l'impact et de l'efficacité de ces interventions économiques reste à faire. Ce simple inventaire a cependant mis en relief la complexité des plans de restructuration mis sur pied par les pouvoirs publics et la difficulté de rassembler des renseignements statistiques précis. Les données réunies par la Banque restent donc provisoires et sont susceptibles d'être améliorées. En dépit de ses approximations, ce travail a voulu répondre à une nécessité : permettre, par une meilleure information, une plus juste appréciation d'une catégorie de dépenses publiques dont la majeure partie n'apparaît pas dans les budgets et les comptes de l'Etat.

CHANGEMENTS APPORTES
AU TABLEAU XIII-5b DE LA PARTIE
« STATISTIQUES »
DU BULLETIN DE LA BANQUE

Le nouveau tableau XIII-5b de la partie « Statistiques » du *Bulletin* de la Banque, qui s'intitule désormais « Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique », prend le concept des réserves de change dans une acception plus large que l'ancien et présente ces réserves de manière quelque peu différente.

Comparé à celui qui apparaissait dans l'ancienne version du tableau XIII-5b, l'encours des réserves de change — qui continue d'être évalué aux prix et cours de change comptables utilisés dans le bilan officiel de la Banque — a subi deux modifications qui visent toutes deux à étendre le concept des réserves de change à des avoirs et des engagements qui n'étaient pas compris jusqu'à présent dans celles-ci. La première modification vise à tenir compte de ce que, aux droits de tirage spéciaux qui ont été alloués à la Belgique, correspond un engagement de restituer ces droits au Fonds Monétaire International s'il était mis fin au département des droits de tirage spéciaux ou si la Belgique décidait de s'en retirer. C'est pourquoi, l'encours des réserves de change comprend à présent, en tant que composante négative, l'engagement découlant des allocations de droits de tirage spéciaux et qui, dans le bilan officiel de la Banque, figure au passif sous l'intitulé « Fonds Monétaire International — Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette ». La seconde modification consiste à inclure, dans les réserves de change, les avoirs et engagements de la Banque qui sont à terme. Ceux-ci comprennent, d'une part, les avoirs et engagements découlant d'opérations à terme proprement dites conclues par la Banque, telle une vente à terme de monnaies étrangères au Trésor et, d'autre part, l'or et les dollars à recevoir du Fonds Européen de Coopération Monétaire à la suite de l'apport que la Banque en a fait à celui-ci sous la forme de crédits croisés contre Écus, ainsi que les Écus revendus à terme au Fonds dans le cadre de ces mêmes crédits.

L'inclusion, dans le calcul de l'encours des réserves de change, des opérations à terme proprement dites, a pour effet de réduire cet encours; cette façon de procéder est logique dès lors que l'on considère qu'une partie des avoirs au comptant est destinée à assurer la liquidation d'engagements à terme. L'incorporation des avoirs et engagements à terme vis-à-vis du Fonds Européen de Coopération Monétaire serait quant à elle sans effet sur l'encours des réserves de change si les avoirs et engagements à terme vis-à-vis de ce Fonds étaient comptabilisés les uns et les autres à une même valeur. Tel n'est cependant pas le cas : dans le bilan de la Banque, il existe entre les avoirs à terme — or et dollars — et les engagements à terme — Écus — vis-à-vis du Fonds une différence négative qui résulte de ce que, pour leur conversion en Écus, l'or et les dollars sont évalués à des cours — dérivés des cotations pratiquées sur le marché — bien plus élevés que ceux auxquels ils le sont dans ledit bilan. Cette différence comptable négative dégagée par le volet terme des crédits croisés avec le Fonds Européen de Coopération Monétaire a, bien entendu, pour contrepartie exacte une différence comptable de sens inverse, c'est-à-dire positive, dégagée par le volet comptant de ces crédits, entre les Écus qui sont obtenus du Fonds et l'or et les dollars qui lui sont apportés. Ainsi, l'incorporation, dans le nouveau tableau XIII-5b, des opérations à terme avec le Fonds, a pour effet d'annuler la différence comptable positive laissée par les opérations au comptant avec cet organisme. Elle aboutit donc à un encours de réserves de change inférieur à celui que l'on obtenait dans l'ancien tableau XIII-5b, qui ne comprenait que les opérations au comptant.

Englobant de la sorte plusieurs éléments nouveaux, les réserves de change nettes de la Banque sont présentées, dans la version révisée du tableau XIII-5b, sous une forme quelque peu modifiée. Elles sont ventilées en :

- avoirs bruts au comptant [colonnes (1) à (6)];
- engagements bruts au comptant [colonnes (7) à (10)];
- avoirs (+) ou engagements (-) nets à terme [colonne (11)].

De plus, au sein des engagements bruts au comptant, une distinction est faite entre :

- ceux qui sont à vue [colonne (7)];
- ceux qui sont à échéance déterminée. Ces engagements n'ont été, au cours des dernières années, contractés qu'envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire [colonne (8)];
- ceux dont l'échéance est indéterminée; ils ne comprennent, pour la période couverte par le tableau, que l'allocation cumulative nette de droits de tirage spéciaux [colonne (9)].

La majorité des modifications apportées aux réserves de change nettes de la Banque n'affectent pas la variation de ces réserves au cours de change des transactions, qui figure dans la version nouvelle du tableau XIII-5b [colonne (13)], comme elle figurait déjà dans l'ancienne. En effet, dans celle-ci, pour calculer la variation des réserves, on éliminait du mouvement des encours les variations qui découlaient des allocations de droits de tirage spéciaux — puisque

les engagements correspondant à ces allocations n'étaient pas pris en compte. On éliminait également les variations découlant de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979 du Système Monétaire Européen (et, ultérieurement, de certaines de ses modalités d'application) — puisque les avoirs et engagements à terme vis-à-vis du Fonds Européen de Coopération Monétaire n'étaient pas pris en compte non plus. Aussi, le changement de méthode qui consiste à tenir compte à présent, dans le calcul, des avoirs et engagements en cause n'a pas d'autre conséquence que de rendre désormais superflus les ajustements précités.

En revanche, la prise en considération des encours à terme affecte la variation des réserves de change nettes dans la mesure où ces encours ont pour origine des opérations avec des résidents, comme, par exemple, l'engagement pris à l'égard du Trésor de lui livrer des monnaies étrangères à l'échéance de certaines de ses dettes. Il s'ensuit que la variation des réserves ne correspond plus, comme dans la version antérieure du tableau XIII-5b, à la rubrique 6.232 des tableaux IX-1 à 4 de la partie « Statistiques » du *Bulletin*, lesquels donnent des balances des paiements de type classique, faisant abstraction des opérations de change à terme, mais bien à la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5, lequel donne une balance qui inclut lesdites opérations ⁽¹⁾.

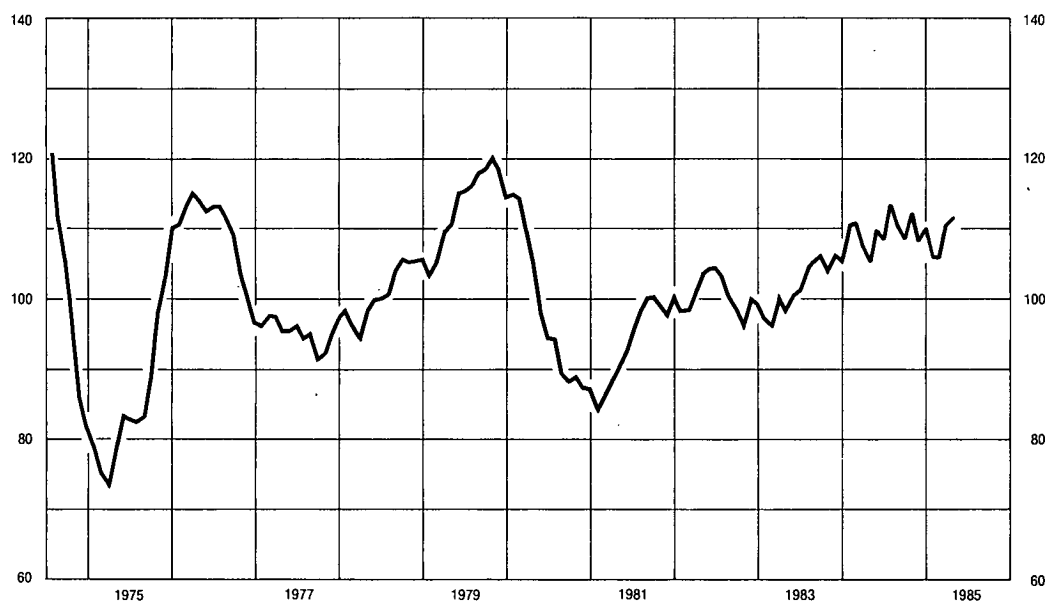
Du fait que le tableau XIII-5b donne maintenant un aperçu plus complet des réserves de change, il n'a pas été possible, faute de place, d'y maintenir les informations qu'il fournissait antérieurement concernant les acceptations en francs belges représentatives d'exportations que la Banque détient dans son portefeuille. Les données qui disparaissent de la sorte figurent cependant dans d'autres tableaux de la partie « Statistiques » : les encours à la rubrique A.8 du tableau XIII-2a) Actif et les variations à la rubrique 6.231 des tableaux IX-1 à 4.

⁽¹⁾ La rubrique 8 du tableau IX-5 de la partie « Statistiques » du *Bulletin* donne une ventilation de la variation des réserves de change nettes telle que cette variation apparaît à la colonne (13) du tableau XIII-5b nouveau. La somme des sous-rubriques 8.1, 8.2, 8.3, 8.41 et 8.51 du tableau IX-5, c'est-à-dire des sous-rubriques qui concernent les avoirs et engagements au comptant, correspond à la variation des réserves telle que celle-ci apparaît à la rubrique 6.232 des tableaux IX-1 à 4.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS D'AVRIL 1985

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique s'est à nouveau relevée en avril : elle a atteint 111,40 points, soit 1,27 point de plus qu'en mars. La courbe a de la sorte rejoint le niveau auquel elle s'était située en moyenne durant le second semestre de l'année 1984.

L'amélioration du climat conjoncturel découle essentiellement d'une reprise marquée dans l'industrie de la construction et d'un mieux d'ampleur limitée dans l'industrie manufacturière. Dans le commerce, par contre, la conjoncture s'est inscrite en recul.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population, comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Population	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	5. Orientation géographique	VIII - 5
4. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants	I - 4a	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 4b	— Chiffres annuels	IX - 1
5. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 5a	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5b.1	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur	I - 5b.2	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 5b.3	X. — Marché des changes.	
— résultats bruts par région	I - 5b.4	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
c) Industrie de la construction :		a) Chiffres annuels	X - 1a
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5c.1	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
— résultats bruts par secteur	I - 5c.2	2. Droit de tirage spécial	X - 2
d) Commerce :		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5d	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Pêche maritime	III - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	5. Cours de change effectifs	X - 5
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	XI. — Finances publiques.	
3. Energie	IV - 3	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
5. Construction	IV - 5	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
V. — Services.			
1. Transports :		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Encours :	
c) Navigation intérieure	V - 1c	a) au 31 décembre 1981	XII - 1a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) au 31 décembre 1982	XII - 1b
3. Commerce intérieur :		2. Mouvements en 1982	XII - 2
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) au 31 décembre 1981	XII - 3a
4. Chambres de compensation :		b) au 31 décembre 1982	XII - 3b
a) Nombre d'opérations	V - 4a	4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels)	XII - 4
b) Montant des opérations	V - 4b	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans :	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Prix à la consommation en Belgique :		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
Indices 2 ^e semestre 1974-1 ^{er} semestre 1975 = 100		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	4. Stock monétaire :	
Indices 1981 = 100		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
c) Ventilation en 4 groupes	VII - 3c	b) Total	XIII - 4b
d) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3d	5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique . . . XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger . . . XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique . . . XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique . . . XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux . . . XIII - 11
12. Situation globale des banques . . . XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux . . . XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes . . . XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages . . . XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I . . . XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II . . . XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie . . . XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées . . . XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique . . . XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie . . . XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers . . . XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers . . . XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :
a) Variations . . . XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux . . . XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an . . . XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :
a) Variations . . . XV - 5a
b) Encours . . . XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an . . . XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public . . . XVI - 2
3. Dette du Trésor :
a) Situation officielle de la dette publique . . . XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds . . . XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :
a) Ventilation par débiteurs . . . XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs . . . XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement . . . XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels . . . XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés . . . XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S. . . . XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B. . . . XVII - 5

6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges . . . XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires . . . XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) . . . XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence) . . . XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour . . . XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires . . . XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique . . . XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances . . . XIX - 1a
b) Taux spéciaux . . . XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré . . . XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie . . . XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour . . . XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes . . . XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques . . . XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite . . . XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles . . . XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit . . . XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte . . . XX - 1
2. Banque de France . . . XX - 2
3. Bank of England . . . XX - 3
4. Federal Reserve Banks . . . XX - 4
5. Nederlandsche Bank . . . XX - 5
6. Banca d'Italia . . . XX - 6
7. Deutsche Bundesbank . . . XX - 7
8. Banque Nationale Suisse . . . XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux . . . XX - 9

GRAPHIQUES.

- P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses . . . I - 4
 Enquêtes sur la conjoncture . . . I - 5
 Demandes d'emploi . . . II
 Production industrielle . . . IV - 1
 Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne . . . IV - 6
 Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée . . . VI - 1
 Prix de gros en Belgique . . . VII - 2
 Prix à la consommation en Belgique . . . VII-3a-b
 Commerce extérieur de l'U.E.B.L. . . . VIII
 Recettes fiscales par année civile . . . XI - 4
 Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires . . . XIII - 3
 Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux . . . XIII-13
 CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements . . . XIV-5a
 Cours des valeurs belges au comptant . . . XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-5a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION, COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.823	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.327	6.370	6.402	6.446	6.496	6.461 ³	6.563	
dont : Hommes	3.172	3.195	3.212	3.236	3.261	3.241 ³	3.292	
Femmes	3.155	3.175	3.190	3.210	3.235	3.220 ³	3.271	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.941	3.968	3.991	4.048	4.065	4.079	4.105	4.123
dont : Agriculture	128	122	118	118	112	109	107	106
Industries extractives et manufacturières	1.119	1.078	1.036	1.009	989	941	909	889
Bâtiments et construction	296	298	294	297	288	258	236	217
Transports	265	265	268	272	278	277	275	267
Commerce, banques, assurances et services	1.860	1.901	1.948	2.011	2.040	2.042	2.053	2.064
Chômeurs complets ²	233	266	290	304	322	416	490	545
Ouvriers frontaliers	40	38	37	37	36	36	35	35

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	847,0	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.190,3	1.241,7	1.266,6
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	38,7	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	62,1
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	213,0	236,0	246,5	264,5	286,2	289,8	292,5	326,3
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	356,6	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	606,9	613,6
5. Corrections et compléments	58,0	59,8	64,7	69,3	74,1	79,1	93,6	107,3
Ajustement statistique	12,2	- 3,3	10,8	- 5,2	- 4,3	- 8,5	14,9	55,4
Total ...	1.525,5	1.656,4	1.781,4	1.904,0	2.068,3	2.173,2	2.308,6	2.431,3
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	56,7	44,1	48,2	44,0	45,3	52,9	63,7	65,4
2. Professions libérales ¹	73,1	83,2	92,4	99,3	101,1	105,9	112,4	119,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	205,8	218,3	222,8	228,7	228,1	226,9	229,8	246,3
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,4	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,3	19,5
Ajustement statistique	2,8	- 0,7	2,2	- 1,1	- 0,8	- 1,6	2,8	10,6
Total ...	349,8	356,7	378,6	385,2	387,6	397,9	425,0	461,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	156,8	179,6	196,4	232,3	274,1	317,1	357,1	383,6
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	60,6	66,7	73,7	78,5	85,0	98,9	108,3	123,2
3. Dividendes, tantièmes, dons	57,4	58,5	63,0	61,6	67,0	80,0	103,2	130,9
Total ...	274,8	304,8	333,1	372,4	426,1	496,0	568,6	637,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	12,7	11,1	24,6	25,9	21,5	9,9	29,3	42,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	72,7	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	113,9
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3	31,5
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 13,6	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	1,8	13,9	- 2,7
Total ...	2,2	2,3	- 1,8	3,4	20,4	32,0	44,2	28,8
G. Intérêts de la dette publique	- 97,4	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,6	- 397,1
Revenu national net au coût des facteurs	2.140,3	2.291,5	2.460,9	2.618,2	2.802,1	2.907,4	3.121,0	3.319,0
H. Amortissements	231,3	262,3	281,4	302,5	312,2	330,3	362,1	393,2
Revenu national brut au coût des facteurs	2.371,6	2.553,8	2.742,3	2.920,7	3.114,3	3.237,7	3.483,1	3.712,2
I. Impôts indirects	307,7	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	475,6	508,2
J. Subventions	- 36,6	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,2	- 66,8
Produit national brut aux prix du marché	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

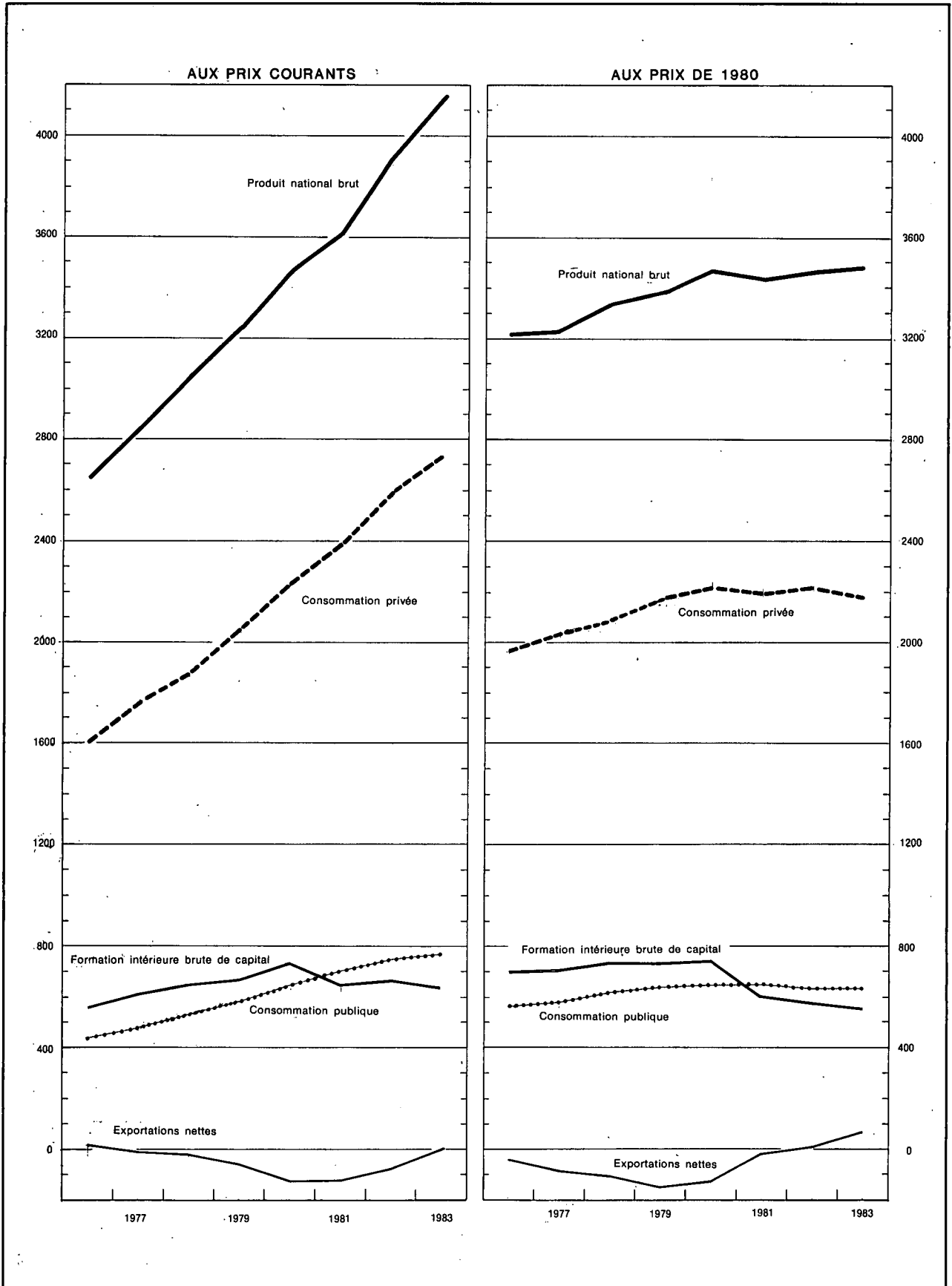
Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. Agriculture, sylviculture et pêche	76,9	68,3	76,0	73,2	76,0	84,4	97,0	99,8
2. Industries extractives	19,0	18,2	17,2	16,0	18,7	19,6	20,3	20,1
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	131,7	135,5	147,1	151,1	157,4	165,3	188,3	204,1
b) Textiles	38,3	37,5	37,1	37,7	40,6	44,1	46,1	52,3
c) Vêtements et chaussures	25,7	24,1	23,1	23,4	22,7	22,5	24,5	25,5
d) Bois et meubles	34,1	36,6	36,4	37,6	40,3	39,5	41,8	43,8
e) Papier, impression, édition	36,2	39,4	39,9	44,8	45,0	46,7	49,8	50,8
f) Industrie chimique et activités connexes	65,3	74,2	82,6	101,5	99,7	107,6	119,3	126,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	33,2	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	35,3	34,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	49,9	41,4	51,4	59,4	54,8	51,4	49,6	48,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	218,8	236,3	243,5	241,3	247,6	246,2	264,9	285,7
j) Industries non dénommées ailleurs ...	86,9	100,6	108,0	116,0	122,5	123,9	133,9	149,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	720,1	763,3	805,6	849,5	869,7	880,6	953,5	1020,9
4. Construction	193,3	213,0	228,5	233,7	263,0	229,1	237,3	238,0
5. Electricité, gaz et eau	77,6	86,1	93,5	105,7	110,1	119,5	125,9	148,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	502,3	539,1	569,0	609,6	664,8	691,2	765,7	818,0
b) Services financiers et assurances	108,0	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	222,0	234,9
c) Immeubles d'habitation	108,5	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,3
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	718,8	780,8	840,3	910,5	993,9	1.079,0	1.200,2	1.287,2
7. Transports et communications	200,2	215,7	234,7	255,5	279,5	291,2	310,1	321,9
8. Services	680,3	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,6	1.135,8	1.197,0
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,6	5,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-35,3	-39,6	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,9	-59,8
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-29,5	-30,3	-32,0	-34,8	-47,2	-54,0	-67,1	-69,0
Ajustement statistique	- 0,1	- 5,3	-10,3	-10,7	-10,3	-19,5	-12,9	-19,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.625,4	2.835,7	3.049,3	3.256,1	3.494,3	3.641,1	3.943,8	4.190,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	17,3	12,1	10,1	- 3,5	-18,3	-22,9	-38,3	-36,4
Produit national brut aux prix du marché ..	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	335,1	349,2	365,2	379,5	399,0	411,5	471,1	521,5
2. Boissons	75,1	79,4	84,3	89,3	97,6	103,6	114,8	122,9
3. Tabac	28,9	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2
4. Vêtements et effets personnels	130,5	137,2	143,9	156,1	173,3	174,4	193,0	200,3
5. Loyers, taxes, eau	148,4	167,7	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,6
6. Chauffage et éclairage	86,8	91,5	100,4	118,2	138,4	161,3	178,5	183,5
7. Articles ménagers durables	175,3	184,5	186,1	192,2	215,3	218,0	225,0	225,7
8. Entretien de la maison	68,6	75,8	82,1	88,2	94,8	100,3	107,6	115,8
9. Soins personnels et hygiène	160,5	183,5	202,7	215,6	229,7	252,9	280,2	307,6
10. Transports	178,2	194,7	212,1	233,4	254,7	274,4	301,8	331,3
11. Communications : P.T.T.	12,3	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,4
12. Loisirs	136,5	152,2	163,5	177,1	194,8	208,3	230,0	248,0
13. Enseignement et recherches	3,4	3,7	4,0	4,2	4,4	4,9	5,4	6,0
14. Services financiers	55,5	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,4	126,2
15. Services divers	13,3	15,3	17,3	19,2	19,3	20,2	21,3	22,2
16. Dépenses personnelles à l'étranger	46,1	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,6
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 35,4	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,9	- 69,7	- 87,5	- 109,2
Ajustement statistique	- 11,0	6,8	- 2,0	12,8	11,7	23,4	- 3,9	- 37,2
<i>Total ...</i>	<i>1.608,1</i>	<i>1.762,0</i>	<i>1.885,1</i>	<i>2.045,8</i>	<i>2.225,0</i>	<i>2.391,6</i>	<i>2.591,0</i>	<i>2.740,4</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	323,1	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,5	559,6
2. Achats courants de biens et services	93,2	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,0	152,3
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5
4. Loyer payé	2,5	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,2	5,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	4,1	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2
6. Amortissement mobilier et matériel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	4,0
<i>Total ...</i>	<i>441,0</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>741,6</i>	<i>760,9</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	13,5	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,2	15,3
2. Industries extractives	1,8	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	3,1
3. Industries manufacturières	93,5	81,2	79,4	83,6	109,2	100,9	126,7	111,6
4. Construction	11,1	12,7	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	9,1
5. Electricité, gaz et eau	33,7	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,3	41,2
6. Commerce, banques, assurances	56,4	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	91,7
7. Immeubles d'habitation	184,7	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,1	133,7
8. Transports et communications	57,6	61,7	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	100,0
9. Pouvoirs publics et enseignement	92,3	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,8
10. Autres services	23,9	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7
11. Variations de stocks	10,0	7,9	8,4	19,9	- 2,6	- 6,9	- 11,7	- 3,7
Ajustement statistique	- 4,0	2,3	- 0,7	4,3	3,9	6,3	- 1,0	- 8,8
<i>Total ...</i>	<i>574,5</i>	<i>613,5</i>	<i>654,6</i>	<i>685,7</i>	<i>729,6</i>	<i>643,5</i>	<i>662,6</i>	<i>647,7</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	92,5	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	369,0
2. Exportations de biens et services	1.275,9	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.751,6	2.956,0
Exportations totales ...	1.368,4	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.156,8	3.325,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	75,2	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	405,4
4. Importations de biens et services	1.274,1	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.803,0	2.915,0
Importations totales ...	1.349,3	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.246,5	3.320,5
Exportations nettes ...	19,1	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 89,7	4,6
Produit national brut aux prix du marché	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	94	93	96	99	100	98	102	103
2. Boissons	89	89	91	94	100	96	98	97
3. Tabac	110	107	96	100	100	98	105	102
4. Vêtements et effets personnels	93	92	90	94	100	97	101	98
5. Loyers, taxes, eau	88	90	93	97	100	104	106	108
6. Chauffage et éclairage	93	93	101	105	100	96	93	91
7. Articles ménagers durables	89	90	89	91	100	98	98	91
8. Entretien de la maison	95	96	97	99	100	100	102	101
9. Soins personnels et hygiène	87	92	96	98	100	104	106	108
10. Transports	91	95	98	102	100	98	99	100
11. Communications : P.T.T.	83	87	89	96	100	107	108	110
12. Loisirs	92	92	91	96	100	101	107	106
13. Enseignement et recherches	92	94	96	98	100	102	104	106
14. Services financiers	74	77	85	94	100	110	115	118
15. Services divers	86	93	99	105	100	98	97	95
16. Dépenses personnelles à l'étranger	77	82	84	95	100	105	93	92
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	92	83	94	100	116	139	160
<i>Total ...</i>	89	91	94	98	100	99	100	99
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	98	100	102	101	102
2. Achats courants de biens et services	88	94	103	102	100	101	96	96
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	78	85	91	95	100	97	92	89
<i>Total ...</i>	88	91	96	98	100	101	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	102	105	119	107	100	88	89	85
2. Industries extractives	68	72	86	103	100	93	107	90
3. Industries manufacturières	97	81	77	78	100	90	107	90
4. Construction	102	112	108	113	100	110	84	64
5. Electricité, gaz et eau	102	108	110	110	100	93	94	88
6. Commerce, banques, assurances	87	90	91	100	100	89	94	100
7. Immeubles d'habitation	108	110	117	101	100	59	55	54
8. Transports et communications	76	78	90	90	100	111	104	98
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	95	91	89	92	100	88	80	70
10. Enseignement	92	100	94	95	100	98	90	86
11. Autres services	79	93	85	101	100	94	87	88
<i>Total ...</i>	96	97	99	99	100	83	81	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	53	52	58	66	100	157	170	145
2. Exportations de biens et services	76	86	89	96	100	103	107	107
Exportations totales ...	74	82	86	93	100	108	113	110
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	40	42	49	62	100	154	171	147
4. Importations de biens et services	75	86	90	98	100	99	100	97
Importations totales ...	72	82	86	95	100	104	107	102
Produit national brut aux prix du marché	93	93	96	97	100	99	100	100

I - 5. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.



I - 5a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1982 Mai	108,77	83,63	104,49	104,36	85,93
Juin	109,03	79,89	108,48	104,58	83,17
Juillet	107,55	80,69	104,61	103,08	85,06
Août	104,12	76,68	104,97	100,13	81,13
Septembre	101,39	80,23	105,28	98,80	83,10
Octobre	99,58	81,25	99,34	96,79	82,72
Novembre	103,78	80,31	102,73	100,10	81,45
Décembre	103,70	78,45	101,49	99,58	79,80
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 5b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	cahier de commandes total	cahier de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1982 Mai	110,35	108,52	111,89	111,23	116,47	102,50	104,86	108,77
Juin	110,14	107,22	117,25	109,64	110,23	101,73	109,14	109,03
Juillet	107,58	109,18	111,80	108,41	112,78	103,03	102,96	107,55
Août	104,46	110,39	106,81	100,94	105,71	98,76	102,14	104,12
Septembre	103,73	104,74	105,40	106,68	104,52	95,95	90,23	101,39
Octobre	98,44	106,17	102,42	97,69	103,21	96,94	93,14	99,58
Novembre	102,22	113,46	109,36	94,67	111,13	102,42	92,30	103,78
Décembre	98,85	116,24	102,59	104,39	112,75	101,37	94,96	103,70
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1984			1985		1984			1985		1984			1985	
	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
Ensemble des industries	- 26	- 23	- 26	- 26	- 26	- 28	- 25	- 25	- 26	- 24	+ 18	+ 6	+ 7	+ 12	+ 17
I. Biens de consommation	- 36	- 20	- 20	- 20	- 22	- 35	- 14	- 17	- 18	- 15	+ 31	+ 4	+ 7	+ 18	+ 31
II. Biens d'investissement	- 45	- 34	- 37	- 38	- 36	- 40	- 27	- 27	- 35	- 33	+ 26	+ 14	+ 12	+ 7	+ 4
III. Biens intermédiaires	- 12	- 22	- 27	- 27	- 28	- 22	- 28	- 31	- 35	- 30	+ 1	+ 1	+ 5	+ 5	+ 12
Industrie textile	- 36	- 30	- 24	- 29	- 28	- 40	- 29	- 24	- 36	- 30	+ 11	+ 5	+ 8	+ 16	+ 18
dont : Laine	- 41	- 40	- 31	- 36	- 30	- 35	- 46	- 33	- 29	- 30	+ 15	+ 14	+ 16	+ 24	+ 24
Coton	- 35	- 41	- 34	- 35	- 49	- 41	- 43	- 39	- 49	- 47	+ 5	+ 8	+ 8	+ 15	+ 17
Bonneterie	- 35	- 40	- 28	- 12	+ 10	- 46	- 38	- 19	- 8	- 10	+ 15	+ 9	+ 24	+ 14	+ 13
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 55	- 22	- 18	- 25	- 37	- 52	- 6	- 4	- 21	- 21	+ 27	- 5	- 5	+ 4	+ 17
dont : Chaussures	- 76	- 59	- 64	- 53	- 38	- 73	- 73	- 80	- 68	- 37	- 2	- 41	- 46	- 15	+ 20
Habillement	- 50	- 13	- 9	- 20	- 36	- 51	- 1	+ 2	- 16	- 19	+ 30	+ 2	+ 4	+ 9	+ 17
Industrie du bois et du meuble en bois	- 46	- 20	- 19	- 50	- 35	- 37	- 16	- 31	- 48	- 41	+ 28	+ 23	+ 24	+ 36	+ 31
dont : Bois	- 44	- 7	- 23	- 40	- 16	- 35	- 11	- 41	- 50	- 28	- 1	+ 10	+ 5	+ 29	+ 17
Meubles en bois	- 49	- 28	- 17	- 57	- 48	- 39	- 18	- 26	- 46	- 48	+ 48	+ 33	+ 38	+ 42	+ 41
Papiers et cartons	+ 14	- 9	- 23	- 34	- 58	+ 4	- 7	- 25	- 42	- 79	+ 9	+ 13	+ 14	+ 3	+ 18
dont : Production de papier et carton	+ 19	- 6	- 9	- 34	- 70	+ 12	- 4	- 20	- 46	- 89	- 7	+ 1	+ 6	+ 5	+ 31
Transformation de papier et carton	+ 9	- 10	- 35	- 33	- 48	- 20	- 15	- 41	- 33	- 52	+ 22	+ 21	+ 20	+ 2	+ 8
Industrie du cuir	- 60	- 66	- 18	+ 6	+ 1	- 69	- 81	- 25	+ 6	- 9	+ 32	+ 49	+ 31	+ 31	+ 56
Transformation de matières plastiques	+ 43	+ 18	+ 18	+ 6	- 12	+ 66	+ 26	+ 49	+ 18	- 7	- 21	- 23	- 1	- 4	+ 34
Raffinage de pétrole	- 14	- 32	- 57	- 21	- 100	- 14	- 45	- 56	- 43	- 100	+ 21	- 33	- 3	- 14	- 19
Production et première transformation des métaux	- 15	- 35	- 47	- 46	- 33	- 37	- 42	- 48	- 51	- 39	- 3	+ 2	+ 2	- 5	+ 10
dont : Métaux ferreux	- 6	- 30	- 41	- 45	- 32	- 40	- 43	- 49	- 54	- 40	- 4	- 3	- 2	- 10	+ 4
Métaux non ferreux	- 56	- 63	- 74	- 49	- 36	- 20	- 37	- 47	- 29	- 36	+ 1	+ 12	+ 12	+ 7	+ 24
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 32	- 13	- 20	- 27	- 16	- 1	+ 11	+ 8	+ 6	+ 4	+ 35	+ 6	+ 11	+ 10	+ 11
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 45	- 14	- 20	- 30	- 19	- 25	+ 10	+ 4	- 1	- 12	+ 46	+ 6	+ 15	+ 13	+ 14
Industrie chimique	+ 8	- 1	+ 4	+ 8	+ 10	+ 10	0	+ 6	+ 10	+ 15	+ 2	+ 2	- 1	+ 4	- 4
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 66	+ 22	+ 19	+ 18	- 39	+ 51	+ 16	- 14	- 14	+ 13	- 27	- 27	- 18	+ 1	+ 39
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 46	- 28	- 27	- 12	- 24	- 49	- 31	- 21	- 25	- 14	+ 38	+ 12	+ 25	- 3	+ 32
Construction de machines et de matériel mécanique	- 27	- 20	- 29	- 23	- 12	- 41	- 22	- 23	- 29	- 18	+ 2	+ 12	- 2	- 10	- 25
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 64	- 33	- 61	- 49	+ 23	- 63	- 31	- 40	- 36	+ 29	+ 18	+ 6	+ 18	+ 20	+ 20
Machines-outils	+ 100	+ 83	+ 100	+ 78	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 18	+ 80	- 58	+ 34	0	- 50	- 100
Machines textiles	- 73	- 49	- 51	- 51	- 57	- 71	- 56	- 52	- 52	- 58	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 40	- 34	- 38	- 23	- 22	- 32	- 19	- 12	- 8	- 5	+ 9	0	- 10	+ 10	+ 13
Construction électrique et électronique	- 63	- 62	- 70	- 56	- 63	- 56	- 55	- 60	- 51	- 55	+ 35	+ 36	+ 32	+ 26	+ 28
dont : Construction électrique d'équipement	- 74	- 63	- 61	- 64	- 76	- 65	- 47	- 45	- 67	- 69	+ 29	+ 29	+ 26	+ 19	+ 19
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 44	- 62	- 87	- 28	- 29	- 42	- 66	- 87	- 25	- 25	+ 100	+ 100	+ 67	+ 67	+ 100
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 41	- 13	- 13	+ 27	+ 40
Construction d'autre matériel de transport	- 61	- 70	- 78	- 69	- 77	- 89	- 87	- 90	- 86	- 92	+ 34	+ 21	+ 51	+ 27	0
dont : Construction navale	- 79	- 75	- 83	- 94	- 97	- 100	- 100	- 99	- 99	- 100	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 51	- 12	- 36	0	- 51	- 12	+ 4	- 29	+ 14	- 44	+ 34	+ 21	+ 51	+ 27	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieure à la normale » et « inférieure à la normale ».

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1984				1985	1984				1985	1984				1985	1984				1985
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Ensemble des industries	5	7	8	7	3	84	75	80	81	82	2	2	2	2	2	5	8	6	6	9
I. Biens de consommation	7	15	13	13	4	86	65	76	78	82	2	2	3	2	2	1	3	3	2	7
II. Biens d'investissement	4	0	6	8	4	88	89	85	83	83	2	3	4	3	3	2	6	6	6	10
III. Biens intermédiaires	4	6	5	4	2	76	73	78	79	77	3	1	1	1	1	11	12	9	8	8
Industrie textile	10	9	14	7	5	74	72	67	74	78	3	3	3	2	3	7	12	12	8	7
dont : Laine	11	22	12	6	8	57	57	55	59	66	5	1	1	3	5	17	18	30	14	9
Coton	3	1	20	10	3	88	86	76	84	87	2	3	1	0	1	2	11	3	2	5
Bonneterie	4	7	2	0	0	90	78	81	78	72	1	4	1	3	7	1	5	7	7	8
Industrie des chaussures et de l'habillement	13	21	10	11	7	70	63	72	64	73	8	6	10	9	7	2	0	1	2	1
dont : Chaussures	30	31	0	1	0	57	60	88	90	91	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	10	19	12	12	9	73	64	68	59	69	9	7	12	11	8	2	0	1	3	1
Industrie du bois et du meuble en bois	12	18	24	23	8	75	67	65	68	77	0	1	0	1	0	8	11	5	5	7
dont : Bois	17	18	27	28	10	58	56	63	55	59	0	0	0	3	0	15	18	9	11	15
Meubles en bois	7	18	22	19	7	87	75	67	78	90	1	1	0	0	0	3	5	2	1	1
Papiers et cartons	19	21	0	0	3	46	43	71	84	83	1	1	8	4	0	19	17	15	8	10
dont : Production de papier et carton	37	28	0	0	6	33	12	58	78	73	0	0	7	0	0	13	26	30	16	21
Transformation de papier et carton	4	17	0	1	2	56	66	81	88	90	3	2	9	6	0	23	10	4	1	2
Industrie du cuir	7	7	16	0	0	85	76	77	93	86	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	0	0	0	65	59	65	72	72	0	0	0	0	0	35	41	35	28	28
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	1	0	0	0	82	81	87	83	78	4	2	0	0	0	6	4	1	3	3
dont : Métaux ferreux	0	0	0	0	0	85	83	85	82	77	5	2	0	0	0	1	1	1	3	2
Métaux non ferreux	1	8	0	0	0	68	72	100	89	84	0	0	0	0	0	31	20	0	0	5
Industrie des produits minéraux non métalliques	0	0	12	11	3	88	76	73	75	76	0	0	1	1	0	6	22	14	14	21
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	0	0	15	14	0	95	80	77	80	82	0	0	1	1	0	5	17	7	6	17
Industrie chimique	0	0	0	0	0	97	97	95	96	93	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	2	0	1	0	7	1	19	21	22	27	3	0	0	0	93	97	78	78	78
Fabrication d'ouvrages en métaux	3	7	5	8	6	91	85	80	82	70	0	0	2	1	1	2	3	7	5	20
Construction de machines et de matériel mécanique	9	1	4	5	7	78	89	88	83	78	7	9	6	10	11	0	0	6	6	9
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	10	0	100	99	100	89	100	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	42	0	0	0	0	42	50	50	22	58	58	50	50	50	78	0	0	50	50	78
Machines textiles	0	0	18	25	18	95	100	75	75	82	5	0	7	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	19	0	0	0	12	81	100	98	100	77	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	3	0	4	4	4	97	100	93	95	92	0	0	2	0	0	0	0	3	1	4
dont : Construction électrique d'équipement	3	1	0	0	1	96	99	95	98	93	1	0	4	0	0	0	0	5	2	6
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	37	38	38	0	100	0	62	62	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	6	6	0	0	6	94	94	98	100	94	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	97	100	100	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	36	36	0	0	36	64	64	100	100	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1984				1985	1984				1985	1984			1985	
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
Ensemble des industries	+ 34	+ 28	+ 30	+ 29	+ 31	75,5	77,4	77,1	77,4	78,7	3,41	3,38	3,29	3,26	3,46
I. Biens de consommation	+ 36	+ 33	+ 25	+ 28	+ 31	79,4	80,4	80,5	79,7	82,0	2,56	2,51	2,46	2,45	2,52
II. Biens d'investissement	+ 50	+ 42	+ 44	+ 41	+ 42	68,0	69,7	70,8	72,8	73,3	4,90	4,94	4,87	4,76	5,16
III. Biens intermédiaires	+ 27	+ 23	+ 19	+ 31	+ 27	77,8	80,4	77,2	75,6	77,3	3,44	3,28	3,19	3,15	3,22
Industrie textile	+ 23	+ 23	+ 26	+ 26	+ 28	78,3	78,5	77,4	77,9	77,5	2,18	2,09	2,14	2,08	2,15
dont : Laine	+ 11	+ 19	+ 26	+ 14	+ 24	85,2	85,1	82,3	83,4	81,8	2,10	2,03	1,98	2,09	2,07
Coton	+ 34	+ 26	+ 38	+ 36	+ 40	78,9	78,1	76,3	76,2	76,3	2,26	2,01	2,13	2,07	2,14
Bonneterie	+ 38	+ 26	+ 29	+ 36	+ 24	68,0	71,5	68,6	71,0	73,1	2,24	2,15	2,29	2,28	2,67
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 39	+ 39	+ 20	+ 23	+ 29	84,0	80,8	82,8	81,8	84,0	1,90	1,81	2,10	1,83	2,02
dont : Chaussures	+ 53	+ 46	+ 23	+ 53	+ 64	78,3	76,0	79,5	78,1	84,0	1,67	1,34	1,31	1,31	1,83
Habillement	+ 36	+ 38	+ 20	+ 17	+ 23	85,2	81,8	83,5	82,5	84,0	1,95	1,91	2,26	1,94	2,06
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 46	+ 44	+ 32	+ 28	+ 43	78,1	80,5	83,5	83,2	79,0	1,41	1,60	1,62	1,43	1,44
dont : Bois	+ 18	+ 32	+ 26	+ 17	+ 27	78,6	82,8	84,1	84,7	82,0	1,58	1,95	1,95	1,73	1,78
Meubles en bois	+ 64	+ 54	+ 37	+ 35	+ 54	77,8	78,9	83,0	82,2	76,8	1,28	1,35	1,39	1,21	1,20
Papiers et cartons	+ 17	- 17	+ 7	+ 11	+ 33	88,3	90,3	87,3	86,3	86,4	1,92	1,59	1,41	1,68	1,54
dont : Production de papier et carton	+ 9	- 15	- 12	- 12	+ 24	95,8	96,8	94,6	94,7	93,5	2,38	1,87	1,71	2,30	1,89
Transformation de papier et carton	+ 24	+ 4	+ 21	+ 29	+ 40	82,5	85,5	81,8	80,0	81,0	1,57	1,38	1,18	1,20	1,27
Industrie du cuir	+ 7	+ 7	+ 7	+ 14	+ 7	84,0	88,2	81,4	87,1	91,0	2,09	2,03	2,50	2,73	2,77
Transformation de matières plastiques	- 10	- 14	- 29	- 12	- 18	80,4	81,7	79,3	75,3	82,0	2,72	2,87	2,85	2,67	2,67
Production et première transformation des métaux	+ 42	+ 44	+ 28	+ 60	+ 42	73,7	76,9	71,4	67,4	70,7	2,14	1,91	1,68	1,66	1,87
dont : Métaux ferreux	+ 48	+ 50	+ 25	+ 62	+ 49	71,7	75,5	70,2	64,9	68,5	2,08	1,87	1,57	1,54	1,76
Métaux non ferreux	+ 8	+ 13	+ 40	+ 25	+ 11	83,9	83,9	77,8	80,0	81,9	2,43	2,14	2,21	2,26	2,38
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 26	+ 13	+ 19	+ 31	+ 28	73,3	77,0	77,0	76,7	78,1	1,96	1,97	1,66	1,91	1,98
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 39	+ 24	+ 23	+ 38	+ 26	71,2	74,5	76,3	75,4	76,7	1,75	1,78	1,42	1,77	1,87
Industrie chimique	+ 17	+ 8	+ 5	+ 7	+ 12	77,6	80,7	80,1	80,4	79,6	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	- 25	- 18	- 18	- 18	96,5	99,6	99,6	99,6	99,6	2,17	2,11	2,14	2,19	2,20
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 63	+ 57	+ 59	+ 50	+ 41	62,8	67,7	68,3	72,0	77,7	3,27	3,56	3,59	3,79	4,04
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 32	+ 27	+ 29	+ 26	+ 24	74,0	75,3	74,4	74,1	75,7	5,44	5,61	5,66	5,23	5,13
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 66	+ 65	+ 64	+ 67	+ 80	71,8	75,2	72,6	57,9	75,9	6,53	5,58	6,55	6,52	6,65
Machines-outils	- 58	0	- 50	- 50	- 78	95,8	97,9	87,5	87,5	97,7	14,66	13,66	12,33	9,88	7,66
Machines textiles	+ 68	+ 18	+ 51	+ 51	+ 57	78,1	84,5	85,9	85,9	84,4	5,18	5,60	5,48	5,27	5,43
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 41	+ 38	+ 28	+ 36	+ 35	72,4	69,0	67,5	67,9	65,6	3,62	4,08	3,75	3,73	3,54
Construction électrique et électronique	+ 65	+ 52	+ 62	+ 57	+ 68	68,6	70,1	70,3	72,7	73,1	6,00	5,80	5,63	5,69	5,79
dont : Construction électrique d'équipement	+ 73	+ 53	+ 56	+ 50	+ 68	62,3	64,4	61,4	66,3	66,5	5,37	5,34	5,40	5,07	5,24
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 51	+ 51	+ 77	+ 76	+ 76	80,2	84,0	83,3	81,6	82,3	7,59	7,07	6,40	7,36	7,34
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	0	91,1	88,6	86,4	87,2	90,7	2,59	2,60	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 85	+ 74	+ 88	+ 74	+ 68	61,7	65,4	65,7	65,6	66,3	11,19	10,55	9,46	9,42	12,36
dont : Construction navale	+ 100	+ 79	+ 100	+ 79	+ 73	55,1	62,2	68,2	70,3	67,2	8,74	7,44	5,87	5,11	10,76
Construction de cycles et motocycles	+ 13	+ 13	+ 31	+ 15	+ 15	76,2	77,7	75,5	63,2	80,7	3,00	2,59	2,07	2,41	2,12

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I -5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1984			1985		1984			1985		1984			1985	
	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
Ensemble des industries	- 4	- 1	- 4	- 4	- 13	- 9	- 6	- 11	- 9	- 10	+ 19	+ 27	+ 28	+ 24	+ 20
I. Biens de consommation	- 10	- 9	- 1	- 4	- 22	- 9	+ 1	- 3	- 7	- 8	+ 20	+ 34	+ 35	+ 22	+ 17
II. Biens d'investissement	- 10	- 3	- 6	+ 1	- 3	- 16	- 10	- 18	- 9	- 10	+ 19	+ 23	+ 29	+ 25	+ 28
III. Biens intermédiaires	- 2	+ 3	- 8	- 11	- 18	- 6	- 11	- 15	- 15	- 14	+ 24	+ 25	+ 23	+ 31	+ 20
Industrie textile	- 11	- 6	- 8	- 16	- 10	- 8	- 8	- 5	- 6	0	+ 36	+ 30	+ 37	+ 16	+ 12
dont : Laine	- 17	- 11	+ 2	- 30	- 19	- 12	- 12	- 2	- 13	- 14	+ 15	+ 22	+ 37	+ 19	+ 14
Coton	- 18	- 7	- 15	- 18	- 9	- 8	- 12	- 6	- 7	+ 7	+ 40	+ 26	+ 41	+ 15	+ 6
Bonneterie	- 42	- 29	- 10	- 6	+ 9	+ 5	- 18	+ 1	- 3	+ 10	+ 34	+ 34	+ 33	+ 28	+ 33
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 37	- 3	- 14	- 7	- 32	- 9	+ 6	+ 4	- 1	- 15	+ 34	+ 36	+ 38	+ 34	+ 33
dont : Chaussures	- 24	+ 20	- 11	+ 1	- 51	+ 9	+ 5	- 25	- 12	- 10	+ 31	+ 27	+ 22	+ 29	+ 15
Habillement	- 39	- 7	- 13	- 9	- 28	- 13	+ 6	+ 11	+ 1	- 15	+ 35	+ 38	+ 42	+ 36	+ 36
Industrie du bois et du meuble en bois	- 25	- 5	- 4	- 10	- 14	- 9	- 4	- 15	- 14	- 13	+ 21	+ 39	+ 37	+ 20	+ 14
dont : Bois	- 9	+ 2	- 6	- 7	- 16	+ 9	+ 14	- 17	- 6	- 6	+ 29	+ 31	+ 43	+ 26	+ 23
Meubles en bois	- 38	- 11	- 5	- 12	- 14	- 20	- 18	- 15	- 46	- 18	+ 15	+ 43	+ 33	+ 14	+ 8
Papiers et cartons	+ 29	+ 2	- 21	- 27	- 43	+ 12	+ 6	- 2	- 11	- 22	+ 78	+ 52	+ 42	+ 17	+ 13
dont : Production de papier et carton	+ 54	+ 19	- 7	- 27	- 68	+ 18	+ 11	- 1	- 10	- 25	+ 95	+ 57	+ 47	- 5	- 25
Transformation de papier et carton	+ 10	- 10	- 33	- 28	- 25	+ 6	+ 3	- 4	- 11	- 19	+ 66	+ 49	+ 37	+ 33	+ 42
Industrie du cuir	- 8	- 5	- 8	+ 28	- 14	0	- 27	- 5	- 6	- 6	0	+ 5	+ 1	+ 2	- 7
Transformation de matières plastiques	+ 12	- 2	0	0	+ 9	+ 12	- 2	- 13	- 7	+ 11	+ 20	+ 10	+ 37	+ 18	+ 6
Raffinage de pétrole	- 13	- 13	0	- 65	+ 22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 3	+ 8	- 11	- 11	- 34	- 17	- 26	- 28	- 28	- 29	+ 15	+ 30	+ 10	+ 48	+ 25
dont : Métaux ferreux	+ 1	+ 15	- 12	- 12	- 35	- 23	- 32	- 34	- 34	- 34	+ 23	+ 39	+ 13	+ 56	+ 32
Métaux non ferreux	- 24	- 25	- 13	- 8	- 25	+ 9	0	- 3	+ 2	- 2	- 28	- 12	- 7	+ 8	- 11
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 12	- 16	- 12	+ 18	+ 12	- 8	- 13	- 26	- 6	- 13	+ 30	+ 20	+ 30	+ 20	+ 32
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 14	- 12	- 3	+ 18	+ 10	- 12	- 14	- 28	- 8	- 14	+ 26	+ 17	+ 21	+ 22	+ 37
Industrie chimique	+ 5	+ 6	- 1	+ 7	+ 6	0	0	0	+ 1	+ 1	+ 6	+ 3	+ 5	+ 8	+ 9
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 39	+ 7	+ 6	0	0	+ 27	+ 2	+ 6	0	0	+ 30	- 4	+ 65	+ 37	+ 57
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 9	+ 2	- 13	- 2	- 24	- 11	- 2	- 12	- 3	- 13	+ 23	+ 27	+ 32	+ 30	+ 45
Construction de machines et de matériel mécanique	- 3	0	- 1	- 12	- 11	+ 2	+ 6	- 2	+ 2	+ 12	+ 14	+ 22	+ 34	+ 23	+ 17
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 26	+ 22	- 1	- 7	+ 41	+ 26	- 30	- 6	+ 30	+ 41	0	+ 24	+ 42	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	+ 58	+ 50	+ 17	+ 12	+ 100	0	+ 50	+ 50	+ 16	+ 78
Machines textiles	- 45	0	- 5	- 53	- 57	+ 5	+ 10	0	- 7	0	+ 23	+ 20	+ 18	+ 20	+ 18
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 15	+ 2	+ 2	- 18	+ 3	- 8	+ 7	- 10	- 4	- 3	- 5	+ 10	+ 40	+ 22	- 1
Construction électrique et électronique	- 6	- 5	+ 7	+ 2	- 22	- 30	- 32	- 24	- 20	- 31	+ 4	+ 27	+ 41	+ 25	+ 25
dont : Construction électrique d'équipement	- 9	+ 12	+ 4	+ 4	- 8	- 26	- 20	- 18	- 19	- 37	+ 5	+ 39	+ 41	+ 35	+ 37
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 11	- 47	+ 7	- 7	- 68	- 43	- 56	- 44	- 25	- 19	0	0	+ 34	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	0	+ 38	0	0	0	+ 46	+ 25	0	0	0	+ 46	+ 29	+ 34	0
Construction d'autre matériel de transport	- 18	- 30	- 45	- 29	- 21	- 43	- 32	- 42	- 40	- 10	+ 35	+ 29	+ 23	+ 27	+ 16
dont : Construction navale	- 20	- 23	- 25	- 20	+ 1	- 28	- 34	- 62	- 69	- 10	+ 24	+ 17	0	+ 4	- 12
Construction de cycles et motocycles	+ 66	- 35	- 22	+ 15	- 21	0	- 29	0	- 12	- 36	+ 15	+ 10	+ 26	+ 49	+ 33

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1982 Mai	104,44	114,97	106,88	105,28	105,55	96,38	112,33	105,74
Juin	105,14	107,34	106,04	101,94	104,46	104,44	108,57	105,36
Juillet	104,09	100,54	106,63	104,32	102,97	104,00	109,99	104,54
Août	104,11	101,20	105,00	105,06	102,50	104,25	110,14	104,51
Septembre	100,29	104,93	102,69	103,59	98,61	106,87	105,00	103,08
Octobre	101,59	109,49	104,21	103,79	103,24	104,99	114,56	105,37
Novembre	103,44	112,23	105,31	103,05	101,90	106,84	109,87	105,90
Décembre	102,66	112,58	107,19	104,93	106,72	106,90	104,47	106,09
1983 Janvier	100,74	106,47	105,04	108,69	104,49	101,51	97,79	103,09
Février	101,38	104,81	109,73	115,39	116,34	108,76	107,08	107,87
Mars	101,60	101,81	109,23	111,63	110,31	104,52	106,26	105,64
Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1982 Mai	108,13	105,18	106,81	99,76	111,63	102,75	105,15	105,67
Juin	106,89	109,11	119,57	111,44	113,47	101,71	105,96	109,06
Juillet	99,54	113,37	105,80	98,39	104,05	100,72	97,65	102,77
Août	99,07	111,62	97,82	97,34	94,05	104,42	96,29	100,70
Septembre	96,60	82,90	103,78	97,57	101,33	100,79	86,54	96,08
Octobre	92,37	90,80	100,38	93,48	97,62	100,53	82,02	94,51
Novembre	98,97	112,91	107,80	91,17	106,12	100,21	83,34	100,82
Décembre	98,27	103,09	97,01	93,34	93,61	99,09	86,79	96,79
1983 Janvier	106,08	102,33	94,71	102,87	104,14	94,36	94,77	100,18
Février	102,92	107,44	92,34	88,87	102,04	99,70	90,87	98,74
Mars	107,45	113,76	104,03	90,34	105,88	99,05	96,54	103,15
Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1982 Mai	112,78	99,82	124,61	150,60	157,76	101,47	111,55	118,11
Juin	107,09	100,07	109,68	101,71	83,62	100,72	107,08	103,23
Juillet	89,69	98,76	92,98	75,18	95,68	87,83	104,48	92,48
Août	100,25	109,56	96,06	75,58	84,03	76,18	98,57	93,80
Septembre	95,71	108,02	97,16	71,97	92,88	105,19	75,26	94,43
Octobre	105,01	114,30	110,12	68,34	73,61	136,29	97,19	105,22
Novembre	97,46	127,52	104,52	77,82	92,33	113,07	98,07	103,07
Décembre	97,51	138,80	100,93	87,62	84,45	109,52	104,94	104,29
1983 Janvier	97,19	120,73	94,63	111,91	106,71	101,44	103,80	103,17
Février	87,11	101,17	76,86	122,22	57,91	110,94	104,98	92,79
Mars	104,95	128,56	87,27	140,86	59,50	109,09	127,06	106,87
Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1984			1985		1984			1985	
	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^e trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^e trim.	Avril
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 22	- 18	- 22	- 21	- 23	+ 20	+ 6	+ 9	+ 15	+ 19
I. Biens de consommation	- 25	- 19	- 19	- 18	- 19	+ 38	+ 3	+ 7	+ 23	+ 28
II. Biens d'investissement	- 41	- 35	- 46	- 44	- 42	+ 15	+ 15	+ 17	+ 22	+ 23
III. Biens intermédiaires	- 3	- 7	- 9	- 6	- 11	+ 3	+ 2	+ 5	+ 2	+ 5
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 40	- 23	- 17	- 25	- 37	+ 21	+ 8	+ 10	+ 15	+ 24
Industrie de la transformation du bois	- 51	- 22	- 17	- 54	- 39	+ 42	+ 27	+ 30	+ 43	+ 39
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 12	- 2	- 2	- 14	- 34	+ 19	+ 25	+ 22	- 12	- 9
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 16	+ 6	+ 6	+ 9	- 1	- 3	- 5	- 5	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 50	- 26	- 38	- 42	0	+ 15	+ 6	+ 16	+ 18	+ 4
Industrie des fabrications métalliques	- 25	- 27	- 35	- 26	- 30	+ 27	+ 5	+ 10	+ 21	+ 27
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 20	- 24	- 30	- 35	- 39	+ 16	+ 10	+ 9	+ 9	+ 9
I. Biens de consommation	- 9	- 20	- 34	- 32	- 37	+ 20	+ 3	+ 3	+ 7	+ 13
II. Biens d'investissement	- 29	- 17	- 18	- 29	- 42	+ 35	+ 15	+ 12	+ 15	+ 8
III. Biens intermédiaires	- 11	- 29	- 38	- 42	- 38	+ 3	+ 5	+ 6	+ 1	+ 7
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 51	- 29	- 28	- 33	- 58	- 4	- 23	- 9	- 6	- 3
Industrie de la transformation du bois	- 6	- 33	- 58	- 47	- 3	+ 14	+ 30	+ 28	+ 15	- 8
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 6	- 26	- 32	- 41	- 57	+ 21	+ 12	+ 23	+ 9	+ 46
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 11	- 2	- 5	- 4	+ 7	0	+ 5	+ 1	+ 12	- 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 11	- 1	- 20	- 21	- 42	+ 43	+ 7	+ 9	+ 12	+ 10
Industrie des fabrications métalliques	- 34	- 27	- 26	- 33	- 42	+ 27	+ 23	+ 21	+ 28	+ 27
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 52	- 37	- 39	- 39	- 43	+ 56	+ 45	+ 19	+ 12	+ 6
I. Biens de consommation	- 56	- 14	- 14	- 11		+ 32	+ 19	- 5	+ 2	
II. Biens d'investissement	- 58	- 50	- 38	- 48	- 44	+ 69	+ 64	+ 33	+ 21	- 3
III. Biens intermédiaires	- 23	- 23	- 70	- 43	- 17				0	
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 43	- 40	- 64	- 88	- 100	+ 14	- 37	- 41	- 47	- 47
Industrie des fabrications métalliques	- 56	- 38	- 41	- 38	- 39	+ 74	+ 58	+ 21	+ 14	+ 2

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1984				1985	1984				1985	1984			1985	
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 39	+ 27	+ 28	+ 27	+ 35	77,8	80,6	79,9	79,6	79,5	3,56	3,48	3,64	3,42	3,67
I. Biens de consommation	+ 33	+ 28	+ 28	+ 28	+ 32	85,1	84,9	83,6	83,6	82,9	2,92	2,84	2,78	2,85	2,88
II. Biens d'investissement	+ 64	+ 43	+ 46	+ 41	+ 51	67,0	72,9	72,2	72,1	73,0	5,53	5,38	5,21	5,11	5,87
III. Biens intermédiaires	+ 26	+ 15	+ 17	+ 18	+ 26	80,7	82,9	83,1	82,9	82,9	4,17	4,06	4,06	4,14	4,09
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 26	+ 29	+ 25	+ 26	+ 30	81,9	82,3	80,5	80,8	80,2	2,14	2,08	2,20	2,07	2,12
Industrie de la transformation du bois	+ 54	+ 43	+ 31	+ 26	+ 46	76,8	80,5	84,1	83,3	78,3	1,45	1,64	1,68	1,48	1,52
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 20	- 3	- 8	0	+ 19	86,8	87,4	87,7	85,5	86,2	2,10	1,62	1,53	2,28	1,96
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 56	+ 51	+ 54	+ 62	+ 40	67,0	73,5	75,5	69,5	72,7	2,67	2,72	2,26	2,52	2,74
Industrie des fabrications métalliques	+ 46	+ 31	+ 38	+ 34	+ 41	76,7	79,6	77,7	78,4	79,0	5,03	4,87	4,70	4,76	5,25
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 42	+ 33	+ 37	+ 40	+ 48	71,8	74,5	71,0	71,9	73,5	3,39	3,36	3,20	2,96	2,96
I. Biens de consommation	+ 48	.	+ 34	+ 39	+ 64	74,8	.	70,3	72,1	73,5	2,15	2,03	1,75	1,67	1,66
II. Biens d'investissement	+ 43	+ 34	+ 29	+ 36	+ 43	70,0	72,7	73,5	73,8	73,8	5,21	5,31	5,28	4,82	4,58
III. Biens intermédiaires	+ 38	+ 37	+ 21	+ 61	+ 44	74,3	77,8	69,7	65,9	69,1	1,93	1,79	1,48	1,41	1,62
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 27	- 2	+ 19	- 4	+ 11	73,1	77,2	64,7	77,7	71,9	2,46	2,67	2,62	2,42	2,59
Industrie de la transformation du bois	+ 55	+ 39	+ 49	+ 79	+ 85	79,8	80,8	70,0	67,1	67,8	1,87	1,59	1,26	1,11	1,12
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 3	- 16	+ 25	+ 30	+ 43	90,3	92,0	86,8	88,9	88,4	1,71	1,63	1,42	1,37	1,28
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 5	- 2	+ 9	+ 19	+ 27	80,2	84,4	83,8	84,1	83,6	1,91	2,02	1,98	2,11	2,00
Industrie des fabrications métalliques	+ 49	+ 45	+ 41	+ 45	+ 53	66,7	69,7	69,4	69,2	70,9	5,42	5,50	5,48	4,97	4,77
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 63	+ 56	+ 51	+ 53	+ 50	76,6	76,9	75,6	75,0	75,7	3,88	4,08	3,78	3,34	3,49
I. Biens de consommation	+ 63	.	+ 36	+ 54	.	70,8	.	70,1	66,4	.	2,66	2,51	1,89	.	.
II. Biens d'investissement	+ 60	+ 61	+ 52	+ 50	+ 54	81,9	77,9	79,9	81,3	79,3	5,13	5,46	5,23	4,38	4,50
III. Biens intermédiaires	+ 70	+ 76	+ 63	+ 78	+ 63	63,4	74,1	70,5	60,7	57,0	1,23	1,26	0,97	1,08	1,28
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	+ 12	- 74	+ 11	+ 12	+ 12	76,6	81,8	78,6	77,5	84,4	1,37	1,52	1,30	1,43	1,65
Industrie des fabrications métalliques	+ 68	+ 65	+ 65	+ 60	+ 59	76,9	77,9	74,8	74,9	75,5	4,55	4,84	4,40	3,90	4,06

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1984			1985		1984			1985		1984			1985	
	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 4	- 5	- 5	- 3	- 6	- 6	- 5	- 10	- 2	- 5	+ 20	+ 25	+ 28	+ 23	+ 16
I. Biens de consommation	- 8	- 10	- 3	- 3	- 12	- 11	- 7	- 8	- 8	- 10	+ 10	+ 21	+ 26	+ 14	+ 11
II. Biens d'investissement	- 3	- 6	- 10	0	- 1	- 9	- 15	- 23	- 1	- 10	+ 25	+ 32	+ 40	+ 36	+ 27
III. Biens intermédiaires	- 3	+ 2	- 3	- 5	- 3	0	+ 3	- 3	0	0	+ 23	+ 23	+ 20	+ 23	+ 15
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 9	- 4	- 10	- 11	- 13	- 9	- 5	- 2	- 6	- 9	+ 30	+ 28	+ 36	+ 20	+ 20
Industrie de la transformation du bois	- 39	- 6	- 5	- 16	- 14	- 16	- 7	- 15	- 18	- 16	+ 17	+ 40	+ 34	+ 16	+ 10
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 2	- 6	- 28	- 22	- 16	- 1	+ 10	0	- 9	- 12	+ 75	+ 56	+ 42	+ 27	+ 32
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 6	+ 2	- 1	+ 1	+ 8	+ 3	+ 3	+ 1	+ 1	+ 5	+ 8	+ 4	+ 12	+ 11	+ 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 12	- 24	- 32	+ 5	- 1	- 20	- 19	- 35	+ 28	+ 11	+ 26	+ 24	+ 29	+ 36	+ 31
Industrie des fabrications métalliques	+ 1	- 6	- 2	0	- 7	- 6	- 10	- 17	- 4	- 10	+ 17	+ 28	+ 36	+ 29	+ 20
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 3	+ 1	- 8	- 9	- 26	- 17	- 19	- 22	- 21	- 20	+ 21	+ 24	+ 21	+ 26	+ 19
I. Biens de consommation	- 10	- 33	- 21	0	- 30	+ 8	- 8	- 4	- 3	0	+ 34	+ 47	+ 62	+ 17	+ 7
II. Biens d'investissement	- 7	+ 1	+ 2	- 6	- 13	- 18	- 9	- 22	- 12	- 9	+ 16	+ 10	+ 11	+ 13	+ 7
III. Biens intermédiaires	+ 6	+ 8	- 14	- 13	- 38	- 20	- 29	- 31	- 32	- 34	+ 24	+ 29	+ 17	+ 36	+ 28
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 35	- 28	+ 2	- 9	- 36	- 4	- 5	- 7	- 5	+ 4	+ 34	+ 48	+ 52	+ 43	+ 13
Industrie de la transformation du bois	+ 9	- 23	- 13	- 6	- 62	+ 28	- 22	- 24	- 8	- 3	+ 61	+ 69	+ 73	+ 16	+ 8
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 61	+ 8	+ 3	- 10	- 53	+ 17	+ 6	0	- 12	- 28	+ 89	+ 52	+ 39	- 7	- 1
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 4	+ 10	- 1	+ 8	- 1	+ 1	- 13	- 11	- 11	- 3	+ 22	+ 14	+ 11	- 1	+ 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 2	- 23	- 5	+ 15	+ 31	+ 11	- 7	- 38	- 7	+ 5	+ 16	+ 17	+ 30	+ 24	- 4
Industrie des fabrications métalliques	- 12	+ 1	- 4	- 10	- 19	- 22	- 8	- 14	- 13	- 16	+ 21	+ 17	+ 19	+ 14	+ 8
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	- 7	+ 29	+ 15	+ 8	- 21	- 22	0	- 8	- 16	- 35	+ 60	+ 49	+ 64	+ 50	+ 28
I. Biens de consommation	- 27	+ 36	+ 15	+ 8	-	- 20	+ 5	- 7	- 11	-	+ 47	+ 34	+ 72	+ 36	-
II. Biens d'investissement	+ 11	+ 37	+ 37	+ 25	- 5	- 26	+ 6	+ 2	- 23	- 45	+ 61	+ 65	+ 76	+ 52	+ 16
III. Biens intermédiaires	- 51	- 9	- 56	- 60	- 41	- 4	- 25	- 51	- 7	+ 8	+ 70	+ 3	+ 7	+ 54	+ 49
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 26	+ 9	- 22	- 35	- 47	- 30	- 16	- 29	- 12	- 35	+ 28	+ 14	+ 22	- 10	- 33
Industrie des fabrications métalliques	- 2	+ 40	+ 25	+ 13	- 16	- 20	0	- 6	- 18	- 39	+ 59	+ 51	+ 70	+ 52	+ 27

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1982 Mai	85,15	86,27	88,62	67,01	85,01	82,20	83,63	85,32	110,78	98,99	55,67	91,30	85,93
Juin	83,05	80,67	91,60	57,48	73,13	78,71	79,89	88,27	104,67	100,02	54,72	90,83	83,17
Juillet	92,02	76,10	92,17	60,89	76,51	71,07	80,69	98,73	105,18	102,55	59,18	95,27	85,06
Août	85,09	76,94	85,05	65,90	71,83	66,03	76,68	89,77	100,71	101,29	59,61	91,50	81,13
Septembre	84,92	80,80	92,71	69,93	78,20	66,32	80,23	88,30	99,88	97,13	61,59	89,81	83,10
Octobre	86,03	78,24	94,73	65,47	77,23	73,16	81,25	89,31	94,32	89,46	61,66	86,15	82,72
Novembre	90,34	66,80	91,08	59,12	84,15	74,84	80,31	89,83	88,95	86,80	61,76	84,12	81,45
Décembre	97,70	61,81	88,59	54,25	74,27	72,85	78,45	96,18	84,25	79,81	65,92	82,94	79,80
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	93,15	92,80	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	85,43	97,49	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	93,27	105,28	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	89,97	109,46	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	85,13	103,87	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	78,32	99,07	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	99,15	96,20	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	104,82	103,40	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	110,44	119,29	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 5c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION
Résultats bruts par secteur

	1984			1985	
	Avril	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^e trimestre	Avril
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 9	- 8	-27	-20	+35
dont :					
Bâtiments résidentiels	+12	- 7	-28	-20	+32
Bâtiments non-résidentiels	+ 3	-10	-23	-23	+39
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	+31	- 7	-21	-24	+33
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	-63	-58	-61	-64	-46
dont :					
Bâtiments résidentiels	-58	-52	-58	-60	-35
Bâtiments non-résidentiels	-72	-70	-68	-70	-67
Génie civil et travaux routiers	-80	-70	-65	-66	-61
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	-36	-26	-35	-20	-10
dont :					
Bâtiments résidentiels	-36	-24	-33	-23	- 7
Bâtiments non-résidentiels	-35	-30	-37	-16	-17
Génie civil et travaux routiers	-51	-29	-41	-38	-20
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 5	+10	+ 8	+14	+10
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 8	+10	+12	+18	+14
Bâtiments non-résidentiels	- 2	+10	+ 2	+ 6	+ 2
Génie civil et travaux routiers	-24	-15	-26	-15	-12

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution »

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 5d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1982 Mai	113,52	110,49	110,68	83,87	104,49
Juin	103,98	105,39	115,90	106,16	108,48
Juillet	94,51	101,71	108,66	111,30	104,61
Août	90,09	103,41	109,52	114,29	104,97
Septembre	95,19	109,93	106,06	109,68	105,28
Octobre	84,39	102,56	106,13	102,11	99,34
Novembre	100,22	109,08	103,67	98,65	102,73
Décembre	100,37	108,23	104,23	93,65	101,49
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recensement de la population et des logements au 1^{er} mars 1981*. — *Annuaire démographique* (O.N.U.), *Revue internationale du Travail et Annuaire des Statistiques du Travail* (Bureau International du Travail). — *Ministère de l'emploi et du Travail* : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1979 ». — *Statistiques de la population active* (OCDE)

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Etudes Statistiques*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Yearbook of national accounts statistics* (O.N.U.). — *Comptes nationaux des pays de l'OCDE* — *Annuaire des comptes nationaux* (Office statistique des Communautés Européennes).

Enquêtes sur la conjoncture : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹									Offres d'emploi ²	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ³	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1980	102,7	172,6	46,6	321,9	36,6	28,1	12,8	10,3	9,2	14,6	5,9
1981	126,3	218,5	47,0	391,8	35,1	40,1	17,1	12,0	10,7	11,6	4,4
1982	146,1	263,0	47,5	456,6	32,2	51,5	24,5	14,2	13,1	10,4	4,0
1983	156,4	299,4	49,2	505,0	28,6	62,1	35,7	14,0	14,3	10,3	6,2
1984	149,0	313,7	49,7	512,4	28,2	72,9	51,4	11,5	14,4	10,8	8,0
1983 1 ^{er} trimestre	165,0	290,4	48,6	504,0	29,7	43,0	31,2	14,8	14,5	10,9	5,1
2 ^e trimestre	155,2	291,7	49,0	495,9	29,0	31,8	33,8	13,4	14,0	11,3	6,2
3 ^e trimestre	154,8	306,5	49,6	510,9	28,8	87,5	35,8	14,0	13,9	8,0	6,6
4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	509,0	27,0	86,2	42,2	13,7	14,7	10,9	6,7
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	520,3	26,5	53,5	45,5	12,5	14,6	11,4	6,7
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	502,1	27,7	41,7	49,0	11,2	13,9	11,1	7,0
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	518,5	29,4	95,0	51,0	11,2	14,3	10,6	7,9
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	508,7	29,1	101,4	60,0	11,2	14,8	10,2	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	529,9	28,8	69,8	64,8	9,8	13,4	10,5	13,7
1984 Mars	157,9	307,9	49,7	515,5	26,6	46,1	47,0	12,1	14,5	11,8	6,9
Avril	152,2	307,0	49,3	508,5	27,1	40,7	47,7	11,4	14,0	10,1	6,8
Mai	146,4	307,7	49,4	503,5	27,7	40,2	49,1	11,2	13,9	12,7	7,1
Juin	139,5	305,5	49,3	494,3	28,5	44,2	50,2	10,9	13,7	10,5	7,0
Juillet	150,8	318,7	50,0	519,5	29,1	76,4	48,6	10,8	13,8	7,8	6,8
Août	150,7	323,0	50,1	523,8	29,6	100,0	49,8	11,3	14,3	7,9	7,7
Septembre	143,6	318,8	49,8	512,2	29,4	108,5	54,6	11,5	14,9	16,2	9,1
Octobre	143,0	317,4	50,3	510,7	29,3	105,7	58,6	11,5	15,2	12,5	9,1
Novembre	141,1	318,6	50,3	510,0	29,1	102,4	60,2	11,1	14,8	9,9	11,1
Décembre	138,1	317,3	50,1	505,5	29,0	96,1	61,3	10,6	14,4	8,4	11,2
1985 Janvier	149,5	329,6	50,9	530,0	28,5	87,2	63,3	10,3	14,1	7,7	12,0
Février	157,9	324,7	50,9	533,5	28,6	64,3	64,5	9,7	13,3	10,7	13,0
Mars	155,0	320,6	50,6	526,2	29,2	57,9	66,6	9,3	12,9	13,0	16,0

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

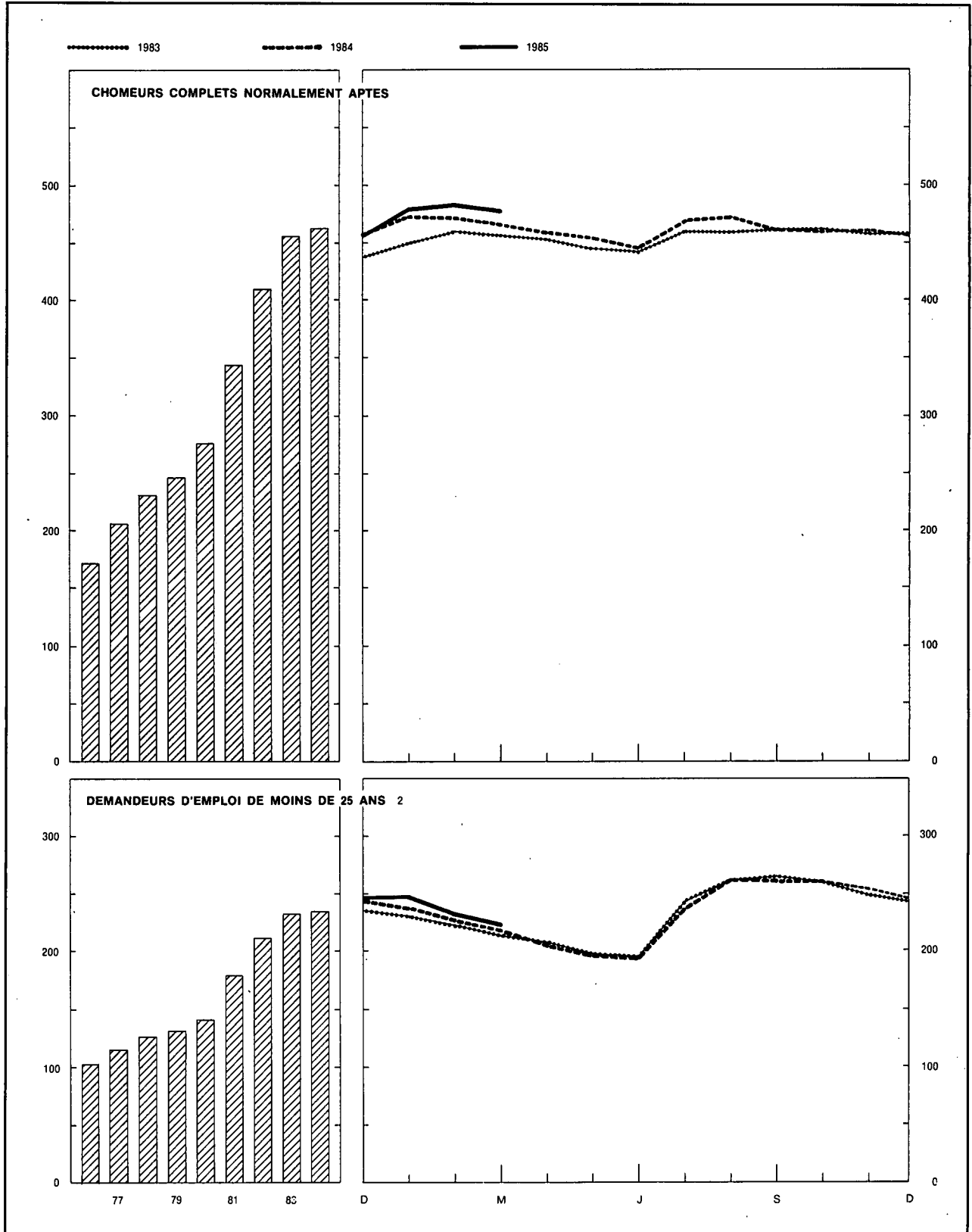
² A partir de 1978, y compris les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, les offres reçues relatives au troisième circuit de travail.

³ Offres reçues pendant le mois. Données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES D'EMPLOI¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Service de Conjoncture (IRES).* — *Statistiques de la population active (OCDE).* — *Eurostatistiques (Office Statistique des Communautés Européennes).*

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	177	178	182	179	166	170	187	177
Autres céréales panifiables	26	24	21	19	15	14	16	16
Céréales non panifiables	204	197	195	193	191	177	170	168
Betteraves sucrières	94	110	116	117	130	124	109	117
Autres plantes industrielles	13	12	10	10	9	12	14	17
Pommes de terre	41	35	36	38	34	37	34	36
Autres plantes et racines tuberculifères	23	21	19	18	16	17	15	15
Prés et prairies	728	721	710	702	697	691	686	678
Cultures maraîchères	29	25	19	18	23	28	25	25
Cultures fruitières	13	13	12	12	11	11	11	11
Divers	111	111	112	112	117	123	133	136
Total ...	1.459	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	742	956	953	853	875	1.010	1.003	1.249
Avoine	115	136	119	109	109	153	80	92
Orge	676	765	767	807	752	745	670	873
Autres céréales	144	155	140	124	120	138	123	155
Betteraves sucrières	4.343	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763
Pommes de terre	1.625	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	983	971	981	976	969	968	984	994
Autres bovidés	2.007	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129
Porcs	4.893	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.663	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	842	879	919	952	974	941	979	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Poissons de fond	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8
Poissons pélagiques	1,5	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4
Crustacés et mollusques	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9
Total ...	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

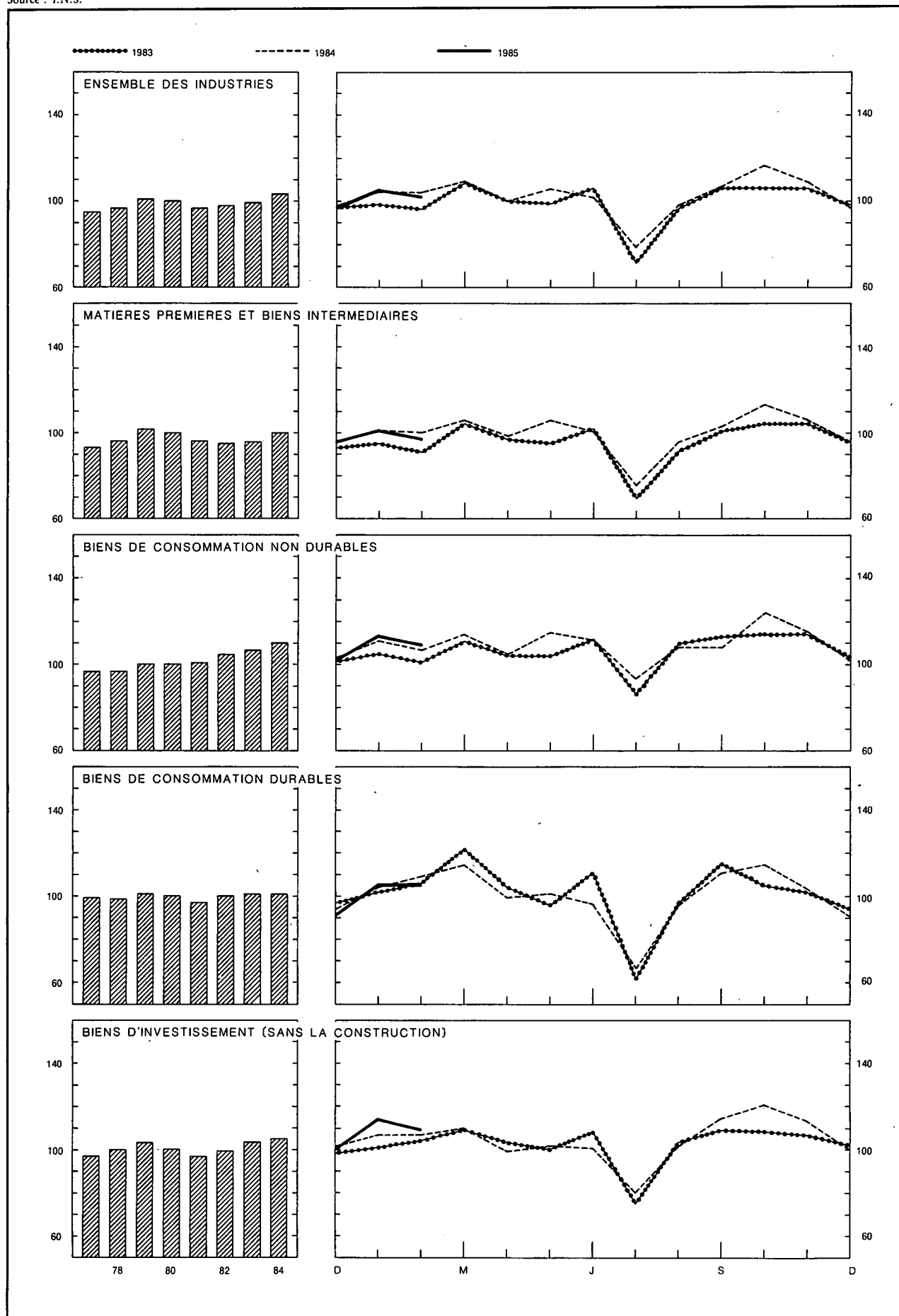
Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'investis- sement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984 et 1985	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1977	95	94	116	93	97	99	97	100	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	103	103	89	100	110	101	105	92	91
1984 4 ^e trimestre	100	100	99	96	108	101	102	95	98
1983 1 ^{er} trimestre	101	101	99	97	106	110	105	90	90
2 ^e trimestre	101	102	87	98	107	103	104	95	95
3 ^e trimestre	92	92	76	88	103	92	96	85	84
4 ^e trimestre	103	104	95	101	111	101	106	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	106	106	90	102	111	109	108	90	91
2 ^e trimestre	103	103	91	102	111	99	101	93	93
3 ^e trimestre	95	95	80	92	103	91	99	87	82
4 ^e trimestre	108	108	93	105	114	103	111	96	99
1984 Février	104	104	89	100	107	109	107	87	89
Mars	109	109	99	106	114	114	110	97	99
Avril	100	100	85	98	105	99	99	90	89
Mai	106	106	106	106	115	101	102	97	99
Juin	102	103	83	101	112	96	101	93	90
Juillet	79	79	57	76	93	67	80	65	64
Août	98	99	93	96	108	96	102	91	88
Septembre	107	108	90	103	108	111	114	105	95
Octobre	117	118	107	113	124	115	121	106	105
Novembre	109	110	97	106	115	103	113	97	99
Décembre	97	99	73	96	102	91	100	85	93
1985 Janvier	105	106	74	101	113	105	114	83	84
Février	102	103	75	97	109	105	109	83	89

¹ Non compris la construction.
² Y compris la construction.
³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.



IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 et 1985 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1977	96	95	88	103	103	94	88	101	94	98	105	91	95	112
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	103	114	92	101	96	114	102	81	104	96	94	111	104	59
1982 4 ^e trimestre	101	103	70	92	96	121	104	78	100	106	90	101	100	65
1983 1 ^{er} trimestre	104	109	82	101	97	102	100	65	113	103	118	109	101	59
2 ^e trimestre	102	109	87	95	100	110	95	87	109	105	95	110	101	63
3 ^e trimestre	94	99	70	86	78	112	89	78	84	80	95	95	107	63
4 ^e trimestre	105	112	90	102	96	118	107	80	107	98	86	106	103	63
1984 1 ^{er} trimestre	107	118	93	108	103	107	108	73	115	101	112	116	104	65
2 ^e trimestre	98	117	99	101	98	113	97	91	107	101	90	116	104	62
3 ^e trimestre	97	105	83	90	79	111	92	80	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	111	115	95	104	102	124	110	81	107	101	85	112	103	52
1984 Février	106	114	94	104	99	103	106	68	116	100	116	111	100	64
Mars	109	122	97	107	111	112	103	80	119	109	122	122	108	69
Avril	98	113	89	103	98	106	99	87	102	96	95	107	104	66
Mai	101	122	104	107	103	117	99	95	114	104	87	121	105	62
Juin	96	117	103	93	93	116	95	92	107	101	89	119	105	58
Juillet	77	88	74	74	63	103	87	68	62	55	63	79	106	53
Août	102	110	84	91	82	121	92	82	85	85	92	108	108	54
Septembre	113	116	91	105	92	109	97	91	110	103	111	118	103	58
Octobre	121	125	101	110	111	136	110	91	120	112	104	126	106	47
Novembre	112	116	97	105	105	127	110	78	110	96	81	114	105	49
Décembre	99	105	86	99	90	109	109	73	91	94	71	97	98	61
1985 Janvier	115	118	86	.	105	102	123	49	109	86	96	110	123	73
Février	109	119	80	.	99	101	102	59	110	93	106	108	112	70

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production	Consommation intérieure	Production
		Total ¹	Dont :								
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel							
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159
1984	1.560	1.221	219	626	191		494	492	525	1.201	4.321
1982 4 ^e trimestre	1.719	1.450	222	641	400	871	394	384	597	1.186	4.441
1983 1 ^{er} trimestre	1.576	1.488	209	734	348	1.097	404	412	597	898	4.237
2 ^e trimestre	1.666	1.188	217	522	266	635	437	443	459	1.052	4.037
3 ^e trimestre	1.677	999	215	435	196	410	407	370	419	971	3.804
4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	521	506	1.272	4.142
3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172		511	510	575	1.195	4.664
1984 Mars	1.839	1.530	224	824	269	1.047	500	508	598	1.162	4.381
Avril	1.752	1.198	230	616	177	778	484	463	520	1.161	4.188
Mai	1.650	1.264	219	614	219	699	519	560	570	1.511	4.197
Juin	1.530	973	218	413	157	536	498	539	427	1.145	4.041
Juillet	1.408	926	220	413	137	411	503	476	381	1.173	3.680
Août	1.443	1.104	233	504	160	433	481	448	493	904	3.897
Septembre	1.531	1.255	215	643	177	589	493	471	484	1.558	4.133
Octobre	1.263	1.209	235	587	188	718	517	514	639	1.504	4.684
Novembre	1.311	1.160	224	574	195	807	495	503	625	1.039	4.674
Décembre	1.609	1.208	197	726	133		522	513	462	1.041	4.635
1985 Janvier									609		5.224
Février											4.322
Mars											4.545

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	678	* 20,0	* 52,6	* 72,6	* 70,9
1983 1 ^{er} trimestre	840	598	20,0	49,3	69,3	68,3
2 ^e trimestre	891	633	17,7	47,5	65,2	70,3
3 ^e trimestre	730	516	18,2	40,9	59,1	59,8
4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	952	682	20,0	55,2	75,2	72,5
2 ^e trimestre	1.009	725	18,7	49,9	68,6	70,7
3 ^e trimestre	850	606	! 17,5	! 45,6	! 63,2	! 60,2
4 ^e trimestre	957	700	* 23,7	* 59,5	* 83,3	* 79,6
1985 1 ^{er} trimestre	* 892					
1984 Mars	997	710	20,4	59,6	80,0	78,4
Avril	924	640	17,3	54,4	71,7	67,7
Mai	1.056	773	20,1	54,8	74,9	79,3
Juin	1.047	762	18,6	40,5	59,1	65,0
Juillet	807	469	14,3	! 32,4	46,8	43,9
Août	831	645	! 18,8	! 47,8	! 66,6	! 62,5
Septembre	911	704	! 19,3	56,7	76,1	74,3
Octobre	994	781	20,3	57,8	78,1	81,9
Novembre	997	702	22,3	! 59,7	82,1	77,4
Décembre	881	617	* 28,6	* 61,0	* 89,6	* 79,5
1985 Janvier	* 868	647	* 20,4	* 59,4	* 79,8	* 73,9
Février	* 814					
Mars	* 995					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	127
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984 .....	.	2,3	1.422	2,0	1.248	.	0,6	1.839	0,5	1.514	58
1983 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	1.191	2,0	1.176	0,6	0,4	1.684	0,4	1.434	—
2 ^e trimestre	2,1	2,2	1.292	2,8	1.705	0,8	0,6	1.891	0,5	2.269	—
3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre .....	.	2,3	1.423	1,9	1.150	.	0,5	1.535	0,4	1.457	—
2 ^e trimestre .....	.	2,5	1.552	2,4	1.482	.	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre .....	.	2,3	1.453	2,0	1.276	.	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre .....	.	2,1	1.260	1,9	1.083	.	0,4	1.467	0,4	1.367	—
1985 1 ^{er} trimestre .....	.	.	.	.	.	.	* 0,5	.	.	.	—
1984 Mars .....	.	2,4	1.459	2,5	1.600	.	0,5	1.448	0,5	1.718	62
Avril .....	.	2,5	1.583	2,4	1.566	.	0,6	2.321	0,4	1.093	61
Mai .....	.	2,4	1.464	2,7	1.610	.	0,6	2.817	0,6	2.105	* 61
Juin .....	.	2,5	1.609	2,2	1.270	.	0,6	2.334	0,4	2.512	* 60
Juillet .....	.	2,7	1.725	1,4	915	.	0,7	2.163	0,4	948	* 60
Août .....	.	2,0	1.231	2,1	1.428	.	0,6	1.781	0,5	1.474	* 59
Septembre .....	.	2,2	1.403	2,4	1.484	.	0,5	1.644	0,5	1.557	* 58
Octobre .....	.	2,2	1.345	1,6	1.012	.	0,5	1.320	0,4	974	* 58
Novembre .....	.	1,7	1.058	1,7	973	.	0,4	1.302	0,3	898	* 57
Décembre .....	.	2,4	1.378	2,3	1.265	.	0,4	1.779	0,6	2.230	* 58
1985 Janvier .....	.	.	.	.	.	.	* 0,5	.	.	.	* 57
Février .....	.	.	.	.	.	.	* 0,4	.	.	.	* 56
Mars .....	.	.	.	.	.	.	* 0,5	.	.	.	.

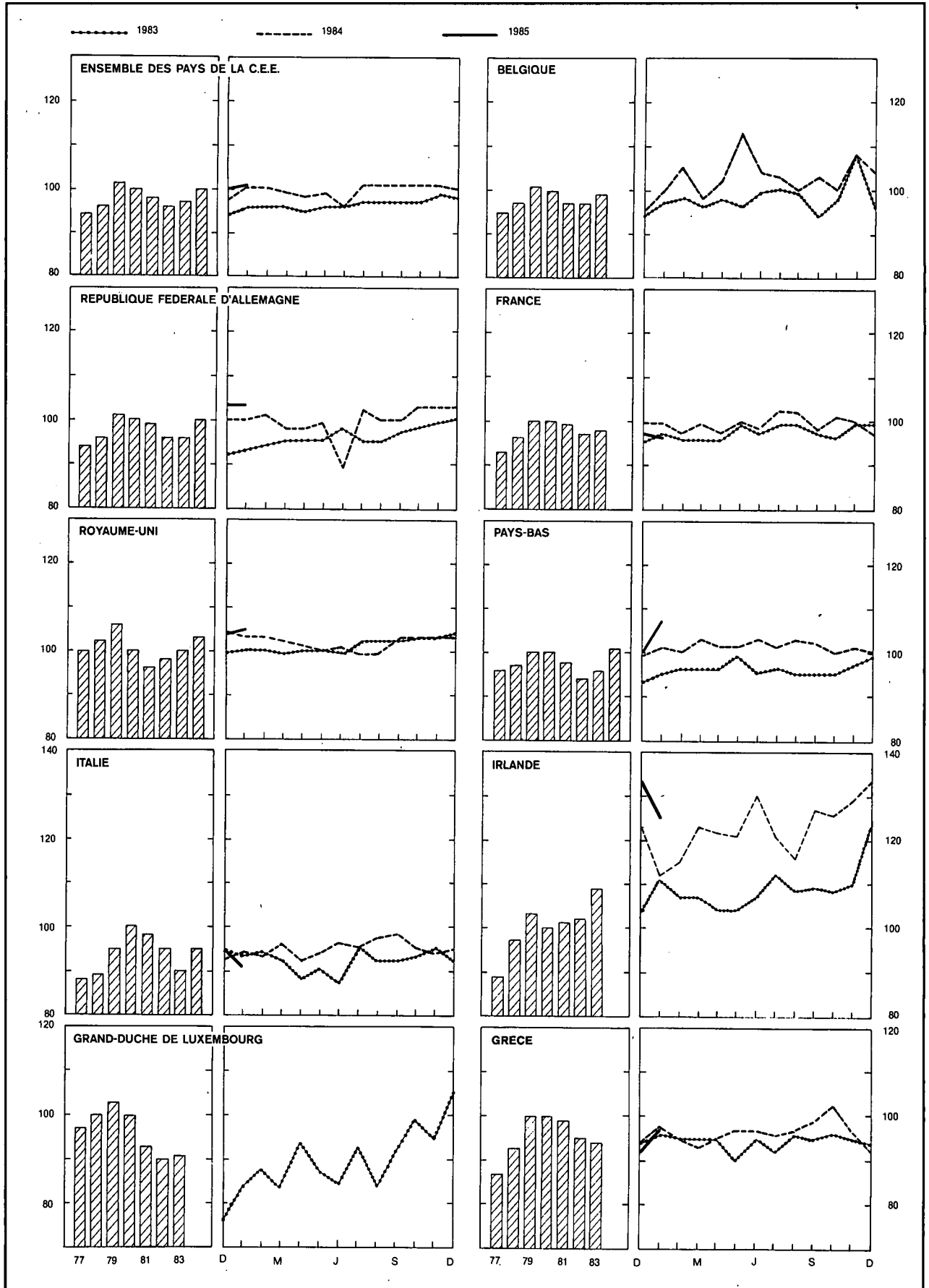
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices généraux 1980 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,2	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	96	- 3,6	98	- 2,0	98	- 1,6	102	+ 2,0	93	- 6,8	99	- 0,7
1982	96	- 1,7	97	- 0,2	96	- 2,9	97	- 2,0	99	+ 2,2	94	- 4,1	95	- 3,0	103	+ 0,3	90	- 3,6	95	- 4,4
1983	97	+ 0,7	99	+ 2,1	96	+ 0,7	98	+ 1,0	102	+ 3,3	96	+ 2,1	92	- 3,2	109	+ 6,4	90	0,0	94	- 0,6
1984	100	+ 2,8	.	.	100	+ 3,4	.	.	103	+ 0,8	101	+ 5,2	95	+ 3,4	.	.	.	.	.	.
1982 4 ^e trimestre	94	- 3,7	96	- 1,7	92	- 5,1	96	- 2,0	99	+ 0,3	92	- 6,5	92	- 6,1	104	+ 1,6	85	- 10,3	95	- 5,6
1983 1 ^{er} trimestre	96	- 2,1	97	+ 0,4	94	- 3,8	96	- 0,3	100	+ 3,1	95	- 1,7	93	- 7,1	108	+ 6,4	85	- 9,9	95	- 4,0
2 ^e trimestre	96	- 0,7	101	- 0,4	96	- 1,0	97	0,0	100	+ 1,5	97	+ 1,4	90	- 4,7	106	+ 3,0	86	- 2,9	94	- 1,4
3 ^e trimestre	97	+ 2,0	98	+ 3,3	96	+ 2,5	98	+ 2,8	103	+ 3,4	95	+ 2,9	93	- 2,4	110	+ 7,4	93	+ 0,8	95	+ 3,2
4 ^e trimestre	99	+ 4,3	101	+ 4,6	99	+ 6,9	98	+ 2,4	104	+ 5,4	97	+ 5,1	93	+ 1,6	114	+ 9,8	97	+ 13,4	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,2	100	+ 2,6	100	+ 6,4	100	+ 3,5	104	+ 3,5	101	+ 6,7	94	+ 1,4	117	+ 7,8	.	.	96	+ 1,1
2 ^e trimestre	98	+ 1,5	104	+ 2,9	95	- 1,0	98	+ 1,4	102	+ 1,4	102	+ 5,2	95	+ 4,8	125	+ 18,5	.	.	97	+ 3,3
3 ^e trimestre	101	+ 3,6	102	+ 4,5	101	+ 4,5	102	+ 4,1	102	- 0,6	102	+ 6,6	97	+ 4,0	121	+ 10,6	.	.	97	+ 2,9
4 ^e trimestre	101	+ 2,1	104	+ 2,9	103	+ 4,4	99	+ 1,0	103	- 0,7	100	+ 3,4	95	+ 1,7	129	+ 13,2	.	.	97	+ 2,1
1984 Janvier	100	+ 4,5	99	+ 1,3	99	+ 5,3	100	+ 3,1	105	+ 4,5	101	+ 8,6	94	+ 1,7	113	+ 1,9	.	.	98	+ 3,5
Février	100	+ 4,3	105	+ 2,7	101	+ 8,6	99	+ 3,1	104	+ 2,9	100	+ 5,3	93	- 1,3	115	+ 7,3	.	.	95	+ 1,3
Mars	99	+ 3,9	96	+ 3,9	99	+ 4,2	100	+ 4,2	103	+ 3,1	102	+ 6,3	96	+ 3,9	122	+ 15,1	.	.	93	- 1,5
Avril	98	+ 1,7	101	+ 0,6	98	+ 3,2	97	+ 1,0	102	+ 1,8	101	+ 5,2	92	- 1,0	123	+ 17,8	.	.	95	+ 0,6
Mai	100	+ 3,5	110	+ 5,4	99	+ 4,2	100	+ 2,0	101	+ 0,2	101	+ 2,0	96	+ 7,3	123	+ 16,3	.	.	97	+ 7,6
Juin	96	- 0,7	102	+ 5,2	89	- 10,1	98	+ 1,0	102	+ 2,3	103	+ 8,4	97	+ 8,9	130	+ 21,3	.	.	97	+ 1,9
Juillet	101	+ 3,7	103	+ 3,5	102	+ 7,4	103	+ 5,1	102	- 1,0	101	+ 5,2	95	+ 0,2	121	+ 9,2	.	.	96	+ 4,1
Août	101	+ 3,8	101	+ 2,0	100	+ 4,2	103	+ 5,1	102	- 0,9	104	+ 9,5	97	+ 5,1	116	+ 7,4	.	.	97	+ 0,9
Septembre .	101	+ 3,4	103	+ 9,6	101	+ 3,1	100	+ 3,1	103	- 0,1	102	+ 7,4	98	+ 6,8	127	+ 15,9	.	.	99	+ 3,8
Octobre ...	101	+ 3,7	100	+ 2,1	102	+ 5,2	101	+ 5,2	103	- 0,4	100	+ 5,3	96	+ 3,2	126	+ 14,5	.	.	103	+ 7,5
Novembre .	101	+ 1,6	108	- 0,2	103	+ 4,0	100	0,0	103	- 0,5	101	+ 4,1	94	- 0,3	129	+ 17,3	.	.	97	+ 2,8
Décembre ..	100	+ 1,0	104	+ 9,0	103	+ 3,0	97	- 2,0	104	- 1,0	100	+ 1,0	95	+ 2,8	133	+ 10,8	.	.	92	- 1,9
1985 Janvier	101	+ 1,5	.	.	103	+ 3,5	96	- 4,1	105	- 0,4	107	+ 5,9	91	- 3,2	125	+ 10,6	.	.	97	- 1,0

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *L'Echo de la Bourse*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (OCDE)*.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1977	—	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433,5	76,8
1982	573	566	5.200	1.541	949	440,4	80,6
1983	553	572	5.275	1.485	877	441,4	81,6
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	456,5	86,2
1982 4 ^e trimestre	570	533	5.055	1.494	816	395,4	77,9
1983 1 ^{er} trimestre	561	537	5.150	1.562	781	371,0	72,9
2 ^e trimestre	580	602	5.561	1.475	981	447,1	82,1
3 ^e trimestre	511	460	4.190	1.169	712	560,5	91,7
4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	386,8	79,9
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	370,7	78,2
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475,1	88,1
3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	575,9	94,9
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404,2	83,8
1984 Février	529	637	5.867	1.680	938	329,0	75,1
Mars	557	692	6.069	1.695	1.059	401,1	82,9
Avril	538	633	5.494	1.562	852	470,7	86,6
Mai	543	681	6.367	1.674	1.184	447,9	89,3
Juin	544	635	5.863	1.675	941	506,7	88,4
Juillet	510	594	5.285	1.443	1.000	609,7	98,5
Août	516	584	5.303	1.459	932	601,0	97,7
Septembre	517	679	5.947	1.661	1.112	517,0	88,4
Octobre	570	706	6.399	1.833	1.057	457,5	86,4
Novembre	536	754	6.681	1.748	1.010	368,7	82,6
Décembre	546	683	5.936	1.642	1.032	386,5	82,4
1985 Janvier	528	629	5.367	1.330	1.005	387,9	77,2
Février	* 531	637	5.834	1.471	1.129	311,3	73,2

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1977	5.686	3.107	2.729	737	927	300	2.090	651	126	8.410	480
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.707	2.705	1.659	1.275	263	3.384	330	160	7.602	414
1984	9.736									8.224	437
1982 4 ^e trimestre ..	8.862	3.560	2.917	1.479	1.565	292	3.445	300	207	7.554	428
1983 1 ^{er} trimestre ..	8.878	3.547	2.687	1.590	1.187	158	3.219	262	163	6.904	398
2 ^e trimestre ..	9.280	3.785	2.796	1.647	1.353	291	3.571	390	164	7.646	425
3 ^e trimestre ..	8.464	3.353	2.366	1.593	1.243	316	3.321	307	141	7.706	389
4 ^e trimestre ..	9.709	4.141	2.971	1.864	1.317	286	3.427	361	174	8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256	4.193	3.278	1.561	1.562	448	3.347	301	199	7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974	4.250	3.201	1.767	1.397	340	3.229	381	193	8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121									8.889	461
1984 Janvier	8.553	4.017	3.488	1.693	1.960	461	3.290	293	198	7.526	405
Février	8.805	4.176	2.984	1.450	1.448	376	3.265	325	198	6.475	369
Mars	10.409	4.386	3.362	1.539	1.277	508	3.486	284	202	8.425	458
Avril	9.586	4.039	3.146	1.653	1.389	276	3.345	291	189	8.572	452
Mai	10.444	4.766	3.215	1.821	1.246	332	3.064	431	185	8.882	431
Juin	9.893	3.944	3.242	1.826	1.555	411	3.279	421	204	8.389	488
Juillet	9.497	4.143	3.007	1.880	1.285	242	2.339	301	204	7.583	366
Août	9.308	3.297	2.958	1.993	1.729	233	3.501	258	250	7.887	422
Septembre	9.972	3.519	3.037	1.918	2.057	529	3.554	344	162	8.283	469
Octobre	10.660									9.749	460
Novembre	9.340									7.983	430
Décembre	10.363									8.934	494
1985 Janvier	9.549									5.369	284

¹ Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.
² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.529	1.783	75	256	105	110	50
1982 3 ^e trimestre	5.525	4.318	104	496	131	205	66
4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	61	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
1983 Novembre	741	362	41	97	45	41	35
Décembre	735	415	31	117	41	30	27
1984 Janvier	538	236	28	102	29	31	30
Février	542	224	33	93	37	34	30
Mars	791	371	42	119	53	48	35
Avril	1.485	920	63	137	95	88	51
Mai	1.936	1.208	79	186	141	106	68
Juin	2.992	2.046	72	310	130	172	86
Juillet	8.390	6.532	100	905	184	324	95
Août	6.956	5.487	139	581	190	216	86
Septembre	2.181	1.364	66	209	145	124	81
Octobre	955	406	47	141	86	66	68
Novembre	767	354	41	101	53	47	46

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises de commerce de détail à succursales ²	Coopératives de consommation	Supermarchés ³	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général en 1981, 1982, 1983 et 1984	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1977	121	129	95	117	120	118	125	124	122	107
1978	126	140	87	120	125	124	127	133	128	109
1979	136	154	86	127	132	135	130	152	138	114
1980	148	165	84	136	141	144	145	167	150	115
1981	* 154	178	72	143	* 149	* 151	* 147	* 175	* 157	* 112
1982	* 167	193	65	152	* 160	* 165	* 154	* 194	* 169	* 110
1983	* 162	214	47	161	* 162	* 166	* 137	* 196	* 168	* 101
1984	* 167	216	43	166	* 165	* 171	* 145	* 203	* 173	* 98
1982 4 ^e trimestre	* 184	219	66	168	* 173	* 196	* 185	* 205	* 187	* 118
1983 1 ^{er} trimestre	* 155	198	52	145	* 155	* 148	* 124	* 194	* 159	* 99
2 ^e trimestre	* 163	214	46	158	* 161	* 173	* 133	* 199	* 168	* 103
3 ^e trimestre	* 155	208	46	163	* 161	* 153	* 136	* 185	* 162	* 97
4 ^e trimestre	* 173	234	45	177	* 171	* 191	* 154	* 206	* 181	* 106
1984 1 ^{er} trimestre	* 160	202	43	150	* 157	* 145	* 129	* 209	* 165	* 95
2 ^e trimestre	* 170	214	43	166	* 167	* 180	* 145	* 203	* 176	* 100
3 ^e trimestre	* 157	210	44	168	* 160	* 159	* 143	* 186	* 164	* 93
4 ^e trimestre	* 181	238	44	178	* 175	* 199	* 164	* 213	* 184	* 104
1983 Décembre	* 198	274	47	204	* 197	* 210	* 198	* 228	* 207	* 121
1984 Janvier	* 156	199	44	139	* 153	* 155	* 121	* 201	* 161	* 94
Février	* 153	194	39	138	* 152	* 121	* 128	* 205	* 158	* 91
Mars	* 172	213	46	174	* 167	* 160	* 139	* 222	* 177	* 101
Avril	* 165	210	42	159	* 160	* 190	* 134	* 197	* 170	* 97
Mai	* 172	216	43	165	* 165	* 175	* 147	* 214	* 177	* 101
Juin	* 174	215	45	174	* 177	* 176	* 152	* 200	* 179	* 102
Juillet	* 148	211	46	169	* 155	* 161	* 135	* 174	* 158	* 89
Août	* 152	207	46	172	* 165	* 131	* 139	* 181	* 160	* 90
Septembre	* 171	212	40	163	* 161	* 184	* 155	* 204	* 175	* 99
Octobre	* 176	225	43	169	* 166	* 196	* 153	* 213	* 182	* 101
Novembre	* 160	216	41	165	* 162	* 164	* 140	* 193	* 168	* 93
Décembre	* 206	273	48	200	* 197	* 237	* 199	* 232	* 202	* 119

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Grand magasins à rayons multiples et entreprises de commerce de détail à succursales possédant au moins cinq établissements.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1981 2 ^e semestre	1.545	872	306	367	69,0	7,6	35,1	26,3	17,5	3,1	8,0	6,4
1982 1 ^{er} semestre	1.397	755	309	333	69,3	6,8	36,7	25,8	22,0	3,0	10,8	8,2
2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliards de francs)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1981 2 ^e semestre	64	47	6	11	1,4	0,3	0,6	0,5
1982 1 ^{er} semestre	65	50	6	9	1,4	0,3	0,6	0,5
2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliards)										
1981 2 ^e semestre	762	3	1	1	52	10	5	136	139	4	397	14
1982 1 ^{er} semestre	753	3	1	1	73	13	7	143	139	5	355	13
2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	222	114
Crédits accordés (milliards de francs)												
1981 2 ^e semestre	17,5	1,1	0,2	0,2	8,8	1,0	0,2	0,2	0,6	1,3	3,2	0,7
1982 1 ^{er} semestre	22,0	1,3	0,3	0,3	13,0	1,2	0,2	0,2	0,7	1,4	2,8	0,6
2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1983 1 ^{er} trimestre	2	429	10	11.149	13.281	20	24.891	1.430	26.321
2 ^e trimestre	2	392	9	12.793	13.439	6	26.641	1.471	28.112
3 ^e trimestre	2	340	8	12.129	12.672	4	25.155	1.292	26.447
4 ^e trimestre	2	397	9	13.368	15.664	2	29.442	1.440	30.882
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
1984 Avril	1	370	10	13.140	14.410	10	27.941	1.369	29.310
Mai	1	365	9	14.392	16.199	5	30.971	1.361	32.332
Juin	1	323	10	13.867	16.326	6	30.533	1.290	31.823
Juillet	1	405	7	14.025	16.051	4	30.493	1.343	31.836
Août	1	311	11	13.810	14.855	2	28.990	1.168	30.158
Septembre	2	295	8	13.096	15.202	2	28.605	1.093	29.698
Octobre	2	379	10	15.849	17.599	1	33.840	1.360	35.200
Novembre	2	293	7	14.082	17.049	6	31.439	1.163	32.602
Décembre	2	284	6	15.304	17.759	12	33.367	1.262	34.629
1985 Janvier	2	414	8	14.562	17.749	2	32.737	1.296	34.033
Février	2	295	7	12.596	15.114	2	28.016	1.115	29.131
Mars	2	351	8	14.326	16.018	2	30.707	1.246	31.953
Avril	2	357	8	16.438	17.201	2	34.008	1.328	35.336

b) Montant des opérations

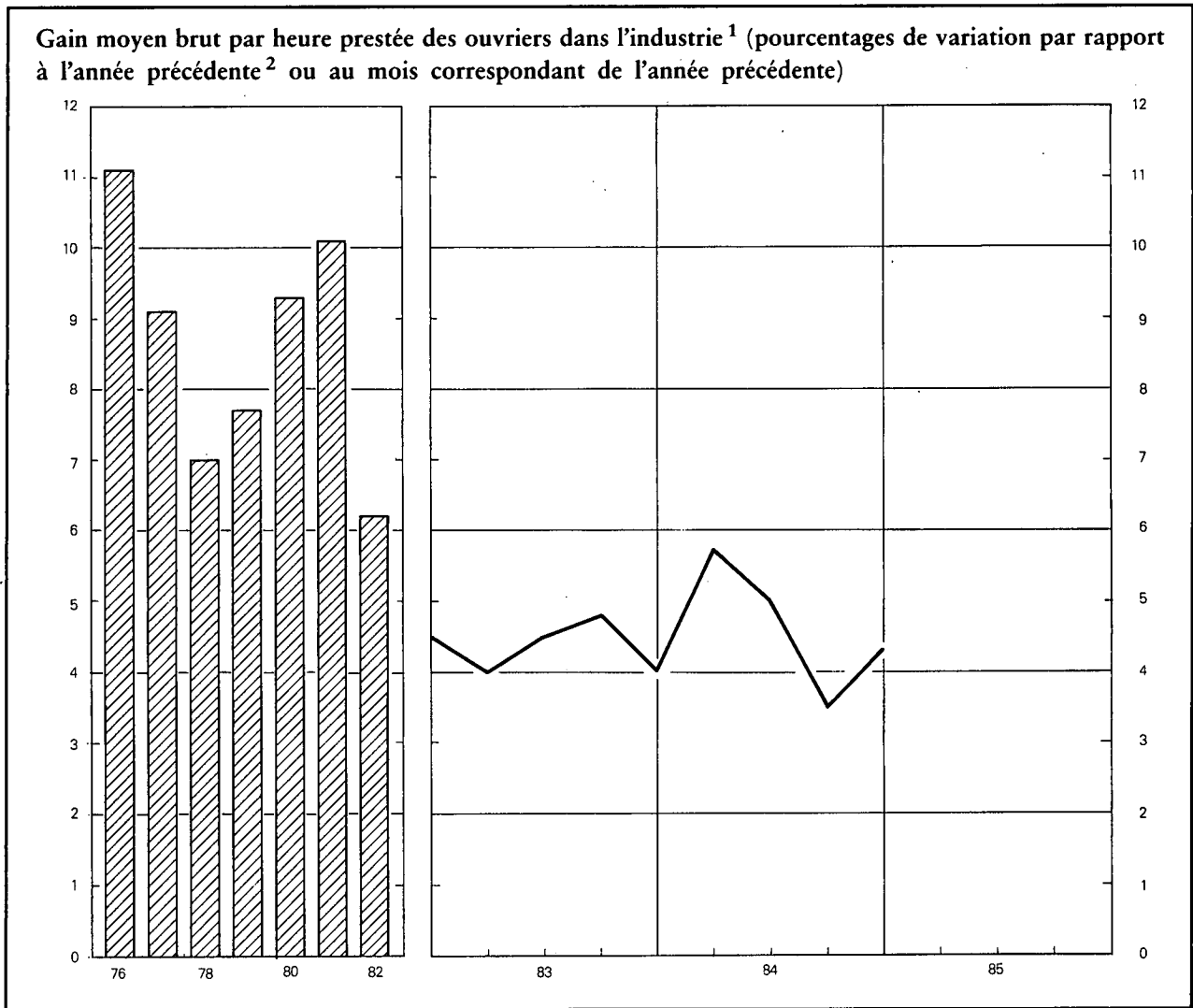
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1983 1 ^{er} trimestre	321	6	731	582	4.094	2.803	8.537	598	9.135
2 ^e trimestre	326	8	683	631	4.051	2.601	8.300	610	8.910
3 ^e trimestre	369	6	734	632	4.114	1.324	7.179	587	7.766
4 ^e trimestre	335	6	773	687	4.619	1.627	8.047	645	8.692
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
1984 Avril	323	7	961	635	4.705	2.378	9.009	649	9.658
Mai	375	6	1.015	777	5.148	2.951	10.272	663	10.935
Juin	318	6	899	706	5.035	3.290	10.254	672	10.926
Juillet	305	7	884	678	4.883	3.646	10.403	623	11.026
Août	313	5	892	622	4.705	2.934	9.471	655	10.126
Septembre	336	5	882	653	4.641	1.682	8.199	588	8.787
Octobre	351	7	999	778	5.348	1.278	8.761	691	9.452
Novembre	328	5	811	683	4.866	986	7.679	604	8.283
Décembre	325	8	821	616	4.864	819	7.453	642	8.095
1985 Janvier	323	7	934	785	5.441	1.128	8.618	676	9.294
Février	341	5	1.034	728	5.092	959	8.159	651	8.810
Mars	329	6	1.025	734	5.627	1.148	8.869	725	9.594
Avril	312	6	1.126	728	5.495	1.118	8.785	704	9.489

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 : 22.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	* 200	199,9	196,4	186,4	182,4
1983 Mars	181	180	186	180	186,9	183,5	175,8	171,4
Juin	184	182	188	184	188,5	184,9	176,5	172,2
Septembre	186	183	189	186	190,8	187,3	178,7	174,6
Décembre	193	186	193	192	194,1	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	194	190	197	199	198,4	195,0	185,2	181,3
Septembre	193	191	197	199	199,9	196,5	185,9	181,6
Décembre	203	194	201	* 209	202,7	199,1	189,1	185,4
1985 Mars	* 197	* 194	* 201		202,9	199,4	189,2	185,4

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1982	1982	1983	1983	1984	1982	1982	1983	1983	1984
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	253	259	267	272	282	63,5	64,5	65,7	67,2	68,9
<i>Industrie extractive</i>	283	289	297	308	321	70,4	68,4	66,2	73,8	68,2
<i>Bâtiment et génie civil</i>	259	263	270	273	279	61,1	61,7	61,9	64,2	65,9
<i>Industrie manufacturière</i>	251	257	265	270	280	63,2	64,4	66,0	66,9	69,1
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	258	266	275	278	289	61,7	62,7	64,9	65,6	67,2
Construction de machines et de matériel mécanique	261	268	273	279	292	62,2	63,3	65,1	66,3	69,4
Construction électrique et électronique	255	262	272	273	286	65,0	66,5	68,2	68,9	71,8
Construction d'automobiles et pièces détachées	264	271	280	284	295	62,3	64,2	65,0	65,9	68,9
Construction d'autre matériel de transport .	266	268	278	280	293	65,9	66,7	67,7	68,4	71,0
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	231	241	247	257	269	58,8	58,6	60,2	60,9	63,8
Métallurgie de base	309	318	327	335	353	74,6	76,5	78,7	79,0	82,7
Industrie chimique	296	300	309	320	328	72,1	72,6	74,4	76,4	77,9
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	238	244	250	258	267	58,2	59,8	60,5	61,9	64,5
Industrie textile	212	218	227	230	236	55,0	57,1	58,6	59,3	60,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	260	268	274	281	291	65,9	67,2	69,1	70,0	71,7
Industrie du bois	231	236	245	247	255	51,3	52,1	53,3	54,3	56,5
Industrie des chaussures et de l'habillement .	185	193	203	206	213	44,2	46,2	47,3	48,4	49,4
Industrie du papier, imprimerie et édition .	267	276	281	290	300	60,7	61,5	62,8	63,9	66,0
Raffineries de pétrole	412	410	429	435	425	100,3	96,4	99,8	99,6	100,8
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	76,1	77,2	79,4	80,3	82,9

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES ¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1983 1 ^{er} trimestre	221,7	114,9	105,2	92,0	99,7	114,5	122,3	116,1	139,8	112,8	284,0	129,5	298,7
2 ^e trimestre	203,7	121,4	112,7	100,3	108,1	121,3	128,1	124,4	150,4	106,8	251,7	124,5	263,8
3 ^e trimestre	205,6	126,8	122,3	107,9	136,0	125,4	130,2	130,7	149,1	104,6	251,7	123,3	263,8
4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
1984 Avril	207,6	131,2	129,2	109,8	151,3	132,2	132,8	131,6	146,8	117,0	252,2	129,7	263,8
Mai	207,4	130,9	132,8	109,9	163,8	134,6	129,5	129,9	140,4	114,4	252,0	127,2	263,8
Juin	206,8	129,3	128,1	108,0	155,3	129,8	130,2	134,5	137,2	111,5	252,0	127,5	263,8
Juillet	204,7	124,2	120,0	104,7	134,5	123,4	127,3	132,5	132,9	108,8	251,7	123,9	263,8
Août	204,0	122,1	117,0	99,4	128,0	122,9	125,9	131,5	131,8	106,2	251,8	125,5	263,8
Septembre	203,3	120,7	116,8	99,2	124,5	123,9	123,7	129,1	127,1	107,7	251,6	122,5	263,8
Octobre	202,8	119,5	116,2	95,5	126,0	124,3	122,0	125,8	125,8	108,6	251,5	121,5	263,8
Novembre	202,6	118,6	116,0	94,8	122,2	125,7	120,6	119,6	131,7	107,8	251,6	123,2	263,8
Décembre	201,1	115,0	111,9	92,2	116,4	121,3	117,4	115,9	127,8	107,1	251,4	120,8	263,8
1985 Janvier	200,7	114,1	112,6	94,1	114,1	122,4	115,2	111,9	129,9	103,1	251,3	119,4	263,8
Février	197,7	114,1	111,4	93,9	112,5	120,8	116,1	112,0	131,6	104,6	246,6	117,1	258,9
Mars	197,0	112,6	111,3	94,8	115,5	119,0	113,5	106,9	131,2	104,7	246,2	114,2	258,8
Avril	198,1	115,0	110,7	96,9	117,1	116,1	118,4	109,8	137,9	111,1	246,6	118,6	258,8

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1983 1 ^{er} trimestre ..	142,5	142,6	145,1	140,2	142,5	147,9	144,0	138,3	141,5	150,7	165,1	128,7	140,3	159,5	149,0
2 ^e trimestre ..	145,3	145,4	140,4	150,0	145,3	154,3	146,4	139,2	143,1	156,1	164,9	131,4	144,9	160,4	150,7
3 ^e trimestre ..	150,6	158,0	146,5	169,5	148,8	162,6	149,3	140,5	145,6	164,7	170,2	133,2	150,4	162,6	151,5
4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
1984 Avril	159,7	169,4	146,2	194,1	157,3	176,0	161,6	144,0	151,4	179,4	178,2	138,0	166,5	170,1	152,8
Mai	160,4	170,4	145,4	197,2	157,9	176,3	162,1	144,9	152,7	178,8	180,7	138,2	166,1	168,7	153,7
Juin	160,9	173,4	147,1	201,8	157,9	176,5	162,2	144,8	152,6	178,1	181,0	138,9	166,7	168,7	153,7
Juillet	159,6	165,9	144,9	188,0	158,0	176,7	162,6	144,7	152,6	178,3	179,9	139,0	167,2	167,9	154,5
Août	159,3	161,0	148,0	173,9	158,8	179,3	162,7	145,0	153,7	178,6	180,3	139,0	169,0	168,5	156,9
Septembre	159,5	159,1	147,6	170,5	159,5	178,6	163,2	146,4	154,4	179,7	182,7	138,2	169,6	170,4	156,9
Octobre	159,5	157,8	146,3	169,2	159,9	179,1	164,5	146,3	154,8	180,4	183,9	138,6	169,3	170,8	156,9
Novembre	160,0	160,4	149,2	171,4	159,8	177,8	164,5	146,7	155,0	179,3	183,9	138,9	170,0	172,1	156,9
Décembre	159,7	158,7	147,7	169,6	159,9	177,9	164,9	146,7	155,2	179,3	183,6	139,3	170,0	172,5	156,9
1985 Janvier	161,1	162,6	152,2	172,6	160,7	178,2	165,7	147,5	155,7	180,8	185,9	139,9	170,8	174,6	156,9
Février	161,9	164,2	153,3	174,8	161,3	178,5	166,1	148,5	155,8	183,8	187,1	140,3	170,5	175,0	157,8
Mars	161,6	162,6	153,9	170,9	161,4	178,6	165,7	148,8	156,0	184,4	186,5	140,1	170,0	175,4	157,8
Avril	161,5	158,4	151,1	165,3	162,3	179,3	167,2	149,4	157,3	183,9	187,4	140,7	169,5	178,9	161,0

¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

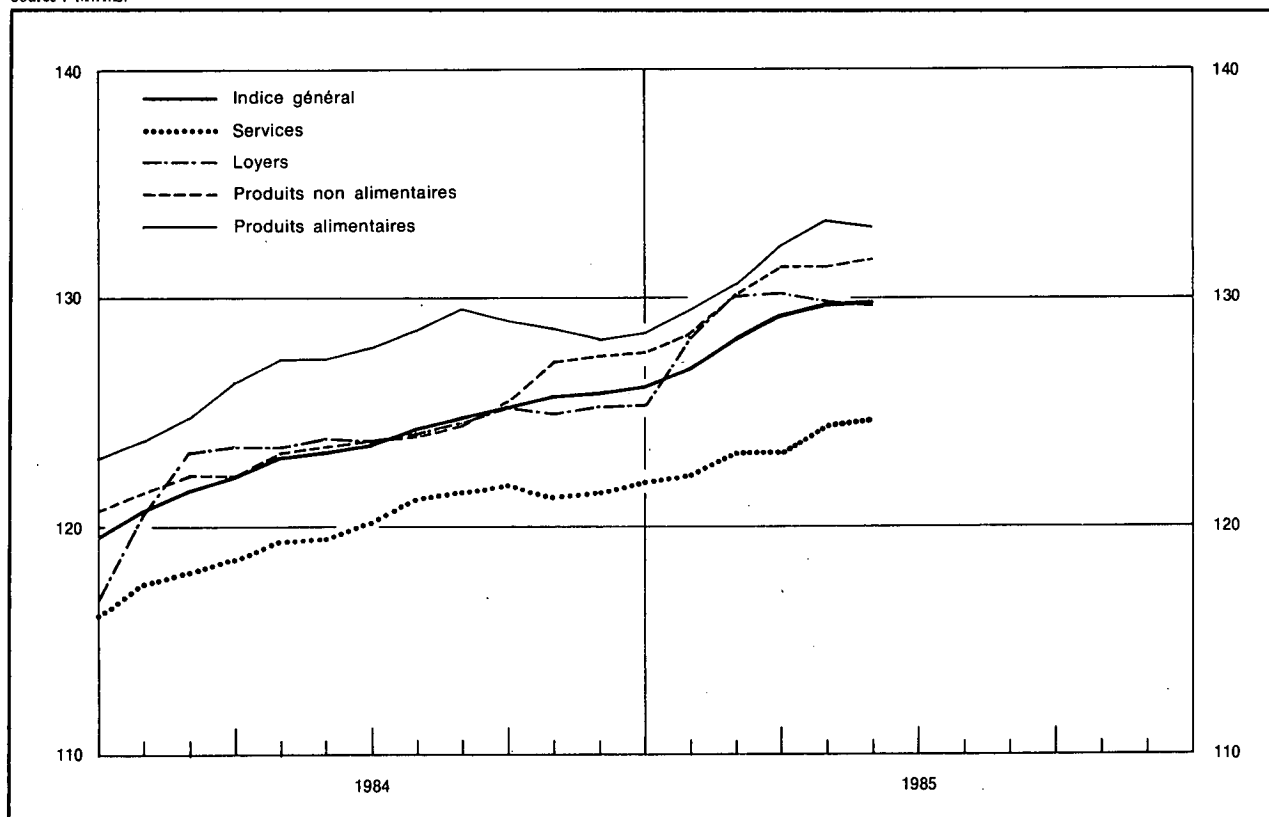


VII - 3c. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en pourcentage de l'indice général :	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	124,94	122,04	117,97	122,44
2 ^e trimestre	123,28	127,51	123,45	119,69	123,66
3 ^e trimestre	124,72	129,08	124,61	121,53	124,62
4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	130,81	129,95	122,83	129,49
1984 Mai	123,26	127,33	123,55	119,56	123,87
Juin	123,60	127,87	123,66	120,20	123,66
Juillet	124,27	128,66	124,04	121,27	124,13
Août	124,76	129,65	124,41	121,52	124,63
Septembre	125,13	128,94	125,39	121,80	125,11
Octobre	125,71	128,78	127,18	121,32	124,84
Novembre	125,76	128,13	127,50	121,45	125,18
Décembre	126,04	128,46	127,65	121,96	125,19
1985 Janvier	126,85	129,50	128,38	122,20	128,28
Février	128,16	130,58	130,01	123,13	130,01
Mars	129,19	132,34	131,45	123,17	130,18
Avril	129,70	133,21	131,44	124,34	129,93
Mai	129,83	133,12	131,68	124,52	129,78

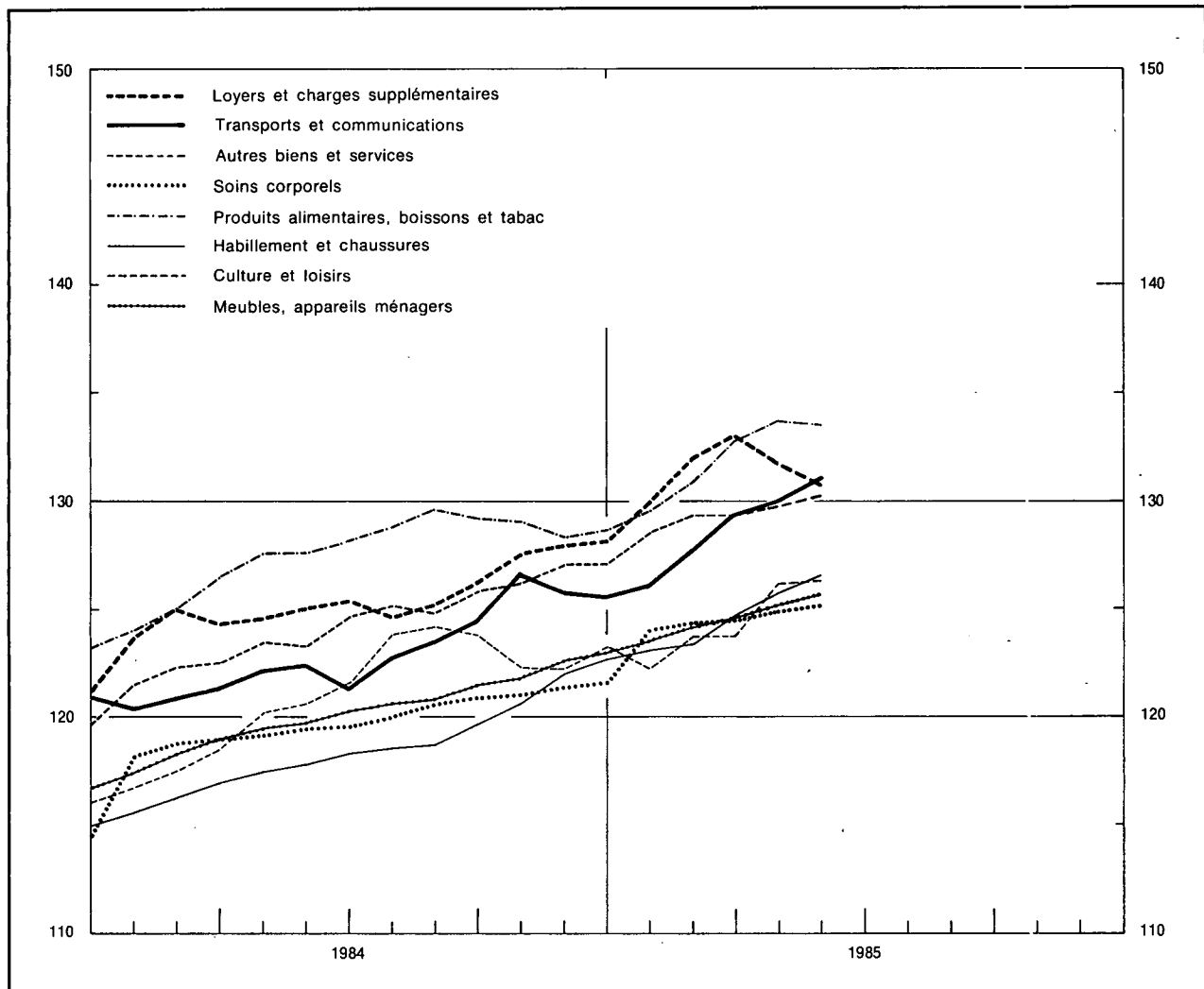
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012 ; les produits alimentaires à 1,41248 ; les produits non alimentaires à 1,51287 ; les services à 1,68324 ; les loyers à 1,63501.

VII - 3d. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	125,19	116,20	124,28	118,31	118,63	120,86	122,11	117,58
2 ^e trimestre	123,28	127,80	117,84	125,01	119,81	119,42	121,99	123,86	120,69
3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	131,20	123,77	131,63	124,10	124,31	127,70	129,12	123,20
1984 Mai	123,26	127,63	117,77	125,04	119,72	119,47	122,54	123,37	120,52
Juin	123,60	128,17	118,28	125,42	120,29	119,61	121,31	124,71	121,52
Juillet	124,27	128,91	118,45	124,73	120,72	120,01	122,86	125,15	123,92
Août	124,76	129,87	118,54	125,12	120,98	120,54	123,65	124,94	124,18
Septembre	125,13	129,23	119,73	126,37	121,40	120,89	124,30	125,92	123,73
Octobre	125,71	129,10	120,62	127,60	121,64	121,09	126,77	126,37	122,38
Novembre	125,76	128,50	122,02	127,97	122,49	121,56	125,88	127,05	122,27
Décembre	126,04	128,83	122,78	127,96	122,93	121,65	125,78	127,06	123,27
1985 Janvier	126,85	129,82	123,06	129,85	123,43	124,04	126,10	128,63	122,11
Février	128,16	131,01	123,54	131,99	124,19	124,36	127,71	129,23	123,75
Mars	129,19	132,76	124,72	133,05	124,67	124,54	129,30	129,29	123,74
Avril	129,70	133,61	125,79	131,68	125,21	124,93	129,99	129,80	126,18
Mai	129,83	133,52	126,56	130,71	125,76	125,17	131,03	130,23	126,34

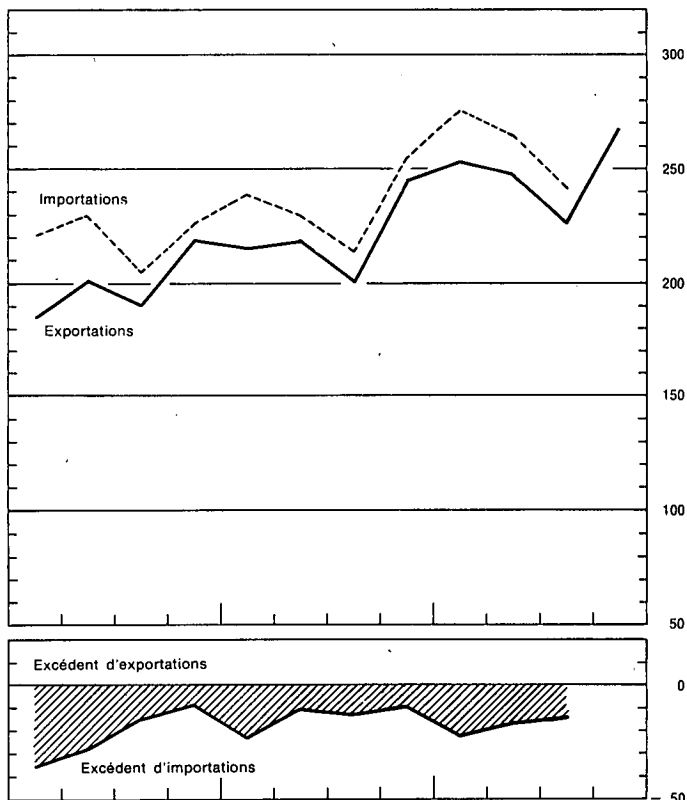
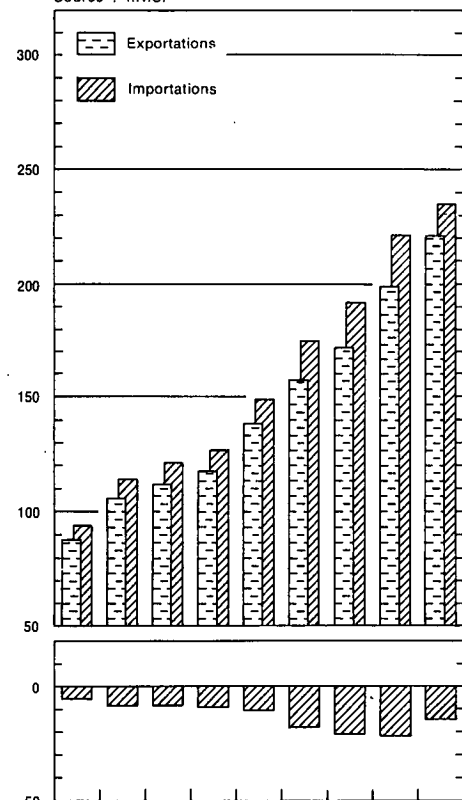
¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

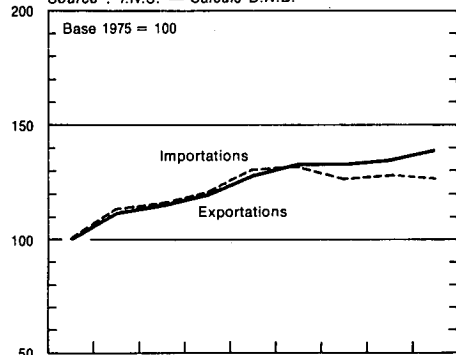
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

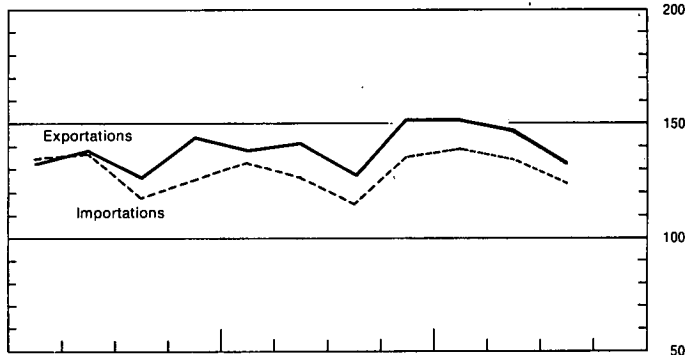
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

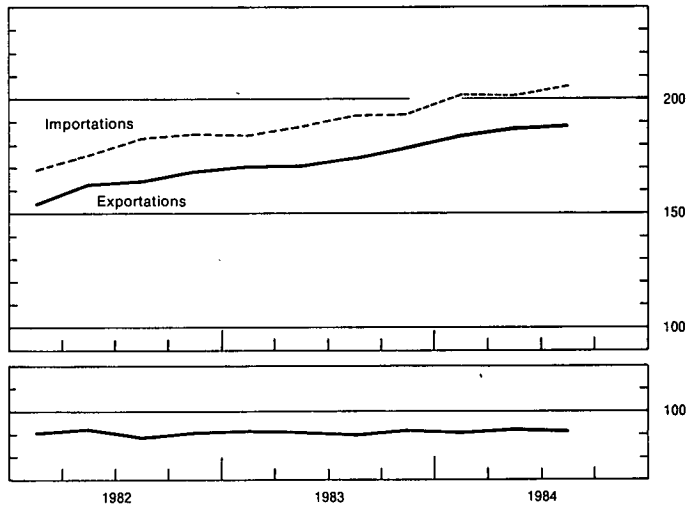
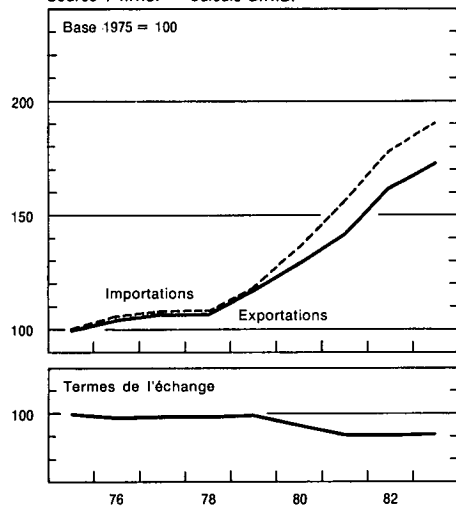


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	113,5	112,5	106,6	105,7	99,2
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984		249,0							
1982 3 ^e trimestre	205,7	190,4	- 15,3	93	117,8	127,6	183,2	164,0	89,5
4 ^e trimestre	227,8	219,6	- 8,2	96	125,7	144,1	185,4	168,1	90,7
1983 1 ^{er} trimestre	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
2 ^e trimestre	230,2	219,9	- 10,3	96	126,6	141,7	187,6	170,7	91,0
3 ^e trimestre	214,2	201,1	- 13,1	94	114,8	128,1	193,0	174,3	90,3
4 ^e trimestre	256,2	246,6	- 9,6	96	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1984 1 ^{er} trimestre	277,1	254,1	- 23,0	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	265,7	248,0	- 17,7	93	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
3 ^e trimestre	240,7	226,2	- 14,5	94	124,4	132,8	205,9	188,4	91,5
4 ^e trimestre		267,4							
1983 11 premiers mois	233,4	219,0	- 14,4	94					
12 mois	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984 1 ^{er} mois	267,2	238,1	- 29,1	89					
2 premiers mois	270,0	244,0	- 26,0	90					
3 premiers mois	277,1	254,1	- 23,0	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
4 premiers mois	273,8	252,1	- 21,7	92					
5 premiers mois	274,7	253,4	- 21,3	92					
6 premiers mois	271,4	251,1	- 20,3	93	137,0	149,2	203,0	185,8	91,5
7 premiers mois	264,7	247,3	- 17,4	93					
8 premiers mois	261,0	241,4	- 19,6	93					
9 premiers mois	261,2	242,8	- 18,4	93	132,8	143,7	203,9	186,6	91,5
10 premiers mois	264,4	246,7	- 17,7	93					
11 premiers mois	266,3	248,6	- 17,7	93					
12 mois		249,0							

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 (ancienne série)	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 (nouvelle série)	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1982 3 ^e trimestre	45,80	12,33	12,48	29,01	11,76	12,44	11,75	20,91	7,99	4,05	2,92	2,15	0,69	2,31	0,67	0,56	0,74	0,71	0,61	0,41	9,87	190,18
4 ^e trimestre	59,95	13,89	15,94	33,03	11,89	13,31	12,29	19,03	10,20	4,71	3,98	2,53	0,82	2,74	0,74	0,60	1,26	0,78	0,69	0,45	11,00	219,83
1983 1 ^{er} trimestre	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
2 ^e trimestre	62,46	14,94	15,79	33,67	10,24	12,03	13,28	15,68	9,29	4,72	3,93	2,51	0,93	2,98	0,86	0,71	0,82	0,76	0,74	0,45	12,00	218,79
3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
1983 11 premiers mois	58,82	14,65	16,09	34,72	10,72	12,13	13,57	17,19	9,36	4,68	3,79	2,52	0,90	2,78	0,79	0,69	0,87	0,82	0,69	0,41	12,76	218,95
12 mois	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984 1 ^{er} mois	60,25	16,10	17,61	40,39	10,77	14,06	15,28	18,27	10,31	5,21	3,70	2,68	0,98	3,14	0,65	0,59	0,91	1,04	0,66	0,41	14,87	237,88
2 premiers mois	62,59	16,93	18,58	41,84	11,44	13,08	17,06	16,44	10,88	5,19	3,98	2,79	1,03	3,12	0,79	0,62	0,87	1,01	0,67	0,37	14,48	243,75
3 premiers mois	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
4 premiers mois	65,52	17,65	19,14	42,52	11,43	13,75	15,43	19,08	11,38	5,31	4,24	2,85	1,13	3,13	0,88	0,69	0,89	1,07	0,76	0,39	14,66	251,90
5 premiers mois	66,43	18,11	18,99	42,10	11,87	13,76	15,68	18,41	11,45	5,37	4,26	2,89	1,16	3,13	0,91	0,71	0,79	1,09	0,77	0,41	14,93	253,22
6 premiers mois	64,22	18,27	18,81	41,73	11,73	13,98	15,68	18,37	11,43	5,42	4,24	2,88	1,19	3,10	0,93	0,72	0,85	1,09	0,77	0,42	15,07	250,90
7 premiers mois	61,98	18,01	18,67	41,30	11,55	13,84	16,07	18,32	11,21	5,39	4,14	2,86	1,16	3,06	0,93	0,71	0,86	1,09	0,77	0,42	14,76	247,10
8 premiers mois	60,44	17,44	17,89	40,58	11,32	13,84	14,61	18,53	11,28	5,28	4,00	2,80	1,13	3,00	0,92	0,73	0,87	1,11	0,75	0,42	14,35	241,29
9 premiers mois	60,92	17,56	18,12	40,45	11,31	14,26	15,00	18,37	11,28	5,32	4,04	2,81	1,13	3,02	0,94	0,75	0,89	1,10	0,76	0,42	14,29	242,74
10 premiers mois	61,98	17,90	18,51	40,94	11,46	14,35	15,14	18,64	11,47	5,43	4,14	2,87	1,19	3,07	0,95	0,76	0,91	1,17	0,77	0,43	14,51	246,59
11 premiers mois	63,00	18,02	18,72	40,98	11,52	14,40	15,23	18,60	11,57	5,50	4,20	2,88	1,19	3,09	0,95	0,77	0,90	1,19	0,77	0,43	14,65	248,56

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables					dura- bles		
													combustibles liquides	autres	produits chimiques	produits métalliques		autres produits	alimentaires					autres	produits animaux	produits végétaux
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1982 3 ^e trimestre ...	136,94	33,63	3,40	10,55	9,12	1,47	0,46	2,05	0,50	3,34	0,94	23,13	11,04	7,94	15,05	3,52	10,80	43,24	6,80	8,25	4,10	24,09	20,76	3,60	204,54
4 ^e trimestre ...	152,45	36,16	4,33	11,83	12,66	1,66	0,51	2,04	0,49	3,41	1,12	19,49	15,58	11,25	16,35	3,86	11,71	45,45	8,03	8,45	4,45	24,52	22,99	4,50	225,39
1983 1 ^{er} trimestre ...	160,82	39,51	5,10	12,93	13,69	1,95	0,76	2,13	0,60	2,99	1,17	18,63	16,52	11,90	16,88	3,76	12,30	50,40	7,64	8,00	4,81	29,95	21,64	6,37	239,23
2 ^e trimestre ...	154,14	43,46	5,28	11,14	11,93	1,90	0,70	2,30	0,53	3,49	1,23	17,03	12,56	9,03	18,23	3,71	11,62	45,60	6,59	8,62	4,89	25,50	23,37	5,40	228,51
3 ^e trimestre ...	141,29	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	18,18	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	212,59
4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	198,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51
3 ^e trimestre ...	167,45	40,14	5,13	14,28	12,59	1,63	0,72	2,68	0,53	3,38	1,23	15,54	21,73	10,06	21,08	3,85	12,88	48,81	6,51	10,01	5,40	26,89	25,51	4,79	246,56

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1982		1983				1984		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	106,8	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	198,6	201,5	198,2	203,2	207,8	209,9	222,4	221,9	224,8
Biens de consommation	107,1	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	158,1	161,2	164,2	160,5	168,6	169,0	176,8	173,9	176,8
Biens d'équipement	104,4	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	157,8	158,6	159,1	163,4	166,7	171,9	169,8	168,4	173,4
Ensemble	106,6	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	183,2	185,4	184,6	187,6	193,0	193,7	203,4	202,5	205,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	102,3	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	149,9	150,9	152,4	153,1	154,5	152,1	158,5	163,6	166,3
Fabrications métalliques	106,5	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	162,7	164,5	167,3	172,9	172,4	175,4	180,2	180,2	182,6
Métaux non ferreux	109,4	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	176,6	188,5	198,6	203,0	216,7	218,1	225,3	229,9	224,9
Textiles	103,2	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	139,6	141,0	143,2	142,8	147,5	148,6	153,3	155,2	159,8
Produits chimiques	103,9	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	157,3	159,9	161,1	162,4	164,0	171,9	181,6	178,5	179,9
Industrie houillère	116,9	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	231,7	229,6	219,2	221,9	215,3	209,2	217,1	221,4	222,5
Industrie pétrolière	118,0	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	338,3	372,5	351,8	337,5	355,9	370,2	376,2	377,2	381,8
Verres et glaces	99,9	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	137,0	135,9	139,0	138,9	140,5	142,4	144,3	144,1	145,3
Produits agricoles	108,7	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	152,3	153,4	153,5	152,0	155,0	158,1	164,4	169,4	165,1
Ciments	104,3	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	180,6	189,0	193,6	195,0	198,2	192,7	190,5	199,1	185,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,8	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	188,9	187,4	197,2	190,7	193,8	199,2	198,8	201,0	208,4
Carrières	104,3	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	182,6	187,1	190,8	190,6	183,7	191,5	197,9	200,5	196,4
Céramiques	107,8	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	196,3	196,0	211,7	222,9	235,2	239,2	242,4	241,1	240,6
Bois et meubles	103,9	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	141,6	144,9	148,4	150,7	152,7	159,3	158,1	158,8	159,9
Peaux, cuirs et chaussures ..	116,9	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	175,5	170,7	183,6	185,0	196,4	196,4	226,3	237,9	234,3
Papier et livres	99,8	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	144,5	142,9	145,8	145,0	147,4	150,0	153,7	156,2	159,9
Tabacs manufacturés	95,6	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	191,2	—	259,0	194,0	193,8	205,8	209,5	204,1	213,1
Caoutchouc	102,5	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	174,3	172,3	175,2	178,1	181,3	183,5	184,9	186,5	187,8
Industries alimentaires	98,3	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	129,1	125,9	127,6	126,4	133,4	143,7	148,0	149,0	146,6
Divers	112,4	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	162,3	184,7	193,6	181,5	203,0	215,8	213,8	239,1	243,7
Ensemble	105,7	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	164,0	168,1	170,4	170,7	174,3	179,3	184,7	186,8	188,4
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ²																	
Ensemble	99,2	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,3	89,5	90,7	92,3	! 91,0	! 90,3	! 92,6	90,8	92,2	91,5

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1982		1983				1984		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	114,9	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	113,9	122,2	130,2	123,4	110,9	134,3	135,7	130,6	120,9
Biens de consommation	116,6	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	131,0	134,9	148,0	135,7	127,4	138,7	152,7	139,3	132,1
Biens d'équipement	100,9	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	109,3	119,5	112,9	119,2	106,2	126,6	127,1	135,9	120,7
Ensemble	113,5	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	117,8	125,7	133,0	126,6	114,8	135,8	139,6	134,3	124,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,6	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	79,8	90,4	92,3	94,7	81,5	106,0	109,1	111,8	94,2
Fabrications métalliques	116,0	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	109,7	140,3	137,4	142,4	117,3	144,3	145,4	139,2	116,1
Métaux non ferreux	116,4	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	169,8	160,7	145,4	127,5	105,3	145,3	129,7	134,1	118,1
Textiles	112,8	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	106,0	133,3	136,2	130,7	111,6	148,0	147,9	140,2	123,7
Produits chimiques	117,4	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	157,8	176,0	184,3	181,9	173,4	200,3	207,5	200,9	185,2
Industrie houillère	75,5	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	100,2	112,1	117,6	112,0	120,3	153,6	156,5	170,2	175,5
Industrie pétrolière	102,8	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	157,1	129,0	107,2	117,3	144,8	127,8	130,3	117,0	121,6
Verres et glaces	127,8	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	155,8	185,5	172,4	179,1	160,1	199,1	195,5	200,2	183,0
Produits agricoles	103,5	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	160,6	167,8	151,9	154,0	154,5	159,6	165,4	162,6	176,4
Ciments	148,0	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	245,4	260,4	188,6	249,5	237,8	231,1	220,8	245,3	253,2
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	89,1	94,9	89,5	114,1	107,1	116,0	103,7	117,1	112,2
Carrières	107,2	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	96,1	102,5	95,1	118,6	109,7	123,9	112,8	131,1	127,4
Céramiques	112,1	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	140,6	162,4	132,3	148,4	125,9	137,9	136,6	148,3	137,3
Bois et meubles	116,6	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	121,2	161,6	149,9	153,4	124,2	161,2	156,1	158,5	134,7
Peaux, cuirs et chaussures ..	103,9	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	74,3	89,4	87,0	92,1	77,8	89,3	90,7	98,4	79,7
Papier et livres	122,4	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	143,0	165,6	160,1	164,6	147,1	175,9	176,2	177,3	159,7
Tabacs manufacturés	96,6	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	106,3	—	121,6	117,5	88,2	159,8	119,3	107,6	126,3
Caoutchouc	99,7	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	111,6	133,9	124,4	140,9	116,1	140,3	142,7	136,8	127,9
Industries alimentaires	117,2	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	184,8	241,4	213,7	222,3	186,5	241,1	236,1	231,1	229,0
Divers	115,6	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	119,9	132,7	135,3	137,0	143,9	147,9	143,9	130,4	104,6
Ensemble	112,5	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	127,6	144,1	139,4	141,7	128,1	151,8	151,6	146,7	132,8

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	26,8	25,1	- 1,7	19,2	21,4	+ 2,2	20,4	18,8	- 1,6
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984		49,1			45,9			34,7	
1982 4 ^e trimestre	45,8	44,8	- 1,0	32,5	42,9	+ 10,4	41,9	30,6	- 11,3
1983 1 ^{er} trimestre	47,5	44,4	- 3,1	33,4	41,5	+ 8,1	45,4	29,1	- 16,3
2 ^e trimestre	48,7	48,9	+ 0,2	33,8	41,5	+ 7,7	40,3	31,1	- 9,2
3 ^e trimestre	46,1	44,6	- 1,5	28,9	34,1	+ 5,2	39,1	30,2	- 8,9
4 ^e trimestre	51,8	48,9	- 2,9	36,0	43,8	+ 7,8	45,9	35,4	- 10,5
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,1	34,8	- 19,3
2 ^e trimestre	50,8	48,9	- 1,9	40,2	47,2	+ 7,0	47,4	34,4	- 13,0
3 ^e trimestre	48,8	45,5	- 3,3	33,7	39,7	+ 6,0	42,2	33,0	- 9,2
4 ^e trimestre		49,7			49,4			36,5	
1983 11 premiers mois	48,3	46,8	- 1,5	32,9	39,9	+ 7,0	42,1	31,3	- 10,8
12 mois	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984 11 premiers mois	53,1	49,5	- 3,6	38,8	45,8	+ 7,0	49,3	34,9	- 14,4
12 mois		49,1			45,9			34,7	
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	4,8	4,9	+ 0,1	9,4	7,7	- 1,7	81,6	79,8	- 1,8
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984		12,8			24,7			171,6	
1982 4 ^e trimestre	8,2	11,0	+ 2,8	16,7	20,9	+ 4,2	147,4	154,0	+ 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	9,2	10,7	+ 1,5	20,0	21,3	+ 1,3	158,4	151,2	- 7,2
2 ^e trimestre	8,1	10,2	+ 2,1	18,8	22,3	+ 3,5	152,3	158,1	+ 5,8
3 ^e trimestre	8,3	8,2	- 0,1	18,9	19,7	+ 0,8	143,7	140,4	- 3,3
4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,8	+ 0,3	168,9	168,7	- 0,2
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,7	177,2	- 9,5
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	25,0	23,8	- 1,2	175,7	171,9	- 3,8
3 ^e trimestre	9,2	10,3	+ 1,1	20,4	22,7	+ 2,3	157,0	155,2	- 1,8
4 ^e trimestre		14,5			26,8			181,9	
1983 11 premiers mois	8,6	10,2	+ 1,6	20,0	21,5	+ 1,5	154,7	153,7	- 1,0
12 mois	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984 11 premiers mois	9,6	12,8	+ 3,2	23,5	24,7	+ 1,2	177,4	172,1	- 5,3
12 mois		12,8			24,7			171,6	

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	7,3	4,7	- 2,6	1,9	0,5	- 1,4	10,1	5,5	- 4,6
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984		15,1			2,1			9,2	
1982 4 ^e trimestre	14,9	10,6	- 4,3	3,9	1,3	- 2,6	15,9	9,3	- 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	15,3	11,0	- 4,3	5,1	1,3	- 3,8	13,7	9,5	- 4,2
2 ^e trimestre	14,7	10,2	- 4,5	5,3	1,6	- 3,7	11,3	8,1	- 3,2
3 ^e trimestre	12,3	11,2	- 1,1	4,5	1,5	- 3,0	11,7	7,0	- 4,7
4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	17,9	14,5	- 3,4	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,1	15,1	0,0	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
3 ^e trimestre	14,7	14,4	- 0,3	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre		16,4			2,3			10,8	
1983 11 premiers mois	14,9	11,4	- 3,5	4,9	1,5	- 3,4	12,7	8,7	- 4,0
12 premiers mois	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984 11 premiers mois	16,0	15,1	- 0,9	5,7	2,0	- 3,7	11,5	8,9	- 2,6
12 premiers mois		15,1			2,1			9,2	
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1977	100,5	96,7	- 3,8	17,8	12,0	- 5,8	2,3	2,4	+ 0,1
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984		214,3			26,8			5,8	
1982 4 ^e trimestre	188,5	187,9	- 0,6	30,6	24,3	- 6,3	8,6	5,6	- 3,0
1983 1 ^{er} trimestre	202,9	185,6	- 17,3	27,8	23,2	- 4,6	8,8	5,5	- 3,3
2 ^e trimestre	196,8	191,0	- 5,8	26,3	21,1	- 5,2	6,9	5,6	- 1,3
3 ^e trimestre	181,1	173,6	- 7,5	25,7	20,8	- 4,9	7,3	4,9	- 2,4
4 ^e trimestre	218,0	209,7	- 8,3	28,5	27,8	- 0,7	9,4	6,5	- 2,9
1984 1 ^{er} trimestre	237,6	219,7	- 17,9	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	221,6	214,5	- 7,1	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,9	- 5,4
3 ^e trimestre	198,3	194,9	- 3,4	27,6	23,8	- 3,8	12,7	5,5	- 7,2
4 ^e trimestre		228,0			30,6			6,5	
1983 11 premiers mois	198,1	188,8	- 9,3	27,1	22,6	- 4,5	8,0	5,5	- 2,5
12 premiers mois	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984 11 premiers mois	223,9	214,6	- 9,3	29,7	26,0	- 3,7	11,4	5,8	- 5,6
12 premiers mois		214,3			26,8			5,8	

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE).* *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.).* *Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	* 1983		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 110,1	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	2.403,3	2.497,0	- 93,7
1.12 Travail à façon	+ 40,9	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	98,3	39,6	+ 58,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,7	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	31,6	—	+ 31,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,3	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	125,8	109,6	+ 16,2
1.3 Autres frais de transport	+ 2,5	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	80,1	72,0	+ 8,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 26,1	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	87,6	107,1	- 19,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 19,2	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	910,8	919,3	- 8,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 25,1	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	63,5	13,9	+ 49,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,8	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	23,2	18,6	+ 4,6
1.72 Autres	+ 14,4	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	202,9	212,3	- 9,4
Total 1	+ 4,7	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	4.027,1	3.989,4	+ 37,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 5,8	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	29,3	38,5	- 9,2
2.2 Transferts publics	- 18,8	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	32,4	78,8	- 46,4
Total 2	- 24,6	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	61,7	117,3	- 55,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 19,9	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	4.088,8	4.106,7	- 17,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 1,5	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	245,3	208,1	+ 37,2
3.12 Avoirs	- 1,7	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	0,0	7,2	- 7,2
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	0,4	1,8	- 1,4
Total 3	- 0,2	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	245,7	217,1	+ 28,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	+ 7,6	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	—	18,0	- 18,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,6	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	6,2	3,8	+ 2,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 3,7	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	1,4	10,7	- 9,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 18,1	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	—	91,0	- 91,0
4.2312 Investissements directs ..	- 12,7	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	19,1	37,4	- 18,3
4.2313 Immeubles	- 3,9	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	4,4	4,8	- 0,4
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 17,1	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	12,5	—	+ 12,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 5,0	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	4,7	—	+ 4,7
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,0	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	88,0	23,0	+ 65,0
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	4,8	1,8	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	+ 2,5	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	8,1	—	+ 8,1
Total 4	+ 12,1	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	149,2	190,5	- 41,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 10,8	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	—	3,6	- 3,6
Total 1 à 5	+ 2,8	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	4.483,7	4.517,9	- 34,2
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 8,8	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	—	—	+ 5,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 3,7	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	—	—	+ 3,6
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 2,6	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	—	—	+ 40,8
6.2122 Monnaies étrangères	- 4,8	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	—	—	- 63,9
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	0,0	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	—	—	+ 4,3
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	—	—	+ 0,1
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 6,3	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	—	—	- 2,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 8,6	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	—	—	- 22,1
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1982			* 1983				* 1984	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 35,6	- 22,2	- 21,8	- 47,9	+ 0,5	- 24,5	- 21,8	- 32,0	+ 1,4
1.12 Travail à façon	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 7,6	+ 10,1	- 0,7	- 0,5	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 4,2	+ 5,5	+ 2,1	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7
1.3 Autres frais de transport	+ 2,7	+ 3,1	+ 1,5	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4
1.4 Déplacements à l'étranger	- 6,7	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7	- 3,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 4,0	- 5,2	+ 5,6	- 11,3	- 3,8	+ 4,4	+ 2,2	- 4,1	- 11,0
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 13,1	+ 13,2
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0
1.72 Autres	+ 0,9	+ 0,4	- 8,7	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3	- 4,8
Total 1	- 9,6	+ 15,7	+ 6,7	- 39,0	+ 48,2	+ 17,2	+ 11,3	- 10,6	+ 31,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 3,2	- 1,9	- 2,0	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5	- 3,3
2.2 Transferts publics	- 13,3	- 13,4	- 8,5	- 12,7	- 16,6	- 5,2	- 11,9	- 11,8	- 10,4
Total 2	- 16,5	- 15,3	- 10,5	- 15,2	- 18,9	- 7,9	- 13,6	- 14,3	- 13,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 26,1	+ 0,4	- 3,8	- 54,2	+ 29,3	+ 9,3	- 2,3	- 24,9	+ 17,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 26,2	+ 39,6	+ 3,3	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	+ 3,0	+ 57,0	+ 33,9
3.12 Avoirs	- 0,9	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,7
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 5,1	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2	...
Total 3	+ 30,4	+ 37,7	+ 5,6	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 0,3	+ 56,2	+ 32,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 27,0	+ 5,7	- 12,0	- 21,0	+ 1,8	+ 13,3	- 12,1	+ 1,3	- 35,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,1	+ 0,6	+ 11,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6	- 2,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 15,2	- 17,5	- 12,2	- 24,1	- 15,8	- 27,0	- 24,1	- 35,2	- 27,4
4.2312 Investissements directs ..	+ 12,5	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 7,7
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2
4.2314 Autres	- 5,3	- 16,9	+ 1,8	+ 5,9	+ 4,8	+ 4,1	- 2,3	- 3,4	+ 3,1
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	- 0,5	- 0,9
4.2322 Investissements directs ..	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1	+ 12,7	- 0,5	+ 12,8	+ 40,0	- 0,6	- 2,7
4.2323 Immeubles	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,1
4.2324 Autres	+ 1,2	+ 4,4	- 19,3	+ 28,6	- 13,6	- 10,7	+ 3,8	+ 14,9	+ 9,3
Total 4	- 9,0	- 16,4	+ 5,0	+ 5,7	- 26,5	- 21,5	+ 1,0	- 18,6	- 62,7
5. Erreurs et omissions	- 11,7	+ 8,9	+ 4,9	- 49,2	+ 25,0	+ 13,4	+ 7,2	- 17,5	- 2,0
Total 1 à 5	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8	- 14,9
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	- 1,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	- 11,7	+ 4,1	+ 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3	- 0,8
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 5,1	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1
6.2122 Monnaies étrangères	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7	- 36,0
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	0,0	+ 0,5	0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	...
6.222 Autres	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	...
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 20,5	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 50,1
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1984			1984		
	* 1 ^{er} trimestre			* 2 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	698,5	730,5	- 32,0	680,8	679,4	+ 1,4
1.12 Travail à façon	23,5	9,0	+ 14,5	31,6	10,4	+ 21,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,3	—	+ 1,3	7,8	—	+ 7,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	36,2	33,0	+ 3,2	37,3	33,6	+ 3,7
1.3 Autres frais de transport	20,0	18,4	+ 1,6	19,2	17,8	+ 1,4
1.4 Déplacements à l'étranger	16,5	20,2	- 3,7	25,9	29,5	- 3,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	245,3	249,4	- 4,1	248,3	259,3	- 11,0
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	17,1	4,0	+ 13,1	16,8	3,6	+ 13,2
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	5,2	4,4	+ 0,8	6,8	4,8	+ 2,0
1.72 Autres	55,4	60,7	- 5,3	53,6	58,4	- 4,8
Total 1	1.119,0	1.129,6	- 10,6	1.128,1	1.096,8	+ 31,3
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,0	9,5	- 2,5	7,0	10,3	- 3,3
2.2 Transferts publics	9,3	21,1	- 11,8	9,9	20,3	- 10,4
Total 2	16,3	30,6	- 14,3	16,9	30,6	- 13,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.135,3	1.160,2	- 24,9	1.145,0	1.127,4	+ 17,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	81,1	24,1	+ 57,0	76,2	42,3	+ 33,9
3.12 Avoirs	0,0	1,0	- 1,0	0,0	1,7	- 1,7
3.2 Autres pouvoirs publics	0,2	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	0,0
Total 3	81,3	25,1	+ 56,2	76,2	44,0	+ 32,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	1,3	—	+ 1,3	—	35,1	- 35,1
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,8	1,1	- 0,3	0,7	0,6	+ 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	1,9	0,3	+ 1,6	0,4	2,7	- 2,3
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	35,2	- 35,2	—	27,4	- 27,4
4.2312 Investissements directs ..	8,0	5,2	+ 2,8	2,3	10,0	- 7,7
4.2313 Immeubles	1,1	1,2	- 0,1	0,8	1,0	- 0,2
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	—	3,4	- 3,4	3,1	—	+ 3,1
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	—	0,5	- 0,5	—	0,9	- 0,9
4.2322 Investissements directs ..	10,9	11,5	- 0,6	11,3	14,0	- 2,7
4.2323 Immeubles	1,4	0,5	+ 0,9	1,7	0,6	+ 1,1
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	14,9	—	+ 14,9	9,3	—	+ 9,3
Total 4	40,3	58,9	- 18,6	29,6	92,3	- 62,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	17,5	- 17,5	—	2,0	- 2,0
Total 1 à 5	1.256,9	1.261,7	- 4,8	1.250,8	1.265,7	- 14,9
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	- 3,4	—	—	- 1,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 1,3	—	—	- 0,8
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	+ 6,9	—	—	- 21,1
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 21,7	—	—	- 36,0
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 4,7	—	—	0,0
6.222 Autres	—	—	+ 0,2	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 12,6	—	—	- 6,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	—	—	- 36,8	—	—	+ 50,1
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	* 1983	* 1984	* 1983			* 1984				* 1985
	Année		2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 114,2	- 71,8	- 1,5	- 8,8	- 38,4	- 29,0	- 23,9	+ 6,7	- 23,2	- 14,9
1.12 Travail à façon	+ 58,7	+ 75,0	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 6,8	+ 21,2	+ 21,3	+ 18,0	+ 4,9
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 31,6	+ 18,7	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 3,8	+ 7,8	- 5,2	+ 14,8	+ 1,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 14,5	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 1,7	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 1,8
1.3 Autres frais de transport	+ 8,1	+ 2,9	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 0,8	+ 1,4	+ 0,4	- 0,5	0,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,5	- 14,6	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 0,9	- 3,6	- 12,4	+ 5,1	- 1,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 8,5	- 2,6	- 3,8	+ 4,4	+ 2,2	+ 2,4	- 11,0	+ 1,8	+ 10,7	- 2,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 49,6	+ 55,2	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 4,3	+ 13,2	+ 13,9	+ 15,0	+ 3,5
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,6	+ 5,5	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,5	+ 2,0	+ 1,1	+ 1,6	+ 0,6
1.72 Autres	- 9,4	- 20,1	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 0,4	- 4,8	- 2,3	- 7,7	- 2,0
Total 1	+ 17,2	+ 62,7	+ 46,2	+ 32,9	- 5,3	- 10,0	+ 6,0	+ 28,6	+ 38,1	- 8,3
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 9,2	- 10,1	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 0,8	- 3,3	- 3,4	- 0,9	- 0,3
2.2 Transferts publics	- 46,4	- 40,9	- 16,6	- 5,2	- 11,9	- 2,9	- 10,4	- 8,2	- 10,5	- 3,0
Total 2	- 55,6	- 51,0	- 18,9	- 7,9	- 13,6	- 3,7	- 13,7	- 11,6	- 11,4	- 3,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 38,4	+ 11,7	+ 27,3	+ 25,0	- 18,9	- 13,7	- 7,7	+ 17,0	+ 26,7	- 11,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 37,2	+ 88,5	+ 0,7	- 18,9	+ 3,0	+ 13,5	+ 33,9	+ 12,1	- 14,5	+ 15,8
3.12 Avoirs	- 7,2	- 6,6	- 2,3	- 1,5	- 2,4	0,0	- 1,7	- 2,8	- 1,1	0,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 1,4	+ 1,7	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,1	0,0	+ 1,2	+ 0,3	0,0
Total 3	+ 28,6	+ 83,6	- 1,4	- 20,8	- 0,3	+ 13,6	+ 32,2	+ 10,5	- 15,3	+ 15,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises ² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	+ 2,5	- 18,0	+ 3,8	- 2,4	+ 4,5	+ 0,2	- 9,8	- 4,2	- 4,7	0,0
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 2,4	+ 7,0	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 9,3	+ 1,9	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 2,9	- 2,3	+ 4,5	- 1,9	+ 1,3
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 91,0	- 111,2	- 15,8	- 27,0	- 24,1	- 9,5	- 27,4	- 19,1	- 29,5	- 8,1
4.2312 Investissements directs ..	- 18,3	- 16,3	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 1,5	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 6,6
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,6	- 0,2	- 0,2	0,0	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1
4.2314 Autres	+ 12,5	- 5,6	+ 4,8	+ 4,1	- 2,3	+ 1,5	+ 3,1	- 9,7	+ 4,4	+ 2,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 4,7	+ 1,8	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	- 0,1	- 0,9	+ 2,0	+ 1,2	- 0,7
4.2322 Investissements directs ..	+ 65,0	+ 20,8	- 0,5	+ 12,8	+ 40,0	+ 2,7	- 2,7	+ 7,5	+ 16,6	+ 9,2
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,0	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,3
4.2324 Autres	+ 8,1	+ 18,4	- 13,6	- 10,7	+ 3,8	+ 8,2	+ 9,3	- 2,1	- 3,7	- 4,4
Total 4	- 20,8	- 99,0	- 24,5	- 37,2	+ 17,6	+ 7,4	- 37,4	- 25,4	- 17,0	+ 7,0
5. Erreurs et omissions	- 3,6	- 16,8	+ 25,0	+ 13,4	+ 7,2	- 15,3	- 2,0	- 1,2	+ 3,9	- 13,8
Total 1 à 5	- 34,2	- 20,5	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 8,0	- 14,9	+ 0,9	- 1,7	- 2,6
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 5,0	+ 0,9	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 4,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	- 0,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 3,6	+ 20,8	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 3,2	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 10,2
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	+ 40,8	- 33,4	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	- 6,3	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 1,3
6.2122 Monnaies étrangères	- 63,9	- 54,6	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 2,8	- 36,0	- 29,7	- 10,6	- 5,5
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	+ 4,3	- 2,7	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,8	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,1
6.222 Autres	+ 0,1	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,2	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 2,0	- 18,9	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 8,4	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 8,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 22,1	+ 67,2	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	0,0	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 8,2
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ¹**

(milliards de francs)

	1981	1982	* 1983	* 1984	* 1984			* 1985
					2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier
1. <i>Opérations courantes</i> (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-155,5	-110,2	- 17,9	.	+ 17,6	.	.	.
1bis. <i>Opérations courantes sur base de caisse</i> (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-199,6	-112,8	- 38,4	+ 11,7	- 7,7	+ 17,0	+ 26,7	- 11,6
2. <i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics</i> :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+107,3	+129,2	+ 28,6	+ 83,6	+ 32,2	+ 10,5	- 15,3	+ 15,8
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 99,7	+103,9	+ 92,4	+ 63,1	+ 17,5	+ 1,8	+ 18,5	- 8,0
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. <i>Mouvement des crédits commerciaux</i> :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 14,0	+ 1,8	- 10,9	- 0,1	+ 7,9	+ 0,8	- 5,6	+ 4,0
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 44,1	- 2,6	- 20,5	.	- 25,3	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 2,9	- 2,9	+ 2,5	- 18,0	- 9,8	- 4,2	- 4,7	0,0
4. <i>Mouvement des autres capitaux des entreprises² et particuliers</i> :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 33,3	- 2,9	- 23,3	- 81,0	- 27,6	- 21,2	- 12,3	+ 7,0
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	-124,9	- 8,8	- 74,2	-280,0	- 85,1	- 40,5	- 31,3	- 13,6
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 64,6	+ 9,5	- 79,3	- 7,8	+ 78,4	+110,7	- 61,1	- 27,3
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 65,0	- 25,7	+ 93,6	+284,2	+102,3	+ 47,7	+ 61,6	+ 32,5
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 66,5	- 13,1	+ 98,9	+ 27,1	- 72,3	- 97,0	+ 38,5	+ 24,9
5. <i>Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires</i> :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	- 51,9	+ 16,4	- 40,9	+ 33,2	+ 21,1	+ 15,2	+ 4,0	+ 1,3
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	+ 12,9	- 22,2	+ 1,3	+ 18,8	+ 33,3	+ 14,5	- 1,3	- 1,1
6. <i>Position de change³ des banques belges et luxembourgeoises</i> :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 10,8	-118,0	- 40,5	- 26,4	+ 3,4	+ 23,5	- 40,0	- 14,6
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 14,8	+ 25,8	- 20,9	- 38,1	- 39,4	- 28,2	+ 23,9	+ 3,5
7. <i>Erreurs et omissions</i> :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 1,9	- 9,1	- 3,6	- 16,8	- 2,0	- 1,2	+ 3,9	- 13,8
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 5,0	- 8,6	- 7,4	+ 13,7	- 2,1	- 2,8	+ 1,8	+ 9,2
Total 1 à 7⁴ ...	- 93,3	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 8,2
8. <i>Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :</i>								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 1,8	- 0,8	- 4,6	+ 3,1	+ 0,3	+ 0,6	+ 2,9	0,0
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 78,8	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	- 38,0	+ 58,2	+ 38,6	+ 32,2
8.32 Autres	- 2,7	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	+ 68,0	+ 12,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 10,1	- 73,8	- 19,2	- 11,3	+ 19,6	- 24,3	- 34,6	- 23,6
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 2,3	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,4	- 0,4
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS
D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.							Dollar des Etats-Unis	Autres	
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres			Total
Paielements d'importations										
1977	27,3	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,7	26,2	4,1
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1982 6 premiers mois	24,1	16,8	9,9	9,1	3,5	1,7	0,3	65,4	30,2	4,4
9 premiers mois	24,1	17,0	10,1	8,8	3,5	1,7	0,3	65,5	30,0	4,5
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
Recettes d'exportations										
1977	45,8	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	83,5	14,6	1,9
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1982 6 premiers mois	36,3	17,7	14,7	7,0	3,3	2,5	0,4	81,9	15,3	2,8
9 premiers mois	35,7	17,7	14,6	7,0	3,4	2,5	0,4	81,3	15,9	2,8
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome 1, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LIX^e année, tome 1, n^o 6, juin 1984 : « La balance des paiements de l'union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1982 sur la base des transactions ». *Rapports 1982 de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ²
1976 ¹	38,60	15,33	13,04	8,10	69,85	4,67	39,17	14,61	8,87	15,45	57,82	6,39	215,39	7,08	10,01	128,71	51,29	—	—
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983 ¹	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984 Année	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
du 1-1 au 16-9 ...	56,20	20,36	24,01	6,63	77,71	3,30	43,75	18,06	6,94	24,65	35,85	5,57	289,47	7,13	9,58	40,36	1,62	62,59	45,15
du 17-9 au 31-12 .	61,67	20,17	25,08	6,58	75,19	3,26	46,79	17,89	7,08	24,50	36,13	5,59	287,18	6,98	9,69	37,83	1,58	62,61	45,05

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1983 1 ^{er} trimestre	47,34	19,66	20,10	6,87	72,52	3,38	38,57	17,78	6,39	23,49	36,44	5,55	279,86	6,66	8,80	51,40	8,14	64,84	
2 ^e trimestre	49,68	19,96	20,90	6,64	77,28	3,36	40,35	17,76	6,58	23,90	35,70	5,59	283,45	6,92	9,07	49,24	8,42	63,04	
3 ^e trimestre	53,12	20,08	21,91	6,67	80,15	3,37	43,10	17,96	6,80	24,72	35,32	5,58	285,66	7,17	9,36	43,92	7,15	63,23	
4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18	
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
1984 Mai	55,98	20,35	24,27	6,62	77,74	3,30	43,25	18,09	6,92	24,68	36,37	5,56	289,53	7,16	9,62	40,46	1,58	62,49	
Juin	55,89	20,38	23,93	6,63	76,87	3,29	42,84	18,09	6,89	24,46	36,06	5,56	290,27	7,14	9,59	39,62	1,57	62,36	
Juillet	57,70	20,27	23,78	6,60	76,19	3,30	43,63	17,96	6,95	23,99	35,80	5,54	288,91	7,03	9,59	38,56	1,57	62,16	
Août	58,33	20,20	24,06	6,58	76,54	3,27	44,73	17,91	6,98	24,11	35,49	5,54	287,63	7,02	9,61	38,94	1,58	62,20	
Septembre	61,00	20,17	24,88	6,57	76,74	3,27	46,45	17,89	7,11	24,40	35,92	5,57	287,19	7,09	9,71	38,45	1,62	62,48	45,21
du 1 ^{er} au 14 ..	59,87	20,14	24,48	6,56	76,70	3,27	45,75	17,85	7,06	24,21	35,66	5,55	286,60	7,08	9,66	38,65	1,60	62,30	45,15
du 17 au 30 ..	62,12	20,20	25,28	6,58	76,78	3,26	47,15	17,92	7,16	24,59	36,18	5,58	287,79	7,10	9,75	38,25	1,64	62,67	45,27
Octobre	62,06	20,23	25,16	6,59	75,70	3,27	47,08	17,94	7,14	24,59	36,09	5,60	287,89	6,99	9,73	38,19	1,61	62,61	45,18
Novembre	60,37	20,18	24,82	6,58	74,97	3,25	45,86	17,89	7,03	24,49	35,97	5,59	286,97	6,93	9,64	37,29	1,53	62,54	44,99
Décembre	62,34	20,09	25,17	6,56	73,98	3,26	47,21	17,81	7,04	24,36	36,31	5,61	286,23	6,94	9,65	37,75	1,55	62,65	44,84
1985 Janvier	63,41	20,02	24,98	6,54	71,58	3,26	47,92	17,72	6,99	23,88	36,22	5,60	285,06	6,91	9,56	36,82	1,52	62,36	44,51
Février	66,16	20,08	25,41	6,57	72,46	3,25	48,92	17,73	7,09	23,65	36,39	5,61	285,99	6,99	9,65	36,32	1,48	62,48	44,67
Mars	66,53	20,11	25,75	6,58	74,41	3,19	47,99	17,79	7,05	23,66	36,32	5,62	286,12	7,01	9,69	36,34	1,43	62,63	44,80
Avril	62,11	20,14	24,72	6,60	77,12	3,15	45,49	17,82	6,92	24,03	36,08	5,61	286,79	6,97	9,63	35,86	1,30	63,03	45,03
Mai	62,67	20,12	24,91	6,60	78,07	3,16	45,53	17,82	6,96	23,92	35,77	5,60	286,24	6,99	9,67	35,41	1,29	62,98	45,10

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1983 1 ^{er} trimestre	51,68	47,34	49,54	49,52	+ 5,90	+ 3,27
2 ^e trimestre	53,52	49,68	49,92	49,94	+ 0,86	+ 0,72
3 ^e trimestre	55,98	53,12	53,48	53,51	- 0,91	- 1,04
4 ^e trimestre	57,32	54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
3 ^e trimestre	59,68	58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73
4 ^e trimestre	61,25	61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
1985 1 ^{er} trimestre	63,17	65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61
1984 Mai	58,26	55,98	56,85	56,78	+ 0,22	+ 0,11
Juin	58,07	55,89	56,60	56,61	- 0,14	- 0,22
Juillet	58,87	57,70	58,27	58,23	- 0,60	- 0,62
Août	59,27	58,33	58,88	58,87	- 0,68	- 0,68
Septembre	60,99	61,00	61,55	61,44	- 0,90	- 0,89
Octobre	61,61	62,06	62,61	62,60	- 0,10	- 0,10
Novembre	60,53	60,37	60,68	60,58	+ 1,00	+ 1,00
Décembre	61,57	62,34	62,58	62,51	+ 1,49	+ 1,48
1985 Janvier	61,86	63,41	63,66	63,60	+ 2,10	+ 2,09
Février	63,62	66,16	66,48	66,33	+ 1,56	+ 1,52
Mars	64,09	66,53	66,84	66,86	+ 1,21	+ 1,20
Avril	61,57	62,11	62,45	62,43	+ 1,03	+ 1,02
Mai	61,99	62,67	62,91	62,95	+ 0,88	+ 0,87

¹ Formule = $\frac{\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}}{\text{Cours du marché au comptant}} \times 100 \times 4$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 21 MARS 1983 AU 17 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,3662	2,49587	8,04412	2,21515	1386,78	6,79271	0,717050
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,168	355,060		58960,0	299,830	31,6455
100 liras italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 18 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,9008	2,52595	8,14104	2,24184	1403,49	6,87456	0,725690
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00	—	329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58		322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325	—	28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273		27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400	—	66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141		62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		58960,0	299,850	31,6455
100 lires italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600	—	0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733		0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0	—	10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7		10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	—
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,31	+ 0,77	+ 1,09	+ 1,45	+ 2,99	+ 1,35	+ 1,29	+ 63	+ 25	- 9	- 12	- 21	+ 5	- 1
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1983 1 ^{er} trimestre	44,85	+ 1,67	+ 1,38	+ 1,47	+ 2,06	+ 1,55	+ 0,28	+ 53	- 27	- 13	- 24	- 26	- 23	+ 36
2 ^e trimestre	45,22	- 0,09	+ 1,42	- 0,36	+ 4,94	+ 1,68	+ 1,84	+ 29	+ 35	- 38	+ 68	- 62	- 58	- 56
3 ^e trimestre	45,69	+ 1,01	+ 1,24	+ 0,28	+ 5,41	+ 2,09	+ 2,19	+ 55	+ 6	- 5	+ 60	- 63	- 51	- 47
4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35
1984 Mai	45,59	+ 1,73	+ 0,78	+ 1,60	+ 3,07	+ 1,42	+ 1,01	+ 72	- 12	+ 31	- 9	- 27	+ 3	+ 21
Juin	45,55	+ 1,73	+ 0,73	+ 1,76	+ 3,00	+ 1,54	+ 0,80	+ 67	- 17	+ 30	- 26	- 27	- 8	+ 26
Juillet	45,33	+ 1,02	+ 0,48	+ 1,20	+ 3,14	+ 1,11	+ 0,46	+ 43	- 7	+ 19	- 21	- 39	- 12	+ 19
Août	45,23	+ 0,74	+ 0,44	+ 0,84	+ 2,34	+ 0,74	+ 0,63	+ 35	- 1	+ 13	- 9	- 28	- 1	+ 4
Septembre	45,20	+ 0,61	+ 0,92	+ 0,70	+ 2,09	+ 0,62	+ 0,98	+ 33	+ 3	- 11	- 1	- 26	+ 3	- 14
Octobre	45,19	+ 0,91	+ 1,47	+ 0,98	+ 2,13	+ 0,97	+ 1,26	+ 38	- 6	- 31	- 13	- 27	- 11	- 21
Novembre	45,01	+ 0,64	+ 1,27	+ 0,75	+ 1,43	+ 0,71	+ 1,07	+ 23	- 8	- 36	- 18	- 22	- 13	- 27
Décembre	44,84	+ 0,14	+ 1,61	+ 0,31	+ 1,89	+ 0,41	+ 1,28	+ 16	+ 9	- 57	+ 1	- 36	- 5	- 42
1985 Janvier	44,52	- 0,33	+ 1,55	- 0,07	+ 1,74	+ 0,12	+ 0,77	+ 3	+ 19	- 67	+ 8	- 41	- 3	- 31
Février	44,68	- 0,26	+ 1,75	+ 0,23	+ 1,52	+ 0,57	+ 0,98	+ 13	+ 26	- 66	+ 3	- 34	- 17	- 32
Mars	44,80	+ 0,05	+ 1,91	+ 0,37	- 0,25	+ 0,72	+ 1,26	+ 14	+ 13	- 72	- 5	+ 1	- 23	- 43
Avril	45,03	+ 0,20	+ 1,63	+ 0,56	- 1,45	+ 1,03	+ 1,83	+ 25	+ 15	- 50	- 3	+ 33	- 28	- 58
Mai	45,09	+ 0,25	+ 1,51	+ 0,46	- 1,34	+ 1,01	+ 1,80	+ 30	+ 19	- 39	+ 11	+ 34	- 21	- 52

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ A partir du 13 mars 1979.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu (1)	Cours-pivots bilatéraux en francs belges (2)	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies (3) = (1) × (2)	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu $\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,9008	
du 18 mai 1983 au 14 septembre 1984					
Mark allemand	0,828	20,0285	16,5836	36,93	1,42
Franc français	1,15	6,53144	7,5112	16,73	1,87
Livre sterling	0,0885	76,4806 ³	6,7685	15,07	—
Lire italienne	109	0,0319922	3,4872	7,77	5,53
Florin des Pays-Bas	0,286	17,7758	5,0839	11,32	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,8	1	3,8	8,46	2,06
Couronne danoise	0,217	5,51536	1,1968	2,67	2,19
Punt irlandais	0,00759	61,8732	0,4696	1,05	2,23
Total ...			44,9008	100,00	
depuis le 17 septembre 1984					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grèque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,2	92,3	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1983 1 ^{er} trimestre	96,7	95,1	94,1	120,0	128,7	145,2	74,2	80,5	53,0	119,2	66,9	151,0	84,1	87,5
2 ^e trimestre	95,6	93,5	93,2	123,5	128,8	146,9	70,2	84,3	51,8	117,6	67,5	150,9	83,1	88,7
3 ^e trimestre	93,9	91,4	91,1	127,8	125,8	147,5	68,4	84,9	50,5	115,8	67,4	151,0	80,0	88,8
4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
1984 Avril	95,5	93,0	90,0	127,7	126,4	160,2	67,2	79,8	48,7	115,8	67,4	147,7	78,8	86,7
Mai	95,0	92,2	89,4	131,3	124,6	158,9	66,3	79,9	48,2	114,5	66,9	146,6	77,9	88,2
Juin	95,3	92,5	89,6	132,1	125,5	157,4	66,7	79,5	48,3	114,1	66,9	145,5	78,0	86,4
Juillet	95,5	92,6	89,5	136,5	124,1	153,9	66,0	78,3	48,2	113,6	67,1	141,6	77,6	84,5
Août	95,6	92,7	89,4	136,9	123,3	155,0	65,6	78,4	47,7	113,0	67,1	141,9	77,2	84,0
Septembre	95,0	92,0	88,4	140,7	121,3	156,1	64,5	77,2	46,9	111,4	67,2	140,8	76,2	83,2
Octobre	94,9	91,8	88,0	142,3	120,8	156,4	64,3	75,5	46,5	111,1	67,1	140,7	76,1	81,5
Novembre	95,9	92,7	88,7	139,8	122,0	156,8	64,9	75,6	46,8	111,8	66,8	141,9	77,0	81,8
Décembre	95,8	92,6	88,3	143,2	120,3	156,3	64,1	73,8	46,6	110,4	66,3	139,7	76,5	81,1
1985 Janvier	96,3	93,2	88,4	146,2	120,0	154,3	63,9	71,4	46,6	109,9	65,8	136,4	76,5	80,8
Février	95,5	92,2	87,5	151,3	118,8	153,7	63,4	71,4	46,1	108,8	65,9	133,2	75,6	80,5
Mars	95,1	91,8	87,5	152,6	118,8	155,3	63,5	73,3	45,0	109,4	65,5	133,4	75,7	80,6
Avril	* 95,8	* 92,5	88,9	146,2	121,7	154,8	65,3	78,1	45,2	111,9	65,9	139,5	77,6	82,4

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970.* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 3, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n° 4,

octobre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n° 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n° 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVII^e année, tome I, n° 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », — *International Financial Statistics (F.M.I.), Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)	(8)	(9)	
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982 9 premiers mois	841,0	868,6	1.195,7	1.223,3	- 354,7	9,4	142,2	- 132,8	- 487,5
12 mois	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 3 premiers mois	269,0	275,2	453,6	459,8	- 184,6	3,1	47,0	- 43,9	- 228,5
6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 1 ^{er} mois	118,9	122,3	154,2	157,6	- 35,3	1,0	20,2	- 19,2	- 54,5
2 premiers mois	203,0	210,2	316,3	323,5	- 113,3	2,1	33,9	- 31,8	- 145,1
3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
4 premiers mois	444,1	458,8	638,7	653,4	- 194,6	4,0	68,8	- 64,8	- 259,4
5 premiers mois	529,5	547,8	774,9	793,2	- 245,4	5,0	88,1	- 83,1	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.121,7	1.147,4	- 327,5	7,8	119,9	- 112,1	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.228,0	1.257,3	- 334,6	9,1	140,5	- 131,4	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.464,7	1.501,2	- 351,0	11,2	163,8	- 152,6	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.565,7	1.606,1	- 369,8	12,4	184,9	- 172,5	- 542,3
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (13) = (8) à (12)	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶		
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)			
1977	- 161,7	- 1,5	- 48,6	- 211,8	0,0	- 211,8	+ 178,6	+ 16,4	+ 26,1		+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2
									Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	- 178,7	+ 1,8	- 56,9	- 233,8	0,0	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	- 204,8	- 0,7	- 79,3	- 284,8	0,0	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	- 292,0	+ 1,0	- 80,4	- 371,4	0,0	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	- 435,0	- 2,1	- 89,6	- 526,7	0,0	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982 9 premiers mois	- 487,5	+ 3,0	- 82,3	- 566,8	0,0	- 566,8	+ 193,0	0,0	+ 24,6	+ 248,0	+ 9,7	+ 92,4	- 0,9	+ 373,8
12 mois	- 486,8	- 8,8	- 110,1	- 605,7	0,0	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983 3 premiers mois	- 228,5	+ 5,9	- 29,6	- 252,2	0,0	- 252,2	+ 131,5	0,0	+ 13,7	+ 22,6	+ 4,4	+ 80,4	- 0,4	+ 120,7
6 premiers mois	- 396,7	- 3,8	- 52,1	- 452,6	0,0	- 452,6	+ 237,3	0,0	- 26,6	+ 160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+ 215,3
9 premiers mois	- 487,0	+ 3,9	- 75,2	- 558,3	0,0	- 558,3	+ 319,9	0,0	+ 3,7	+ 155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+ 238,4
12 mois	- 510,0	+ 4,8	- 96,0	- 601,2	0,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	- 1,4	- 10,3	- 66,2	0,0	- 66,2	+ 26,9	0,0	- 12,5	+ 57,0	+ 14,0	- 19,2	0,0	+ 39,3
2 premiers mois	- 145,1	+ 4,8	- 17,2	- 157,5	0,0	- 157,5	+ 95,1	0,0	+ 21,5	+ 47,5	+ 2,1	- 8,2	- 0,5	+ 62,4
3 premiers mois	- 222,8	+ 7,9	- 23,5	- 238,4	0,0	- 238,4	+ 107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+ 131,3
4 premiers mois	- 259,4	0,0	- 31,0	- 290,4	0,0	- 290,4	+ 160,0	0,0	+ 43,3	+ 38,4	+ 15,7	+ 33,0	0,0	+ 130,4
5 premiers mois	- 328,5	+ 6,0	- 39,7	- 362,2	0,0	- 362,2	+ 166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+ 195,9
6 premiers mois	- 419,3	+ 9,9	- 48,5	- 457,9	0,0	- 457,9	+ 243,2	0,0	+ 44,3	+ 133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+ 214,7
7 premiers mois	- 439,6	+ 2,6	- 56,5	- 493,5	0,0	- 493,5	+ 259,8	0,0	+ 36,1	+ 178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+ 233,7
8 premiers mois	- 466,0	+ 3,0	- 65,6	- 528,6	0,0	- 528,6	+ 266,8	0,0	+ 56,5	+ 184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+ 261,8
9 premiers mois	- 506,1	+ 2,4	- 71,8	- 575,5	0,0	- 575,5	+ 282,0	0,0	+ 47,1	+ 242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+ 293,5
10 premiers mois	- 503,6	+ 4,4	- 79,5	- 578,7	0,0	- 578,7	+ 396,2	0,0	+ 18,0	+ 158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+ 182,5
11 premiers mois	- 542,3	+ 7,2	- 86,3	- 621,4	0,0	- 621,4	+ 399,1	0,0	+ 38,8	+ 189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+ 222,3
12 mois	- 491,4	+ 14,5	- 94,2	- 571,1	0,0	- 571,1	+ 389,8	0,0	+ 30,9	+ 169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+ 181,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, l'emprunt spécial de trésorerie de 37 milliards.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ³ ⁴	Couverture ⁵			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				Variations de l'encours en francs belges			Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dettes en monnaies étrangères ⁷	Total
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1977	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	+ 17,6	+152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982 9 premiers mois	-487,5	- 8,8	-496,3	+ 24,5	+266,4	+290,9	0,0	+15,0	+190,4	+205,4
12 mois	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983 3 premiers mois	-228,5	- 9,5	-238,0	+108,0	+ 24,1	+132,1	0,0	+16,2	+ 89,7	+105,9
6 premiers mois	-396,7	-21,9	-418,6	+178,6	+157,7	+336,3	0,0	-19,4	+101,7	+ 82,3
9 premiers mois	-487,0	-15,6	-502,6	+220,9	+156,7	+377,6	0,0	+15,0	+110,0	+125,0
12 mois	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	+ 8,3	- 46,2	- 29,7	+ 71,0	+ 41,3	0,0	-12,5	+ 17,4	+ 4,9
2 premiers mois	-145,1	+ 0,7	-144,4	+ 18,3	+ 59,5	+ 77,8	0,0	+11,0	+ 55,6	+ 66,6
3 premiers mois	-222,8	+ 4,1	-218,7	+ 8,3	+110,4	+118,7	0,0	+10,3	+ 89,7	+100,0
4 premiers mois	-259,4	- 5,5	-264,9	+ 45,7	+ 82,9	+128,6	0,0	+14,5	+121,8	+136,3
5 premiers mois	-328,5	+ 0,5	-328,0	+ 37,1	+144,5	+181,6	0,0	+ 8,6	+137,8	+146,4
6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
7 premiers mois	-439,6	-13,6	-453,2	+ 87,3	+221,4	+308,7	0,0	+ 2,2	+142,3	+144,5
8 premiers mois	-466,0	-14,3	-480,3	+ 79,7	+237,0	+316,7	0,0	+15,5	+148,1	+163,6
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
10 premiers mois	-503,6	-21,9	-525,5	+172,7	+198,4	+371,1	0,0	-15,5	+169,9	+154,4
11 premiers mois	-542,3	-19,4	-561,7	+177,6	+222,5	+400,1	0,0	+ 5,6	+156,0	+161,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paratatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

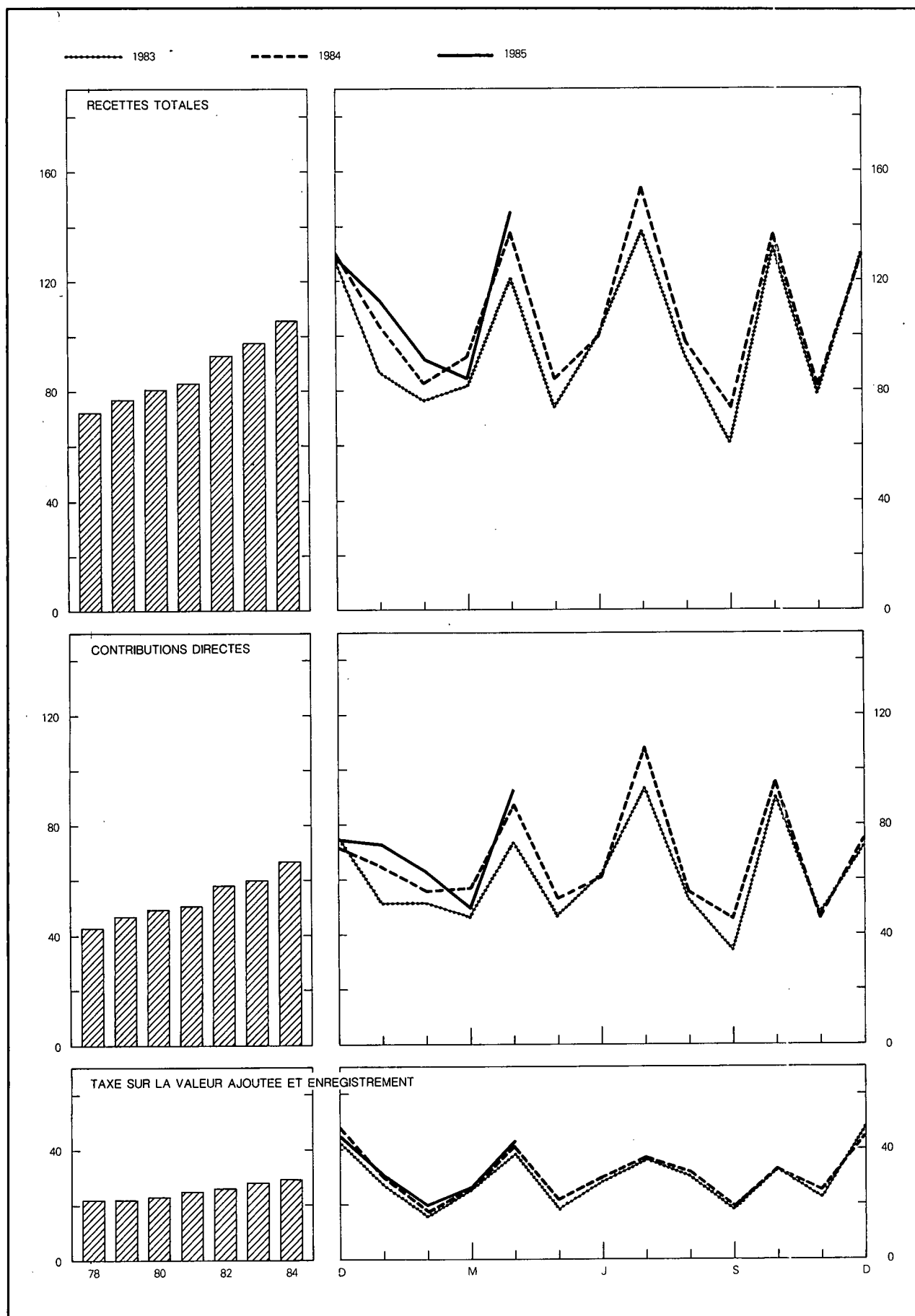
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3) + (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10) = (1) + (8) + (9)	(11) = (6) + (10)
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1983 1 ^{er} trimestre	149,4	2,5	24,3	67,5	241,2	2,9	244,1	26,0	72,0	247,4	250,3
2 ^e trimestre	181,9	33,5	25,5	84,6	292,0	2,8	294,8	33,6	89,1	304,6	307,4
3 ^e trimestre	179,2	38,5	25,6	83,9	288,7	2,7	291,4	30,2	88,5	297,9	300,6
4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,1	75,0	286,0	2,9	288,9	31,7	80,7	297,3	300,2
1984 Avril	86,8	34,7	8,9	40,4	136,1	0,9	137,0	10,7	42,3	139,8	140,7
Mai	52,9	0,7	8,2	21,4	82,5	1,0	83,5	10,0	23,3	86,2	87,2
Juin	60,1	1,8	9,3	29,2	98,6	1,0	99,6	11,2	31,1	102,4	103,4
Juillet	107,8	37,8	8,2	36,8	152,8	1,2	154,0	9,9	38,7	156,4	157,6
Août	55,3	0,4	9,2	31,9	96,4	1,1	97,5	11,0	33,8	100,1	101,2
Septembre	45,5	1,8	8,8	18,8	73,1	0,8	73,9	10,4	20,7	76,6	77,4
Octobre	95,2	39,7	7,7	32,5	135,4	1,1	136,5	9,5	34,4	139,1	140,2
Novembre	45,7	0,3	9,4	25,0	80,1	1,2	81,3	11,3	26,9	83,9	85,1
Décembre	74,7	28,5	8,3	44,1	127,1	1,2	128,3	10,1	45,9	130,7	131,9
1985 Janvier	72,7	1,3	9,2	30,0	111,9	1,1	113,0	9,7	31,9	114,3	115,4
Février	62,8	0,0	8,6	19,5	90,9	0,8	91,7	11,6	21,4	95,8	96,6
Mars	49,4	0,3	8,3	25,5	83,2	1,0	84,2	10,4	27,4	87,2	88,2
Avril	92,8	38,4	9,4	42,2	144,4	1,0	145,4	11,4	44,1	148,3	149,3

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1984			1984 : Avril			1985 : Avril		
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes ² :									
I. Contributions directes	801,4	.		86,8	.		92,8	.	
précompte immobilier	2,5	.		0,0	.		0,1	.	
précompte mobilier	114,2	122,0	- 7,8	13,2			12,0		
versements anticipés	146,8	150,0	- 3,2	34,7			38,4		
impôts de sociétés (rôles)	- 2,6	1,6	- 4,2	- 0,1			- 0,3		
impôts de personnes physiques (rôles)	25,1	13,7	+ 11,4	1,2			1,7		
précompte professionnel	492,4	488,0	+ 4,4	36,0			38,9		
divers	23,0	.		1,8			2,0		
II. Douanes et accises	103,9	.		8,9	.		9,4	.	
III. T.V.A. et enregistrement	352,6	.		40,4	.		42,2	.	
B. Recettes en capital ³	12,4	.		0,9	.		1,0	.	
Total ² ...	1.270,3	.		137,0	.		145,4	.	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.314,4	.		140,7	.		149,3	.	

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome 1, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome 1, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,4	—			1,5	222,8	—	34,9	12,6	0,1	4,0	277,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,4						755,3	—	17,4	16,5		0,0	810,6
Obligations	86,0	0,0	0,0	0,0	0,1	9,0	12,7	—	28,7	0,0	46,5	0,0	183,0
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	598,5	678,6	160,5	0,0	1.440,5
Divers	0,0	15,7	87,5		180,2		0,0	—	1,4	0,3	4,6	0,0	289,7
(Actions et parts)	(720,2)	(8,7)	(29,6)	(.)	(0,3)	(0,0)	(2,6)	(—)	(4,2)	(0,0)	(16,3)	(0,0)	(781,9)
Total ...	107,4	17,5	87,5	0,0	182,8	10,5	990,8	—	680,9	708,0	211,7	4,0	3.001,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	4,5	—	0,4	0,8		0,0	5,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	9,5	—	0,8	14,7	0,0	0,0	26,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,6	—	0,0	0,0	0,0	—	1,6
Obligations accessibles à tout placeur	38,5	2,0	0,0	0,3	0,2	0,0	16,3	1,9	20,0	1,5	10,0	0,0	90,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0		35,3	0,0	8,6	26,2	6,9	0,6	114,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0		0,0			11,5	—	0,8	79,8	0,2	0,0	97,9
Divers	26,0	2,8	15,2	0,8	1,1	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	16,4	67,5
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(38,5)	(24,7)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(66,2)
Total ...	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	53,2	73,7	1,9	30,6	123,0	17,1	17,0	404,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,6	0,0	—	5,1	0,0	1,9	89,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,3	173,9
Certificats à un an au plus	—	9,2	—	3,2	0,7	212,8	273,6	152,0	94,6	67,3	0,0	0,0	813,4
Obligations accessibles à tout placeur	499,6	10,2	—	7,7	12,7	14,2	355,2	16,9	196,9	53,8	120,0	0,0	1.287,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	117,5	119,9	0,0	11,3	0,2	1,3	0,0	250,4
Divers	—	15,7	—	0,0	21,3	0,7	6,2	0,0	16,3	6,5	2,3	0,0	69,0
Total ...	511,2	35,3	—	16,0	34,7	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	66,3	2.593,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	48,9	—	0,0	46,9	0,0	0,0	95,8
Obligations accessibles à tout placeur	79,1	0,1	0,0	0,6	0,6	0,1	47,4	4,5	27,8	10,6	16,2	0,0	187,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	9,7	21,1	0,0	17,2	14,2	2,2	1,4	65,8
Autres emprunts à plus d'un an	—	9,8	—	—	—	—	0,0	—	48,1	354,9	0,0	0,0	412,8
Divers	8,9	1,5	25,8	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,8	0,0	0,0	37,0
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	9,8	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	1,4	798,6
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	7,0	—	—	—	—	—	8,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	15,1	0,0	5,8	0,0	3,7	0,0	26,4
Réserves de sécurité sociale	21,9	—	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	37,5
Divers	96,9	0,0	14,7	0,0	0,0	0,1	4,3	—	2,6	0,0	5,7	47,6	171,9
Total ...	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	47,6	244,5
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,7	—	—	—	4,6	117,9	—	13,7	22,7	—	0,8	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	568,5	—	1,1	0,0	—	0,0	569,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.182,7	—	—	—	—	—	2.182,7
Obligations	24,7	0,0	0,0	0,3	0,0	—	69,8	0,0	3,0	0,1	5,4	0,0	103,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	65,5	—	—	—	15,3	—	—	—	—	—	80,8
Divers	—	10,8	20,1	—	2,3	—	22,1	—	38,0	1,3	0,0	0,0	94,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,0)	(.)	(.)	(—)	(20,1)	(—)	(0,5)	(—)	(5,7)	(0,0)	(28,6)
Total ...	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	0,8	3.192,5

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	751,8	8,5	1,9	32,8	5,4	—	—	0,0	15,6	2,2	6,8	0,0	825,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,6	9,9	0,0	0,4	0,0	—	0,0	17,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.200,7	—	—	—	0,0	—	—	3.200,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	103,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	103,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	377,5
Autres dépôts à un an au plus	330,0	0,1	—	0,0	3,4	—	—	—	3,9	0,1	0,0	0,0	337,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	323,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	323,1
Dépôts à plus d'un an	22,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	0,7	—	0,0	0,0	23,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	242,7	—	—	0,2	—	—	0,3	—	1,2	0,0	1,0	0,0	245,4
Divers	0,3	—	—	0,0	0,0	—	0,0	—	26,3	3,0	0,0	392,3	422,3
(Actions et parts)	(44,4)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(4,7)	(0,0)	(1,0)	(.)	(1,1)	(.)	(51,4)
Total ...	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	392,3	5.876,6
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	—	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,6	—	0,0	0,0	—	—	149,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	10,4	7,6	—	9,7	0,3	—	—	28,0
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	0,9	181,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	59,1	0,2	0,0	0,4	6,2	0,2	0,1	—	0,0	2,3	9,2	0,1	77,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	10,7	—	0,0	0,0	1,8	0,0	12,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	599,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	599,6
Autres dépôts à un an au plus	59,0	2,4	0,3	1,4	10,1	2,1	0,0	—	0,2	1,5	6,3	0,0	83,3
Dépôts à plus d'un an	79,7	0,0	—	—	0,0	0,4	—	—	—	—	—	—	80,1
Bons de caisse à un an au plus	27,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	27,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	350,6	0,0	—	0,0	0,0	—	4,2	—	1,0	0,5	0,4	0,0	356,7
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	38,5	0,0	0,7	21,1	0,0	34,2	27,3	0,0	3,2	0,3	0,0	34,2	159,5
(Actions et parts)	(4,6)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(0,8)	(.)	(7,6)
Total ...	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	36,9	42,4	0,0	4,4	4,6	17,7	34,3	1.398,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	11,8	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,3	0,0	12,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,8	0,5	0,0	1,9	0,9	—	0,0	4,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	2,1	—	0,0	13,2	0,0	0,0	15,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	124,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	124,3
Autres dépôts à un an au plus	32,1	8,8	—	21,6	7,3	3,7	0,6	—	0,6	0,1	2,5	0,0	77,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,9	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	47,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	18,5	—	1,5	0,0	0,0	0,0	20,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	562,1	0,7	0,0	0,5	5,3	3,5	78,5	1,8	62,7	15,0	29,1	0,0	759,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	106,0	25,8	—	62,0	2,1	18,1	15,5	230,1
Divers	2,4	0,2	66,2	0,0	0,0	7,6	20,6	—	1,5	4,6	0,0	97,6	200,7
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	113,1	1.491,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	61,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61,6
Réserves mathématiques	472,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	472,1
Divers	7,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,3	8,5
(Actions et parts)	(3,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,2)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)
Total ...	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	542,2
Secteurs indéterminés et ajustements	—	20,5	0,0	0,0	5,8	—	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	—	355,6
Total des créances	5.280,3	122,0	301,1	96,3	266,2	3.818,7	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	679,0	20.079,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8	—	18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(846,1)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(14,1)	(0,0)	(913,0)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	12,9	66,7
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(42,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(71,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	16,1	460,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers	—	19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	0,0	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2					0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5		0,0		0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	0,0	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	—	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	12,0	0,0	0,1	0,0	—	0,0	19,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	—	0,0	—	—	3.694,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	125,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	409,1
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	0,0	25,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	—	0,2	—	—	0,4	—	0,9	0,0	1,3	0,0	300,6
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	—	24,7	12,5	0,0	435,0	473,1
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(.)	(55,1)
Total	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	—	181,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	6,1	10,0	—	6,0	6,8	—	—	28,9
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	1,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	—	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	26,8	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	176,2
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)
Total	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	132,4
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	0,0	1,9	9,7
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)
Total	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3
Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	—	298,5	4,9	45,1	60,8	26,1	—	464,2
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.540,7	1.709,8	534,8	734,1	22.610,9

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	- 2,9	+ 0,5	-	.	.	- 0,8	- 4,3	-	+ 0,5	- 1,7	0,0	- 2,2	- 8,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	- 12,9	-	+ 1,1	+ 4,3	0,0	0,0	- 10,4
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	- 1,1	-	+ 0,5	0,0	+ 8,4	0,0	+ 5,8
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	- 10,2	+ 44,1	+ 9,7	0,0	+ 43,6
Divers	0,0	- 5,7	- 1,5	.	+ 21,1	+ 78,5	0,0	-	+ 0,6	+ 0,1	- 0,1	0,0	+ 93,0
(Actions et parts)	(+ 103,0)	(+ 0,7)	(+ 5,9)	(.)	(- 0,1)	(+ 0,3)	(+ 0,5)	(-)	(+ 0,3)	(+ 0,1)	(- 2,2)	(0,0)	(+ 108,5)
Total ...	- 3,4	- 5,2	- 1,5	0,0	+ 21,1	+ 76,2	- 18,3	-	- 7,5	+ 46,8	+ 18,0	- 2,2	+ 124,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 2,4	-	- 0,2	- 0,2	.	0,0	+ 2,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,2	- 0,5	-	- 0,8	- 5,4	0,0	0,0	- 1,6
Certificats à un an au plus	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	+ 0,7	-	0,0	0,0	0,0	-	+ 0,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,3	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,4	- 0,3	+ 0,4	+ 0,8	+ 1,1	0,0	+ 3,6
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 23,9	+ 3,7	0,0	+ 6,6	+ 3,3	+ 1,3	+ 2,6	+ 41,5
Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,1	0,0	.	0,0	0,0	+ 2,5	+ 0,2	-	0,0	+ 7,5	+ 0,3	0,0	+ 10,6
Divers	+ 1,0	- 1,6	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,6	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	- 3,5	- 0,8
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(+ 3,5)	(+ 1,9)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 5,4)
Total ...	+ 1,3	- 1,7	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 31,6	+ 7,9	- 0,3	+ 6,0	+ 6,0	+ 2,7	- 0,9	+ 56,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 0,1	0,0	-	- 4,1	0,0	+ 1,3	- 2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 19,3	- 24,2
Certificats à un an au plus	-	- 4,2	-	- 2,7	- 0,2	+ 73,4	+ 100,4	+ 40,4	+ 51,6	+ 72,9	0,0	0,0	+ 331,6
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,8	+ 1,0	-	+ 1,5	+ 2,8	- 10,3	+ 35,0	- 7,4	+ 16,9	- 1,8	+ 12,5	0,0	+ 58,0
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	+ 96,3	+ 16,1	0,0	+ 5,1	+ 2,9	- 0,1	0,0	+ 120,3
Divers	-	+ 3,3	-	0,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	0,0	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,2	0,0	+ 15,3
Total ...	+ 7,9	+ 0,1	-	- 5,3	+ 14,4	+ 160,6	+ 147,0	+ 33,0	+ 74,6	+ 75,4	+ 12,6	- 19,3	+ 501,0
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	- 0,1	-	-	-	-	-	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 18,5	-	0,0	- 11,7	0,0	0,0	+ 6,8
Obligations accessibles à tout placeur	- 2,1	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 1,6	- 0,9	- 0,8	+ 4,3	- 0,9	0,0	- 2,1
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 13,2	+ 27,6	0,0	+ 0,5	- 5,9	- 0,2	+ 1,0	+ 36,2
Autres emprunts à plus d'un an	-	+ 0,4	-	-	-	-	0,0	-	+ 0,5	+ 43,7	0,0	0,0	+ 44,6
Divers	+ 1,5	+ 0,2	- 1,3	.	0,0	.	0,0	-	+ 0,5	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,3
(Actions et parts)	(-)	(-)	(+ 0,2)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(+ 0,2)
Total ...	- 0,6	+ 0,6	- 1,3	- 0,1	0,0	+ 13,2	+ 44,4	- 0,9	+ 0,2	+ 30,3	- 1,1	+ 1,0	+ 85,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-	-	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	- 2,4	-	- 1,7	-	-	-	- 4,1
Certificats à un an au plus	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,4	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	0,0	+ 11,6	+ 5,0	+ 0,7	0,0	+ 16,3
Réserves de sécurité sociale	- 0,9	-	-	-	-	+ 1,6 ²	-	-	-	-	-	-	+ 0,7
Divers	+ 19,3	0,0	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,1	+ 0,2	-	+ 1,0	0,0	- 4,1	+ 4,0	+ 19,9
Total ...	+ 18,8	0,0	- 0,6	0,0	+ 0,1	+ 1,6	- 3,6	0,0	+ 10,9	+ 5,0	- 3,4	+ 4,0	+ 32,8
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	-	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 1,4
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.	- 0,4	.	.	.	- 2,0	- 0,4	-	+ 1,7	+ 3,6	.	+ 1,5	+ 4,0
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.	.	0,0	.	.	.	+ 124,2	-	+ 0,6	0,0	.	0,0	+ 123,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³ .....	.	.	.	.	.	.	+ 246,4	-	-	-	-	-	+ 246,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 24,6	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 24,6
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 52,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 52,0
Obligations	+ 63,6 ⁴	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	-	+ 5,2	0,0	+ 9,8	+ 0,1	+ 2,6 ⁴	0,0	+ 81,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	-	-	+ 4,7	-	-	-	- 0,7	-	-	-	-	+ 7,5	+ 11,5
Divers	+ 3,2	+ 0,2	+ 2,4	.	+ 0,3	.	- 1,2	-	- 1,5	+ 1,1	0,0	+ 68,7	+ 73,2
(Actions et parts)	(- 10,2) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,0)	(-)	(- 0,2)	(-)	(+ 1,6) ⁴	(0,0)	(- 3,1)
Total ...	+ 143,4	- 0,2	+ 7,1	+ 0,3	+ 0,3	- 2,0	+ 374,9	0,0	+ 9,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 77,7	+ 618,3

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 25,6	+ 1,1	+ 0,1	+ 2,7	- 0,7	-	-	0,0	+ 2,1	+ 2,0	- 0,6	0,0	+ 32,3
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 0,2	+ 2,1	0,0	- 0,3	0,0	-	0,0	+ 2,0
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 463,7	-	-	-	0,0	-	-	+ 463,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 6,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 16,0	+ 22,1
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 7,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 7,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 48,7	0,0	-	0,0	- 0,7	-	-	-	+ 0,3	+ 2,0	0,0	0,0	+ 50,3
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 86,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 86,0
Dépôts à plus d'un an	+ 1,6	-	-	-	0,0	-	0,0	-	+ 0,8	-	-	0,0	+ 2,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	-	-	0,0	-	-	+ 0,1	-	- 0,3	0,0	+ 0,3	0,0	+ 55,2
Divers	+ 0,1	-	+ 0,1	0,0	0,0	-	0,0	0,0	- 1,6	+ 9,5	0,0	+ 69,8	+ 77,9
(Actions et parts)	(+ 2,1)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(+ 1,4)	(0,0)	(+ 0,2)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 3,7)
Total	+144,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,7	- 1,4	+ 463,9	+ 88,2	0,0	+ 1,0	+13,5	- 0,3	+ 85,8	+799,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 31,4	-	0,0	0,0	-	-	+ 31,4
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	- 4,3	+ 2,4	-	- 3,7	+ 6,5	-	-	+ 0,9
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,4	+ 0,4
Total	-	-	0,0	0,0	-	- 4,3	+ 33,8	-	- 3,7	+ 6,5	-	+ 0,4	+ 32,7
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 2,1	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	-	0,0	- 0,6	+ 5,0	+ 0,8	+ 9,0
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	-	-	-	-	-	- 1,6	-	0,0	+ 0,1	- 1,8	0,0	- 3,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	+ 1,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 5,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 5,2
Autres dépôts à un an au plus	+ 7,9	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 0,6	- 0,4	0,0	-	+ 0,1	- 0,6	+ 4,0	0,0	+ 12,3
Dépôts à plus d'un an	+ 7,2	0,0	-	-	0,0	+ 0,2	-	-	-	-	-	-	+ 7,4
Bons de caisse à un an au plus	- 0,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 78,9	0,0	-	0,0	0,0	-	- 1,3	-	+ 0,2	- 0,5	+ 0,3	0,0	+ 77,6
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 5,3	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	- 7,4	+ 12,0	0,0	- 0,4	- 0,2	0,0	+ 7,3	+ 16,7
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 0,1)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 0,5)
Total	+107,5	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	- 7,5	+ 9,1	0,0	- 0,1	- 1,8	+ 7,5	+ 8,1	+125,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,2	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 1,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	- 0,6	- 0,5	0,0	- 0,6	+ 0,5	-	0,0	- 1,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	-	0,0	+ 1,3	0,0	0,0	+ 0,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 8,1	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 8,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 5,6	+ 1,5	-	- 2,1	- 0,8	- 0,1	- 0,1	-	0,0	- 0,1	+ 1,5	0,0	+ 5,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,4
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,9	-	- 1,5	0,0	0,0	0,0	- 3,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 91,7	0,0	0,0	- 0,1	- 0,2	0,0	+ 4,1	0,0	+ 14,8	+ 6,6	+ 8,1	0,0	+ 125,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 22,0	+ 5,3	-	+ 9,9	- 0,4	- 0,8	+ 1,1	+ 37,1
Divers	- 0,4	+ 0,1	+ 12,4	0,0	0,0	- 1,1	+ 10,0	-	- 0,7	- 2,1	0,0	+ 18,1	+ 36,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total	+105,8	+ 1,6	+12,4	- 2,2	- 1,0	+ 20,5	+ 15,4	0,0	+ 21,7	+ 6,1	+ 9,0	+ 19,2	+208,5
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 5,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 5,1
Réserves mathématiques	+ 44,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 44,8
Divers	- 0,4	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,6	+ 1,2
(Actions et parts)	(+ 0,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 0,1)	(-)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)
Total	+ 49,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,6	+ 51,1
Secteurs indéterminés et ajustements	-	- 1,1	0,0	0,0	+ 3,6	+ 7,5	+107,3	+ 0,1	+ 7,9	+ 22,6	+ 1,4	-	+149,3
Total des créances	+ 574,5	- 4,0	+ 18,9	- 4,5	+ 40,2	+ 761,3	+ 806,1	+ 31,9	+ 121,3	+ 215,2	+ 49,0	+ 174,4	+ 2.784,3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	107,4	17,5	87,5	0,0	182,8	395,2	10,5	990,8	—	680,9	708,0	211,7	2.591,4	4,0	3.001,1
2. Organismes publics d'exploitation	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	87,6	53,2	73,7	1,9	30,6	123,0	17,1	246,3	17,0	404,1
3. Etat (Trésor)	511,2	35,3	—	16,0	34,7	597,2	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	1.583,3	66,3	2.593,9
4. Secteur public non compris ailleurs	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	126,4	9,8	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	661,0	1,4	798,6
5. Sécurité sociale	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	135,0	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	45,9	47,6	244,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	891,7	69,1	143,2	17,8	219,6	1.341,4	436,6	2.052,4	175,3	1.133,8	1.386,2	380,2	5.127,9	136,3	7.042,2
7. Etranger	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	124,4	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	3.062,7	0,8	3.192,5
8. Organismes principalement monétaires	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	1.881,1	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	394,9	392,3	5.876,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	167,2	0,9	181,3
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	1.257,7	36,9	42,4	0,0	4,4	4,6	17,7	69,1	34,3	1.398,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	891,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	364,8	113,1	1.491,1
12. Autres institutions ¹	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	540,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	542,2
13. Total des intermédiaires financiers	4.363,9	20,9	72,3	78,2	38,5	4.573,8	3.377,5	680,0	1,8	192,6	46,1	75,5	996,0	541,9	9.489,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	20,5	0,0	0,0	5,8	26,3	.	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	329,3	—	355,6
15. Total des créances	5.280,3	122,0	301,1	96,3	266,2	6.065,9	3.818,7	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	9.515,9	679,0	20.079,5
Solde des créances et des dettes ...	2.279,2	- 282,1	- 2.292,8	- 702,3	21,7	- 976,3	626,2	57,6	0,6	21,4	3,5	- 56,4	26,7	323,4	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	16,1	460,1
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	118,9	7.833,1
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	.	298,5	4,9	45,1	60,8	26,1	435,4	—	464,2
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.540,7	1.709,8	534,8	10.742,4	734,1	22.610,9
Solde des créances et des dettes ..	2.661,8	- 342,1	- 2.904,4	- 697,0	29,1	- 1.252,6	949,8	64,6	- 0,2	16,8	10,2	- 58,5	32,9	269,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 3,4	- 5,2	- 1,5	0,0	+ 21,1	+ 11,0	+ 76,2	- 18,3	—	- 7,5	+ 46,8	+ 18,0	+ 39,0	- 2,2	+ 124,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 1,3	- 1,7	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 3,0	+ 31,6	+ 7,9	- 0,3	+ 6,0	+ 6,0	+ 2,7	+ 22,3	- 0,9	+ 56,0
3. Etat (Trésor)	+ 7,9	+ 0,1	—	- 5,3	+ 14,4	+ 17,1	+ 160,6	+ 147,0	+ 33,0	+ 74,6	+ 75,4	+ 12,6	+ 342,6	- 19,3	+ 501,0
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,6	+ 0,6	- 1,3	- 0,1	0,0	- 1,4	+ 13,2	+ 44,4	- 0,9	+ 0,2	+ 30,3	- 1,1	+ 72,9	+ 1,0	+ 85,7
5. Sécurité sociale	+ 18,8	0,0	- 0,6	0,0	+ 0,1	+ 18,3	+ 1,6	- 3,6	0,0	+ 10,9	+ 5,0	- 3,4	+ 8,9	+ 4,0	+ 32,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 24,0	- 6,2	- 0,9	- 5,2	+ 36,3	+ 48,0	+ 283,2	+ 177,4	+ 31,8	+ 84,2	+ 163,5	+ 28,8	+ 485,7	- 17,4	+ 799,5
7. Etranger	+ 143,4	- 0,2	+ 7,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 150,9	- 2,0	+ 374,9	0,0	+ 9,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 391,7	+ 77,7	+ 618,3
8. Organismes principalement monétaires	+ 144,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,7	- 1,4	+ 146,9	+ 463,9	+ 88,2	0,0	+ 1,0	+ 13,5	- 0,3	+ 102,4	+ 85,8	+ 799,0
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 4,3	+ 33,8	—	- 3,7	+ 6,5	—	+ 36,6	+ 0,4	+ 32,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 107,5	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	+ 110,6	- 7,5	+ 9,1	0,0	- 0,1	- 1,8	+ 7,5	+ 14,7	+ 8,1	+ 125,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 105,8	+ 1,6	+ 12,4	- 2,2	- 1,0	+ 116,6	+ 20,5	+ 15,4	0,0	+ 21,7	+ 6,1	+ 9,0	+ 52,2	+ 19,2	+ 208,5
12. Autres institutions ¹	+ 49,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 49,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,9	+ 0,6	+ 51,1
13. Total des intermédiaires financiers	+ 407,1	+ 3,5	+ 12,7	+ 0,4	0,0	+ 423,7	+ 472,6	+ 146,5	0,0	+ 19,8	+ 24,3	+ 16,2	+ 206,8	+ 114,1	+ 1.217,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	- 1,1	0,0	0,0	+ 3,6	+ 2,5	+ 7,5	+ 107,3	+ 0,1	+ 7,9	+ 22,6	+ 1,4	+ 139,3	—	+ 149,3
15. Total des créances	+ 574,5	- 4,0	+ 18,9	- 4,5	+ 40,2	+ 625,1	+ 761,3	+ 806,1	+ 31,9	+ 121,3	+ 215,2	+ 49,0	+ 1.223,5	+ 174,4	+ 2.784,3
Solde des créances et des dettes ..	+ 450,5	- 60,0	- 482,1	- 90,2	+ 7,4	- 174,4	+ 143,0	+ 7,1	- 0,8	- 4,6	+ 6,7	- 2,1	+ 6,3	+ 25,1	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LII^e an-

née, tome I, janvier 1977, LII^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²		Total	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹	
		En francs belges				En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)	Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes			Autres inter-médiaires financiers ¹⁰
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982 Septembre	851,8	783,2	310,2	126,2	2.071,4	- 354,4	1.031,5	142,4	1.025,7	1.031,9	50,5	164,5	7,7	188,5	- 185,0
Décembre	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Mars	842,0	787,1	350,5	121,6	2.101,2	- 422,7	1.147,2	137,5	1.034,3	1.041,2	49,6	197,3	5,4	154,1	- 201,5
Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,4	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,3
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	* 1.350,2	151,0	1.056,5	1.062,1	* 57,1	198,7	17,1	227,1	- 187,7
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	* 1.446,4	164,8	1.089,3	1.094,1	* 55,1	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	* 1.463,6	* 174,8	1.085,4	1.090,9	* 54,3	191,5	23,2	* 205,9	* - 218,0
Décembre	934,2	927,3	425,7	137,8	2.425,0	- 612,3	* 1.402,5	* 199,2	1.124,5	1.132,9	* 56,5	200,6	21,1	* 211,4	* - 178,5

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31- 3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	20,0	25,8	22,1	6,9	31,1	31,6	31,7	25,5	20,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7	11,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	65,4	67,2	45,6	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0	30,5
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	258,1	254,4	265,7	339,4	286,3	262,9	307,6	332,9	313,4	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8	333,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4	3,4
b) sur les organismes publics	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2	0,1
c) sur les banques de dépôts															
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	3,8	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	9,5	9,7	9,7	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8	12,3
— autres	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,6	12,1	12,0	5,7	13,2	10,5	7,6	4,1	2,0	7,3	9,5	5,3	0,8	—	—
b) effets commerciaux	32,1	41,2	46,4	34,4	41,2	42,3	39,8	19,0	7,5	46,2	45,5	40,2	6,8	—	—
c) avances	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,4	0,5	0,0	0,0	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1
b) autres	7,4	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	—
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	15,2	35,5	93,1	83,5	63,1	76,5	61,0	67,0	68,8	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1	68,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,5	12,0	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	3,7	5,9	6,0	7,0	9,3	6,5	6,8	10,1	7,1	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2	5,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	27,2	32,7	33,5	7,1	12,2	24,8	86,0	10,3	13,6	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5	5,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	8,0	10,2	12,8	11,9	12,1	12,7	10,9	11,6	11,6	12,6	11,4	12,9	11,8	16,3	* 11,9
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	* 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	327,4	349,7	359,0	364,2	370,1	369,5	358,4	385,8	380,5	383,3	372,4	395,0	379,4	381,9	* 373,2
— monnaie scripturale ⁵	0,5	0,8	0,7	0,4	0,9	0,4	0,3	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,3	64,6	172,0	253,2	246,0	254,6	248,8	267,0	277,6	278,8	269,9	268,5	286,7	292,1	* 267,8
TOTAL DU PASSIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-84	31-5-84	30-6-84	31-7-84	31-8-84	30-9-84	31-10-84	30-11-84	31-12-84	31-1-85	28-2-85	31-3-85	30-4-85
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	23,4	23,2	24,0	24,0	23,9	23,9	23,7	24,2	25,0	25,0	24,2	23,9	24,0
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	18,2	18,8	18,8	17,9	19,3	19,3	19,3	21,6	22,1	22,1	22,1	22,3	21,8
— Autres	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	0,7	0,8	0,8	0,8	1,8	1,8
3. Ecus	81,4	67,6	65,1	69,0	76,6	131,8	145,0	163,6	165,4	184,1	184,1	184,1	182,4
4. Accords internationaux	1,3	1,2	1,2	1,1	1,1	1,7	1,7	1,7	1,6	1,3	1,6	1,7	1,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	30,6	33,0	36,1	33,7	27,9	11,6	17,2	11,0	10,7	19,6	11,1	11,2	10,9
9. Autres : a) en monnaies étrangères	78,0	77,9	79,9	77,4	76,8	60,2	60,5	40,4	40,0	30,4	41,1	30,5	35,8
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	293,5	282,3	285,6	283,6	286,1	309,0	328,0	321,4	323,8	341,5	343,2	333,7	336,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,7	5,3	4,9	4,6	4,5	4,4	4,1	4,1	4,4	4,2	3,8	3,4	3,5
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	0,1	2,0	1,7	0,0	3,0	0,0	2,2	4,3	0,0	0,1	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,8	10,8	10,8	10,8	12,2	12,2	12,3	12,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	7,6	2,6	5,3	4,0	2,1	0,8	0,3	—	—	—	—	—	—
b) effets commerciaux	33,0	38,4	40,2	32,7	15,8	6,8	2,2	—	—	0,3	—	—	—
c) avances	0,1	0,2	0,2	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	202,9	197,1	185,9	190,6	203,9	191,5	172,9	194,0	200,6	147,2	145,8	165,1	166,9
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	80,1	84,6	86,7	90,0	90,2	86,2	93,1	77,0	80,1	65,6	89,9	68,3	64,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	709,4	698,0	696,3	696,3	692,1	686,0	690,9	683,8	698,4	652,3	671,5	659,5	660,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-84	31-5-84	30-6-84	31-7-84	31-8-84	30-9-84	31-10-84	30-11-84	31-12-84	31-1-85	28-2-85	31-3-85	30-4-85
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	40,7	15,5	12,0	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	7,1	7,5	6,3	7,8	7,0	6,7	5,5	6,6	6,2	6,4	5,6	5,2	5,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	48,1	23,3	18,6	10,4	7,3	7,1	5,8	6,9	6,5	6,7	5,9	5,5	5,6
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	14,2	12,6	12,9	12,2	11,1	11,8	12,4	11,5	16,3	11,8	* 11,9	* 11,9	* 11,9
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,1	* 0,0	* 0,1	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	374,7	388,9	395,0	382,2	379,3	379,4	379,1	376,1	381,9	364,1	*368,7	*373,2	*375,1
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,6	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	*0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	271,5	272,1	268,5	290,5	293,5	286,7	292,6	288,4	292,1	268,6	*284,0	*267,8	*266,5
TOTAL DU PASSIF ...	709,4	698,0	696,3	696,3	692,1	686,0	690,9	683,8	698,4	652,3	671,5	659,5	660,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,3	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,4	0,7	0,0	3,2	4,7	0,0	0,0	10,7	2,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,3	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,4	1,0	0,0	3,4	4,8	0,0	0,0	10,7	2,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,3	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,8	1,4	1,5	2,0	1,6	1,4	1,6	1,5	1,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,1	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	0,8	1,1	2,8	1,3
c) sur les banques de dépôts	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	77,5	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	86,8	91,7	92,1	101,5	84,3	82,8	92,5	84,5	*70,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,0	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,5	14,8	14,7	14,5	15,0	*15,0	*14,9	*14,8	*14,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	28,3	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	39,2	32,3	43,5	24,9	42,4	38,1	47,6	38,7	62,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,4	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,1	0,4	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3
b) effets commerciaux	1,7	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,8	1,2	0,0	6,3	0,6	0,0	0,0	1,5	0,3
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	0,1	1,8	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	23,1	12,2 ⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,3	13,8	14,6	15,3	13,9	15,4	15,0	14,2	*11,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,7	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,2	4,8	4,4	4,3
b) envers les organismes publics	1,1	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	1,5	1,1	2,8	1,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	8,7	7,5	12,9	5,6	5,9	5,2	10,9	6,8
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,3	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,2	15,2	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5	15,6
— monnaie scripturale	81,1	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	97,3	94,3	97,8	108,6	96,2	92,1	106,1	94,0	* 83,6
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,1	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	37,9	38,5	46,2	32,6	40,1	38,4	44,4	40,8	* 57,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,7	145,1 ⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	16,6	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	17,8	18,2	22,6	21,3	16,4	15,3	16,0	26,2	30,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	656,7	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	2.938,7	3.018,9	3.151,3	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9	4.049,9
b) en francs belges	65,0	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	140,0	159,9	160,8	172,9	167,5	175,2	177,1	186,2	191,5
Total des créances sur l'étranger	773,8	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.205,6	3.296,6	3.455,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7	4.517,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,6	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	10,8	9,5	10,1	9,6	11,0	10,0	11,3	10,3	14,4
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5
b) sur les organismes publics	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	8,7	7,4	12,9	5,6	5,8	5,1	10,9	6,8
c) sur les banques de dépôts	135,5	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	399,5	448,5	402,0	424,7	469,5*	492,6*	452,5*	450,3*	439,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,7	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	337,4	415,0	448,5	471,8	481,1	512,2	538,4	561,4	482,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	247,0	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	392,5	418,5	447,0	463,5	483,0*	476,4*	501,3*	484,5*	505,4
— autres	24,9	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	113,8	123,1	141,5	149,5	156,3	179,3	214,5	233,6	244,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	12,7	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	24,1	19,0	20,0	22,0	23,3	30,7	16,8	23,9	21,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	31,8	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,0	18,1	9,9	9,9	9,9*	9,9*	6,2*	16,7*	19,7
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	67,6	69,2	70,4	74,0*	71,6*	93,1*	94,4*	95,5
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	11,9	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	16,6	14,3	20,2	16,8	13,5	16,9	14,5	18,5	17,8
b) effets commerciaux	136,2	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	160,6	160,4	182,1	170,9	167,0	165,9	170,1	191,4	201,1
c) avances	371,7	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	821,1	810,1	806,5	834,9	863,0	818,1	859,0	866,3	904,9
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	15,4	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	17,0	16,7	16,1	15,3	23,3*	22,7*	22,4*	22,1*	23,2
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	30,6	32,9	32,6	34,5*	34,4*	33,1*	32,6*	32,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,2	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	10,0	5,4	4,4	2,5	2,6	17,1	21,4	23,2	21,1
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	13,6	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	73,9	54,3	67,9	87,2	96,4	139,6	101,1	95,7	104,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	39,9	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	75,4	71,3	74,1	69,0	64,8*	63,1*	64,4*	62,1*	58,1
— autres	12,3	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	48,9	51,0	51,2	51,7*	51,9*	55,6*	55,6*	59,9
D. Autres	139,1	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	377,4	373,5	399,2	408,2	437,5*	447,2*	450,9*	491,0*	538,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,2
b) en francs belges ¹	179,9	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	360,5	371,3	371,9	394,1	368,7	398,5	411,1	445,6	459,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	860,5	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	3.850,9	4.017,9	4.214,7	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6	5.448,3
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6	0,2	—	2,2
b) envers les organismes publics	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0
— autres	135,4	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	399,1	448,1	401,6	424,4	468,8	491,9	* 451,6	* 449,5	* 438,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	248,1	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	334,6	333,4	367,5	355,2	393,7	370,8	399,8	379,7	* 393,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1	* 1,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	* 486,5	* 464,6
— à plus d'un an :															
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,3
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,2	17,8	8,2	11,6
D. Autres	191,1	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	408,2	401,0	418,8	430,4	436,8	459,2	* 489,3	* 522,4	* 517,2
TOTAL DU PASSIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	25,0
— Prêts	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,1
— Autres	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	0,8
3. Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	165,4
4. Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	245,1
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	30,6	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	49,8	50,6	48,1	45,1	50,7	57,4	52,1	48,5	43,3	43,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	740,8	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.004,1	3.086,1	3.196,9	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.089,9
b) en francs belges	65,0	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	140,0	160,2	160,8	173,1	167,6	175,2	177,1	186,2	191,4	191,4
Total des créances sur l'étranger	1.009,3	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	3.514,2	3.629,5	3.772,7	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	4.842,8	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,3	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,5
b) sur les organismes publics	9,8	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,4	15,8	17,7	25,4	13,2	11,5	11,1	18,1	12,5	12,5
c) sur les banques de dépôts	137,0	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	403,6	454,1	405,8	429,3	469,7	499,4	457,6	450,4	445,5	445,5
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat¹ :																
a) à un an au plus	126,8	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	461,2	543,7	! 577,6	! 610,3	! 602,4	! 632,0	! 667,9	! 682,9	* 589,8	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	260,2	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	415,0	442,8	471,4	487,7	507,7	* 502,3	* 527,1	* 510,1	* 531,0	(7)
— autres	63,0	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,3	160,6	! 179,0	! 187,0	! 193,8	! 216,8	! 252,0	! 271,1	281,7	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics² :																
a) à un an au plus	41,0	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,3	51,3	63,5	46,9	65,7	68,8	64,4	62,6	83,6	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	32,9	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,0	18,9	10,5	10,5	10,5	* 10,5	* 6,8	* 17,4	* 20,4	(8)
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	67,6	69,2	70,4	74,0	* 71,6	* 93,1	* 94,4	* 95,5	(8)
3. Sur les entreprises³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	18,7	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	27,2	22,3	24,3	19,6	20,8	26,4	19,8	19,4	18,1	(9)
b) effets commerciaux	164,1	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	203,7	201,4	201,1	184,7	213,8	211,4	210,3	199,7	201,4	(9)
c) avances	372,1	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	821,5	810,6	806,5	834,9	863,4	818,6	859,2	866,3	905,0	(9)
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	16,3	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	17,7	17,4	16,8	15,8	23,8	* 23,2	* 22,9	* 22,6	* 23,7	(11)
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	30,6	32,9	32,6	34,5	* 34,4	* 33,1	* 32,6	* 32,8	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	(12)
b) autres	10,3	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	10,0	5,4	4,4	8,1	16,2	17,1	21,4	23,2	21,1	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	13,6	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	74,3	54,4	69,7	88,9	96,5	139,6	101,1	95,7	104,8	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	40,2	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	75,7	71,6	74,4	69,3	65,1	* 63,4	* 64,7	* 62,4	* 58,4	(14)
— autres	12,4	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	48,9	51,0	51,2	51,7	* 51,9	* 55,6	* 55,6	* 59,9	(14)
D. Autres	174,3	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	467,2	448,3	480,8	492,3	514,4	* 540,7	* 552,6	* 591,4	* 630,4	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.559,4	2.968,5 ⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans inté- grés des orga- nismes princi- alement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,6	12,0	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,2	
b) en francs belges ¹	183,2	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	367,3	378,1	382,0	401,2	375,5	405,1	417,4	452,3	465,3	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	863,9	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	3.936,9	4.028,2	4.228,3	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	5.454,8	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principale- ment monétaires :																
1. Pièces et billets	8,1	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,6	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,4	5,0	4,8	4,9	4,6	5,8	5,0	4,4	6,5	
b) envers les organismes publics	2,5	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,3	7,7	9,3	12,2	3,2	6,8	6,1	2,9	4,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	
— autres	142,3	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	456,8	409,1	437,3	474,7	497,8	457,0	460,4	446,2	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	310,8	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	384,9	373,6	401,0	395,9	398,8	387,6	410,5	394,9	397,5	(1)
— monnaie scripturale ³	330,4	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	432,3	428,0	465,7	464,3	490,1	463,2	506,2	473,9	477,8	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,2	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,1	39,6	40,4	48,0	34,5	42,1	40,3	46,3	42,7	58,8	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	(2)
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	486,5	464,6	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	(3)
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,3	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,9	17,8	8,2	11,6	(14)
D. Autres	228,3	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	662,8	649,8	685,8	708,0	715,6	729,1	757,8	809,1	809,3	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.559,4	2.968,5⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principale-ment monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

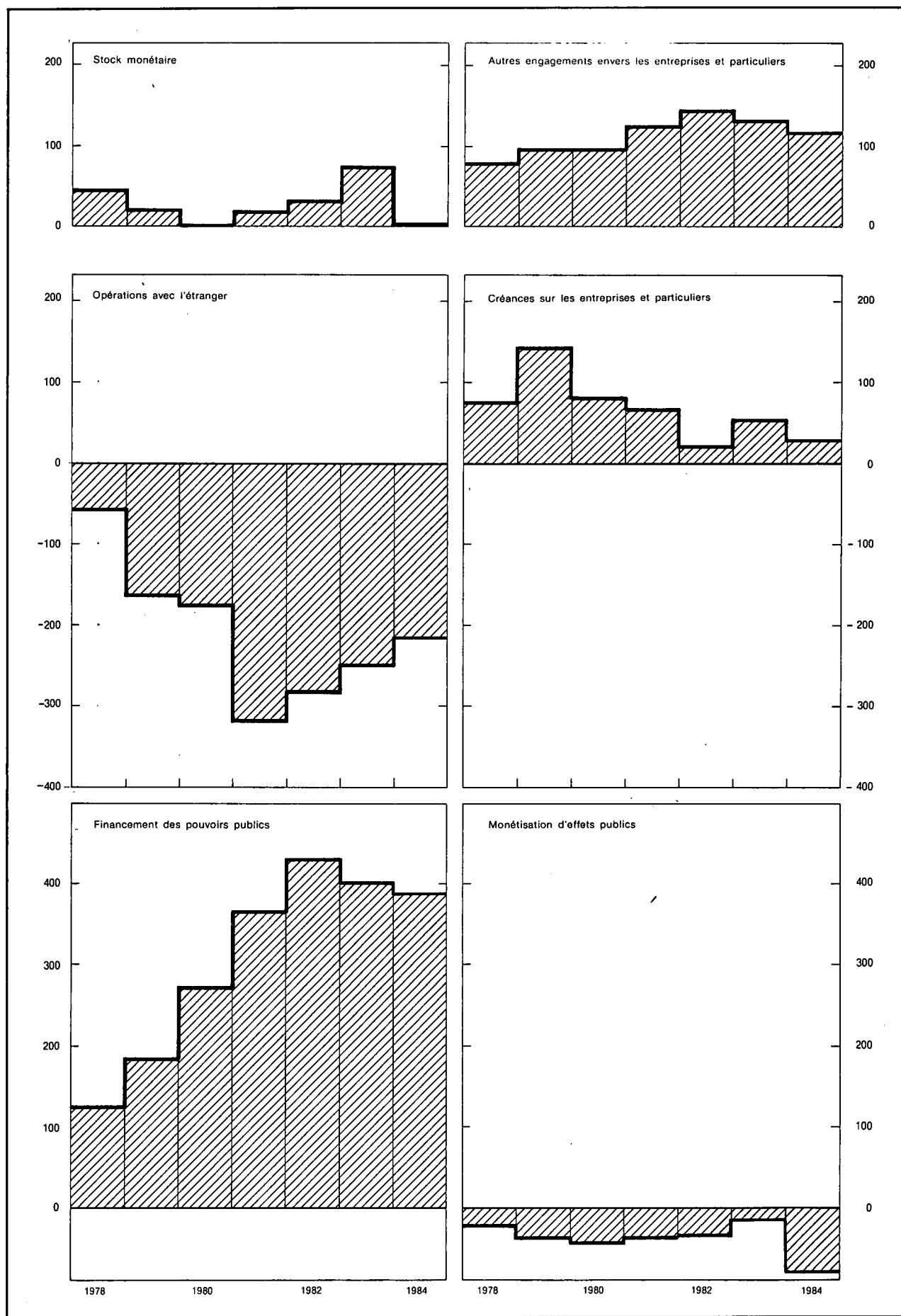
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 72,2	+ 37,3	+ 9,1	+ 121,8	* - 216,5	+ 30,8	* 0,0	- 1,4	- 4,3	* + 324,7	* + 54,0	* - 62,0	- 19,1	+ 21,2	- 5,6
1982 4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 5,8	+ 15,5	- 0,5	+ 25,8	- 10,8	+ 23,7	+ 2,0	- 0,8	+ 3,0	- 0,8	+ 9,3	- 6,9	- 1,3	- 10,3	+ 18,7
1983 1 ^{er} trimestre	- 14,7	- 1,9	+ 24,8	- 4,2	+ 4,0	- 126,2	- 14,3	- 1,9	- 2,4	- 3,8	+ 159,6	- 7,0	- 4,0	- 1,8	- 23,8	+ 29,6
2 ^e trimestre	+ 72,7	+ 0,5	+ 23,4	+ 0,3	+ 96,9	- 26,5	- 4,0	+ 2,7	+ 0,3	+ 1,6	+ 101,4	+ 4,7	- 5,2	- 1,2	+ 28,4	- 5,3
3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	- 56,7	+ 15,7	- 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 101,7	- 16,2	- 10,0	+ 7,0	+ 14,0	- 17,2
4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 34,6	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 10,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	- 33,5	- 40,0	* - 0,2	+ 3,3	- 1,5	* + 88,5	* + 1,3	* - 12,0	- 15,3	+ 31,2	* + 12,5
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	- 109,2	+ 32,0	* - 1,8	+ 1,1	+ 0,9	* + 174,5	* + 15,2	* - 13,8	- 4,6	- 21,7	* - 7,7
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	* - 38,3	- 3,2	* - 0,5	- 0,9	- 0,7	* + 84,2	* + 11,5	* - 19,8	0,0	* + 3,6	* - 37,9
4 ^e trimestre	+ 22,6	- 1,6	+ 13,1	- 9,5	+ 24,6	* - 35,6	+ 42,0	* + 2,6	- 5,0	- 2,9	* - 22,5	* + 25,9	* - 16,3	+ 0,9	* + 8,0	* + 27,5

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées, qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net: crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série: l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total (8) = (3) + (7)
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982 Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	851,8
Décembre	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,8	367,5	465,7	866,7	48,0	914,7
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Février	15,1	379,9	383,5	0,3	96,3	357,9	454,5	838,0	32,0	870,0
Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Avril	15,3	388,9	390,0	0,2	110,9	372,9	484,0	874,0	35,6	909,6
Mai	15,4	401,5	404,2	0,3	100,8	376,4	477,5	881,7	38,6	920,3
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Juillet	15,5	394,4	397,6	0,3	102,8	386,6	489,7	887,3	51,2	938,5
Août	15,5	390,4	394,9	0,2	103,4	368,4	472,0	866,9	39,9	906,8
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Octobre	15,5	391,5	394,6	0,3	98,4	377,2	475,9	870,5	44,6	915,1
Novembre	15,5	387,6	391,6	0,3	94,0	382,4	476,7	868,3	36,1	904,4
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,7	393,9	480,9	878,4	55,8	934,2
1985 Janvier	15,5	375,9	379,6	0,3	111,6	400,5	512,4	892,0	37,6	929,6
Février	15,5	380,7	384,4	0,2	103,6	383,6	487,4	871,8	41,3	913,1

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale ² détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale		Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total		
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers						(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982 Septembre	374,5	428,4	92,4	520,8	895,3	35,3	12,7	48,0	943,3
Décembre	374,2	425,2	92,6	517,8	892,0	39,6	8,8	48,4	940,4
1983 Mars	366,0	421,8	88,0	509,8	875,8	40,4	9,8	50,2	926,0
Juin	392,3	459,8	96,6	556,4	948,7	48,0	15,9	63,9	1.012,6
Septembre	388,3	457,6	101,1	558,7	947,0	34,5	15,2	49,7	996,7
Décembre	386,5	477,2	95,9	573,1	959,6	42,1	12,4	54,5	1.014,1
1984 Mars	376,1	449,3	105,9	555,2	931,3	40,3	11,7	52,0	983,3
Juin	396,1	488,8	112,4	601,2	997,3	46,3	21,5	67,8	1.065,1
Septembre	382,8	456,0	109,1	565,1	947,9	42,7	15,9	58,6	1.006,5
Décembre	381,6	456,8	104,1	560,9	942,5	58,8	9,4	68,2	1.010,7

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²							Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁴	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷	
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)		
1977	230,9	-108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0	
1978	221,7	-145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0	
1979	232,2	-265,7	- 33,5	- 35,1	-120,0	-155,1	+ 15,3	- 7,8	-162,6	+ 32,6	-122,5	
1980	332,3	-384,2	- 51,9	+ 11,8	-113,7	-101,9	+ 87,0	- 13,4	-175,5	+ 29,0	- 72,9	
1981	274,1	-505,1	-231,0	- 71,5	-103,2	-174,7	+138,7	+ 6,4	-319,8	+114,3	- 60,4	
1982	238,1	-592,3	-354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+191,5	- 2,9	-282,8	+ 92,2	- 2,0	
1983	266,2	-774,0	-507,8	- 24,2	-130,1	-154,3	+100,8	- 5,1	-250,0	+115,1	- 39,2	
1984	317,3	-929,3	-612,0	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5	+ 55,9	- 21,4	
1982 4 ^e trimestre	238,1	-592,3	-354,2	- 56,0	+ 26,8	- 29,2	- 17,6	- 0,8	- 10,8	+ 39,9	+ 10,7	
1983 1 ^{er} trimestre	221,6	-644,3	-422,7	- 41,4	- 62,6	-104,0	+ 24,6	- 2,4	-126,2	+ 55,3	- 48,7	
2 ^e trimestre	322,6	-721,3	-398,7	+ 93,2	- 67,4	+ 25,8	+ 52,0	+ 0,3	- 26,5	+ 0,8	+ 26,6	
3 ^e trimestre	299,8	-755,4	-455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	+ 7,2	- 0,6	- 56,7	+ 29,7	- 20,4	
4 ^e trimestre	266,2	-774,0	-507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3	
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	-760,8	-532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	+ 5,3	+ 3,3	- 33,5	+ 23,5	- 1,4	
2 ^e trimestre	267,0	-826,6	-559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	+ 71,6	+ 1,1	-109,2	+ 22,7	- 13,8	
3 ^e trimestre	301,9	-882,2	-580,3	+ 21,9	- 17,9	+ 4,0	+ 43,2	- 0,9	* - 38,3	- 3,8	+ 0,2	
4 ^e trimestre	317,2	-929,6	-612,3	+ 6,4	- 26,4	- 20,0	* + 20,6	- 5,0	* 35,6	+ 13,6	- 6,4	

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période										Variations aux cours de change des transactions ^a		
	Avoirs bruts au comptant					Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷		Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords inter- nationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1977	72,3	57,7	6,5	101,2	0,4	238,1	3,7	23,4	10,2	37,3	0,0	200,8	- 8,6
1978	72,5	49,6	—	106,1	0,4	228,6	6,1	26,7	10,2	43,0	- 16,2	169,4	- 27,8
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	—	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1983 1 ^{er} trimestre	58,2	47,4	103,7	65,4	1,2	275,9	7,0	79,0	23,6	109,6	- 149,5	16,8	- 41,4
2 ^e trimestre	58,2	46,8	134,0	67,2	1,2	307,4	10,3	0,0	23,6	33,9	- 162,0	111,5	+ 99,3
3 ^e trimestre	58,2	46,7	141,2	45,6	1,1	292,8	13,6	6,3	23,6	43,5	- 168,2	81,1	- 30,4
4 ^e trimestre	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 49,6
1984 1 ^{er} trimestre	58,2	44,9	101,5	67,8	1,3	273,7	7,0	80,5	23,6	111,1	- 166,7	- 4,1	- 36,8
2 ^e trimestre	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 50,1
3 ^e trimestre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	—	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 46,6
4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	—	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	—	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,8
1984 Mars	58,2	44,9	101,5	67,8	1,3	273,7	7,0	80,5	23,6	111,1	- 166,7	- 4,1	- 6,0
Avril	58,2	44,0	81,4	78,0	1,3	262,9	7,4	40,7	23,6	71,7	- 163,6	27,6	+ 33,0
Mai	58,2	44,4	67,6	77,9	1,2	249,3	7,8	15,5	23,6	46,9	- 163,6	38,8	+ 11,6
Juin	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 5,5
Juillet	58,2	44,2	69,0	77,4	1,1	249,9	8,1	2,3	23,6	34,0	- 169,6	46,3	+ 3,6
Août	58,2	45,5	76,6	76,8	1,1	258,2	7,3	—	23,6	30,9	- 169,6	57,7	+ 11,3
Septembre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	—	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 31,7
Octobre	58,2	45,4	145,0	60,5	1,7	310,8	5,8	—	23,6	29,4	- 176,1	105,3	+ 2,0
Novembre	58,2	46,5	163,6	40,4	1,6	310,3	6,9	—	23,6	30,5	- 167,7	112,1	+ 1,7
Décembre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	—	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 3,6
1985 Janvier	58,2	48,0	184,1	30,4	1,3	322,0	6,7	—	23,6	30,3	- 159,8	131,9	+ 8,2
Février	58,2	47,1	184,1	41,1	1,6	332,1	5,9	—	23,6	29,5	- 170,5	132,1	- 0,3
Mars	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	—	23,6	29,1	- 158,8	134,6	- 0,2
Avril	58,2	47,6	182,4	35,8	1,6	325,6	5,6	—	23,6	29,2	- 161,5	134,9	+ 1,0

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus (depuis 1979), ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

^a Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982 Septembre ..	108,2	169,5	101,1	32,3	620,5	1.031,6	143,5	713,9	11,1	868,5	1.900,1
Décembre ...	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Mars	114,0	168,3	99,3	30,0	629,1	1.040,7	154,5	712,2	15,6	882,3	1.923,0
Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ...	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ..	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Four mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982 Septembre ..	32,3	196,5	802,8	1.031,6	10,3	17,3	27,6	22,0	179,2	802,8	1.004,0	0,2
Décembre ...	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Mars	30,0	200,6	810,1	1.040,7	15,7	40,7	56,4	14,3	159,9	810,1	984,3	0,5
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre ...	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre ...	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982 Septembre ..	31,8	120,0	716,7	868,5	8,4	57,9	66,3	23,4	62,1	716,7	802,2	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	20,8	59,4	80,2	18,7	69,5	713,9	802,1	8,4
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre ...	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
C. Total												
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982 Septembre ..	64,1	316,5	1.519,5	1.900,1	18,7	75,2	93,9	45,4	241,3	1.519,5	1.806,2	12,7
Décembre ...	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,0	1.923,0	36,5	100,1	136,6	33,0	229,4	1.524,0	1.786,4	8,9
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre ...	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre ...	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XI, II^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire: Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982 Septembre ..	0,0	0,3	0,3	3,3	13,4	16,7	3,3	13,4	0,3	17,0	3,9
1982 Décembre ...	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	7,2	33,7	40,9	7,2	33,7	0,5	41,4	6,5
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
1983 Décembre ...	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
1984 Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
1984 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
1984 Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	4,7	16,3	21,0	4,7	16,3	0,0	21,0	0,0
1982 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Mars	0,0	0,0	0,0	15,5	16,0	31,5	15,5	16,0	0,0	31,5	0,2
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
1983 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
1984 Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
1984 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
1984 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
C. Total											
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982 Septembre ..	0,0	0,3	0,3	8,0	29,7	37,7	8,0	29,7	0,3	38,0	3,9
1982 Décembre ...	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	22,7	49,7	72,4	22,7	49,7	0,5	72,9	6,7
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
1983 Décembre ...	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
1984 Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
1984 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
1984 Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982 Septembre ..	32,3	196,5	803,1	1.031,9	6,7	3,7	10,4	25,6	192,8	803,1	1.021,5	4,1
Décembre ...	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Mars	30,0	200,6	810,6	1.041,2	8,1	5,8	13,9	21,9	194,8	810,6	1.027,3	7,0
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre ...	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre ...	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ...	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
Décembre ...	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982 Septembre ..	31,8	120,0	716,7	868,5	3,6	41,2	44,8	28,2	78,8	716,7	823,7	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	5,1	43,0	48,1	34,4	85,9	713,9	834,2	8,6
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre ...	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ...	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
Décembre ...	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
C. Total												
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982 Septembre ..	64,1	316,5	1.519,8	1.900,4	10,3	44,9	55,2	53,8	271,6	1.519,8	1.845,2	16,6
Décembre ...	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,5	1.923,5	13,2	48,8	62,0	56,3	280,7	1.524,5	1.861,5	15,6
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre ...	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre ...	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ...	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
Décembre ...	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Encaisse en or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0
Prêts	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1
Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4
Monnaies étrangères	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :	0,0	0,0	0,0						
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2
Autres	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6
Avance au F.M.I.	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or à terme ..	0,0	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	45,3	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	4,1	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—
Banques	0,1	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1
Effets publics :									
Effets publics belges	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ..	—	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,6	0,4	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	0,9	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6
Fonds publics	5,5	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1
Total de l'actif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Billets en circulation	307,2	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,3	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—
Banques de Belgique	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,6	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—
Valeurs à payer	2,1	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9
Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords d'aide financière	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3
Autres accords	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	10,5	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8
Réserve extraordinaire	2,3	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0
Bénéfice net à répartir	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0
Total du passif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1984 6 février	1985 4 février	1984 5 mars	1985 4 mars	1984 9 avril	1985 5 avril	1984 7 mai	1985 6 mai
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	23,7	25,0	23,4	24,2	23,4	23,9	23,4	24,0
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	18,9	22,1	19,1	22,4	19,1	22,3	17,7	19,8
Ecus	132,4	184,1	121,6	184,1	92,3	184,1	79,0	182,4
Monnaies étrangères	44,6	31,0	57,4	40,1	65,9	30,4	78,5	38,5
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	26,2	25,6	26,2	25,6	30,3	25,6	30,3	21,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,3	1,3	1,3	1,6	1,3	1,7	1,3	1,6
Avances au F.M.I.	2,4	0,8	2,4	0,8	2,4	1,8	2,4	1,8
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	0,0	0,0	20,7	0,0	0,0	0,0	1,2
Effets de commerce	79,2	10,9	102,5	13,0	94,2	20,4	62,2	11,7
Avances sur nantissement	2,8	0,0	6,9	0,0	0,0	11,4	0,4	0,0
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	193,9	165,3	196,0	150,8	208,6	149,6	209,0	174,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,1	0,8	1,2	0,8	1,1	0,8	1,0	0,8
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,4	4,1	4,9	3,5	4,8	3,4	5,1	3,5
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	12,7	14,2	12,8	14,3	12,8	14,1	12,8	14,1
Immeubles, matériel et mobilier	2,9	3,4	2,9	3,4	2,9	3,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	17,6	18,8	18,2	19,8	18,5	20,1	18,5	20,1
Divers	24,6	17,5	35,9	20,1	26,5	19,5	31,5	18,8
	721,4	657,6	765,4	677,9	736,8	665,2	708,7	669,8
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	24,4	22,7	23,3	21,2	21,7	19,6	21,1	18,8
PASSIF								
Billets en circulation	385,0	380,1	385,8	386,1	388,1	389,5	392,9	394,1
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	3,0	2,3	2,3	1,8	2,2	2,0	2,7	2,1
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,8	14,8	12,7	13,5	22,0	13,7	12,2	12,9
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,4	4,1	4,9	3,5	4,8	3,4	5,1	3,5
Autres accords	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	55,2	0,0	96,5	0,0	60,3	0,0	35,8	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	192,9	184,1	192,9	184,1	193,9	184,1	193,9	182,4
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	1,1	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Caisse de Pensions du Personnel	17,6	18,8	18,2	19,8	18,6	20,1	18,5	20,1
Divers	14,0	14,4	15,6	19,2	10,5	14,4	11,2	16,0
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	12,5	13,9	12,5	13,9	12,4	13,9	12,4	13,9
	721,4	657,6	765,4	677,9	736,8	665,2	708,7	669,8
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	24,4	22,7	23,3	21,2	21,7	19,6	21,1	18,8
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1983 1 ^{er} trimestre	1.266	249,5	86,4	442,8	872,8	434,7	872,8	2.623,1	97
2 ^e trimestre	1.265	277,2	89,6	478,2	914,3	432,9	914,3	2.739,7	97
3 ^e trimestre	1.266	270,4	88,6	411,0	784,0	444,0	784,0	2.423,1	94
4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
1984 Mars	1.258	242,3	82,3	459,6	901,9	482,1	901,9	2.745,5	97
Avril	1.256	261,6	85,0	483,5	869,3	437,2	869,3	2.659,3	97
Mai	1.255	276,1	90,5	540,4	1.022,0	570,1	1.022,0	3.154,5	96
Juin	1.254	250,8	92,2	514,9	1.001,3	503,7	1.001,3	3.021,3	97
Juillet	1.255	274,3	87,4	505,1	922,4	523,3	922,4	2.873,2	97
Août	1.255	241,9	86,4	434,5	841,8	451,8	841,8	2.569,9	97
Septembre	1.256	208,0	83,4	404,6	775,2	414,6	775,2	2.369,6	96
Octobre	1.258	256,9	82,4	501,8	891,9	481,3	891,9	2.766,9	97
Novembre	1.260	223,7	84,2	455,5	886,8	460,6	886,8	2.689,7	97
Décembre	1.261	228,0	79,3	448,9	677,8	404,8	677,8	2.209,3	95
1985 Janvier	1.261	320,1	85,3	512,2	1.059,8	526,2	1.059,8	3.158,0	97
Février	1.261	255,7	93,2	525,3	1.062,5	535,1	1.062,5	3.185,4	97
Mars	1.261	242,9	89,8	474,7	965,1	495,5	965,1	2.900,4	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.
² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 29 févr.	1985 28 févr.	1984 31 mars	1985 31 mars
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	13,6	14,0	14,2	18,5	12,9	12,8	12,5	13,4
Prêts au jour le jour	49,4	63,2	90,4	146,6	169,1	227,7	100,3	143,3
Banquiers	1.517,9	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.116,7	2.720,5	2.202,5	2.757,3
Maison-mère, succursales et filiales	703,9	795,6	949,9	1.133,1	1.049,0	1.368,1	970,3	1.259,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	45,0	41,9	49,4	64,2	51,4	66,2	50,9	69,4
Portefeuille-effets	535,3	663,6	823,5	885,9	814,8	903,2	868,1	913,3
a) Effets publics	281,1	408,4	562,9	569,7	561,1	587,5	604,5	596,3
b) Effets commerciaux ^a	254,2	255,2	260,6	316,2	253,7	315,7	263,6	317,0
Reports et avances sur titres	1,4	1,5	2,1	2,8	2,1	2,9	2,4	2,3
Débiteurs par acceptations	77,0	68,9	69,5	60,8	73,5	63,8	75,3	66,4
Débiteurs divers	1.478,9	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.839,8	2.149,6	1.835,7	2.018,5
Valeurs mobilières	657,4	713,2	914,7	1.122,7	934,3	1.215,3	941,2	1.234,7
a) Fonds publics belges	567,2	612,3	735,6	828,8	736,2	881,4	729,6	898,3
b) Autres titres d'emprunt	89,3	99,7	177,2	289,7	196,3	330,1	209,2	332,7
c) Actions et parts de sociétés	0,6	0,9	1,6	2,5	1,5	2,1	2,1	2,0
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	1,7	0,3	1,7
Valeurs de la réserve légale	2,5	2,8	3,3	3,7	3,4	3,8	3,4	3,7
Participations	28,6	35,3	43,3	47,2	43,2	48,7	42,6	48,9
a) Filiales	16,0	21,5	28,8	31,9	28,5	33,2	28,0	32,9
b) Autres participations	12,6	13,8	14,5	15,3	14,7	15,5	14,6	16,0
Frais de constitution et de premier établissement	1,4	1,5	1,6	1,9	1,6	1,9	1,6	1,9
Immeubles	23,1	23,5	24,4	24,6	24,4	24,7	24,6	25,0
Participations dans les filiales immobilières	1,6	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	4,1	5,4	6,9	8,4	7,2	8,7	7,2	8,6
Divers	150,3	177,3	193,2	264,6	191,2	294,4	183,0	254,2
Total de l'actif	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	7.336,5	9.114,3	7.323,6	8.822,1
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	114,4	122,3	123,9	83,7	127,9	82,9	127,2	83,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,5	0,1	0,1	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

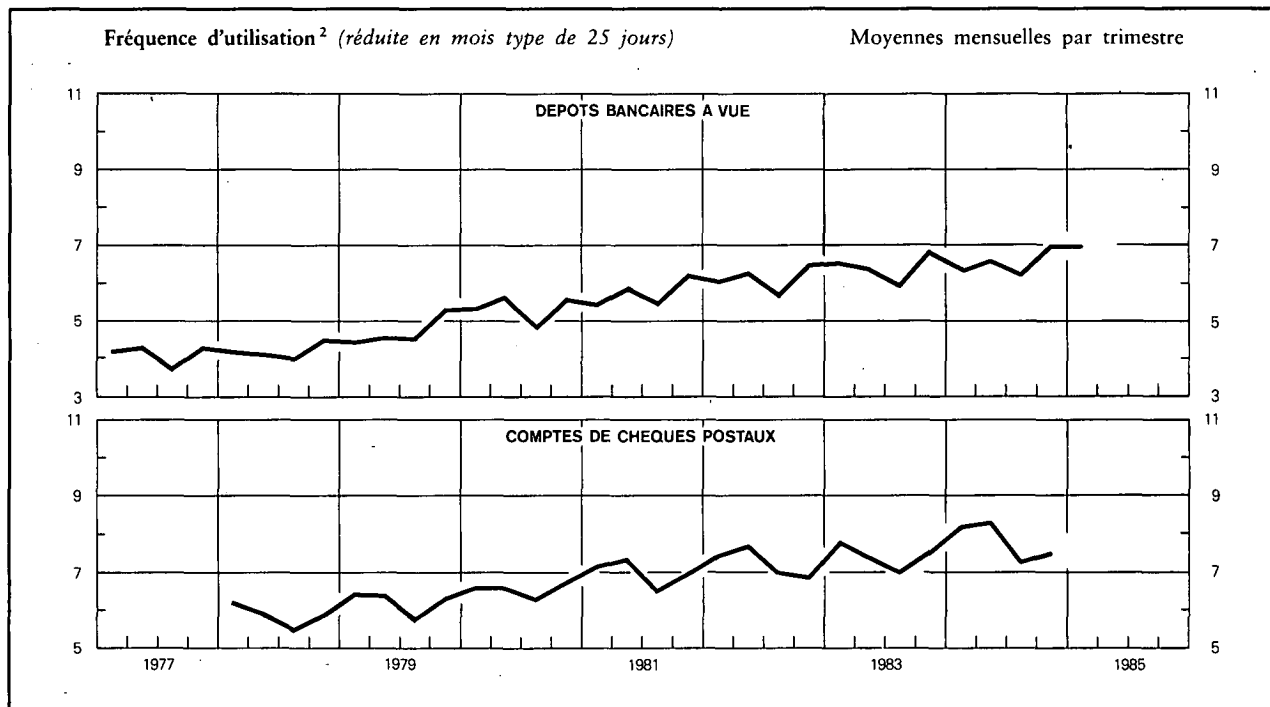
Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 29 fév.	1985 28 fév.	1984 31 Mars	1985 31 Mars
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	5,6	7,5	7,5	10,9	5,1	5,6	7,2	6,4
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,1	5,8	7,3	8,4	4,9	5,4	5,5	6,0
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,7	0,2	2,5	0,2	0,2	1,7	0,4
Emprunts au jour le jour	94,2	130,9	168,1	257,7	217,5	295,3	199,6	217,2
a) Couverts par des sûretés réelles	7,9	10,4	8,1	5,5	2,9	3,2	9,7	5,6
b) Non couverts par des sûretés réelles	86,3	120,5	160,0	252,2	214,6	292,1	189,9	211,6
Banquiers	2.656,9	3.062,7	3.595,4	4.142,7	3.691,7	4.565,2	3.659,7	4.430,5
Maison-mère, succursales et filiales	445,9	526,6	701,7	921,4	722,0	1.166,4	684,9	1.061,0
Acceptations	77,0	68,9	69,5	61,1	73,5	63,8	75,3	66,4
Autres valeurs à payer à court terme	28,2	34,7	39,3	51,5	40,3	52,3	33,9	50,4
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,6	4,8	6,2	8,1	5,8	7,2	6,4	7,1
Dépôts et comptes courants	1.452,1	1.620,8	1.845,5	2.015,9	1.845,4	2.069,3	1.908,7	2.103,6
a) A vue	388,2	422,7	489,6	504,5	460,9	508,2	477,1	497,9
b) A un mois au plus	272,7	347,9	403,1	485,1	438,3	514,7	453,5	501,2
c) A plus d'un mois	376,7	419,9	469,5	505,0	450,1	512,9	482,1	568,2
d) A plus d'un an	8,2	14,0	10,6	10,7	11,3	11,4	10,6	11,4
e) A plus de deux ans	25,0	27,9	44,4	42,7	47,2	44,0	47,6	43,5
f) Carnets de dépôts	380,0	387,1	426,8	466,4	436,1	476,4	436,3	479,7
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Obligations et bons de caisse	238,4	293,9	352,3	390,8	357,0	402,3	363,6	409,9
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,6	1,5	1,7	1,5	1,5	1,5	1,7
Divers	170,9	195,4	201,1	259,1	208,1	290,9	213,7	276,1
<i>Total de l'exigible</i>	5.175,3	5.947,8	6.988,1	8.120,9	7.167,9	8.919,8	7.154,5	8.630,3
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	24,1	27,1	40,7	58,2	45,0	64,6	44,6	61,3
<i>Non exigible :</i>								
Capital	51,0	54,7	65,8	68,4	65,8	68,3	65,9	69,2
Fonds indisponible par prime d'émission	2,5	2,4	5,1	5,5	5,1	5,5	5,1	5,0
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,5	2,8	3,3	3,7	3,4	3,7	3,4	3,7
Réserve disponible	23,2	26,8	29,5	31,5	29,9	31,7	30,4	31,7
Autres réserves	6,8	9,5	11,3	11,7	11,3	11,7	11,4	11,7
Provisions	6,1	7,4	8,0	8,8	8,1	9,0	8,3	9,2
<i>Total du non exigible</i>	92,1	103,6	123,0	129,6	123,6	129,9	124,5	130,5
<i>Total du passif</i>	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	7.336,5	9.114,3	7.323,6	8.822,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1983 1 ^{er} trimestre	1.751,0	756,3	2.507,3	6,65	6,57	7,79
2 ^e trimestre	1.822,3	752,8	2.575,1	6,40	6,40	7,40
3 ^e trimestre	1.750,7	709,8	2.460,5	6,16	6,00	7,02
4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	8,25
3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	7,46
1985 1 ^{er} trimestre	2.073,2	810,4	2.883,6	7,03	6,94	8,42
1984 Mars	1.780,9	697,2	2.478,1	6,65	6,16	7,33
Avril	2.040,3	762,6	2.802,9	6,48	6,75	7,77
Mai	2.025,9	907,7	2.933,6	6,77	6,77	8,71
Juin	1.985,5	871,8	2.857,3	6,24	6,24	8,24
Juillet	2.035,4	761,6	2.797,0	6,46	6,46	7,57
Août	1.822,5	701,0	2.523,5	6,33	6,09	7,05
Septembre	1.803,1	676,5	2.479,6	6,05	6,05	7,04
Octobre	2.078,2	677,2	2.755,4	7,37	6,82	7,10
Novembre	1.984,6	781,4	2.766,0	6,69	6,69	8,10
Décembre	2.290,3	640,6	2.930,9	7,32	7,32	7,15
1985 Janvier	2.073,2	810,4	2.883,6	7,04	6,77	8,42
Février	2.245,9			6,72	7,00	
Mars	2.096,7			7,33	7,05	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

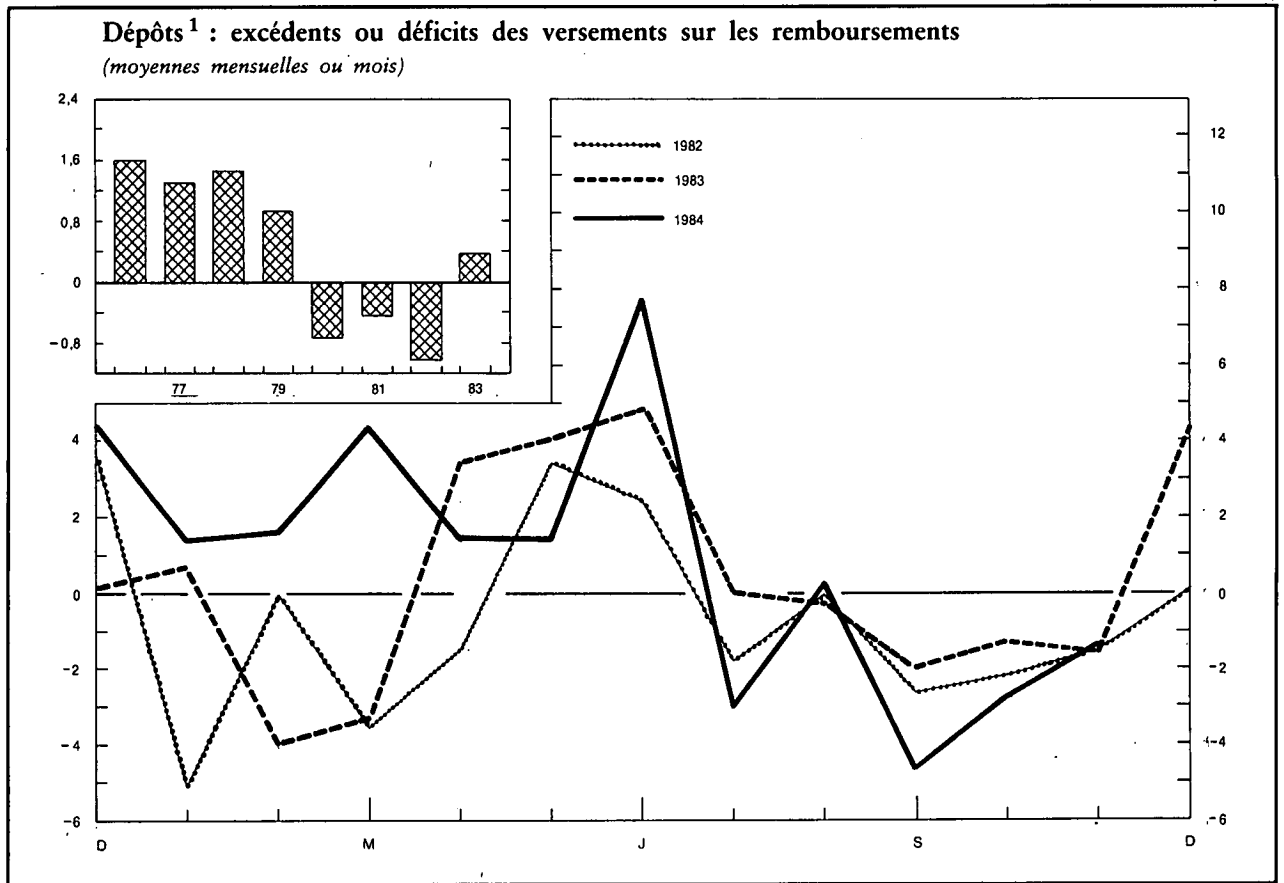
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale								
1975	17,9	6,0	0,0	0,0	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981 Septembre	27,7	—	134,5	0,0	0,0	24,1	0,0	0,0	132,9
Décembre	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Mars	23,8	—	167,1	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	159,1
Juin	22,7	—	175,0	0,0	0,0	24,7	0,0	0,0	174,3
Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Janvier	16,0	—	176,7	0,0	0,0	25,2	0,0	0,0	166,8
Février	18,7	—	210,9	0,0	0,0	23,2	0,0	0,0	203,5
Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Avril	15,4	—	174,4	0,0	0,0	23,4	0,0	0,0	159,9
Mai	16,8	—	167,3	0,0	0,0	23,5	0,0	0,0	152,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Juillet	16,0	—	171,8	0,0	0,0	18,5	0,0	0,0	168,6
Août	17,9	—	175,9	0,0	0,0	12,8	0,0	3,3	175,9
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Octobre	19,1	—	186,7	0,0	0,0	6,4	0,0	7,5	186,7
Novembre	24,2	—	209,0	0,0	0,0	12,2	0,0	5,3	209,0
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ¹			Bons d'épargne ²		Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde ⁴		
				(fin de période)		
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1982 3 ^e trimestre	264,6	269,3	- 4,7	423,4	172,4	595,8
4 ^e trimestre	317,9	321,5	- 3,6	439,8	180,8	620,6
1983 1 ^{er} trimestre ⁵	319,6	326,2	- 6,6	433,2	194,1	627,3
2 ^e trimestre	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
3 ^e trimestre	285,4	287,7	- 2,3	443,1	207,8	650,9
4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0
2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
1983 Novembre	107,7	109,3	- 1,6	440,2	208,4	648,6
Décembre	129,8	125,0	4,8	465,6	211,5	677,1
1984 Janvier	120,7	119,3	1,4	466,4	211,9	678,3
Février	123,1	121,5	1,6	468,0	213,8	681,8
Mars	135,7	131,4	4,3	472,3	215,7	688,0
Avril	145,4	144,0	1,4	473,7	216,5	690,2
Mai	148,1	146,7	1,4	475,1	217,8	692,9
Juin	139,1	131,4	7,7	482,8	218,7	701,5
Juillet	114,0	117,1	- 3,1	479,7	220,1	699,8
Août	114,1	113,9	0,2	479,9	221,9	701,8
Septembre	117,6	122,2	- 4,6	475,3	223,6	698,9
Octobre	131,3	134,1	- 2,8	472,5	225,4	697,9
Novembre	119,6	121,0	- 1,4	471,1	227,1	698,2

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.
² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.
³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.
⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour

l'année 1983, les intérêts capitalisés s'élèvent à 20,6 milliards.
⁵ Depuis 1983, les données mensuelles et trimestrielles ne sont plus revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est plus assurée et il faut utiliser avec prudence les chiffres mensuels et trimestriels.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre
ACTIF		
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0 ¹	6,2
Prêts au jour le jour	0,8	0,4
Banquiers	47,9	60,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3
Portefeuille-effets	132,8	134,7
a) effets publics	(119,7)	(121,7)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)
Reporte et avances sur titres	0,7	0,7
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3
Débiteurs divers	345,1	361,3
Valeurs mobilières	206,0	238,6
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)
Participations	0,8	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3
Matériel et mobilier	0,7	0,8
Divers	28,3	36,2
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,1	0,8
Total de l'actif ...	782,6	854,5
PASSIF		
EXIGIBLE		
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)
Banquiers	51,2	56,7
Acceptations	0,2	0,3
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5
Divers	33,2	44,0
Total de l'exigible ...	763,5	835,4
NON EXIGIBLE		
Fonds de réserve	19,1	19,1
Total du passif ...	782,6	854,5

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre
ACTIF		
Frais d'établissement	0,0	0,0
Immeubles et titres de placement :		
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1
Part des réassureurs dans les provisions techniques :		
Provisions mathématiques	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0
Créances :		
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1
— Avances sur contrats	0,1	0,2
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5
— autres	0,1	0,5
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances ..	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0
Valeurs disponibles	0,0	0,1
Comptes de régularisation :		
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0
Total de l'actif ...	56,9	61,3
PASSIF		
Réserves :		
Réserves indisponibles	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8
Perte reportée	0,0	0,0
Provisions techniques :		
Provisions mathématiques	29,7	31,9
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5
Autres provisions techniques	0,0	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1
Dettes :		
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3
Compte courant	0,0	0,0
— Autres créiteurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1
autres	1,0	1,6
Comptes de régularisation	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3
2. garantis par banques et organismes financiers ..	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0
Crédits commerciaux	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6
Autres ¹	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0
2. autres ²	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Débiteurs divers	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3
Divers	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8
Total de l'actif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8
EXIGIBLE :									
Obligations	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8
Bons de caisse	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1
Dépôts et emprunts divers	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0
Effets réescomptés	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2
Créditeurs divers	3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8
Provisions pour charge et risques divers	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1
2. Autres ³	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6
Total du passif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 29 févr.	1985 28 févr.	1984 31 mars	1985 31 mars
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,0	2,8	2,5	3,0	2,9	3,0	3,0	2,6
Prêts au jour le jour	1,8	0,8	2,3	5,7	2,6	6,1	0,8	2,7
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	23,3	31,9	36,3	42,5	39,9	48,0	45,0	48,9
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,8	5,6	4,6	8,2	4,5	6,7	4,6	6,4
Effets de commerce et factures	7,5	8,2	7,7	6,5	7,7	6,4	7,4	7,3
Débiteurs par acceptations	1,5	0,8	1,4	1,6	1,4	0,9	1,5	0,7
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	59,2	69,2	87,1	99,9	86,8	102,7	87,8	103,9
Portefeuille-titres et participations	274,3	340,7	442,8	518,3	443,7	523,8	457,1	536,3
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(44,1)	(60,6)	(54,0)	(59,1)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(190,3)	(234,0)	(189,9)	(247,0)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(155,9)	(168,7)	(159,3)	(169,1)
c) Obligations de sociétés belges	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(23,5)	(24,0)	(23,6)	(24,1)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(12,5)	(12,1)	(12,4)	(12,1)
e) Autres valeurs	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(17,4)	(24,4)	(17,9)	(24,9)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,7	254,0	262,3	258,9	261,1	257,5	262,2	258,6
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,3	3,1	2,9	3,0	2,8	3,0	2,8
Débiteurs divers	2,9	3,4	5,2	7,4	5,4	8,6	6,6	7,8
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total du disponible et réalisable	636,8	721,1	855,7	955,3	859,4	966,9	879,4	978,4
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	6,8	7,5	7,9	8,5	8,0	8,5	8,0	8,5
Leasing immobilier	0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Matériel et mobilier	0,7	0,8	1,2	1,6	1,2	1,6	1,3	1,7
Leasing mobilier	0,5	0,8	1,4	0,1	1,4	0,1	0,2	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,0	9,8	11,1	10,7	11,1	10,7	10,0	10,8
Comptes transitoires ¹	18,5	24,0	33,0	38,9	33,8	41,6	30,0	37,6
Total de l'actif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	904,3	1.019,2	919,4	1.026,8
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	613,1	696,8	825,7	927,9	832,8	939,3	851,0	949,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	602,0	684,4	812,1	913,9	818,9	924,9	837,4	935,1

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 29 fév.	1985 28 fév.	1984 31 mars	1985 31 mars
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	380,3	416,7	475,3	544,9	474,9	549,6	485,3	552,5
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	61,3	85,5	112,6	127,7	114,7	131,5	116,1	132,6
c) de cinq ans ou plus	155,5	174,6	216,8	228,8	218,7	231,8	219,9	233,2
Réserves techniques	0,8	0,8	0,3	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1
Fonds de reconstitution	5,2	6,1	6,5	6,4	6,5	6,5	6,6	6,5
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,2	1,4	1,9	2,4	1,4	1,7	1,1	1,6
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,2	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0	0,4
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,0	1,2	2,3	2,0	1,8	2,7	1,6	3,1
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	5,0	4,8	5,0	0,0	5,2	0,0	5,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,3	2,9	3,3	2,0	1,7	2,0	2,2
Créditeurs divers	1,7	1,8	1,7	2,0	1,6	1,9	1,8	1,8
Provisions pour charges	3,5	4,1	5,3	6,0	5,2	6,0	5,3	6,2
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,8	0,3	0,8
Total de l'exigible	618,5	700,3	831,3	924,2	833,1	934,5	845,4	941,1
Fonds propres :								
a) capital	9,1	9,6	14,1	16,7	14,1	16,9	14,1	16,9
b) réserve légale	0,8	0,8	1,0	1,2	1,0	1,2	1,0	1,2
c) autres réserves	11,5	12,6	13,9	15,6	14,1	15,8	14,4	16,1
Comptes de redressements d'actifs	4,5	5,8	6,6	8,0	6,7	8,0	6,7	8,0
Comptes transitoires ¹	19,9	25,8	32,9	39,2	35,3	42,8	37,8	43,5
Total du passif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	904,3	1.019,2	919,4	1.026,8

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Moyenne des soldes globaux journaliers			Total des paiements effectués par le débit de ces comptes		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total						créditeurs	débiteurs
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9	32,8
Prêts hypothécaires	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1	107,2
Prêts sur polices	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5	9,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3	81,9
Valeurs étrangères	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7	10,3
Obligations de sociétés belges	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9	44,4
Actions de sociétés belges	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2	21,9
Total des valeurs mobilières ...	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1	158,5
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0	317,4
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4	3,7
Prêts hypothécaires	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9	11,5
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2	1,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5	14,5
Valeurs étrangères	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0	1,4
Obligations de sociétés belges	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1
Actions de sociétés belges	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1	2,0
Total des valeurs mobilières ...	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7	20,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4	37,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)		(5)	(7)				
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	* + 481,4	* + 484,7	
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	* + 472,9	* + 484,5	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	* + 484,7	* + 499,9	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	* + 489,9	* + 481,5	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	* + 585,7	* + 579,1	
1982	+ 5,4	- 3,5	0,0	- 3,5	+ 5,1	+ 7,0	* + 569,4	* + 576,4	
1983	+ 6,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 1,2	+ 5,5	* + 678,5	* + 684,0	
1984	+ 13,7	+ 15,4	+ 5,2	+ 20,6	+ 3,5	+ 37,8	* + 593,2	* + 631,0	
1982 4 ^e trimestre ...	+ 0,4	- 9,3	- 0,1	- 9,4	+ 3,1	- 5,9	* + 152,5	* + 146,6	
1983 1 ^{er} trimestre ...	+ 1,8	+ 16,3	+ 1,0	+ 17,3	- 0,2	+ 18,9	* + 144,7	* + 163,6	
2 ^e trimestre ...	+ 13,7	- 2,8	+ 0,1	- 2,7	- 0,9	+ 10,1	* + 227,9	* + 238,0	
3 ^e trimestre ...	- 14,2	- 9,8	- 0,2	- 10,0	- 0,7	- 24,9	* + 109,7	* + 84,8	
4 ^e trimestre ...	+ 4,8	- 3,3	- 0,7	- 4,0	+ 0,6	+ 1,4	* + 196,2	* + 197,6	
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,5	+ 24,5	+ 5,7	+ 30,2	+ 1,9	+ 29,6	* + 178,1	* + 207,7	
2 ^e trimestre ...	+ 15,8	+ 4,2	- 4,8	- 0,6	+ 1,2	+ 16,4	* + 250,9	* + 267,3	
3 ^e trimestre ...	- 9,2	- 8,8	+ 5,8	- 3,0	- 0,1	- 12,3	* + 88,6	* + 76,3	
4 ^e trimestre ...	+ 9,6	- 4,5	- 1,5	- 6,0	+ 0,5	+ 4,1	* + 75,6	* + 79,7	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus (Dépôts) ⁸	A plus d'un an (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1977	+ 72,8	+ 114,7	* + 224,3	* + 411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	* + 34,6	* + 481,4
1978	+ 48,3	+ 176,5	* + 171,3	* + 396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	* + 56,6	* + 472,9
1979	+ 25,8	+ 152,3	* + 207,8	* + 385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	* + 71,0	* + 484,7
1980	+ 4,2	+ 111,8	* + 261,1	* + 377,1	+ 46,4	+ 20,8	+ 67,2	* + 45,6	* + 489,9
1981	+ 32,9	+ 108,1	* + 207,6	* + 348,6	+ 115,3	+ 41,9	+ 157,2	* + 79,9	* + 585,7
1982	+ 38,9	+ 138,4	* + 298,6	* + 475,9	+ 30,7	+ 47,6	+ 78,3	* + 15,2	* + 569,4
1983	+ 67,6	+ 150,4	* + 349,5	* + 567,5	- 13,8	+ 63,7	+ 49,9	* + 61,1	* + 678,5
1984	- 17,1	+ 229,7	* + 214,9	* + 427,5	- 9,4	+ 103,8	+ 94,4	* + 71,3 ¹⁰	* + 593,2
1982 4 ^e trimestre	- 3,3	+ 41,6	* + 104,1	* + 142,4	+ 3,6	+ 5,2	+ 8,8	* + 1,3	* + 152,5
1983 1 ^{er} trimestre	- 16,2	+ 7,1	* + 140,4	* + 131,3	- 3,9	+ 11,8	+ 7,9	* + 5,5	* + 144,7
2 ^e trimestre	+ 72,9	+ 8,3	* + 95,6	* + 176,8	- 10,2	+ 12,9	+ 2,7	* + 48,4	* + 227,9
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 42,1	* + 50,2	* + 90,6	- 7,4	+ 18,7	+ 11,3	* + 7,8	* + 109,7
4 ^e trimestre	+ 12,6	+ 92,9	* + 63,3	* + 168,8	+ 7,7	+ 20,3	+ 28,0	* - 0,6	* + 196,2
1984 1 ^{er} trimestre	- 28,3	+ 97,6	* + 44,1	* + 113,4	+ 23,5	+ 33,1	+ 56,6	* + 8,1	* + 178,1
2 ^e trimestre	+ 66,0	+ 19,4	* + 51,4	* + 136,8	- 11,6	+ 28,2	+ 16,6	* + 97,5	* + 250,9
3 ^e trimestre	- 49,4	+ 74,4	* + 50,6	* + 75,6	- 3,2	+ 14,8	+ 11,6	* + 1,4 ¹¹	* + 88,6
4 ^e trimestre	- 5,4	+ 38,3	* + 68,8	* + 101,7	- 18,1	+ 27,7	+ 9,6	* - 35,7 ¹¹	* + 75,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.
³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les six derniers mois de 1984, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

La série des Autres actifs [colonne (8)] a été revue de manière à éliminer de son contenu des écarts statistiques qui ne peuvent, avec certitude, être identifiés comme actifs financiers.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁷						Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,6}
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,7	- 3,6	+ 2,0	+ 91,4	+ 56,0	+ 47,0	+ 138,4	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,1
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,2	+ 1,3	+ 159,4	+ 76,1	- 9,0	+ 150,4	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 136,6
1984	+ 112,0	+ 59,2	+ 5,9	0,0	+ 177,1	+ 72,6	+ 52,6	+ 229,7	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 220,3
1982 4 ^e trimestre .	+ 56,1	- 14,8	+ 1,3	- 3,2	+ 39,4	+ 5,7	+ 2,2	+ 41,6	+ 1,0	+ 2,6	+ 3,6	+ 45,2
1983 1 ^{er} trimestre .	- 12,8	+ 33,6	+ 2,1	- 0,4	+ 22,5	+ 9,7	- 15,4	+ 7,1	- 5,5	+ 1,6	- 3,9	+ 3,2
2 ^e trimestre .	+ 24,0	- 22,9	+ 2,2	+ 1,8	+ 5,1	- 3,6	+ 3,2	+ 8,3	- 4,2	- 6,0	- 10,2	- 1,9
3 ^e trimestre .	+ 19,8	+ 20,1	+ 3,1	+ 0,7	+ 43,7	+ 34,6	- 1,6	+ 42,1	- 0,8	- 6,6	- 7,4	+ 34,7
4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,5	+ 3,8	- 0,8	+ 88,1	+ 35,4	+ 4,8	+ 92,9	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 100,6
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,1	+ 60,3	+ 3,5	+ 1,3	+ 84,2	+ 35,7	+ 13,4	+ 97,6	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 121,1
2 ^e trimestre .	+ 25,5	- 18,5	+ 1,4	+ 3,4	+ 11,8	- 3,0	+ 7,6	+ 19,4	- 5,3	- 6,3	- 11,6	+ 7,8
3 ^e trimestre .	+ 3,7	+ 50,2	+ 0,3	- 0,5	+ 53,7	+ 41,0	+ 20,7	+ 74,4	- 3,1	- 0,1	- 3,2	+ 71,2
4 ^e trimestre .	+ 63,7	- 32,8	+ 0,7	- 4,2	+ 27,4	- 1,1	+ 10,9	+ 38,3	- 10,3	- 7,8	- 18,1	+ 20,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982 Septembre	1.079,0	527,6	69,4	12,8	1.688,8	757,9	126,2	1.815,0
Décembre	1.135,1	512,8	70,7	9,6	1.728,2	763,6	125,9	1.854,1
1983 Mars	1.122,3	546,4	72,8	9,2	1.750,7	773,3	121,7	1.872,4
Juin	1.146,3	523,5	75,0	11,0	1.755,8	769,7	121,9	1.877,7
Septembre	1.166,1	543,6	78,1	11,7	1.799,5	804,3	125,0	1.924,5
Décembre	1.246,7	548,1	81,9	10,9	1.887,6	839,7	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,8	608,4	85,4	12,2	1.971,8	875,4	149,9	2.121,7
Juin	1.291,3	589,9	86,8	15,6	1.983,6	872,4	147,3	2.130,9
Septembre	1.295,0	640,1	87,1	15,1	2.037,3	913,4	148,8	2.186,1
Décembre	1.358,7	607,3	87,8	10,9	2.064,7	912,3	139,2	2.203,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1977	* + 207,2	+ 10,0	+ 7,1	* + 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	* + 241,0
1978	* + 160,1	+ 10,3	+ 0,9	* + 171,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	* + 191,5
1979	* + 203,1	+ 3,8	+ 0,9	* + 207,8	+ 15,2	- 3,9	+ 11,3	* + 219,1
1980	* + 258,3	+ 1,8	+ 1,0	* + 261,1	+ 27,7	- 6,9	+ 20,8	* + 281,9
1981	* + 204,0	+ 1,2	+ 2,4	* + 207,6	+ 46,4	- 4,5	+ 41,9	* + 249,5
1982	* + 279,7	+ 20,1	- 1,2	* + 298,6	+ 56,2	- 8,6	+ 47,6	* + 346,2
1983	* + 285,9	+ 50,7	+ 12,9	* + 349,5	+ 63,3	+ 0,4	+ 63,7	* + 413,2
1984	* + 193,8	+ 18,8	+ 2,3	* + 214,9	+ 107,5	- 3,7	+ 103,8	* + 318,7
1982 4 ^e trimestre ...	* + 98,6	+ 7,7	- 2,2	* + 104,1	+ 7,1	- 1,9	+ 5,2	* + 109,3
1983 1 ^{er} trimestre ...	* + 133,5	+ 2,8	+ 4,1	* + 140,4	+ 10,5	+ 1,3	+ 11,8	* + 152,2
2 ^e trimestre ...	* + 78,4	+ 11,5	+ 5,7	* + 95,6	+ 14,2	- 1,3	+ 12,9	* + 108,5
3 ^e trimestre ...	* + 44,0	+ 4,7	+ 1,5	* + 50,2	+ 18,7	0,0	+ 18,7	* + 68,9
4 ^e trimestre ...	* + 30,0	+ 31,7	+ 1,6	* + 63,3	+ 19,9	+ 0,4	+ 20,3	* + 83,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	* + 40,9	+ 2,5	+ 0,7	* + 44,1	+ 33,3	- 0,2	+ 33,1	* + 77,2
2 ^e trimestre ...	* + 47,0	+ 4,9	- 0,5	* + 51,4	+ 28,2	0,0	+ 28,2	* + 79,6
3 ^e trimestre ...	* + 49,8	- 0,6	+ 1,4	* + 50,6	+ 16,3	- 1,5	+ 14,8	* + 65,4
4 ^e trimestre ...	* + 56,1	+ 12,0	+ 0,7	* + 68,8	+ 29,7	- 2,0	+ 27,7	* + 96,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,1	+ 56,9	+ 33,8	+ 144,6	+ 13,7	+ 44,5	+ 5,1	+ 136,3	+ 251,1	+ 387,4
1983	+ 12,2	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 49,0	+ 107,1	+ 38,5	+ 71,4 ⁴	* - 27,2 ⁴	+ 218,5	* + 212,7	* + 431,2
1984	- 5,0	- 11,3	+ 67,8	+ 36,9	+ 67,9	+ 72,4	+ 45,2	+ 27,7	* + 0,5	+ 164,6	* + 137,5	* + 302,1
1982 4 ^e trimestre	- 1,3	- 7,0	+ 11,4	+ 15,6	+ 19,2	+ 30,8	+ 14,7	+ 10,7	+ 1,0	+ 37,0	+ 58,1	+ 95,1
1983 1 ^{er} trimestre	- 8,0	- 2,5	+ 2,9	+ 23,8	+ 11,3	+ 41,7	- 2,9	+ 16,7	* + 2,3	+ 0,8	* + 84,5	* + 85,3
2 ^e trimestre	+ 26,3	+ 3,7	+ 26,7	+ 23,6	+ 5,2	+ 40,2	+ 11,9	+ 11,4	* + 1,9	+ 73,8	* + 77,1	* + 150,9
3 ^e trimestre	- 4,0	+ 9,8	+ 21,8	+ 9,1	+ 11,7	+ 13,5	+ 2,0	+ 8,8	* + 1,2	+ 41,3	* + 32,6	* + 73,9
4 ^e trimestre	- 2,1	- 12,3	+ 68,7	+ 4,9	+ 20,8	+ 11,7	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	* - 32,6 ⁴	+ 102,6	* + 18,5	* + 121,1
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,3	+ 50,1	+ 16,4	+ 9,1	+ 6,2	* + 0,1	+ 79,2	* + 33,0	* + 112,2
2 ^e trimestre	+ 19,5	+ 13,7	+ 18,0	+ 6,0	+ 5,7	+ 11,7	+ 15,5	+ 3,6	* 0,0	+ 72,4	* + 21,3	* + 93,7
3 ^e trimestre	- 13,3	- 11,9	+ 17,2	+ 7,4	+ 8,2	+ 17,3	+ 1,2	+ 8,0	* 0,0	+ 1,4	* + 32,7	* + 34,1
4 ^e trimestre	- 1,2	- 10,1	- 0,4	+ 13,2	+ 3,9	+ 27,0	+ 19,4	+ 9,9	* + 0,4	+ 11,6	* + 50,5	* + 62,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982 Septembre	360,4	116,5	1.210,2	307,3	675,7	897,2	347,5	260,9	42,0	2.710,3	1.507,4	4.217,7
Décembre	359,1	109,5	1.220,3	322,9	694,9	928,0	362,2	271,6	43,0	2.746,0	1.565,5	4.311,5
1983 Mars	351,1	107,0	1.224,5	346,7	706,2	969,7	359,3	288,3	* 45,3	2.748,1	*1.650,0	*4.398,1
Juin	377,4	110,7	1.255,6	370,3	711,4	1.009,9	371,2	299,7	* 47,2	2.826,3	*1.727,1	*4.553,4
Septembre	373,4	120,5	1.281,3	379,4	723,1	1.023,4	373,2	308,5	* 48,4	2.871,5	*1.759,7	*4.631,2
Décembre	371,3	108,2	1.352,8	384,3	743,9	1.035,1	400,7	343,0 ³	* 15,8 ³	2.976,9	*1.778,2	*4.755,1
1984 Mars	361,3	105,2	1.382,7	394,6	794,0	1.051,5	409,8	349,2	* 15,9	3.053,0	*1.811,2	*4.864,2
Juin	380,8	118,9	1.403,4	400,6	799,7	1.063,2	425,3	352,8	* 15,9	3.128,1	*1.832,5	*4.960,6
Septembre	367,5	107,0	1.425,2	408,0	807,9	1.080,5	426,5	360,8	* 15,9	3.134,1	*1.865,2	*4.999,3
Décembre	366,3	96,9	1.425,5	421,2	811,8	1.107,5	445,9	370,7	* 16,3	3.146,4	*1.915,7	*5.062,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : Bulletin de la B.N.B. : LII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
1. Etat (dette directe uniquement)	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	45,5	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 3,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	46,1	6,0	40,1	89,7	0,0
* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	51,0	7,0	44,0	53,7	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,4	47,3	17,8	4,5	13,3	60,6	3,1
* 1984	0,0	4,0	- 4,0	38,0	34,0	11,1	6,1	5,0	39,0	1,3	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	14,8	11,4	3,4	17,9	0,0
* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	16,1	7,6	8,5	- 1,6	0,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
	1983	489,4	223,3	266,1	91,6	357,7	133,8	23,2	110,6	468,3	
* 1984	409,1	249,0	160,1	81,4	241,5	178,0	23,6	154,4	395,9		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)			
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale		
1981	Janvier ..	15	Etat belge 1981-85-89	13,00 — 13,25 ⁴	99,30	4 ou 8 ans	66,0	13,24	13,24	
	Février ..	19	Fonds des Routes 1981-85-89	13,00	99,30	4 ou 8 ans	47,0 ⁵	13,24	13,15	
	Jun	11	Emprunt special 1981 ⁶							
				Tranche 1 — 1981-1991	13,00	100,00	10 ans	55,3	—	13,00 ⁷
				Tranche 2 — 1981-1988	13,00	97,00	7 ans	22,7	—	13,69
	Septembre	10	Crédit Communal de Belgique 1981-85-89	13,50	98,00	4 ou 8 ans	30,0	14,19	14,23	
Décembre	9	R.T.T. 1981-88	14,25	99,00	7 ans	21,5	—	14,49		
						242,5				
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37	
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31	
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31	
	Jun	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27	
	Jun	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06	
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96	
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79	
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63	
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54	
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15	
						286,0				
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00	
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75	
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40	
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88	
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43	
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25	
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28	
						489,3				
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95	
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11	
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10	
	Mai .....	.	Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne (F.S.N.W.) 1984-2007	12,675	100,00	23 ans	10,0	—	12,67
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95	
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76	
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70	
	Novembre	.	Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne (F.S.N.W.) 1984-2007	12,275	100,00	23 ans	10,0	—	12,27	
						409,0				
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55	
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55	
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50	
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15	

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 12 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Vu les avantages fiscaux accordés à l'emprunt spécial 1981, les taux de rendement ne sont pas entièrement comparables à ceux des autres émissions.

⁷ Calculé sur base d'un taux de remboursement de 100 %.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ¹	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ²	Dette reprise de la République du Zaïre ²	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ¹
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée	à moyen et court terme	totale ¹					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	0,0	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	207,3	1.956,8	—	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	225,7	2.439,1	—	2.439,1
1982 Décembre ..	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	330,1	3.085,0	—	3.085,0
1983 Mars	1.266,5	3,5	879,1	90,8	2.239,9	344,6	389,5	734,1	2.974,0	356,0	3.330,0	—	3.330,0
Juin	1.368,0	30,5	949,2	91,7	2.439,4	373,7	386,1	759,8	3.199,2	351,2	3.550,4	—	3.550,4
Septembre ..	1.345,0	35,5	972,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	416,8	3.652,6	—	3.652,6
Décembre ..	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	412,5	3.716,0	—	3.716,0
1984 Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	388,2	3.921,0	—	3.921,0
Avril	1.432,9	35,5	1.044,9	99,5	2.612,8	519,9	417,8	937,7	3.550,5	427,9	3.978,4	—	3.978,4
Mai	1.427,0	113,1	1.026,7	95,9	2.662,7	527,2	427,6	954,8	3.617,5	425,2	4.042,7	—	4.042,7
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	423,3	4.136,4	—	4.136,4
Juillet	1.481,4	113,1	1.101,0	91,2	2.786,7	576,3	394,9	971,2	3.757,9	420,9	4.178,8	—	4.178,8
Août	1.475,8	113,1	1.127,7	93,5	2.810,1	583,6	394,1	977,7	3.787,8	419,2	4.207,0	—	4.207,0
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	417,7	4.280,4	—	4.280,4
Octobre	1.572,0	113,1	1.071,6	88,3	2.845,0	632,7	384,3	1.017,0	3.862,0	416,0	4.278,0	—	4.278,0
Novembre ...	1.568,1	113,1	1.122,4	82,0	2.885,6	630,8	378,9	1.009,7	3.895,3	424,9	4.320,2	—	4.320,2
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	414,4	4.264,9	—	4.264,9
1985 Janvier	1.752,0	171,9	982,9	97,3	3.004,1	635,8	378,9	1.014,7	4.018,8	409,6	4.428,4	—	4.428,4
Février	1.748,0	172,0	1.085,7	89,1	3.094,8	688,3	372,2	1.060,5	4.155,3	408,6	4.563,9	—	4.563,9
Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	472,2	4.639,8	—	4.639,8
Avril	1.762,4	172,0	1.143,8	108,9	3.187,1	655,4	364,8	1.020,2	4.207,3	452,5	4.659,8	—	4.659,8

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918:

² Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)
1977	+ 170,0	+ 2,6	0,0	0,0	+ 2,6	+ 167,4
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1984 3 premiers mois	+ 205,0	+ 0,3	- 14,0	0,0	- 13,7	+ 218,7
4 premiers mois	+ 262,4	+ 0,3	- 2,8	0,0	- 2,5	+ 264,9
1985 3 premiers mois	+ 374,9	+ 1,4	- 6,0	+ 110,0 ⁴	+ 105,4	+ 269,5
4 premiers mois	+ 394,9	+ 1,3	- 3,4	+ 112,1 ⁴	+ 110,0	+ 284,9

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984 et les amortissements de la dette des sociétés nationales du logement (S.N.L. et S.N.T.) en vertu de l'article 2 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,3	—	89,4	1.052,5	2.676,4
1983 *	1.717,9	108,8	—	55,9	1.151,4	3.034,0
Titres non accessibles à tout placeur						
1976	72,5	37,2	11,2	32,1	81,0	234,0
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,5	77,4	42,5	62,7	133,3	388,4
1983 *	127,5	80,9	55,2	89,0	146,6	499,2
Total						
1976	861,2	125,2	11,2	171,1	539,9	1.708,6
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,7	171,7	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983 *	1.845,4	189,7	55,2	144,9	1.298,0	3.533,2

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4!	14,0	11,7!	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1!	90,9	2.676,4
1983	1.595,0	15,1	11,9	20,2	617,4	27,3	402,0	198,5	146,6	3.034,0
Titres non accessibles à tout placeur										
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,3	—	136,1	33,2	46,6	388,4
1983	47,9	0,3	0,1	1,0	174,6	—	171,4	37,5	66,4	499,2
Total										
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2!	14,3	11,8!	22,3	680,8	16,6	475,0	229,3!	137,5	3.064,8
1983	1.642,9	15,4	12,0	21,2	792,0	27,3	573,4	236,0	213,0	3.533,2

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

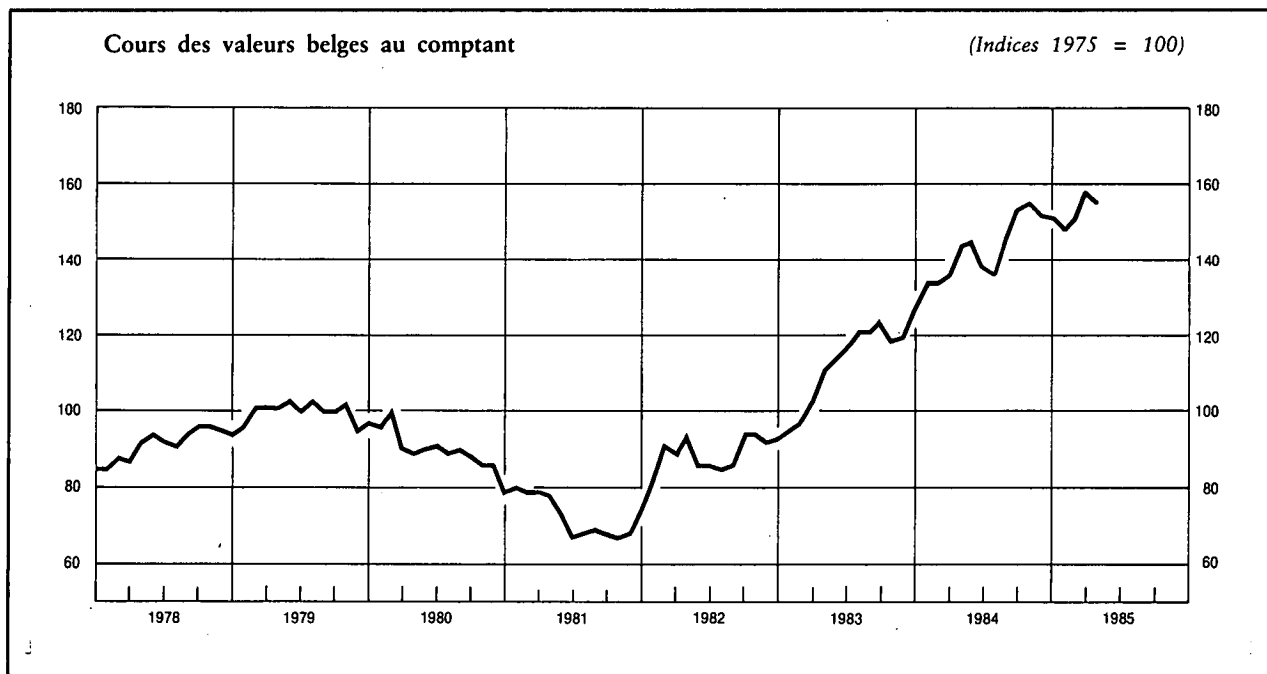
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères ⁵		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1983 1 ^{er} trimestre	229	98	97	5,9	4,5	278	250
2 ^e trimestre	339	114	113	5,5	4,3	274	279
3 ^e trimestre	281	121	121	5,3	4,1	235	307
4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	153	152	4,6	3,4	352	394
1984 Avril	426	144	146	4,6	3,4	213	345
Mai	398	145	147	4,9	3,6	250	342
Juin	308	138	137	5,2	3,7	195	330
Juillet	193	136	135	5,1	3,8	199	322
Août	336	146	147	4,7	3,3	286	351
Septembre	444	153	155	4,6	3,2	348	360
Octobre	361	155	157	4,5	3,2	312	368
Novembre	369	152	152	4,6	3,4	255	369
Décembre	403	151	150	4,6	3,4	269	367
1985 Janvier	260	148	147	4,8	3,5	334	374
Février	359	151	151	4,5	3,3	407	401
Mars	410	158	157	4,5	3,4	315	409
Avril	256	155	154	4,5	3,4	200	405

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

⁵ Y compris les valeurs zairoises.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1969	52	14,5	8,8	2,4	0,0	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	72,6	3,9
Sociétés financières et immobilières⁵									
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	107,4	7,1
Industries des fabrications métalliques									
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
Métallurgie du fer									
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	0,0	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	0,0
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
Industrie alimentaire									
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
Industrie chimique									
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	0,0
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	7,8	0,6
Electricité									
1969	17	27,2	5,3	2,6	0,0	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
(milliards de francs)									
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,4	18,2
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
C. — Total général^{6 7}									
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,3	18,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³					
		(1)	(2)	(3)	Bénéfices			Pertes	(4)	(5)	(6)	(7)
					(milliards de francs)							
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1					
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7					
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7					
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3					
1975 3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	5,4	2,8					
6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	35,8	5,8					
9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	37,3	8,3					
12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2					
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9					
2 premiers mois	535	20,0	13,8	3,8	2,1	0,9	2,0					
3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2					
4 premiers mois	5.371	126,1	90,3	19,8	9,7	8,7	4,6					
5 premiers mois	11.765	318,9	208,7	40,2	30,6	19,3	6,2					
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8					
7 premiers mois	17.604	459,1	310,9	59,1	43,6	29,3	9,2					
8 premiers mois	17.932	462,9	314,3	59,9	44,0	29,6	10,0					
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2					
10 premiers mois	19.011	477,7	330,0	62,3	46,1	30,4	12,8					
11 premiers mois	19.482	486,1	340,2	63,8	46,9	31,0	13,8					
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9					

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
<i>(milliards de francs)</i>							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 3 premiers mois	18	1,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 1 ^{er} mois	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,2	0,6	0,1	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	22,5	16,9	4,8	0,3	3,3	0,3
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
7 premiers mois	146	39,5	36,2	6,3	0,5	4,5	0,5
8 premiers mois	149	39,9	36,7	6,3	0,5	4,6	0,5
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
10 premiers mois	162	41,1	37,2	6,4	0,6	4,6	0,5
11 premiers mois	170	43,6	38,1	6,4	0,7	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				<i>(milliards de francs)</i>			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	539	20,8	14,0	3,8	2,1	0,9	2,2
3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
4 premiers mois	5.395	127,2	90,9	19,9	9,7	8,7	4,8
5 premiers mois	11.836	341,2	225,6	45,0	30,9	22,6	6,5
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
7 premiers mois	17.750	498,3	347,1	65,4	44,1	33,3	9,7
8 premiers mois	18.081	502,5	351,0	66,2	44,5	34,2	10,5
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
10 premiers mois	19.173	518,6	367,2	68,7	46,7	35,0	13,3
11 premiers mois	19.653	529,5	378,3	70,2	47,6	35,6	14,3
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,1
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 77,6	* 73,6
1978	* 64,4	41,2	9,9	7,7	2,2	12,5	14,7	55,9	51,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	0,0	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
C. — Total général									
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,5
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	77,3	73,3
1978	* 64,4	41,2	9,9	8,0	1,9	12,5	14,4	55,6	51,6

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions ² nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1977	91,9	50,5	13,2	63,7
1978	64,4	37,2	6,6	43,8
1979 ³	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1982 2 ^e trimestre	41,3	24,2	2,1	26,3
3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,6	52,4	2,3	54,7
1983 1 ^{er} trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	209,5	155,4	5,0	160,4
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	27,1	17,6	3,1	20,7
1983 Août	15,6	9,2	0,3	9,5
Septembre	20,0	14,0	0,0	14,0
Octobre	17,8	10,2	5,0	15,2
Novembre	33,6	35,9	0,0	35,9
Décembre	158,1	109,4	0,0	109,4
1984 Janvier	2,2	2,7	0,0	2,7
Février	6,0	2,1	1,5	3,6
Mars	8,2	5,4	0,0	5,4
Avril	5,8	2,9	0,0	2,9
Mai	14,5	10,2	1,2	11,4
Juin	6,8	4,6	1,9	6,5
Juillet	6,3	3,5	0,0	3,5
Août	8,5	1,4	0,0	1,4

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)	
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Caisses d'épargne privées (8)	Divers (9)			Total (10) = (5) à (9)
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	467,9	300,5	349,7	344,9	1,6	1.464,6	2.571,9	111,9
1983	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	459,3	323,5	360,1	368,2	2,4	1.513,5	2.673,1	122,0
1984	0,3	0,3	1.188,8	1.189,4	431,6	346,1	371,5	374,7	1,9	1.525,8	2.715,2	122,4
1982 Septembre	0,5	0,5	1.081,3	1.082,3	463,9	302,1	350,8	339,3	1,7	1.457,8	2.540,1	98,9
1982 Décembre	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	467,9	300,5	349,7	344,9	1,6	1.464,6	2.571,9	111,9
1983 Mars	0,7	0,5	1.089,6	1.090,8	468,7	309,1	351,0	344,5	1,6	1.474,9	2.565,7	107,0
1983 Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	477,1	314,4	348,5	346,8	1,5	1.488,3	2.577,6	108,4
1983 Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	469,7	319,6	349,3	345,8	1,6	1.486,0	2.589,5	106,5
1983 Décembre	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	459,3	323,5	360,1	368,2	2,4	1.513,5	2.673,1	122,0
1984 Mars	0,7	0,3	1.118,1	1.119,1	442,2	328,2	371,0	370,2	2,6	1.514,2	2.633,3	120,5
1984 Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	440,8	335,3	368,1	371,6	2,2	1.518,0	2.667,0	117,8
1984 Septembre	0,2	0,3	1.144,7	1.145,2	436,1	340,9	367,1	369,7	2,0	1.515,8	2.661,0	117,6
1984 Décembre	0,3	0,3	1.188,8	1.189,4	431,6	346,1	371,5	374,7	1,9	1.525,8	2.715,2	122,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1983 1 ^{er} trimestre	10,7
1983 2 ^e trimestre	11,8
1983 3 ^e trimestre	12,5
1983 4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
1984 2 ^e trimestre	15,5
1984 3 ^e trimestre	14,2
1984 4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	29,8	31,4	35,6	41,3	24,3	26,2	29,2	33,3
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	11,3	12,5	13,2	13,6	6,1	6,8	7,8	7,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	158,4	174,3	200,7	216,7	80,7	89,7	97,3	100,3
Textile, habillement et cuir	84,0	83,4	89,8	100,5	51,0	47,1	47,9	54,0
Industrie chimique ⁴	227,9	240,5	252,6	264,5	95,1	91,6	85,8	89,4
Métallurgie de base	182,1	186,9	158,6	134,2	129,5	123,3	101,1	69,5
Fabrications métalliques	352,7	349,5	362,4	392,6	191,7	174,5	173,4	169,7
Produits minéraux non métalliques et bois	95,9	96,6	102,7	103,3	56,6	56,1	60,4	60,1
Papier, carton et imprimerie	40,3	41,4	42,6	49,3	25,7	25,1	25,7	28,7
Pétrole	64,3	77,4	81,2	87,6	18,6	17,6	17,8	19,3
Diamant et orfèvrerie	60,2	65,0	70,1	69,2	42,7	45,3	49,9	46,8
Autres	2,0	1,9	1,9	3,3	1,3	1,2	1,2	1,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	113,6	109,5	108,2	105,8	76,3	70,2	69,3	65,4
Production et distribution d'énergie et d'eau	107,6	122,8	115,1	125,5	41,0	53,6	45,0	43,2
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	50,6	61,4	72,1	88,5	30,0	35,3	45,2	52,5
Commerce de détail	74,4	74,7	81,8	87,7	45,7	46,7	52,3	54,6
Transports, entrepôts et communications	133,4	150,5	158,0	167,1	88,1	106,1	105,4	114,7
Services financiers ⁵	136,1	128,4	149,3	181,4	53,7	44,8	55,6	60,7
Autres services aux entreprises ⁶	45,4	48,2	48,3	67,6	27,9	27,7	29,6	35,7
Autres services aux particuliers ⁷	145,3	153,4	174,5	171,0	124,6	129,8	148,9	143,7
Total	2.115,3	2.209,7	2.318,7	2.470,7	1.210,6	1.218,7	1.248,8	1.250,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Communauté Economique Européenne ...	419,4	477,0	511,8	601,6	248,5	271,2	263,4	274,1
Royaume-Uni	75,1	97,7	127,7	210,3	27,8	36,5	29,3	74,3
République Fédérale d'Allemagne	201,0	181,3	137,8	132,9	132,6	105,1	78,1	46,0
France	47,0	73,0	90,5	95,7	24,4	42,1	60,6	65,7
Pays-Bas	33,1	42,6	48,4	52,8	13,4	18,4	18,7	20,3
Italie	30,5	43,1	55,3	65,9	25,1	35,8	41,9	45,1
Luxembourg	9,9	10,1	19,5	19,7	6,8	6,8	8,5	7,2
Danemark	14,9	17,5	18,7	12,3	11,2	15,5	14,4	6,7
Irlande	3,0	6,1	8,0	6,5	3,0	5,5	6,9	4,0
Grèce	4,9	5,6	5,9	5,5	4,2	5,5	5,0	4,8
Autre pays d'Europe	134,9	155,4	187,7	216,2	95,0	118,3	137,9	149,2
dont : Espagne	52,3	58,7	81,7	95,3	49,9	55,9	73,7	83,4
Suisse	32,8	38,3	40,4	50,6	9,3	12,4	11,1	13,3
Norvège	7,1	6,2	6,1	6,3	5,5	4,9	3,0	3,6
Suède	14,9	18,2	21,3	15,7	10,5	13,8	15,7	7,5
Etats-Unis et Canada	84,9	97,7	133,7	240,8	28,3	31,9	34,1	71,7
Pays exportateurs de pétrole	83,9	92,8	84,0	85,6	61,8	71,0	71,2	74,3
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	191,4	244,5	273,2	301,8	149,0	191,0	231,4	237,8
dont : Brésil	53,1	55,0	59,6	64,1	48,2	51,0	54,7	61,5
Mexique	59,6	64,6	78,4	79,5	49,0	59,4	72,7	76,9
Autres pays d'Afrique	40,7	50,0	58,9	65,4	32,8	37,7	41,8	50,0
dont : Afrique du Sud	3,3	6,6	6,1	6,3	2,2	3,1	4,3	4,8
République du Zaïre	9,1	8,7	8,5	13,2	8,8	8,7	6,3	11,2
Australie et Nouvelle Zélande	27,3	38,6	54,0	87,0	12,5	23,5	34,7	60,9
Autres pays d'Asie	41,2	58,5	78,9	137,2	26,6	35,1	43,5	59,2
dont : Japon	8,1	9,2	29,9	68,9	7,3	8,3	10,4	15,5
Total	1.023,7	1.214,5	1.382,2	1.735,6	654,5	779,7	858,0	977,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1983 1 ^{er} trimestre	6,7	0,1	3,5	5,7	0,0	3,3	1,3	10,3
2 ^e trimestre	7,2	0,0	4,1	5,7	0,0	4,1	1,5	11,3
3 ^e trimestre	8,0	0,0	3,9	5,6	0,1	4,7	1,5	11,9
4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
1984 Avril	5,7	0,1	3,5	7,4	0,0	0,5	1,4	9,3
Mai	8,6	0,0	3,3	5,7	0,0	4,4	1,8	11,9
Juin	7,8	0,0	2,7	5,3	0,0	3,3	1,9	10,5
Juillet	6,2	0,0	3,1	5,7	0,0	2,2	1,4	9,3
Août	5,9	0,0	2,5	5,8	0,0	1,3	1,3	8,4
Septembre	8,6	0,0	3,8	5,9	0,0	5,3	1,2	12,4
Octobre	6,9	0,0	3,4	5,1	0,0	3,5	1,7	10,3
Novembre	6,2	0,0	3,4	6,3	0,1	1,9	1,3	9,6
Décembre	8,0	0,0	3,3	5,9	0,6	3,4	1,4	11,3
1985 Janvier	6,9	0,0	3,0	5,2	0,4	3,3	1,0	9,9
Février	7,4	0,0	3,6	5,9	0,8	3,3	1,0	11,0
Mars	7,2	0,0	3,6	5,4	0,1	3,7	1,6	10,8
Avril	6,6	0,0	2,4	4,5	0,7	2,5	1,3	9,0

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1982 4 ^e trimestre	254,9	3,3	48,8	57,7	364,7
1983 1 ^{er} trimestre	244,3	6,6	46,8	73,6	371,3
2 ^e trimestre	257,3	5,1	45,9	64,3	372,6
3 ^e trimestre	276,0	7,6	46,9	28,6	359,1
4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Mars	105,0	63,4	41,6	14,4	3,4	11,0	8,2	2,3	5,9	163,7	49,4	16,7
Juin	105,9	37,7	68,2	14,8	2,7	12,1	8,2	2,2	6,0	168,6	49,9	16,8
Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Avril	109,5	63,1	46,4	15,4	4,4	11,0	8,6	4,8	3,8	177,3	51,3	17,9
Mai	109,5	70,5	39,0	15,4	4,7	10,7	8,6	4,2	4,4	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Juillet	111,2	60,8	50,4	15,5	4,0	11,5	9,1	2,7	6,4	181,5	52,0	18,5
Août	111,2	39,6	71,6	15,5	3,2	12,3	9,1	1,9	7,2	181,3	52,0	18,7
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Octobre	113,4	18,4	95,0	18,6	1,4	17,2	9,6	0,6	9,0	185,4	55,1	19,4
Novembre ..	112,6	15,2	97,4	18,6	0,6	18,0	9,6	0,0	9,6	185,4	55,1	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Janvier	114,6	15,4	99,2	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
Février	114,6	17,0	97,6	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,6	57,3	20,0
Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Avril	116,7	14,4	102,3	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		à court terme
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : Voir *Bulletin de la Banque Nationale*

de Belgique, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1977 14 décembre	9,00	9,00
1978 5 janvier ..	8,50	8,50
19 janvier ..	7,50	7,50
2 février ...	6,50	6,50
16 mars	6,00	6,00
30 mars	5,50	5,50
27 juillet ...	6,00	6,00
12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1979	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre	—	18,00
30 décembre	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre	—	14,00
9 septembre	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00
1985 9 mai	—	10,25
20 mai	—	10,00
3 juin	—	9,75

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1976	9,06
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1982 4 ^e trimestre	11,35
1983 1 ^{er} trimestre	11,16
2 ^e trimestre	8,99
3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
3 ^e trimestre	9,61
4 ^e trimestre	9,20
1985 1 ^{er} trimestre	8,74
1984 Mai	10,63
Juin	10,67
Juillet	10,68
Août	10,46
Septembre ..	9,61
Octobre	9,93
Novembre ..	8,59
Décembre ...	9,20
1985 Janvier	10,16
Février	8,68
Mars	8,74
Avril	8,70
Mai	8,69

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes ¹	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ²			Périodes ¹	Taux de négociation d'effets non bancables ³ à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
1978	5,90	8,50	5,90	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1979	10,40	12,50	10,25	1978	9,50	9,50	9,50
1980	11,80	—	11,40	1979	13,20	13,75	13,75
1981	14,90	—	—	1980	11,55	12,00	12,20
				1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983 Mars	11,35	11,80	11,75
				Juin	8,90	—	—
				Septembre	—	8,45	—
				Décembre	9,80	—	—
1982	10,15	11,40	11,00	1984 Mars	—	11,25	—
1983 Mars	9,65	10,90	10,50	Mai	11,00	11,05	11,30
Juin	7,65	8,90	8,75	Juin	10,90	—	—
Septembre	7,65	8,90	8,75	Juillet	10,80	—	—
Décembre	8,65	9,90	9,75	Août	—	—	—
1984 Mars	10,15	10,90	10,50	Septembre	10,40	—	—
Mai	10,40	10,90	10,50	Octobre	10,45	10,50	10,50
Juin	10,40	10,90	10,50	Novembre	—	10,30	10,30
Juillet	10,40	10,90	10,50	Décembre	10,15	—	—
Août	10,40	10,90	10,50	1985 Janvier	10,20	10,30	10,30
Septembre	10,40	10,90	10,50	Février	—	10,35	—
Octobre	10,40	10,90	10,50	Mars	—	—	—
Novembre	10,40	10,90	10,50	Avril	—	—	—
Décembre	9,90	10,90	10,50	Mai	8,55	—	—
1985 Janvier	9,90	10,90	10,50				
Février	9,90	10,90	10,50				
Mars	9,90	10,90	10,50				
Avril	9,40	10,90	10,50				
Mai	8,40	9,40	9,00				

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1977	5,58	1983 1 ^{er} trimestre	10,30	1984 Mai	9,03
1978	5,17	2 ^e trimestre	7,91	Juin	9,55
1979	7,96	3 ^e trimestre	6,86	Juillet	10,03
1980	11,11	4 ^e trimestre	7,46	Août	10,62
1981	11,41	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	Septembre	8,68
1982	11,41	2 ^e trimestre	9,87	Octobre	9,43
1983	8,07	3 ^e trimestre	9,72	Novembre	10,07
1984	9,45	4 ^e trimestre	9,52	Décembre	9,12
		1985 1 ^{er} trimestre	9,11	1985 Janvier	9,22
				Février	8,99
				Mars	9,13
				Avril	9,45
				Mai	8,84

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁵		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 décembre ...	10,75	6	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55				
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1977 13 décembre ...	7,75	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07				
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1978 12 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49				
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02				
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1980 9 décembre ...	6	6	6
1982 4 ^e trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,72				
1983 1 ^{er} trimestre ...	12,00	12,00	12,00	12,25	12,58	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
2 ^e trimestre ...	9,25	9,25	9,25	9,50	10,54				
3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02				
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	1983 8 mars	6	6	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	14 juin	9,75	6	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	13 septembre ..	9,50	6	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	13 décembre ...	11,00	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,46	10,70	10,70	1984 13 mars	12,25	12,35	6
						10 avril	12,20	12,25	6
1984 Mai	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	8 mai	12,10	12,25	6
Juin	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	12 juin	12,10	12,10	6
Juillet	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	10 juillet	12,00	12,00	6
Août	11,45	11,45	11,45	11,45	11,66	14 août	11,75	11,75	6
Septembre	11,00	11,00	11,00	11,00	11,25	11 septembre ..	11,10	11,10	6
Octobre	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	9 octobre	11,10	6	6
Novembre	10,75	10,75	10,75	10,75	10,83	13 novembre ...	10,75	10,75	6
Décembre	10,75	10,75	10,75	10,70	10,73	11 décembre ...	10,75	6	6
1985 Janvier	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	1985 8 janvier	10,75	10,75	6
Février	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	12 février	6	6	6
Mars	10,45	10,45	10,45	6	6	12 mars	6	6	6
Avril	9,25	9,50	9,50	9,75	10,23	9 avril	10,50	10,50	6
Mai	8,75	9,00	9,00	9,25	9,40	14 mai	9,65	6	6

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1977	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE, COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
1983 Janvier	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
Avril	11,57	11,72	12,49	12,19	—	11,81
Juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	—	11,86
Juin	11,66	11,76	12,19	12,19	—	11,90
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	—	11,77
Août	11,38	11,72	12,05	11,95	—	11,72
Septembre	11,30	11,58	11,82	11,81	—	11,59
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	—	11,61
Novembre	11,13	11,39	11,74	11,68	—	11,45
Décembre	10,88	11,17	11,47	11,42	—	11,22
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
Février	11,23	11,30	11,56	11,65	—	11,41
Mars	11,17	11,28	11,58	11,57	—	11,35
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	—	11,26
Mai	11,03	11,11	11,49	11,46	—	11,22
Juin	10,55	10,66	10,78	10,86	—	10,67

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1975	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50
22 décembre ...	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
1985 28 mai	9,00	100,00	9,00	10,25	100,00	10,25	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne ²		Etats-Unis ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ⁵		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-5-1984		4,00		9,00		9,50		18,50		5,00		11,54		4,00
1984 Juin											7	11,77		
Juin											14	11,84		
Juin											21	11,98		
Juin	29	4,50									28	12,36		
Juillet											5	12,76		
Juillet											12	13,26		
Juillet											19	13,24		
Juillet											26	12,98		
Août											2	12,65		
Août											9	12,44		
Août											16	12,43		
Août											23	12,39		
Août											30	12,38		
Septembre							4	19,50			6	12,39		
Septembre											13	12,38		
Septembre											20	12,28		
Septembre											27	12,27		
Octobre											4	12,25		
Octobre											11	12,23		
Octobre											18	12,11		
Octobre											25	11,71		
Novembre											1	11,67		
Novembre											8	11,45		
Novembre											15	11,20		
Novembre			21	8,50							22	10,78		
Novembre											29	10,75		
Décembre											6	10,71		
Décembre											13	10,56		
Décembre											20	10,16		
Décembre			24	8,00							27	10,09		
1985 Janvier							4	18,50			3	9,96		
Janvier											10	9,74		
Janvier											17	9,72		
Janvier											24	9,66		
Janvier											31	9,75		
Février									1	5,50 ⁶	7	10,31		
Février											14	10,48		
Février											21	10,95		
Février											28	11,52		
Mars											7	11,81		
Mars											14	11,69		
Mars											21	11,18		
Mars											28	10,65		
Avril											4	10,59		
Avril											11	10,32		
Avril											18	9,75		
Avril											25	10,02		
Mai											2	10,07		
Mai											9	9,93		
Mai			20	7,50							16	9,70		

¹ Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.)

² Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

³ Federal Reserve Bank of New-York.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 % de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée excède une limite imposée.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 6,00 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 8 mars	1985 7 mars	1984 5 avril	1985 4 avril
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	354,2	320,5	331,9	381,6	382,3	421,3	385,8	422,4
Or	226,9	194,6	247,0	259,0	259,0	256,9	259,0	256,9
Disponibilités à vue à l'étranger	42,8	36,2	13,6	27,4	30,0	74,3	31,0	75,3
Ecus	70,5	76,5	58,2	80,1	78,2	71,7	80,6	71,8
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	14,0	13,2	13,1	15,1	15,1	18,4	15,2	18,4
Créances sur le Trésor	18,9	4,9	5,8	11,9	15,6	26,6	14,6	26,4
Monnaies divisionnaires	0,2	0,5	0,6	0,8	1,1	1,1	1,0	1,0
Comptes courants postaux	0,3	0,7	0,8	0,3	1,1	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	15,5	0,0	0,0	5,8	8,3	19,5	8,3	19,5
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	2,9	3,7	4,4	5,0	5,1	5,8	5,1	5,7
Créances provenant d'opérations de refinancement	121,4	153,2	286,8	253,7	194,6	167,4	196,2	192,1
Effets escomptés ⁴	59,8	72,8	86,0	86,1	87,7	86,7	89,2	88,1
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	35,0	49,8	167,8	119,3	83,3	59,6	89,8	82,7
Avances sur titres	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
Effets en cours de recouvrement	26,5	30,5	32,8	48,0	23,2	20,8	16,8	21,0
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	65,8	56,3	66,1	77,6	75,7	75,2	75,7	75,2
Divers	5,7	7,4	6,8	7,5	8,3	9,0	8,2	9,0
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	676,5	699,5	680,5	725,1
PASSIF								
Billets en circulation	144,0	163,3	180,6	195,8	188,3	195,9	189,2	200,0
Comptes créditeurs extérieurs	8,2	9,0	10,3	12,6	12,8	14,9	13,0	15,2
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3,1	1,8	2,3	3,1	3,3	4,7	3,5	5,0
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	5,1	7,2	8,0	9,5	9,5	10,2	9,5	10,2
Compte courant du Trésor public	33,3	31,7	81,6	46,8	8,5	6,5	6,3	13,5
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	42,6	36,2	67,2	77,3	73,7	97,2	76,8	112,0
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	38,8	23,2	32,2	21,0	13,1	24,0	10,0	37,0
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	0,0	4,7	18,4	27,6	29,8	37,9	30,6	39,1
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	3,8	8,3	16,6	28,7	30,8	35,3	36,2	35,9
Ecus à livrer au FECOM	60,0	58,5	53,6	79,5	76,2	71,7	76,2	71,7
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	263,8	223,4	289,0	303,9	303,9	301,3	303,9	301,3
Capital et fonds de réserve	1,8	1,9	2,2	2,6	2,8	3,0	2,8	3,0
Divers	12,3	18,3	12,9	13,8	10,3	9,0	12,3	8,4
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	676,5	699,5	680,5	725,1
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.	4,9	6,0	6,5	11,4	11,4	12,5	11,4	12,5
Concours au Fonds Monétaire	4,3	7,2	6,6	3,7	3,7	5,9	3,8	5,9
Acquisition de droits de tirage spéciaux	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres opérations								
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.	25,5	3,2	0,0	5,8	8,2	19,5	8,2	19,5
Montant maximum des concours au Trésor public	15,5	—	—	—	—	—	—	—
dont : non rémunérés								
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	11,9	2,2	33,4	56,7	40,1	29,3	39,6	32,8
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,5	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	61,3	75,0	87,1	87,4	89,2	87,9	91,2	90,0
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	59,8	72,8	86,0	86,1	87,6	86,7	89,3	88,1
— Autres crédits	1,5	2,2	1,1	1,3	1,6	1,2	1,9	1,9
Crédits à court terme	21,1	45,4	123,1	61,3	41,7	29,1	48,2	48,0
— Crédits à l'exportation	7,0	13,9	21,5	6,4	9,2	10,5	17,2	15,5
— Autres crédits	14,1	31,5	101,6	54,9	32,5	18,6	31,0	32,5

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1981 February 28	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1984 March 7	1985 March 6	1984 April 4	1985 April 10
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.3	10.8	11.0	11.5	11.5	12.0	11.6	12.6
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.5	12.0	11.6	12.6
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	6.7	4.2	3.3	2.0	1.9	2.6	2.0	2.4
Other Securities	3.6	6.6	7.7	9.5	9.6	9.4	9.6	10.2
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.5	12.0	11.6	12.6
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.2	0.6	0.2	1.0	5.5	0.1	3.9
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.5	0.6	0.7	0.8	0.7	0.8	0.7	0.7
Reserves and Other Accounts	1.5	1.9	2.2	1.5	1.5	1.7	1.5	1.5
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	3.2	8.0	2.3	6.1
Government Securities	0.9	0.3	0.3	0.4	0.4	0.6	0.5	0.7
Advances and Other Accounts	1.0	1.2	1.4	0.5	0.6	1.0	0.6	0.7
Premises, Equipment and Other Securities	0.3	1.2	1.8	1.6	2.2	6.4	1.2	4.7
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	3.2	8.0	-2.3	6.1

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1980 December 31	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1984 March 7	1985 March 6	1984 April 4	1985 April 10
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	2.5	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.5	0.6
Loans and securities	133.2	142.1	151.0	162.2	158.3	170.1	160.2	174.2
<i>Loans</i>	1.8	1.6	0.7	0.9	0.4	1.5	0.6	3.4
<i>Acceptances</i>	0.8	0.2	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.3	9.4	9.5	8.9	8.6	8.4	8.6	8.4
<i>U.S. Government securities</i>	121.3	130.9	139.3	152.0	149.3	160.2	151.0	162.4
Cash items in process of collection	15.5	10.6	13.0	11.6	6.0	7.9	10.3	7.3
Other assets	8.7	9.2	9.9	8.7	8.9	11.4	9.0	12.4
Total assets ...	171.5	176.8	190.1	198.6	189.4	205.7	195.7	210.2
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	124.2	131.9	142.0	157.1	153.4	163.7	154.9	167.0
Deposits	31.6	30.7	34.3	26.1	23.4	29.2	25.2	30.7
<i>Depository institutions</i>	27.5	25.2	26.5	21.4	19.0	24.6	19.9	28.0
<i>U.S. Treasury-general account</i>	3.1	4.3	5.0	3.7	3.6	4.0	4.7	2.2
<i>Foreign-official accounts</i>	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2
<i>Other</i>	0.6	0.7	2.5	0.8	0.5	0.4	0.4	0.3
Deferred availability cash items	11.0	8.9	8.8	10.0	7.1	7.1	9.9	6.4
Other liabilities	2.3	2.7	2.3	2.5	2.2	2.3	2.3	2.4
Capital accounts	2.4	2.6	2.7	2.9	3.3	3.4	3.4	3.7
Total liabilities and capital accounts.....	171.5	176.8	190.1	198.6	189.4	205.7	195.7	210.2

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1982 dicembre	1983 dicembre	1983 ottobre	1984 ottobre	1983 novembre	1984 novembre
ATTIVO						
Oro	23,5	31,5	30,3	30,6	30,3	30,6
Crediti in oro (FECOM)	8,1	10,9	10,9	10,5	10,8	10,5
Cassa	2,4	2,4	1,0	0,8	2,2	2,7
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
ammassi	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
anticipazioni : in conto corrente	1,4	1,4	2,1	1,3	1,3	0,4
a scadenza fissa	0,0	0,0	1,9	2,1	0,0	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,5	3,3	3,3	2,1	3,3	2,1
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	8,2	13,1	13,1	13,3	13,1	13,3
altre attività	3,0	1,8	1,2	1,2	1,1	1,1
Crediti in dollari (FECOM)	1,4	2,2	2,2	2,8	2,2	2,8
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	10,8	18,3	16,9	21,8	18,3	24,3
conti speciali	2,3	3,5	2,4	3,6	2,3	3,5
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	—	8,0	8,0	0,0	8,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	31,9	23,3	22,9	34,3	24,1	38,4
Crediti diversi verso lo Stato	0,6	0,8	0,7	1,0	0,7	0,6
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	35,7	38,2	34,8	39,7	34,9	37,8
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,5	0,6	0,5	0,9	0,5	0,9
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	0,0	1,6	0,0	1,6	0,0	1,6
Altri conti e partite varie	1,2	1,4	1,2	8,0	1,9	1,4
Ratei e risconti	1,4	1,4	0,1	0,3	0,1	0,1
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	3,6	4,6	3,7	4,9
Totale attivo	135,3	166,2	159,6	183,2	161,3	179,7
PASSIVO						
Circolazione	34,3	38,4	34,0	36,7	34,4	37,9
Vaglia cambiari	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3	0,5
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,3	0,4	0,3	0,9	0,3	1,4
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	46,6	54,8	54,7	62,7	55,1	63,5
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,4	0,1	0,3	0,0	0,3	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	1,9	3,4	2,1	3,6	2,0	3,4
Passività verso l'estero	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	9,6	13,1	13,1	13,3	13,1	13,3
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,1	1,1	0,4	0,3	0,3	0,3
Accantonamenti diversi	38,6	50,3	47,3	48,6	47,3	48,6
Fondi ammortamento diversi	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4
Partite varie	0,4	0,7	2,5	9,3	3,4	3,0
Ratei e risconti	0,8	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Fondo di riserva straordinario	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	1,7
Utile netto da ripartire	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	1,3	3,7	4,8	3,9	5,1
Totale passivo e patrimonio	135,3	166,2	159,6	183,2	161,3	179,7
Depositanti di titoli e altri valori	252,6	334,6	330,4	418,4	326,0	416,5

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1984 7. März	1985 7. März	1984 7. April	1985 7. April
AKTIVA								
Währungsreserven	100,1	84,4	81,5	81,6	86,4	75,0	88,4	75,3
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	9,2	12,2	14,6	16,1	14,1	15,8	14,6	15,8
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	39,9	19,6	15,4	14,3	18,9	12,8	20,2	12,8
Devisen und Sorten	37,3	38,9	37,8	37,5	39,7	32,7	39,9	33,0
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	68,1	74,8	85,5	96,3	73,8	106,7	73,3	105,4
Inlandswechsel	44,8	46,7	46,6	47,8	47,1	49,1	47,6	49,5
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	11,9	9,1	16,2	25,7	11,8	32,3	8,1	39,8
Auslandswechsel	5,4	7,0	9,4	14,8	9,7	15,7	9,3	15,7
Lombardforderungen	6,0	12,0	13,3	8,0	5,2	9,6	8,3	0,4
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	13,4	10,1	9,6	11,1	12,4	15,3	12,3	15,4
Kassenkredite (Buchkredite)	4,7	1,4	0,9	2,4	3,7	6,6	3,6	6,7
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Wertpapiere	3,7	5,4	7,8	4,3	7,4	4,2	7,2	4,1
Deutsche Scheidemünzen	0,9	1,1	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	0,9
Postgiroguthaben	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Sonstige Aktiva	6,2	7,8	9,0	11,3	8,9	9,1	6,9	7,6
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	192,6	214,0	191,7	211,7
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,8	88,6	96,1	100,6	94,1	98,6	95,3	101,0
Einlagen von Kreditinstituten	50,6	51,9	52,7	54,3	48,5	53,0	45,8	47,6
auf Girokonten	50,6	51,9	52,7	54,3	48,5	53,0	45,8	47,6
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	0,8	1,3	2,1	1,0	2,0	1,5	2,3	1,9
Bund	0,3	0,7	1,5	0,4	0,1	0,1	0,0	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Länder	0,4	0,3	0,6	0,5	1,8	1,4	2,2	1,7
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	2,1	3,5	3,2	2,8	3,1	2,0	2,4	2,5
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassanämter)	1,5	2,9	2,6	2,1	2,6	1,5	1,9	2,0
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,9	4,6	6,3	6,5	6,1	6,1	6,7	5,9
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	8,9	12,0	9,8	11,4	10,1	13,4	10,3	13,2
Einlagen ausländischer Einleger	8,8	9,5	9,8	11,4	10,1	13,4	10,3	13,2
Sonstige	0,1	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	23,4	—	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,2	3,2	3,5	3,7	3,5	3,7	3,5	3,7
Sonstige Passiva	18,6	21,2	23,4	27,9	25,2	35,7	25,4	35,9
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	192,6	214,0	191,7	211,7

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1984 9 mars	1985 8 mars	1984 10 avril	1985 10 avril
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	25,5	31,9	32,7	38,9	30,4	35,4	29,0	35,7
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,8	2,1	2,5	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,5	1,6	2,4	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1
autres	1,0	1,2	1,5	1,7	1,6	1,7	1,6	1,7
Correspondants en Suisse	0,4	0,3	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,2	0,2	0,1	0,0	0,3	0,2	0,3	0,3
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	44,5	49,7	43,1	50,0
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	23,3	24,5	24,7	26,5	23,0	23,8	23,0	23,8
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	12,5	14,0	14,2	14,2	7,3	6,8	6,9	6,9
autres engagements à vue	2,5	1,7	1,0	1,2	1,8	1,6	0,7	1,6
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	—	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	5,7	8,9	11,9	16,7	12,3	17,4	12,4	17,6
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	44,5	49,7	43,1	50,0

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1984 31 mars	1985 31 mars	1984 30 avril	1985 30 avril
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,0	5,1	5,0
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,7	0,5	0,8	0,5	0,8	0,5
Dépôts à terme et avances	14,7	14,0	13,5	14,7	12,9	15,3
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,4	12,3	11,4	12,5	11,1	13,5
à plus de 3 mois	2,3	1,7	2,1	2,1	1,8	1,7
Titres à terme	2,1	3,1	1,9	2,7	2,1	2,4
à 3 mois au maximum	1,3	1,9	1,1	1,5	1,2	1,4
à plus de 3 mois	0,8	1,2	0,8	1,2	0,9	1,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,6	22,7	21,3	22,9	20,9	23,2
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,2	4,3	4,2	4,3	4,2	4,3
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	16,8	15,4	16,9	15,1	17,3
Banques centrales :						
à vue	0,6	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4
à 3 mois au maximum	14,4	15,4	13,1	15,0	12,8	15,2
à plus de 3 mois	1,1	1,0	1,4	1,4	1,3	1,4
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,6	0,1	0,6	0,2	0,5	0,3
à plus de 3 mois	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
<i>Total du passif</i>	22,6	22,7	21,3	22,9	20,9	23,2
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

AVRIL 1985

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, CIR pour Code des impôts sur les revenus, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

DROITS FONDAMENTAUX.

Suppression de la discrimination fondée sur le sexe.

Décret du Conseil flamand du 5 mars 1985 portant approbation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, établie à New York le 18 décembre 1979, *Moniteur* du 18 avril 1985, p. 5384.

Article unique. — La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, établie à New York le 18 décembre 1979, produira son plein effet en ce qui concerne les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté flamande.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGRICULTURE.

Modernisation des exploitations agricoles.

Arrêté royal du 7 février 1985 modifiant l'arrêté royal du 21 juin 1974 concernant la modernisation des exploitations agricoles, *Moniteur* du 26 avril 1985, p. 5826.

Octroi de primes et subsides.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture, *Moniteur* du 4 avril 1985, p. 4687.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 février 1985 instaurant une prime à l'installation d'une serre à haut rendement énergétique dans la Région wallonne, *Moniteur* du 24 avril 1985, p. 5646.

Circulaire du 6 février 1985 relative aux modalités d'application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 février 1985 instaurant une prime à l'installation de serres à haut rendement énergétique dans la Région wallonne, *Moniteur* du 24 avril 1985, p. 5692.

Arrêté royal du 20 février 1985 modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1984 relatif à l'octroi de subventions aux associations et fédérations d'entraide mutuelle à l'exploitation, ainsi qu'aux services de remplacement de travail agricole, *Moniteur* du 12 avril 1985, p. 5053.

Arrêté royal du 25 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à l'octroi de subsides pour la tenue de comptabilités de gestion et la collaboration de correspondants, d'associations agricoles et horticoles et d'institutions agréées à la vulgarisation de la gestion rationnelle des exploitations agricoles et horticoles, *Moniteur* du 30 avril 1985, p. 6144.

CREDIT A LA CONSOMMATION.

Enregistrement de contrats à tempérament.

Arrêté royal du 15 avril 1985 relatif à l'enregistrement de contrats à tempérament, *Moniteur* du 20 avril 1985, p. 5499.

Il est institué au sein de la Banque Nationale une Centrale des crédits à la consommation chargée de l'enregistrement des contrats de vente, de prêt et de prêt personnel à tempérament visés par la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (art. 1). L'enregistrement des contrats à tempérament est obligatoire quand ils portent sur un montant supérieur ou égal à 10.000 F et quand un retard de paiement ou de remboursement d'au moins trois échéances consécutives a été constaté (art. 2). L'enregistrement comprend des renseignements qui doivent être communiqués à la Banque Nationale par les donneurs de crédit et ce dans les 15 jours suivant la troisième échéance consécutively non honorée (art. 4). Il s'agit de renseignements qui permettent de caractériser les conventions de crédit et de déterminer la situation débitrice des acheteurs ou des emprunteurs et son évolution (art. 3). Selon certaines modalités, ces renseignements peuvent être communiqués par la Banque Nationale, en tout ou en partie, à des catégories spécifiques d'intéressés et ne peuvent être utilisés que dans le cadre des activités soumises à la loi du 9 juillet 1957 précitée (art. 5). Les emprunteurs ont la possibilité de demander une rectification gratuite des données enregistrées à leur nom, s'ils apportent la preuve que celles-ci sont erronées (art. 6). Par ailleurs, l'arrêté impose aux donneurs de crédit l'obligation de consulter la Centrale avant de conclure un contrat à tempérament (art. 7).

La mise en service de la Centrale des crédits à la consommation est fixée au 1^{er} juillet 1986 (art. 11).

ENERGIE.

Distribution de l'électricité et du gaz. Région wallonne.

Par l'arrêt de la Cour d'Arbitrage rendu le 5 avril 1985, le **décret du Conseil régional wallon du 1^{er} février 1985** relatif à la rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et du gaz, publié au *Moniteur* du 5 février 1985, est suspendu en toutes ses dispositions.

EXPANSION ECONOMIQUE.

Centres de coordination.

Arrêté royal du 12 mars 1985 autorisant la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena), à participer à la constitution, au capital et à la gestion d'une société anonyme à constituer en vue de créer un centre de coordination, basé sur les dispositions de l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création de centres de coordination, *Moniteur* du 10 avril 1985, p. 4865.

Engagements garantis par la Région flamande.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 9 janvier 1985 relevant le plafond des engagements pouvant être garantis par la Région flamande en application de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, *Moniteur* du 20 avril 1985, p. 5502.

FAILLITES.

Loi du 28 mars 1985 modifiant la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, *Moniteur* du 5 avril 1985, p. 4730.

Mise en concordance de la loi sur les faillites avec la loi du 31 janvier 1980 portant approbation de la Convention Benelux relative à l'astreinte, laquelle loi abolissait la contrainte par corps (art. 2059-2070 C.C.).

HOPITAUX ET ENTREPRISES DU SECTEUR MEDICAL.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 22 décembre 1984 modifiant, pour la Communauté flamande, l'arrêté royal du 15 février 1974 modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, *Moniteur* du 18 avril 1985, p. 5385.

LOGEMENT.

Louage d'habitations sociales. Région flamande.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 25 janvier 1985 fixant la procédure dérogatoire aux dispositions des articles 3, § 1, 6 et 23, § 1, de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 7 novembre 1984 réglementant le régime des loyers des habitations appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement ou à la Société nationale elle-même, *Moniteur* du 2 avril 1985, p. 4550.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 25 janvier 1985 fixant les modalités d'application de l'article 28, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 7 novembre 1984 réglementant le régime des loyers des habitations appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement ou à la Société nationale elle-même, *Moniteur* du 2 avril 1985, p. 4551.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 25 janvier 1985 relatif aux charges locatives, en Région flamande, des logements appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement ou à la Société nationale elle-même, *Moniteur* du 2 avril 1985, p. 4553.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 25 janvier 1985 fixant la forme, le contenu, les modalités de tenue à jour et le contrôle des registres des candidatures ainsi que la forme et la teneur du récépissé à délivrer aux candidats inscrits, *Moniteur* du 2 avril 1985, p. 4555.

PRATIQUES DU COMMERCE.

Commerce ambulánt.

Arrêté ministériel du 29 mars 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 10 mars 1970 portant exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulánt, *Moniteur* du 5 avril 1985, p. 4732.

Vente de produits sidérurgiques.

Arrêté ministériel du 4 mars 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 8 mars 1983 relatif aux obligations des entreprises de distribution concernant la publication de barèmes de prix et conditions de vente de produits sidérurgiques ainsi qu'aux pratiques interdites à ces entreprises, *Moniteur* du 27 avril 1985, p. 5895.

PRIX.

Contrats d'affrètement.

Arrêté ministériel du 28 janvier 1985 relatif aux frets et prix de location pour tout contrat d'affrètement ou de location conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, *Moniteur* du 3 avril 1985, p. 4609.

Electricité.

Arrêté ministériel du 19 février 1985 relatif à la réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension, *Moniteur* du 13 avril 1985, p. 5119.

Télécommunications.

Arrêté ministériel du 27 avril 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 20 septembre 1978 portant fixation de tarifs accessoires en matière de télécommunications et des conditions de raccordement et d'usage des moyens de télécommunication en service intérieur, *Moniteur* du 30 avril 1985, p. 6138.

SIDERURGIE.

Aides.

Décision n° 1018/85/CECA de la Commission, du 19 avril 1985, modifiant la décision n° 2320/81/CECA instituant des règles communautaires pour les aides à la sidérurgie, *Journal officiel* n° L 110 du 23 avril 1985, p. 5.

SYSTEMES STATISTIQUES ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION.

Comptes annuels.

Arrêté royal du 15 avril 1985 abrogeant l'arrêté royal du 23 juillet 1981 prescrivant une enquête statistique annuelle sur les comptes annuels de certaines entreprises et personnes, *Moniteur* du 26 avril 1985, p. 5823.

Forces de travail.

Arrêté royal du 28 mars 1985 prescrivant pour la période du 15 au 21 avril 1985, une enquête par sondage auprès des ménages sur les forces de travail, *Moniteur* du 23 avril 1985, p. 5561.

Registre national des personnes physiques.

Arrêté ministériel du 29 mars 1985 autorisant l'accès de certains fonctionnaires de l'Administration des contributions directes au Registre national des personnes physiques, *Moniteur* du 26 avril 1985, p. 5820.

Arrêté ministériel du 15 avril 1985 désignant les fonctionnaires de l'Institut national de Statistique qui ont accès aux informations du Registre national des personnes physiques, *Moniteur* du 23 avril 1985, p. 5574.

TOURISME ET HOTELLERIE.

Comité consultatif flamand pour le tourisme.

Décret du Conseil flamand du 5 mars 1985 portant création d'un Comité consultatif flamand pour le tourisme, *Moniteur* du 26 avril 1985, p. 5829. — Erratum, *Moniteur* du 4 mai 1985, p. 6406.

Un Comité consultatif flamand pour le tourisme est créé au sein du Commissariat général flamand au tourisme. Il est chargé, d'initiative, à la demande de l'Exécutif flamand ou du Commissariat général, de donner un avis sur toutes les questions de gestion qui relèvent de la compétence du Commissariat général.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

IMPOT DES PERSONNES MORALES.

Arrêté royal du 15 avril 1985 déterminant le modèle de la formule de déclaration en matière d'impôt des personnes morales pour l'exercice d'imposition 1985, *Moniteur* du 30 avril 1985, p. 6128.

IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES.

Libéralités.

Arrêté royal du 25 mars 1985 portant agrément d'institutions culturelles pour l'application de l'article 71, § 1^{er}, 4^o, d, du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 5 avril 1985, p. 4745.

Cet arrêté énumère les institutions culturelles agréées pour recevoir, au cours des années 1982 à 1986, des libéralités fiscalement déductibles.

Revenu cadastral.

Arrêté royal du 15 avril 1985 complétant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus par des dispositions concernant un coefficient de revalorisation pour les revenus cadastraux, *Moniteur* du 26 avril 1985, p. 5819.

Cet arrêté fixe à 2,25 le coefficient de revalorisation qui doit être pris en considération pour l'exercice d'imposition 1985 en vue de déterminer les revenus de certains biens immobiliers.

Versement anticipé.

Arrêté royal du 1^{er} avril 1985 fixant, pour l'exercice d'imposition 1986, un taux de référence s'écartant de celui visé à l'article 89, §§ 1^{er} et 7, du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 19 avril 1985, p. 5434.

Le taux de référence pour le calcul de la majoration d'impôt, applicable pour l'exercice d'imposition 1986, est fixé à 10 p.c.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

COMPTABILITE DE L'ETAT.

Crédits reportés.

Arrêté royal du 15 mars 1985 fixant la situation des crédits reportés de l'année 1982 (dépenses courantes et dépenses de capital), *Moniteur* du 12 avril 1985, p. 5027.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget de la Gendarmerie.

Loi du 18 mars 1985 ajustant le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 13 avril 1985, p. 5107.

Loi du 18 mars 1985 contenant le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 13 avril 1985, p. 5112.

Budget du Ministère de l'Intérieur (et de la Fonction publique).

Lois du 5 avril 1985 ajustant le budget du Ministère de l'Intérieur de l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 25 avril 1985, p. 5721 et 5724.

Loi du 5 avril 1985 contenant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 25 avril 1985, p. 5735.

Budget du Ministère des Affaires économiques.

Loi du 25 mars 1985 contenant le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 2 avril 1985, p. 4505.

Crédits provisoires.

Loi du 5 avril 1985 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets pour l'année budgétaire 1985 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin, *Moniteur* du 6 avril 1985, p. 4801.

Dotation du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces.

Arrêté royal du 4 mars 1985 fixant la dotation provisoire du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces pour l'année 1985, *Moniteur* du 12 avril 1985, p. 5026.

Extrait.

Article 1^{er}. — La dotation provisoire du Fonds des communes pour l'année 1985 est fixée à 69.255.265.000 F.

Art. 2. — La dotation provisoire du Fonds des provinces pour l'année 1985 est fixée à 8.087.799.000 F.

Subventions au Fonds agricole.

Arrêté royal du 29 janvier 1985 octroyant une subvention au Fonds agricole, *Moniteur* du 18 avril 1985, p. 5379.

Extrait.

Article 1^{er}. — Un montant de 119 millions de francs et un montant de 370 millions de francs à imputer sur les crédits prévus au budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1985 (...), sont versés au Fonds agricole en vue d'alimenter sa trésorerie.

DETTES DE L'ETAT.

Emprunts publics.

Arrêté royal du 16 avril 1985 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 11,50 p.c. 1985-1993, 2^e série, *Moniteur* du 19 avril 1985, p. 5436.

Extrait.

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 11,50 p.c. 1985-1993, 2^e série ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 5.000 francs, 10.000 francs, 25.000 francs, 50.000 francs, 100.000 francs et 500.000 francs.

Les coupures de 5.000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

Ces obligations portent intérêt au taux de 11,50 p.c. l'an à partir du 14 mai 1985.

Les intérêts sont payables le 14 mai des années 1986 à 1993.

Arrêté royal du 16 avril 1985 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 1985-1989-1994, *Moniteur* du 19 avril 1985, p. 5438.

Extrait.

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1985-1989-1994 ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 5.000 francs, 10.000 francs, 25.000 francs, 50.000 francs, 100.000 francs et 500.000 francs.

Les coupures de 5.000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

Ces obligations portent intérêt aux taux indiqués ci-après :

— 11 p.c. l'an à partir du 14 mai 1985 jusqu'au 13 mai 1989 ;

— 11,25 p.c. l'an à partir du 14 mai 1989 jusqu'au 13 mai 1994.

Les intérêts sont payables le 14 mai des années 1986 à 1994.

Arrêté ministériel du 23 avril 1985 relatif à l'émission de l'emprunt 11,50 p.c. 1985-1993, 2^e série, *Moniteur* du 25 avril 1985, p. 5762.

Extrait.

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 11,50 p.c. 1985-1993, 2^e série est fixé au pair de leur valeur nominale.

Arrêté ministériel du 23 avril 1985 relatif à l'émission de l'emprunt 1985-1989-1994, *Moniteur* du 25 avril 1985, p. 5762.

Extrait.

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 1985-1989-1994 est fixé à 99,75 p.c. de leur valeur nominale.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FRANÇAISE.

Allocations et prêts d'études.

Décret du Conseil de la Communauté française du 27 mars 1985 modifiant le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, *Moniteur* du 16 avril 1985, p. 5211.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

FONCTION PUBLIQUE.

Recrutement des agents de l'Etat.

Arrêté royal du 15 mars 1985 modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et les autres services des ministères, *Moniteur* du 13 avril 1985, p. 5123.

MODERATION DES REVENUS.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 26 février 1985 portant modification de l'arrêté royal du 6 décembre 1984 pris en exécution de l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 13 avril 1985, p. 5134.

Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 29 mars 1985 modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1983 pris en exécution de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi et de l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi, *Moniteur* du 23 avril 1985, p. 5574.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisation de solidarité à charge des travailleurs du secteur public.

Loi du 12 mars 1985 portant ratification de l'arrêté royal du 29 décembre 1984 prorogeant les dispositions de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 113 du 23 décembre 1982 et par la loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 27 avril 1985, p. 5893.

Cotisations patronales. Stage des jeunes. Réduction.

Arrêté royal du 29 mars 1985 portant exécution de l'article 13, § 1^{er}, 2° de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, *Moniteur* du 30 avril 1985, p. 6140.

EXPERIENCES D'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL.

Arrêté royal du 22 avril 1985 portant exécution de l'article 12 de l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution au travail disponible, *Moniteur* du 30 avril 1985, p. 6141.

Cet arrêté préserve les droits de sécurité sociale en matière d'allocations familiales et d'assurance maladie, des travailleurs mis au travail dans le cadre des expériences d'aménagement du temps de travail visées par l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982. Il règle pour ces mêmes travailleurs le calcul du salaire de base dans les secteurs Accidents du Travail et Maladies professionnelles.

INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE.

Arrêté royal du 21 mars 1985 fixant le statut social des travailleurs visés aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, *Moniteur* du 10 avril 1985, p. 4869.

Cet arrêté fixe le régime de sécurité sociale des travailleurs qui — en application des articles 100 et 102 de la loi de redressement sociale du 22 janvier 1985 — interrompent leur carrière ou diminuent de moitié leurs prestations de travail.

Il n'y a pas de conséquences défavorables quant à la pension ni aux allocations familiales pour le travailleur qui interrompt sa carrière professionnelle et est remplacé par un chômeur. Il conserve ses droits aux soins de santé, mais ne peut recevoir aucune allocation en cas de maladie. Le jour où il reprend son travail, il n'est pas soumis à une nouvelle période d'attente pour l'assurance maladie.

Le travailleur qui passe du travail à temps plein au travail à temps partiel, est assimilé à un travailleur à mi-temps. Cela implique qu'il conserve ses droits à la sécurité sociale en fonction du temps de travail réellement presté. C'est uniquement pour les allocations familiales qu'il conserve l'allocation complète. Quant au règlement de la pension, on fait une distinction entre travailleurs âgés de plus ou moins 50 ans. Celui qui, âgé de plus de 50 ans, réduit de moitié sa carrière professionnelle, est assimilé à un chômeur : il reçoit alors une pension correspondant à un travail à plein temps. Celui qui est âgé de moins de 50 ans, est considéré, pour le règlement de pension, comme un travailleur à mi-temps.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Champs d'application.

Arrêté royal du 4 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 28 juin 1969 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux personnes non encore protégées, *Moniteur* du 11 avril 1985, p. 4950.

Fournitures pharmaceutiques.

Arrêté royal du 21 mars 1985 modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques, *Moniteur* du 3 avril 1985, p. 4603.

MINIMUM DE MOYENS D'EXISTENCE.

Subventions de l'Etat aux Centres publics d'aide sociale.

Arrêté royal du 4 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence, *Moniteur* du 23 avril 1985, p. 5585.

PENSIONS.

Secteur public.

Arrêté royal du 15 avril 1985 portant exécution de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes, *Moniteur* du 19 avril 1985, p. 5435.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 19 avril 1985, p. 5444. — Erratum, *Moniteur* du 15 mai 1985, p. 7105.

Arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'article 152 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, *Moniteur* du 19 avril 1985, p. 5445.

Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, *Moniteur* du 19 avril 1985, p. 5446.

Arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 13 septembre 1971 portant exécution du chapitre I^{er} de la loi du 28 mai 1971, réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, *Moniteur* du 19 avril 1985, p. 5448.

PRESTATIONS FAMILIALES.

Prestations familiales garanties.

Arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, *Moniteur* du 18 avril 1985, p. 5382.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 8 mars 1985 modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 17 avril 1985, p. 5316.

Arrêté royal du 9 mars 1985 modifiant l'arrêté royal du 27 avril 1976 complétant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 18 avril 1985, p. 5380.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS DE COOPERATION.

UEBL - Emirats arabes unis.

Accord de coopération économique et technologique entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Emirats arabes unis, signé à Bruxelles le 22 mai 1984, *Moniteur* du 13 avril 1985, p. 5121.

ECU.

Préférences tarifaires généralisées.

Règlement (CEE) n° 1061/85 de la Commission, du 25 avril 1985, modifiant le règlement (CEE) n° 3749/83 en ce qui concerne les montants exprimés en Ecus, *Journal officiel* n° L 113 du 26 avril 1985, p. 10.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

Transport aérien. Contrôle.

Loi du 16 novembre 1984 portant approbation des actes internationaux suivants :
a) Protocole amendant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol » du 13 décembre 1960, et Annexes 1, 2 et 3 ;
b) Accord multilatéral relatif aux redevances de route, et Annexes 1 et 2, faits à Bruxelles le 12 février 1981, *Moniteur* du 30 avril 1985, p. 6014.

7. — DIVERS

ARBITRAGE.

Annulation des sentences arbitrales.

Loi du 27 mars 1985 relative à l'annulation des sentences arbitrales, *Moniteur* du 13 avril 1985, p. 5106.

Les tribunaux belges ne peuvent désormais connaître d'une demande en annulation d'une sentence arbitrale que lorsqu'au moins une partie au différend, tranché par la sentence arbitrale, est soit une personne physique ayant la nationalité belge ou une résidence en Belgique, soit une personne morale constituée en Belgique ou y ayant une succursale ou un siège quelconque d'opération.

Cette nouvelle disposition n'est applicable qu'aux sentences arbitrales rendues après l'entrée en vigueur de la loi, à savoir le 23 avril 1985.

LOTERIE NATIONALE.

Emission des tranches du type « Presto ».

Arrêté ministériel du 18 avril 1985 fixant les modalités d'émission des tranches du type « Presto » de la Loterie nationale, *Moniteur* du 27 avril 1985, p. 5894. — Erratum, *Moniteur* du 3 mai 1985, p. 6326.

SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT.

Teneur en plomb de l'essence.

Directive 85/210/CEE du Conseil, du 20 mars 1985, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la teneur en plomb de l'essence, *Journal officiel* n° L 96 du 3 avril 1985, p. 25.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

**

ABGESTUFTE...

Das Europäische Währungssystem ; abgestufte Integration in der Praxis. (In : Abgestufte Integration.)

(Schriftenreihe Europa-Forschung, 8.)

Kehl am Rhein, Engel Verlag, 1984, 225-256 p.

ANDRE, M.

Régime fiscal applicable aux sociétés novatrices et à leurs actionnaires. (II)

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES*, Bruxelles, 1, 1985 01, p. 2-6.)

BE 140

333.831.1 - 333.832.6 - 333.741.
333.634.

331.156. - 331.162.21 - 333.111.42

ACX, R. & QUINTYN, M.

On the (in)dependence of interest-rate setting in a small open economy - the case of Belgium 1976-1983.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN*, Louvain-la-Neuve, 3, 1983 07/09, p. 307-325.)

BE 34

ANSIAUX, H. & RICQUIER, J.C.

Été 1940 : les vagabondages de l'or et du gouvernement belges. (II)

(In : *REVUE GENERALE*, Bruxelles, 3, 1985 03, p. 3-15.)

BE 196

338.012. - 338.753.0

333.833.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE.

Energie : recherche, développement et démonstration dans les pays membres de l'AIE ; examen 1983 des programmes nationaux.

Paris, *Organisation de Coopération et de Développement Economiques*, 1984, 204 p.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les taux des crédits bancaires.

(Aspects et Documents, 34.)

Bruxelles, *A.B.B.*, 1985, 39 p.

338.731.

336.212.4

AIT-LAOUSSINE, N. & PARRA, F.R.

The development of oil supplies during the energy crises of the 1970s and some questions for the future.

(In : *OPEC REVIEW*, Vienna, 1, 1985 01/03, p. 29-62.)

AT 6

AUTENNE, J. et al.

Stramien voor de hervorming van de personenbelasting.

(In : *FISKOFOON*, Antwerpen, 52, 1985 03, p. 58-67.)

BE 570

BAILLY, E.

La compensation des échanges commerciaux :
nouvel instrument de financement du commerce
international ?

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles,
3, 1985 03, p. 40-42.)

BE 69

BINGEN, G. & DEWATRIPONT, M.

Vérification empirique de la théorie du consommateur :
quelques tests emboîtés et non emboîtés.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles,
105, 1985 01/03, p. 3-40.)

BE 44E

333.432.8

BAKKER, A.F.P. & RIJSDIJK, J.P.

Het monetaire karakter van het Internationale
Monetaire Fonds.

(In : *DE NEDERLANDSCHE BANK - KWARTAALBE-
RICHT*, Amsterdam, 3, 1984 12, p. 33-41.)

NL 30B

336.401. - 333.46 - 331.062.
334.151.3 - 334.151.1

BLANCHARD, O. & DORNBUSCH, R.

US deficits, the Dollar, and Europe.

(In : *CEPS PAPERS*, Bruxelles, 6, 1984, p. 1-30.)

BE 175A

333.101. - 333.480. - 333.139.2
347.734. - 336.201. - 336.214.

BANKING...

Banking in Luxembourg.

Luxembourg, Peat, Marwick, Mitchell & Co., 1984,
131 p.

333.109.

BLAUWHOFF, R.A.

Voorzieningen voor landenrisico's - een internatio-
nale vergelijking.

(In : *BANK- EN EFFECTENBEDRIJF*, Amsterdam, 295,
1985 03, p. 120-123.)

NL 3A

338.727.

BEDDINGTON, J.R.

EEC resources : fisheries.

(In : *CEPS WORKING DOCUMENTS - ECONOMIC*,
Bruxelles, 6, 1983 09, p. 1-25.)

BE 175B

334.151.7 - 334.154.1 - 334.154.33

BLUMANN, CL.

Energie et Communautés Européennes.

(In : *REVUE TRIMESTRIELLE DE DROIT EUROPEEN*,
Paris, 4, 1984 10/12, p. 571-642.)

FR 684

BOLLETTINO...

L'evoluzione della situazione debitoria dei paesi in via di sviluppo non petroliferi.

(In : *BOLLETTINO ECONOMICO - BANCA D'ITALIA*, Rome, 4, 1985 02, p. 1*-6*.)

IT 25

BUDGET...

Partez du bon prêt.

(In : *BUDGET & DROITS*, Bruxelles, 60, 1985 04, p. 4-10.)

BE 158E

334.151.7

333.611.

BONACCINI, A.

Rapport sur la proposition de la Commission relative à l'application dans les Etats membres des principes communautaires de formation des prix de l'énergie.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE*, Strasbourg, 1784, 1985 06 03, p. 1-13.)

EEC 4F

BULLETIN...

Le second marché en Belgique : un nouveau stimulant pour la Bourse de Bruxelles?

(In : *BULLETIN DE LA SOCIETE GENERALE DE BANQUE*, Bruxelles, 251, 1985 02, p. 1-6.)

BE 27CF

338.752.12

333.432.8

BOUNFOUR, A.

L'avenir du marché mondial de l'automobile.

(In : *FUTURIBLES - ANALYSE. PREVISION. PROSPECTIVE*, Paris, 84-85, 1985 01/02, p. 57-69.)

FR 10C

BULLETIN...

Le Fonds Monétaire International.

(In : *BULLETIN DE LA SOCIETE GENERALE DE BANQUE*, Bruxelles, 251, 1985 02, p. 7-11.)

BE 27CF

339.231. - 338.721.

384.7 - 334.151.7

BUBLLOT, G. et al.

Etude sur les capitaux dans l'agriculture belge. 7. Accomplissement des travaux par entreprise ou par machines propres? Méthode simple de choix.

(In : *REVUE DE L'AGRICULTURE*, Bruxelles, 1, 1985 01/02, p. 5-16.)

BE 132

BULLETIN...

Le programme Esprit : un atout pour l'avenir économique de l'Europe.

(In : *BULLETIN DE LA SOCIETE GENERALE DE BANQUE*, Bruxelles, 252, 1985 03, p. 10-12.)

BE 27CF

BULLETIN...

Les marchés commerciaux en 1984.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 9, 1985 01 03, p. 1-6.)

BE 33

339.325.1 - 307.5

BULLETIN...

La consommation en Belgique de 1970 à 1990.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 10, 1985 08 03, p. 1-6.)

BE 33

338.8 - 338.43 - 339.12

BULLETIN...

Croissance régionale en Belgique.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 11, 1985 15 03, p. 1-7.)

BE 33

338.046.2

BULLETIN...

Une piste d'envol pour entrepreneurs débutants.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 12, 1985 22 03, p. 1-6.)

BE 33

BULLETIN...

Chemins de fer belges : le tonneau des Danaïdes ?

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 13, 1985 29 03, p. 1-7.)

BE 33

333.642.

BULLETIN...

Les Financial Futures : instrument de gestion des risques de taux d'intérêt et de change.

(In : BULLETIN FINANCIER - BANQUE BRUXELLES LAMBERT, Bruxelles, 4, 1985 22 03, p. 1-7.)

BE 34A

333.432.8

BULLETIN...

Une nouvelle brochure examine la structure financière du Fonds.

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 5, 1985 11 03, p. 65 + 70 à 73.)

FMI 2F

336.451.

BULLETIN...

Annuaire des finances publiques... Dans les pays industrialisés, les déficits s'aggravent depuis 1972.

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 5, 1985 11 03, p. 65 + 75 à 79.)

FMI 2F

BULLETIN...

Selon un rapport de l'IIE, l'indexation voue a l'échec la lutte contre l'inflation.

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 6, 1985 25 03, p. 86-88.)

FMI 2F

BUSCH, G.

Auswirkungen einer Verkuerzung der Arbeitszeit auf die öffentlichen Haushalte.

(In : MONATSBERICHTE - OESTERREICHISCHES INSTITUT FUER WIRTSCHAFTSFORSCHUNG, Wien, 3, 1985, p. 136-143.)

AT 1

339.115. - 336.311.2

336.207. - 338.43 - 333.633.0
339.312.3 - 338.043.

BULLETIN...

Dans les pays du tiers monde, l'expansion de la dette extérieure s'est ralentie en 1984.

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 6, 1985 25 03, p. 88-89.)

FMI 2F

CALLENS, J.

Innovatievennootschappen, rekonversievennootschappen en T-zones : belangrijke stimuli voor nieuwe ondernemingsinitiatieven.

(In : WEST-VLAANDEREN WERKT, Brugge, 1, 1985 01/02, p. 3-10.)

BE 188

333.432.8

332.811.

BULLETIN...

Depuis 1974, le Comité intérimaire facilite et accélère la conduite des affaires courantes.

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 7, 1985 08 04, p. 98-105.)

FMI 2F

CARLBERG, M.

Macroökonomische Effekte einer Arbeitszeitverkuerzung.

(In : ZEITSCHRIFT FUER WIRTSCHAFTS- UND SOZIALWISSENSCHAFTEN, Berlin, 1, 1985, p. 17-32.)

DE 23

331.061.

307.5 - 339.325.1

BUREAU DU PLAN.

Perspectives 1985-1989 de janvier 1985.

Bruxelles, Bureau du Plan, 1985, 31 p.

CARLIER, A.

Gezinsgrootte, gezinsbudget en welvaart.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 127-140.)

BE 71

CARRIN, G. & VAN DAEL, J.

An empirical model of the demand for health care in Belgium.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Reprint, 64.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1984, 317-334 p.

COMITE PERMANENT DES FED. SOCIALISTES WALLONNES/INSTITUT EMILE VANDERVELDE.

Une politique industrielle pour la Wallonie. (Congrès des socialistes wallons, Gembloux, le 24 mars 1984.) (In : Colloque sur le renouveau technologique des entreprises existantes, Chênée, 19 janvier 1985.)

Bruxelles, C.P.F.S.W./I.E.V., 1985, 17 p.

351.721.

339.0 - 305.4

CELLULE DE VALORISATION INDUSTRIELLE.

Les commandes publiques.

(In : WALLONIE, Namur, 67, 1985 01/02, p. 81-88.)

BE 186

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPEAN COMMUNITIES.

Le degré de similitude des économies des pays de la CEE 1975 et 1970/1981. The degree of similarity in the economics of the EEC countries 1975 and 1970/1981.

(Etudes de comptabilité nationale/Studies of national accounts, 6.)

Luxembourg, Office statistique des C.E./Statistical Office of the E.C., 1984, 126 p.

307.5 - 339.325.6

382.21 - 307.34

CLAEYS, U. & MERTENS, J.

Vrije-tijd en consumptie, een benaderende analyse.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 198-212.)

BE 71

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise - 1984 - Methodologie van de betalingsbalans van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie.

Luxembourg/Luxemburg, Office statistique des C.E./Bureau voor de statistiek der E.G., 1985, 178 p.

342.55 - 338.43

338.731.

COENEN, O.

De besluitvormingsmechanismen op nationaal en gewestelijk vlak.

(In : RES PUBLICA, Brussel-Bruxelles, 3, 1984, p. 333-340.)

BE 131

CONJONCTURE...

Vers un troisième choc pétrolier?

(In : CONJONCTURE - BULLETIN ECONOMIQUE MENSUEL DE LA BANQUE PARIBAS, Paris, 3, 1985 03, p. 33-39.)

FR 16

CONSEIL SUPERIEUR DES FINANCES

Avis du Conseil Supérieur des Finances sur l'inventaire des mesures fiscales qui répondent à la notion de « dépense fiscale ».

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 1-2, 1985 01/02, p. 141-161.*)

BE 99

CRISE...

Crise, maintien de l'emploi et partage du travail. (Colloque international organisé par le Centre d'Etudes Juridiques Européennes de la Faculté de Droit de Genève, Genève, 15-16 septembre 1983.) (Etudes suisses de droit européen, 27.)

Genève, Georg, 1984, VI + 378 p.

338.78

332.18

COPPIETERS, P.

Geografische spreiding van de quartaire werkgelegenheid.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Reprint, 65.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1984, 16 p.

DAMBRE, W.

Ontstaansgeschiedenis van de ondernemingsraden in België (1944-1949).

(In : *RES PUBLICA, Brussel-Bruxelles, 1, 1985, p. 87-124.*)

BE 131

307.5 - 339.325.1

385.222.

COUMANS, W.

Verlichting, verwarming en verkeer : het energieverbruik der gezinnen.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 173-182.*)

BE 71

DE BORGER, B.L.

Cost and productivity in regional bus transportation : the Belgian case.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Reprint, 66.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1984, 37-54 p.

368.611

336.207. - 336.01 - 336.212.4

COUSY, H.

Een kennismaking met « kredietverzekering ».

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S, Brussel, 1, 1985 02, p. 16-22.*)

BE 503

DE CLERCQ, W.

Allègements fiscaux en faveur des particuliers et indépendants 1981-1984.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 1-2, 1985 01/02, p. 163-183.*)

BE 99

332.630. - 332.632.0 - 332.73
336.207.

307.5 - 339.325.1

DECOENE, G.

100.000 arbeidsplaatsen door fiscale aftrekbaarheid van personeel in de huishoudelijke sektor.

Antwerpen, Kluwer, 1983, 117 p.

DEREYMAEKER, R.

Objectieven en methodologie van de gezinsbudgetonderzoekingen.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 83-94.)

BE 71

332.811. - 332.812. - 332.241.

307.5 - 339.325.1

DE GOLS, M.

Durée du travail, heures supplémentaires et repos compensatoires : commentaires.

(In : ORIENTATIONS, Bruxelles, 2, 1985 02, p. 35-55.)

BE 120

DEREYMAEKER, R.

Inkomenselasticiteiten van de consumptieve bestedingen volgens de gezinsbudgetonderzoekingen van 1948-49, 1961, 1973-74 en 1978-79.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 213-219.)

BE 71

333.432.8 - 333.164.0

307.5 - 339.325.1 - 339.311.3

de GROOTE, J.

Quelques réflexions sur les assemblées annuelles 1984 du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-WEZEN, Bruxelles/Brussel, 2, 1985 02, p. 37-44.)

BE 134

DEREYMAEKER, R.

Vergelijking van de micro- en de macro-economische ramingen van beschikbaar inkomen, consumptie en besparingen.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 240-263.)

BE 71

334.151.0 - 334.150.2

339.325.1 - 307.5 - 368.40

DELORS, J.

Les orientations de la Commission des Communautés Européennes.

(In : FUTURIBLES - ANALYSE. PREVISION. PROSPECTIVE, Paris, 86, 1985 03, p. 3-18.)

FR 10C

DE SWERT, G.

Het dubbelgezicht van de sociale zekerheid.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 115-126.)

BE 71

331.061.

331.061. - 331.31 - 332.27
332.630. - 333.841. - 333.843.

DEUTSCHES...

The World Economic Forecast for 1985 : western industrial countries : economic expansion continues at a slower pace.

(In : DEUTSCHES INSTITUT FUER WIRTSCHAFTS-FORSCHUNG - ECONOMIC BULLETIN, Aldershot, 1, 1985 03, p. 3-10.)

DE 12

DORNBUSCH, R. et al.

Macroeconomic prospects and policies for the European Community.

(In : CEPS PAPERS, Bruxelles, 1, 1983, p. 1-32.)

BE 175A

333.432.8

334.151.9

DINI, L.

The changing international monetary system.

(In : BANCA NAZIONALE DEL LAVORO - QUARTERLY REVIEW, Rome, 151, 1984 12, p. 423-431.)

IT 4

DOSSIER...

La Communauté Européenne et la protection de l'environnement.

(In : LE DOSSIER DE L'EUROPE, Bruxelles, 5, 1985 03, p. 1-12.)

EEC 20F

338.012. - 338.43

334.154.33

DI RUPO, M.E.

Wallonie : le futur est énergie.

(In : WALLONIE, Namur, 67, 1985 01/02, p. 49-68.)

BE 186

DOSSIER...

La politique européenne de concurrence.

(In : LE DOSSIER DE L'EUROPE, Bruxelles, 6, 1985 03, p. 1-11.)

EEC 20F

334.151.6 - 338.727.

333.432.8 - 334.151.20

DOCUMENTATION...

La politique de la pêche de la Communauté Européenne.

(In : DOCUMENTATION EUROPEENNE, Luxembourg, 1, 1985, p. 1-79.)

EEC 5DF

DUISENBERG, W.

Naar orde in de internationale monetaire verhoudingen.

(In : DE NEDERLANDSCHE BANK - KWARTAALBERICHT, Amsterdam, 4, 1985 03, p. 21-26.)

NL 30B

DUMON, F.

La Cour d'arbitrage. Ses compétences - Etendue et limites. Effets de ses arrêts.

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX, Bruxelles, 5333, 1985 13 04, p. 229-235.*)

BE 599

ECONOMIE...

Rapport économique annuel 1984-1985.

(In : *ECONOMIE EUROPEENNE, Luxembourg, 22, 1984 11, p. 5-57.*)

EEC 3F

658.2 - 347.753.6

331.31 - 336.61

DURINCK, E. & FABRY, J.

Een evaluatietechniek voor financiële leasing in België.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 105, 1985 01/03, p. 41-57.*)

BE 44E

EITJES, K. & de GIDTS, R.K.

Economic policy in the U.S. and Europe : is the recovery at risk?

(In : *A.B.N. ECONOMIC REVIEW, Amsterdam, 107, 1985 02, p. 7-15.*)

NL 1

305.2

333.845. - 334.151.54

ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE

Statistical indicators of short term economic changes in ECE countries.

(In : *STATISTICAL INDICATORS OF SHORT TERM ECONOMIC CHANGES IN ECE COUNTRIES, Geneva, 2, 1985 02, p. 1-63.*)

UN 23C

EMERSON, M.

The European stagflation disease in international perspective and some possible therapy.

(In : *CEPS WORKING DOCUMENTS - ECONOMIC, Bruxelles, 3, 1983 06, p. 1-49.*)

BE 175B

331.30 - 331.31

ECONOMIE...

Bilan économique annuel 1984-1985.

(In : *ECONOMIE EUROPEENNE, Luxembourg, 22, 1984 11, p. 59-246.*)

EEC 3F

334.151.27 - 334.151.20 - 333.432.8 - 333.451.6
333.453. - 333.845. - 382.257. - 333.111.42
333.420.0 - 333.46 - 333.841. - 333.110.
EUROPE'S...

Europe's money ; problems of European monetary co-ordination and integration. (Conference entitled « Western European Priorities » organized in Brussels in December 1982.)
(Centre for European Policy Studies.)
Oxford, Clarendon Press, 1984, XIV + 286 p.

EVARD, J.-J.

Les pratiques du commerce (loi du 14/7/71) : chronique de jurisprudence 1978-1984.

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX, Bruxelles, 5330, 1985 16 03, p. 173-182.*)

BE 599

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE/VERBOND VAN BELGISCHE ONDERNEMINGEN.

Liste des entreprises belges occupant plus de 50 à plus de 1.000 travailleurs. Lijst van Belgische ondernemingen die meer dan 50 tot meer dan 1.000 werknemers tewerkstellen.

Bruxelles/Brussel, F.E.B./V.B.O., 1984, div. p.

340.141. - 347.711. - 347.712.

338.754.0 - 338.43

EVARD, J.-J.

Les pratiques du commerce (loi du 14/7/71) : chronique de jurisprudence 1978-84.

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX, Bruxelles, 5331, 1985 23 03, p. 189-198.*)

BE 599

FEDERATION DES INDUSTRIES CHIMIQUES DE BELGIQUE.

L'industrie chimique dans l'agglomération bruxelloise.

Bruxelles, F.I.C., 1984, 22 p.

333.744.

338.754.0 - 338.43

FACTORING...

Factoring-wijzer.

Brussel, International Factors, 1984, 27 p.

FEDERATION DES INDUSTRIES CHIMIQUES DE BELGIQUE.

L'industrie chimique en Flandre.

Bruxelles, F.I.C., 1984, 32 p.

382.40

338.754.0 - 338.43

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE.

Le document unique : Le relevé Benelux 50. La déclaration COM (projet CEE). (Réunion d'information tenue le 17 mai 1984.)

(Série économique, 6.)

Bruxelles, Edit. de la F.E.B., 1984, 64 p.

FEDERATION DES INDUSTRIES CHIMIQUES DE BELGIQUE.

L'industrie chimique en Wallonie.

Bruxelles, F.I.C., 1984, 20 p.

FISCHER, C.

Aspects comptables et fiscaux du leasing mobilier.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 2, 1985 02, p. 31-36.*)

BE 158FB

GILIBERT, P.L.

Safety measures, supervision and regulation in international banking : a survey.

(SUERF Series, 48A.)

Tilburg, Société Universitaire Européenne de Recherches Financières, 1984, 30 p.

334.151.6

658.2 - 333.633.7

FRIEDEBERG, A.S.

Het Europese zuiveloverschot : drie wegen naar een lager melkaanbod.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3498, 1985 20 03, p. 279-281.*)

NL 10

GILSON, M.

Le leasing dans la comptabilité, les comptes annuels et la législation fiscale, y compris les aspects de contrôle.

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES, Bruxelles, 1, 1985 01, p. 8-24.*)

BE 140

334.151.7 - 338.046.1

331.30

GEROSKI, P.A. & JACQUEMIN, A.

Large firms in the European corporate economy and industrial policy in the 1980's.

(In : *CEPS WORKING DOCUMENTS - ECONOMIC, Bruxelles, 4, 1983 06, p. 1-31.*)

BE 175B

GREENBERG, L.J. et al.

European Economic Trends.

(In : *EUROPEAN ECONOMIC TRENDS, New York, 1984 11, p. 1-32.*)

US 11G

307.5 - 339.325.1

338.751.1 - 307.4

GIDS...

Het gezinsbudgetonderzoek 1978-1979; resultaten en commentaar.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 83-263.*)

BE 71

GROUPEMENT DE LA SIDERURGIE.

La sidérurgie belge en 1983.

Bruxelles, Groupement de la Sidérurgie, 1984, 68 p.

GUIMBRETIERE, P.

Catalogue des instruments en Ecu.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 3, 1985 03, p. 11-16.)

LU 4

HUMMEL, F.

The future of forestry in the European Community.

(In : *CEPS WORKING DOCUMENTS - ECONOMIC*, Bruxelles, 9, 1984 08, p. 1-49.)

BE 175B

338.731. - 338.754.10

331.12 - 338.43

GUINET, J.

L'industrie pétrochimique : l'ajustement doit être poursuivi.

(In : *L'OBSERVATEUR DE L'O.C.D.E.*, Paris, 133, 1985 03, p. 6-10.)

OCDE 8F

INDUSTRIELE...

Industriële revoluties in de provincie Antwerpen.
Antwerpen, Standaard, 1984, IX + 467 p.

382.240. - 380.23 - 382.254.

332.622.1 - 334.151.54 - 336.831.
332.630.

HOFFMAN, J.M.

The external balance of the smaller industrial countries : international developments and national policies since 1968.

(In : *BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS - BIS WORKING PAPERS*, Basle, 11, 1984 11, p. 1-31.)

BIS 2

INSTITUT SYNDICAL EUROPEEN.

L'emploi des jeunes. Etude des mesures et propositions élaborées dans les pays d'Europe occidentale pour lutter contre le chômage des jeunes.

(In : *CMB-INFORM*, Bruxelles, 96, 1985 03, p. 1-60.)

BE 37F

338.43

307.5 - 339.325.1 - 339.311.3
333.730.

HOUSSEL, J.P.

Le phénomène de l'« industrialisation spontanée » en Europe occidentale avant et depuis la crise économique.

(In : *PROBLEMES ECONOMIQUES*, Paris, 1918, 1985 03 04, p. 24-31.)

FR 51A

JANSSENS, L. & PACOLET, J.

Het sparen en ontlenen van de gezinnen.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 2, 1985 02, p. 220-238.)

BE 71

JONES, S.G.

The worksharing debate in Western Europe.

(In : NATIONAL WESTMINSTER BANK QUARTERLY REVIEW, London, 1985 02, p. 30-41.)

GB 61

LAMBERT, J-P.

Modèles macroéconomiques de rationnement et enquêtes de conjoncture.

(In : RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN, Louvain-la-Neuve, 3, 1983 07/09, p. 225-245.)

BE 34

380.23

KELLER, D.

The international competitiveness of Europe, the USA and Japan.

(In : INTERECONOMICS, Hamburg, 2, 1985 03-04, p. 59-64.)

DE 15

380.23 - 382.30 - 331.31
333.46

LAWRENCE, R.Z. et al.

US competitiveness and its implications for Europe.

(In : CEPS PAPERS, Bruxelles, 11/13, 1984, p. 1-80.)

BE 175A

332.811. - 338.042.

KESENNE, S. & BUTZEN, P.

Arbeidsduurverkorting, kostenstructuur van de onderneming en tewerkstelling.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 1, 1985, p. 75-87.)

BE 171

338.8 - 334.151.1 - 334.151.3
331.062.

LAYARD, R. et al.

Europe : the case for unsustainable growth.

(In : CEPS PAPERS, Bruxelles, 8-9, 1984, p. 1-71.)

BE 175A

334.151.27 - 334.151.25

KLOMPENHOUWER, K.J.R.

Naar een institutionele fase voor het Europees Monetair Stelsel?

(In : ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3496, 1985 06 03, p. 224-227.)

NL 10

333.633.0 - 339.312.3

LEBAS, P.

L'avenir du capital-risque en Europe.

(In : REVUE FRANCAISE DE GESTION, Paris, 49, 1984 11/12, p. 95-105.)

FR 674

LEEDS, R.S.

Promotion des projets à la SFI : nouvelle approche. Accroître les investissements par secteur et par industrie.

(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT*, Washington, 1, 1985 03, p. 5-7.)

FMI 5F

LOWENTHAL, P. & SONNET, A.

Expansion conjoncturelle et redressement économique : la part des choses.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES*, Louvain-la-Neuve, 1985 03, p. 1-46.)

BE 87

336.441.

LEJEUNE, G. & VUCHELEN, J.

De betrouwbaarheid van de economische voorspellingen van de overheid.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES*, Bruxelles, 1-2, 1985 01/02, p. 5-23.)

BE 99

333.647. - 658.325.

LYCOPS, J.F.

Des stocks options aux options sur actions ; un coup d'épée dans l'eau ?

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE*, Bruxelles, 2, 1985 02, p. 37-43.)

BE 158FB

650. - 338.040.

LEMAITRE, N.

In search of Belgian excellence ; étude et analyse des modes de gestion communs à neuf entreprises belges performantes.

Bruxelles, Institut de l'Entreprise, 1984, II + 30 p.

342.55 - 338.43 - 336.41

MATON, J.

De evolutie van het communautair gebeuren op economisch vlak : evaluatie en alternatief

(In : *RES PUBLICA*, Brussel-Bruxelles, 3, 1984, p. 323-330.)

BE 131

332.811.

LEROY, R. & GODANO, A.

Travail à temps partiel : une nouvelle statistique.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 96, 1985 03, p. 1-21.)

BE 33Z

332.811. - 332.691.

MATUSZA, M.

Die wirkungen von Arbeitszeitverkuerzungen mit Lohnausgleich auf die Beschäftigung.

(In : *JAHRBUECHER FUER NATIONALOEKONOMIE UND STATISTIK*, Stuttgart, 2, 1985 03, p. 195-201.)

DE 16

MICOSSI, S. & PADOA-SCHIOPPA, T.

Can Europeans control their interest rates?
(In : *CEPS PAPERS, Bruxelles, 17, 1984, p. 1-40.*)
BE 175A

MORANDE, F.G.

A note on wage indexation in a model with stag-
gered wage setting.
(In : *ECONOMICS LETTERS, Amsterdam, 1-2, 1985
01/02, p. 19-22.*)
NL 8

338.721. - 338.723.0

MINISTERE DE L'AGRICULTURE.

Evolution de l'économie agricole et horticole
(1983-1984); rapport du Gouvernement.
(Cahiers de l'I.E.A., 246.)
*Bruxelles, Institut Economique Agricole, 1984,
XX + 137 p.*

333.631. - 339.4 - 336.212.2
336.204.

MORAY, M.

Impact de la fiscalité sur la composition optimale
d'un portefeuille d'obligations d'Etat belge.
(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES,
Bruxelles, 105, 1985 01/03, p. 91-118.*)
BE 44E

331.30 - 331.31 - 336.60 - 336.301.
382.51 - 382.240. - 333.130.1 - 333.46
311.80 - 332.691. - 338.721. - 338.70
380.27 - 332.26 - 339.312.5 - 307.00

MINISTERE DE L'ECONOMIE.

L'économie luxembourgeoise en 1982 et 1983.
(Cahiers économiques, 68-A.)
*Luxembourg, Service Central de la Statistique et des Etudes
Economiques, 1985, XXII + 378 p.*

349.1 - 347.754. - 368.40

MORGENTHAL, L.

Quelques aspects de l'influence de la crise sur le
droit du travail et sur la « dérégulation » de la
sécurité sociale « sensu lato ».
(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL,
Bruxelles, 312, 1985 20 03, p. 125-131.*)
BE 600

339.115. - 336.311.2 - 333.432.8

MOHAMMED, A.F.

Approche des problèmes de la dette cas par cas.
Pourquoi le Fonds est favorable à cette approche.
(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT, Washington, 1,
1985 03, p. 24-26.*)
FMI 5F

349.1 - 347.754. - 368.40

MORGENTHAL, L.

Quelques aspects de l'influence de la crise sur le
droit du travail et sur la « dérégulation » de la
sécurité sociale « sensu lato ».
(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL,
Bruxelles, 313, 1985 31 03, p.141-148.*)
BE 600

MUHLEN, E.

Le Parlement Européen face à l'Union monétaire.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 3, 1985 03, p. 1-3.)

LU 4

NEWMAN, J.K.

International comparisons of taxes and social security contributions in 20 OECD countries 1972-1982.

(In : *ECONOMIC TRENDS*, London, 376, 1985 02, p. 82-92.)

GB 19A

305.2 - 308. - 330.3
339.312.5

MULKAY, B.

Fonctions d'investissement néoclassiques dans un modèle macroéconomique avec rationnement.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN, Louvain-la-Neuve*, 3, 1983 07/09, p. 247-276.)

BE 34

339.115. - 336.311.2 - 382.254.

NIEHANS, J.

International debt with unenforceable claims.

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF SAN FRANCISCO - ECONOMIC REVIEW*, San Francisco, 1, 1985 01/03, p. 64-79.)

US 31E

342.55 - 338.43

NEELS, L.

De verdeling van de nationale en regionale bevoegdheden.

(In : *RES PUBLICA, Brussel-Bruxelles*, 3, 1984, p. 362-372.)

BE 131

338.341.0 - 382.256.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Coopération pour le développement - 1984.

Paris, O.C.D.E., 1984, 291 p.

342.535. - 347.736.

NEUMANN, M.

L'évolution de la jurisprudence en matière de faillite.

(In : *REVUE DE DROIT COMMERCIAL BELGE - TIJDSCHRIFT VOOR BELGISCH HANDELSRECHT*, Gent, 3, 1985 03, p. 184-204.)

BE 668

332.630. - 338.043. - 332.621.4 - 332.621.2
332.621.3 - 338.023. - 332.691. - 332.87
332.632.1 - 332.810. - 332.811. - 331.32

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Croissance de l'emploi et mutations structurelles. (Travaux d'une conférence tenue du 6 au 8 février 1984.)

Paris, O.C.D.E., 1985, 253 p.

OWENS, J.

La pression fiscale directe : une comparaison internationale.

(In : L'OBSERVATEUR DE L'O.C.D.E., Paris, 133, 1985 03, p. 23-25.)

OCDE 8F

PASCALLON, P.

La crise et les réformes monétaires.

(In : RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE ECONOMICHE E COMMERCIALI, Padova, 10-11, 1984 10/11, p. 944-975.)

IT 22B

307.5 - 339.325.5

PACOLET, J. & KESENNE, J.

De gezinsuitgaven voor gezondheidszorgen.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 183-197.)

BE 71

330.543. - 338.047.

PESTIEAU, P.

Public enterprises under conditions of unemployment. A survey of the issues.

(In : ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE, Liège, 4, 1984 12, p. 365-382.)

BE 5A

333.611.

PARIBAS...

Le second marché de Bruxelles.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 60, 1985 03, p. 2-12.)

BE 64DF

336.32 - 336.301.

PONCELET, A-M.

La gestion de la dette publique.

(In : REVUE POLITIQUE NOUVELLE SERIE, Bruxelles, 1, 1985 01/02, p. 7-22.)

BE 149B

336.214. - 331.31 - 336.834.
336.312.6 - 336.207. - 338.43

PARIBAS...

Les entreprises et la politique fiscale du gouvernement.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES - NUMERO SPECIAL, Bruxelles, 29, 1985 02, p. 2-28.)

BE 64EF

333.101. - 333.139.0

POOS, J.F.

La place financière du Luxembourg à la lumière des développements récents sur le marché international.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES - BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Luxembourg, 1, 1985, p. 7-19.)

LU 5

336.53 - 342.55 - 352.
321.68 - 336.41

382.36 - 368.612.

QUEVIT, M.

Les relations financières entre l'Etat central, les régions et les communes en Belgique : scénarios d'adaptation au système fédéral allemand et au système confédéral suisse.

(In : WALLONIE, Namur, 67, 1985 01/02, p. 3-26.)

BE 186

RAMBOUSEK, W.H.

Est-ce la faillite de l'aide à l'exportation?

(In : SOCIETE DE BANQUE SUISSE - LE MOIS ECONOMIQUE ET FINANCIER, Bâle, 1985 04, p. 6-10.)

CH 11

307.5 - 339.325.2

334.151.8 - 385.60

QUINTENS, L.

Het verbruik van voeding en dranken door de Belgische gezinnen.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 157-172.)

BE 71

REDSTON, C.J.

Prospects for greater competition amongst European Community Airlines.

(In : INTERECONOMICS, Hamburg, 2, 1985 03-04, p. 98-102.)

DE 15

332.811. - 332.691.

333.633.0 - 339.312.3

RAMB, B-T.

Zum Beschäftigungseffekt von Arbeitszeitverkuerzungen.

(In : JAHRBUECHER FUER NATIONALOEKONOMIE UND STATISTIK, Stuttgart, 2, 1985 03, p. 186-194.)

DE 16

REPORT...

Venture capital in Western Europe : a spur to entrepreneurial innovation and increased investment.

(In : REPORT FROM BRUSSELS - BANQUE BRUXELLES LAMBERT, Bruxelles, 125, 1985 03, p. 1-5.)

BE 34D

332.811.

333.106.

RAMB, B-T.

Arbeitsangebotseffekte regulierter Beschäftigungszeitverkuerzungen.

(In : ZEITSCHRIFT FUER WIRTSCHAFTS- UND SOZIALWISSENSCHAFTEN, Berlin, 1, 1985, p. 33-49.)

DE 23

REVELL, J.

New forms of competition and new competitors.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN, Bruxelles/Brussel, 2, 1985 02, p. 45-53.)

BE 134

REVELL, J.R.S.

Coûts et marges en secteur bancaire ; supplément statistique - 1978-1982 - Costs and margins in banking ; statistical supplement.

Paris, O.C.D.E./O.E.C.D., 1985, 111 p.

ROSS, I.M.G.

Euronote Issuance Facilities. Un tout nouveau type de crédit.

(In : *BANQUE, Paris, 447, 1985 02, p. 149-153.*)

FR 6

658.42

334.153.2 - 334.153.0

REVUE...

Loi du 21 février 1985, relative à la réforme du revisorat d'entreprises.

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES, Bruxelles, 2, 1985 02, p. 27-53.*)

BE 140

ROY, M.P.

La CEE et le Tiers Monde (hors Convention de Lomé).

(In : *NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES, Paris, 4773, 1984 12, p. 1-122.*)

FR 51F

336.831. - 336.024. - 339.21
332.224. - 368.40 - 202.

333.164.1

REVUE...

L'allocation universelle : une idée pour vivre autrement ?

(In : *LA REVUE NOUVELLE, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 339-464.*)

BE 149D

RYRIE, W.

Secteur privé et développement. Entretien avec le nouveau vice-président exécutif de la SFI.

(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT, Washington, 1, 1985 03, p. 2-4.*)

FMI 5F

307.5 - 339.325.1

333.633.0 - 336.207. - 339.312.6

REYNDERS, R. & SCHOKKAERT, E.

De globale structuur van de gezinsuitgaven.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 141-156.*)

BE 71

SALIEN, V.

La loi Cooreman - De Clercq sur les actions.

(In : *BENELUX, Bruxelles/Brussel, 4, 1984 10-12, p. 60-67.*)

BE 18A/1

SAUCIN, J.

Organisation, fonctionnement et perspectives de la Bibliothèque Fonds Quetelet. (Rapport de stage. Manuel utilisateur.)
Bruxelles, Fonds Quetelet, 1984, 82 p.

SEIDENFUS, H.

Möglichkeiten und Grenzen einer Deregulierung des europäischen Luftverkehrs.
(In : WIRTSCHAFTSDIENST, Hamburg, 3, 1985 03, p. 129-137.)
 DE 30A

342.55 - 338.43 - 331.30

334.151.7

SCHILTZ, H.

L'hypothèse séparatiste vue dans sa perspective économique.
(In : RES PUBLICA, Brussel-Bruxelles, 3, 1984, p. 383-392.)
 BE 131

SELIGMAN, M.

Rapport ... sur la communication de la Commission au Conseil concernant l'énergie et la recherche énergétique dans la Communauté : un programme quinquennal d'action et son financement.
(In : PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg, 1172, 1983 16 12, p. 1-35.)
 EEC 4F

336.301.

342.55 - 338.43

SCHOKKAERT, E. & VAN ROMPUY, V.

Intergenerational distribution of the burden of debt : the case of Belgium.
Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1984, 14 p.

SENELLE, R.

De besluitvormingsmechanismen op regionaal vlak.
(In : RES PUBLICA, Brussel-Bruxelles, 3, 1984, p. 341-348.)
 BE 131

334.81

339.325.1 - 307.363. - 307.5

SEELER, H-J.

Die Zukunft des GATT. Freihandel und Protektionismus im Welthandel.
(In : JAHRBUCH FUER SOZIALWISSENSCHAFT, Göttingen, 1, 1985, p. 80-108.)
 DE 15F

SERROYEN, C.

De gezinsinkomens voor de matiging van start ging.
(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1985 02, p. 95-114.)
 BE 71

333.164.0

SHELTON, C.J.

The financial structure and operations of the IBRD.

(In : *BANK OF ENGLAND - QUARTERLY BULLETIN*, London, 1, 1985 03, p. 47-56.)

GB 1A

333.100. - 333.771.3 - 333.771.2
333.771.1 - 333.131.38

SOCIETE GENERALE DE BANQUE.

La banque par les documents. 2. Les moyens de paiement.

(Perspectives, 2.)

Bruxelles, *Société Générale de Banque*, 1982, 26 p.

339.113.

SLEUWAEGEN, L.

Recent trends in foreign direct investment and disinvestment in Belgium.

(In : *TUJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 1, 1985, p. 7-44.)

BE 171

333.100. - 333.131.30

SOCIETE GENERALE DE BANQUE.

La banque par les documents. 3. Les crédits. (Perspectives, 3.)

Bruxelles, *Société Générale de Banque*, 1982, 18 p.

380.23

SMETS, J.

The competitiveness of the Belgian economy.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN*, Bruxelles/Brussel, 2, 1985 02, p. 7-16.)

BE 134

333.432.8

SPRAOS, J.

IMF conditionality - a better way.

(In : *BANCA NAZIONALE DEL LAVORO - QUARTERLY REVIEW*, Rome, 151, 1984 12, p. 411-421.)

IT 4

333.100. - 333.130.0 - 333.131.40
333.131.0

SOCIETE GENERALE DE BANQUE.

La banque par les documents. 1. Les dépôts et l'épargne.

(Perspectives, 1.)

Bruxelles, *Société Générale de Banque*, 1982, 22 p.

334.153.2

STEVENS, C.

The new Lomé convention : implications for Europe's third world policy.

(In : *CEPS PAPERS*, Bruxelles, 16, 1984, p. 1-39.)

BE 175A

STEVENS, L.

Het vernieuwd steenkoolbeleid en de overlevingskansen van de Kempense Steenkolenmijnen.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 1, 1985 02, p. 81-105.)

BE 64B

TILLEN, J.

Factoring.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S*, Brussel, 1, 1985 02, p. 7-15.)

BE 503

336.212.4

TEST...

Guide-impôts 1985.

(In : *BUDGET & DROITS*, Bruxelles, Spec., 1985 03, p. 1-132.)

BE 158E

334.151.27 - 334.151.25 - 333.453.

TRIFFIN, R.

The future of the European Monetary System and the Ecu?

(In : *CEPS PAPERS*, Bruxelles, 3, 1983, p. 1-28.)

BE 175A

333.712.3

THERON, M.

Le financement à forfait des exportations.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 3, 1985 03, p. 7-10.)

LU 4

333.432.8 - 333.451.6 - 334.151.27
333.453. - 333.845. - 382.257.
333.111.42

TRIFFIN, R.

How to end the world « infession » : crisis management or fundamental reforms?

(In : *CEPS WORKING DOCUMENTS - ECONOMIC*, Bruxelles, 1, 1983 06, p. 1-68.)

BE 175B

333.633.0 - 339.312.3 - 333.611.

TIEST, R.

Risicofinanciering : venture capital en andere recente initiatieven.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S*, Brussel, 1, 1985 02, p. 23-31.)

BE 503

334.151.20 - 334.151.27 - 333.110.
333.80 - 333.820.

TRUMMER, H.W.

Die Harmonisierung der Geldpolitik in der Europäischen Gemeinschaft.

(Reihe Wirtschaftswissenschaften, 297.)

Thun, Verlag Harri Deutsch, 1984, XI + 351 p.

VAN DEN BERG, L.D.

Vers une politique des transports cohérente en Europe?

(In : *BENELUX, Bruxelles/Brussel, 4, 1984 10-12, p. 28-30.*)

BE 18A/1

VAN GERVEN, W.

900 jours de la Commission bancaire.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN, Bruxelles/Brussel, 2, 1985 02, p. 25-36.*)

BE 134

333.633.7

351.721. - 347.440.

VAN DEN DRIESSCHE, J.F.

Sale and lease back van onroerende goederen.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S, Brussel, 1, 1985 02, p. 56-58.*)

BE 503

VAN GERVEN, W.

Beleidsvereenkomsten.

(In : *KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR WETENSCHAPPEN, LETTEREN EN SCHONE KUNSTEN VAN BELGIE-KLASSE DER LETTEREN - MEDEDELINGEN, Brussel, 5, 1984, p. 37-66.*)

BE 8

334.154.33

333.633.0 - 339.312.3

VANDEN HOVE, P.

The new commission regulations n° 1983/83 and 1984/83 on the application of article 85 (3) of the treaty to categories of exclusive distribution and purchasing agreements.

(In : *LEGAL ISSUES OF EUROPEAN INTEGRATION, Amsterdam, 2, 1984, p. 41-81.*)

BE 605

VAN GERVEN, W.M.

Idées et projets belges concernant le capital à risque.

(In : *BENELUX, Bruxelles/Brussel, 4, 1984 10-12, p. 34-44.*)

BE 18A/1

347.757. - 333.131.32 - 347.755.0

347.755.3 - 347.758. - 347.27

333.735. - 333.734. - 333.733.

347.753.3

van DOORSLAER, J.

De kredietopening.

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1984, XVI-II + 150 p.

VANKERCKHOVE, J.

Loyers et revenus immobiliers en 1985. Droit au logement. Loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales (Chapitres I et II - Moniteur du 24 janvier 1985).

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX, Bruxelles, 5329, 1985 09 03, p. 157-164.*)

BE 599

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

Prenant cours avant le numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prenant cours à partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 650,—. Autres pays : voie normale : FB 650,— voie aérienne : FB 1.450,—

PRIX DU NUMERO SEPARÉ

Jusqu'au numéro de juin 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.
A partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 65,—. Autres pays : voie normale : FB 65,— voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
